

ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES

**Contribution historique à l'étude du Parti Dimokrat-î
Kurdistan-î Iraq 1946-1970**

Thèse de 3^e cycle

Institut kurde de Paris

Présentée par :

Siyamend Othman

Directeur d'Etudes :

Paul Vieille

Novembre - 1985

ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES

**Contribution historique à l'étude du Partî Dimokratî
Kurdistanî Iraq 1946-1970**

Thèse de 3^e cycle

Présentée par :

Siyamend Othman

Directeur d'Etudes :

Paul Vieille

Novembre - 1985

Qu' il me soit permis de remercier : Kamal Fuad, Adnan Mufti, Fadil Rasul et Hassan Ghazi pour les nombreux documents du PDK et du parti Communiste irakien qu' ils m' ont fournis ; Halkawt Hakim , pour les numèros de Khabat publiès sous le régime de Qassem ; Simko Hassan, Abdulla Hadad et Hoshmand Othman pour leurs prècieux renseignements sur la littérature Kurde ; Annie Nicot, Dominique Schroeder et Hélène Aymen de Lagard pour avoir relu le manuscrit et l' avoir corrigé .

Je suis reconnaissant à tous ceux qui ont accepté de m' accorder des entretiens ou de discuter de leur expèrience dans le mouvement nationaliste kurde.

Mes remerciements tout particuliers vont à M. Paul Vieille pour ses conseils, sa patience et ses encouragements tout au long de l' élaboration de cette thèse.

Ma gratitude envers ma femme, Nasrin Zamani, ne pourra jamais égaler le soutien moral et les sacrifices qu' elle a consentis. Cette thèse lui est humblement dèdiée.

TABLE DES MATIERS

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	6 - 16
CHAPITRE I : LES KURDES D'IRAK	17 - 57

- Les origines	
- La population et sa répartition géographique	
- Culture : Religions, langue et littérature	
- Aspects sociaux de la société traditionnelle kurde	
CHAPITRE II : LA GENESE DU NATIONALISM KURDE	58 - 103

- Les Kurdes au XIXe siècle	
- Les révoltes kurdes	
- Les premières organisations nationalistes kurdes	
- La première guerre mondiale	
- La Conférence de la Paix de Paris - 1919	
CHAPITRE III : L'OCCUPATION BRITANNIQUE ET LA FONDATION DE L'ETAT D'IRAK : LA NAISSANCE ET LA PREMIERE PHASE DU DEVELOPPEMENT DU NATIONALISME KURDE EN IRAK	104 - 196

- L'occupation britannique	
- Les réactions kurdes	
- Les révoltes du Cheikh Mahmoud	
-Le destin du Wilayat de Mossoul	
- Les débuts des actions nationalistes kurdes organisées en Irak	
- Le nationalisme kurde 1932 - 1946	
- Le coup d'Etat de Bakir Sidqi	
-Les révoltes de Barzan	
- Hewa	
- Chorech et Rizgar-i kurdes	
- Fondation du PDK	
- PDK sous la monarchie	

CHAPITRE IV : L'IRAK REPUBLICAIN : ASCENSION DU NATIONALISME

----- KURDE

197 - 253

- Mouvement des Officiers Libre
- Le coup d'Etat : la chute de la monarchie
- Les réactions kurdes
- La première phase
- La second phase
- L'URSS et le nationalisme kurde
- La troisième phase

CHAPITRE V : LE PDK ET LE BA'TH / NATIONALISME ARABE CONTRE

----- NATIONALISME KURDE

254 - 318

- Le PDK et le premier régime ba'thistse
- Positions des pays arabes vis-à-vis de la question kurde
- Israël
- Turquie
- Iran
- La politique des Etats-Unis vis-à-vis de la question kurde
- Le PDK et le second régime ba'thiste

CHAPITRE VI : LE PDK ET LES REGIMES DES FRERES AREF

319 - 405

- Le PDK et le régime de Abdul-Salam Aref
- La scission du PDK
- L' accord de 10 février
- PDK et le régime de Abdul-Rahman Aref
- Le parti communiste et la question kurde

CONCLUSION

406 - 409

BIBLIOGRAPHIE

410 - 437

INTRODUCTION

Institut kurde de Paris

A la suite de l'échec de la révolte menée par Mulla Moustafa Barzani au Kurdistan irakien, conséquence de l'accord conclu le 6 Mars 1975 à Alger, lors de la réunion au sommet de l'OPEP, entre Mohamed Reza, ancien Chah d'Iran et Saddam Hussein, alors Vice-Président de l'Irak, peu d'analystes politiques auraient pu prévoir l'émergence d'un mouvement kurde armé, relativement puissant, bien qu'encore très divisé, dans ce pays. Et pourtant, dix ans plus tard, diverses sources affirment que ceci est en train de se produire. (1)

Il n'est guère douteux que l'actuel mouvement kurde en Irak (et ceci s'applique pari passu au mouvement kurde en Iran) doit sa force, pour une grande part, aux effets secondaires de toutes natures de l'interminable Guerre du Golfe. Cependant, on voit difficilement quelle que soit l'issue de cette guerre particulièrement meurtrière, comment le gouvernement irakien, ou celui de la Turquie et de l'Iran pourraient remporter une victoire militaire définitive sur le nationalisme kurde. C'est pourquoi le véritable intérêt des mouvements kurdes actuels réside moins dans leur aspect militaire, bien que celui-ci ne manque pas de signification, que dans les implications politiques de la question kurde pour les pays du Moyen-Orient dans

(1) - Pour les rapports les plus récents sur la situation au Kurdistan irakien, voir Kutschera, Chris, "Avec les Peshmegas en Lutte contre l'Iraq", dans Le Monde, 3-4 Novembre 1985.

lesquels les Kurdes forment d'importantes minorités pouvant atteindre, dans certains pays comme l'Irak, près d'un quart de la population totale.

A l'heure actuelle, pour la première fois depuis le Traité de Sèvres de 1920, qui donna une considération partielle à la création d'un Etat kurde, on fait état d'actions armées nationaliste kurdes dans les trois parties principales du Kurdistan (l'Iran, l'Irak et la Turquie). Pour pouvoir survivre jusqu'en 1985, le nationalisme kurde a dû affronter trois forces redoutables au Moyen-Orient : le Kemalisme, le Ba'th et le Fondamentalisme islamique. Il donne encore tous les signes de demeurer un facteur important dans l'instabilité chronique de la région.

Paradoxalement, les Kurdes ont rarement bénéficié de l'attention politique ou académique accordée à d'autres peuples sans Etat au Moyen-Orient (Palestiniens et Arméniens). La plupart du temps, les complexités de la question kurde semblent avoir effrayé plutôt que stimulé les chercheurs. Au cours des vingt dernières années, un maigre total de quatre livres, dont le dernier laisse beaucoup à désirer⁽¹⁾, ont été publiés en français sur le nationalisme kurde. De ces ouvrages, un seul est spécifiquement consacré aux Kurdes de l'Irak.⁽²⁾

(1) - More, Christiane, Les Kurdes aujourd'hui, Mouvement national et partis politiques, Paris, l'Harmattan, 1984. Ceci est un glossaire des partis politiques et des organisations kurdes. On doit regretter de nombreuses erreurs de faits.

(2) - Vanly, Ismet Chériff, Kurdistan irakien, Entité nationale, Neuchatel, éditions de la Baconnière, 1970.

Cette situation est due, au moins partiellement, aux difficultés qui s'opposent à la recherche sur l'histoire et la société kurde. Cette recherche est considérée avec suspicion, voire avec hostilité, dans tous les pays entre lesquels les Kurdes ont été partagés. Le sociologue turc Ismail Besikci a été condamné à plusieurs années de prison par les autorités de son pays pour avoir fait des recherches sur la structure socio-économique du Kurdistan turc. En Irak, où la " littérature " kurde, sous forme de poèmes qui font l'éloge de Saddam Hussein et de sa " Qaddesya " ⁽¹⁾, est encouragée et généreusement récompensée, toutes les études historiques sur les Kurdes se sont curieusement arrêtées à la fin de la première guerre mondiale. C'est ainsi que le manque d'information, particulièrement d'information statistique sur le développement socio-économique (à laquelle tout accès est énergiquement refusé ⁽²⁾), bloque toute étude sérieuse de la société kurde contemporaine. De plus, les " statistiques " officielles sur l'ensemble de l'Irak ont tendance à être, selon l'expression d'un spécialiste britannique de l'économie irakienne, " un exercice de relations publiques plutôt qu'un effort d'information précise " ⁽³⁾

(1) - C'est l'endroit au sud de l'Irak où les Arabes de l'armée musulmane battirent les Sassanides perses au VIIe siècle. La Guerre du Golfe en Irak porte aujourd'hui le surnom officiel de " Qaddesya de Saddam. "

(2) - On peut citer, dans ce contexte, une anecdote personnelle : lors d'une visite au Kurdistan irakien au printemps 1980, nous avons essayé de consulter les archives de la Chambre de Commerce et de la Municipalité d'Arbil. Non seulement notre requête fut rejetée, mais encore nous fûmes longuement interrogés par la police politique (Mukhabarat) sur les raisons de notre recherche.

(3) - John Townsend, " Industrial development and the decision-making process ", dans Tim Nibloc (ed), Iraq : the contemporary state, Londres, Croom Helm, 1983, P. 271.

Un autre obstacle à la recherche sur les Kurdes vient de l'orientation et de la qualité des études existantes. Si l'on excepte l'intéressant ouvrage de Monsieur Sa'd Jawad⁽¹⁾, un Arabe irakien, et celui d'un groupe d'intellectuels kurdes publié par Maspéro en 1978⁽²⁾, les études disponibles sur l'histoire du Kurdistan au XXe siècle tendent à méconnaître les réalités créées par la division du Kurdistan et son rattachement à divers Etats ayant des héritages historiques et des politiques différentes. Tout en tenant bien compte de ce que certains nationalistes kurdes peuvent dire, il est difficile de faire abstraction de l'impact que des décennies d'administration perse, turque et arabe ont pu avoir sur la vie politique, culturelle et sociale des Kurdes. Par exemple, le fait que le nationalisme kurde en Iran est resté relativement passif pendant toute la durée de la révolte kurde en Irak (1961 - 1975) et n'a fait irruption que pendant et immédiatement après la révolution iranienne, montre bien que les Kurdes sont davantage influencés par des facteurs propres aux pays auxquels ils sont rattachés que par des considérations pan-kurdes.

Il ne faudrait cependant pas conclure hâtivement que la question kurde, peut être réduite à un problème purement local (iranien, irakien, etc...) même lorsqu'elle est cantonnée dans un pays donné.

(1) - Sa'ad Jawad, Iraq & the Kurdish Question 1958-1970, Londres, Ithaca Press, 1981. Ce livre est basé sur la thèse de doctorat présentée à l'Université College, au Pays de Galles en 1977. Mr. Jawad est actuellement professeur de sciences politiques à l'Université de Bagdad.

(2) - Les Kurdes et le Kurdistan, ouvrage collectif sous la direction de Gérard Chaliand, Paris, Maspéro, 1978.

Dans ce contexte, il pourrait être pertinent de rappeler que depuis que le Sultan Selim I a engagé les exploits martiaux des Kurdes contre son rival iranien, le Chah Ismail Safawide à la bataille de Chadyran en 1514, les Etats de la région ont poursuivi la politique d'emploi des "Kurdes des autres" les uns contre les autres, en temps de conflit régional. Les effets et les conséquences de cette politique sur le nationalisme kurde ont été paradoxaux : d'une part, elle a contribué à aggraver les divisions existant au sein du mouvement kurde, en le mettant ainsi à la merci des vicissitudes des relations entre Etats dans la région; mais d'autre part, par contre, elle a parfois créé des situations riches de possibilités qui, intelligemment exploitées, pourraient favoriser la consolidation et l'acquisition de gains kurdes. En tout cas, cette politique, par sa seule existence, a donné à la question kurde une dimension, à l'évidence, moyen-orientale, si bien qu'aucune étude de l'histoire kurde ne saurait être complète sans une considération sérieuse des facteurs d'ordre général du Moyen-Orient .

Au grand regret de certains nationalistes kurdes, le Kurdistan a rarement été le théâtre d'affrontements actifs entre l'Est et l'Ouest⁽¹⁾. Ceci est dû en partie au fait que les grandes puissances ont toujours considéré le nationalisme kurde comme

(1) - Les seuls exemples d'affrontements Est-Ouest auxquels les Kurdes aient pris part sont ceux de la république autonome de Mahabad (en Iran) en 1946 et la guerre de 1974-1975 au Kurdistan irakien.

un instrument éphémère dans leur politique générale au Moyen-Orient. Les Kurdes, dans la politique des grandes puissances, ont toujours été réduits à un "facteur de déstabilisation" pour les régimes existant au Moyen-Orient, amis ou ennemis. Ceci ne veut pourtant pas dire que les grandes puissances n'aient jamais pris un intérêt actif au mécontentement kurde : on pourrait citer, à titre d'exemple, les tractations de la seconde administration de Nixon avec Barzani, révélées par l'American House of Representatives Intelligence Committee, en 1976. Comme nous essaierons de le montrer au Chapitre IV, l'Union Soviétique a également suivi une politique kurde énergique, bien que fort subtile.

Il va sans dire que les politiques des Etats entre lesquels se partage le Kurdistan, et celles des grandes puissances, ont été déterminées, plus ou moins, par l'évolution du nationalisme kurde lui-même.

En premier lieu, le nationalisme kurde n'a pas suivi une ligne idéologique et politique cohérente : ainsi, le PDK, en Irak, a été "marxiste-léniniste" à certaines époques (1953-1960) et ouvertement anti-communiste à d'autres (1972-1975) ; il a regardé l'alliance avec les "forces progressistes arabes" comme la condition sine qua non de l'obtention des droits kurdes, tout en maintenant des relations avec Israël. Mais du moins, dans son inconstance politique, le PDK incarne la continuité historique du nationalisme kurde des années 30, tel que le Khoyboun le représentait alors. Walter Z. Laqueur affirme, à propos de cette organisation, que " la ligne de conduite

suivie par le Khoyboun a toujours été de n'offenser personne. Il a justifié la politique russe, en déclarant simultanément que les Kurdes étaient de bons amis de l'Ouest; il a favorisé des relations étroites avec le gouvernement de Bagdad, et s'est déclaré loyal envers, successivement, le gouvernement de Paul Reynaud, Vichy, le Général de Gaulle et les Britanniques"(1).

L'une des raisons de cette inconstance politique et idéologique est l'incapacité des nationalistes kurdes à définir clairement leurs objectifs. Il est indéniable que les nationalistes kurdes "ont soumis les nations dominantes au Moyen-Orient à l'expérience inhabituelle et désarçonnante d'avoir à écouter, plutôt qu'à faire, des réclamations et des accusations nationalistes"(2), mais les Kurdes ont cependant rarement affirmé les finalités de leur mouvement de manière à ne pas laisser de possibilité d'élaboration ou d'interprétation. Pendant la quasi-totalité de la période que nous étudions dans cette thèse, les nationalistes kurdes ont dû faire face à un double problème dans la définition de leurs buts précis : d'une part, ils ont dû déterminer le contenu de leurs buts, c'est-à-dire les "droits nationaux" pour lesquels ils sont en lutte; d'autre part, particulièrement depuis la signature du Traité de Lausanne en 1923, ils ont dû s'attaquer au problème épineux de l'étendue de leur mouvement, c'est-à-dire à la recherche ou non de la réunification des divers composants du

(1) - Laqueur, Walter Z., Communism and Nationalism in the Middle-East, New York, ed Frederick A. Praeger, 1965, P. 223.

(2) - Bernard Lewis, The Middle-East and the West, Bloomington, Indiana University Press, 1964, P. 23.

Kurdistan ethnique.

De nombreux facteurs ont influencé les décisions prises sur ces deux questions cruciales, y compris des considérations portant sur les tactiques les plus "pratiques". La détermination des objectifs kurdes a tourné autour de la dichotomie entre :

- a) L'indépendance complète vis-à-vis d'un ou tous les Etats entre lesquels le Kurdistan est partagé,
- b) L'autonomie régionale ou l'auto-gestion locale sous forme d'un arrangement fédéral à l'intérieur de chacun de ces Etats.

Toutefois, en pratique, il n'a pas été possible d'échapper à la prise de position sur ces deux alternatives⁽¹⁾.

Lorsque le nationalisme est juxtaposé à une tradition de fragmentation sociale, il est fatal que de graves crises de direction politique surgissent. L'apparition de partis politiques modernes, basés sur des idées et des programmes, plutôt que sur le charisme et la réputation d'un dirigeant unique, apporte une solution au problème. Jusqu'après la seconde guerre mondiale, les Kurdes n'eurent pas de dirigeants "nationaux"; tout individu ne pouvait accéder au pouvoir qu'à travers son clan, sa tribu ou même la confédération de tribus à laquelle il appartenait : il lui était donc difficile,

(1) - Cf. Siyamend Othman, "Interview with Yilmaz Guney" dans Armenian Review, N° 3, vol. 37, Boston, automne 1984, PP. 45-49.

voire impossible, d'avoir un pouvoir et une influence " nationaux". Même s'il lui avait été possible d'arriver à une position éminente reconnue dans une grande partie du Kurdistan, en vertu de ses qualités ou de ses actions personnelles, comme ce fut le cas pour les membres des clans Bedirkhan et Chamdini pendant quelque temps, son prestige ne pouvait guère dépasser son canton parce que ses assises politiques demeuraient locales. Le pouvoir effectif, en dehors de sa sphère d'action limitée, appartenait à de nombreux dirigeants locaux qui déterminaient, souvent en vertu de critères extérieurs tels que des affinités personnelles, l'"impact national" que pouvait avoir tel ou tel dirigeant potentiel. Tant que le nationalisme kurde resta un concept vague et non formulé, la fragmentation traditionnelle de la société kurde fut généralement admise comme un état normal.

Mais une nouvelle génération de nationalistes kurdes commença à se faire jour à l'issue de la seconde guerre mondiale. La sédentarisation et l'urbanisation croissantes des Kurdes, après la première guerre mondiale, les avaient placés dans des situations où leur identité tribale était engloutie dans une société plus globalisante, relativement moderne. L'instruction, le contact avec des idées non-indigènes, accélérèrent le processus. Ce nouvel environnement appelait une restructuration plus ou moins importante des allégeances; certains préférèrent être assimilés aux sociétés non-kurdes (tels que les Babans en Irak et les Ardalans en Iran) et beaucoup, ne voulant pas adopter un changement aussi radical, cultivèrent un véritable sens du nationalisme. Profondément influencée par le

nationalisme et le communisme, cette nouvelle génération vit dans l'élimination de l'esprit de clocher et dans l'institution de réformes sociales et politiques l'espoir du Kurdistan. C'est à partir de l'émergence de ce groupe comme facteur important qu'une alliance difficile allait se développer dans la politique kurde entre les idées modernes et les concepts traditionnels. La nomination de Mulla Moustafa Barzani par les nationalistes kurdes en Irak à la tête du PDK en 1946 fut un signe du dilemme et des réalités de la politique kurde; elle représentait un moyen par lequel une personne à l'esprit tribal, pouvait être identifiée à l'intelligentsia urbaine, capable de donner une justification intellectuelle et de prêter son concours expert à l'organisation de la cause nationaliste, mais encore trop faible, numériquement et économiquement, pour fournir à elle seule les forces nécessaires, pour étayer ses propres prétentions. Bien que Barzani, en raison de son exil à Sulaimanya et en Union Soviétique, acceptât de nombreuses idées et valeurs éclairées, y compris une profonde appréciation de l'instruction moderne, il continuait à représenter, même sous une forme très modifiée, le point de vue traditionnel dans la société kurde.

Pendant l'alliance fragile entre "modernistes" et "traditionnalistes", ce fut, en règle générale, le danger pressant émanant du gouvernement central qui empêcha les tensions sous-jacentes dans la direction kurde de se faire jour. Les "modernistes" ne purent jamais proposer un chef de la stature et jouissant du prestige de Barzani, malgré une tentative en 1964. En définitive, ils adoptèrent Barzani comme leur chef et le suivirent aveuglément : cette décision

entraîna pour une bonne part la débâcle du mouvement en 1975. En tout cas, le nationalisme kurde a pris place, à l'heure actuelle, parmi les forces politiques du Moyen-Orient, de manière permanente. Il a maintenant des racines profondes et est devenu un phénomène presque exclusivement urbain : ce sont les Kurdes appartenant aux classes moyennes dans les villes qui décideront, en dernier recours, de ce que deviendra le Kurdistan, car ils sont devenus les gérants et les guides du nationalisme kurde aujourd'hui.

Cette thèse a été développée à partir d'un projet, entrepris conjointement avec Nasrine Zamani, de livre en persan sur le nationalisme kurde en Irak. Ce projet reste à réaliser.

L'ordre chronologique suivi dans cette thèse a été adopté pour faciliter la compréhension de la continuité historique des événements et de leurs inter-relations.

Une dernière précision : il n'était pas dans nos intentions de polémiquer ni d'apporter une contribution partisane à aucune des questions qui agitent le nationalisme kurde en Irak aujourd'hui. Il n'est probablement pas possible d'entreprendre une recherche historique sans laisser transparaître ses implications personnelles directes ou indirectes, dans les événements étudiés. Pourtant, nous l'avons tenté. Cependant, en tant que kurde, je n'ai pas la prétention d'être indifférent à ce qui est arrivé ou pourrait arriver à mon peuple.

CHAPITRE I :

LES KURDES D'IRAK

" Dans le vieux-monde, il n'est probablement pas un autre groupe ethnique authentique qui ait été aussi constamment diffamé et malhonnêtement présenté que les Kurdes. Depuis l'aube de l'histoire, aucun autre peuple au monde, habitant une région géographiquement aussi bien délimitée, n'a peut-être été aussi injuré que le peuple Kurde. On doit insister sur ce point avant de parler de la question kurde telle qu'elle se présente aujourd'hui " .

Safrastian, Arshak (arménien) dans , Kurds and Kurdistan, Londres, Harvill Press, 1948, P.15.

La nature politique et controversée de la question kurde aujourd'hui est en grande partie responsable des divergences et des "confusions" qui entourent tout ce qui touche à la vie, au nombre, à l'origine et à l'histoire des Kurdes. Par exemple, il est rare de trouver deux auteurs qui soient d'accord aujourd'hui sur le nombre des Kurdes. De même, les limites géographiques de leur territoire, le Kurdistan⁽¹⁾, suscitent des querelles sans fin. Etant donné la sensibilité traditionnelle au sujet des frontières géopolitiques et du nombre des minorités, cela pourrait se comprendre. Mais il est surprenant de constater que la controverse s'est étendue jusqu'à la question de l'identité et la nature des Kurdes.

Bien qu'une discussion approfondie des nombreuses thèses concernant les origines des Kurdes ne s'inscrive pas dans le cadre de notre étude, une rapide présentation des points de vue émis sur cette question s'impose pour déterminer, dans la mesure du possible, l'appartenance des Kurdes à une ethnie spécifique.

Ecartant d'emblée ceux qui tentent, pour des motifs politiques ou à l'aide d'arguments douteux, de rechercher chez les

(*) Les parties concernant les origines des kurdes ont été déjà publiées. Cf. Siyamend Othman, " Bemerkungen zur Herkunft der Kurden " , dans Mizgîn , N° 1/84, publiée par l'Institut Kurde - Bonn, 1984.

(1)-Mot à mot; " le Pays des Kurdes". Selon Minorsky ce terme fut employé pour la première fois par les Turcs Seldjoucides à propos d'une province qui ne formait qu'une petite partie de ce qu'on sait aujourd'hui être le Kurdistan. Cf Minorsky, "Kurdistan" et "Kurds" dans The Encyclopedia of Islam Vol. II, E-K, London, Luzac and Co, PP. 1130-55

Arabes l'origine des Kurdes⁽¹⁾, la plupart des chercheurs se rallient à l'une des trois théories suivantes:

1) Pour la première, les Kurdes descendent des Goutéens . dont le royaume, Goutium, prédominait dans le territoire occupé par le Kurdistan d'aujourd'hui, au 24ème siècle avant J.C. L'idée a été avancée qu'"originaires d'Europe, ils auraient pénétré l'Irak du Nord par la Transcaucasie et que, par la suite, ils auraient atteint la Turquie du Sud, par une migration à travers la chaîne de montagne du Zagros"⁽²⁾.

2) La seconde⁽³⁾, tout en admettant l'origine goutéenne des Kurdes affirme que " les Goutéens, loin d'être un peuple indo-européen étaient des Touraniens d'origine indéterminée".⁽⁴⁾

3) La troisième reconnaît le rôle des Goutéens dans l'histoire kurde mais énonce que: " des migrations de peuples entiers d'un continent à un autre, considérées encore par les historiens

(1) - Cf. par exemple M.R Al-Feel, الاء كراد فى نظر العلم (les Kurdes d'un point de vue scientifique), Bagdad, 1965

(2) - Wilson N. Howell, The Soviet Union and the Kurds, A study of National minority problems in soviet policy. Thèse de doctorat, Université de Virginie, 1965, P.59. Et aussi, Cf. Dana Adams Schmidt Journey among brave men, Boston, Little Brown, 1964, P. 46.

(3) - Par exemple; Grande Bretagne, Foreign Office, Section historique, Armenia and Kurdistan, "Handbooks prepared under the direction of the historical section of the Foreign Office-n° 62" Londres 1920. Et, Elphinston, "Kurds and the Kudish Question, dans Journal of the Royal Central Asian Society,XXXV, Janvier 1948, P. 38.

(4) - Wilson Kowell, op. Cit., P. 59

traditionnels comme un dogme, ne semblent pas avoir de fondement réel, du moins en ce qui concerne les groupes ethniques originaires de l'Orient ancien. Les Kurdes, les Arabes, les Arméniens, les Assyriens et les autres sont des races autochtones vivant dans leurs terres natales, tout comme ils le firent à l'époque préhistorique"⁽¹⁾. Selon cette théorie, les Kurdes se développèrent à partir de peuplades installées dans la région depuis la nuit des temps et à un moment inconnu dans l'histoire, remplacèrent leur langue traditionnelle d'Asie par une langue iranienne.⁽²⁾

Cependant, Wilson N. Howell, tout comme Nikitine, pense que les théories mentionnées plus haut ne sont pas nécessairement contradictoires et peuvent même, dans une certaine mesure, se concilier. Selon Howell, "il est généralement admis que les anciens Goutéens sont une composante essentielle de la race kurde d'aujourd'hui. Il ne serait sans doute pas raisonnable de prétendre que les indigènes goutéens furent complètement remplacés par des migrations de peuplades étrangères mais l'idée que de tels mouvements de population ne furent d'aucun effet ou presque sur leur évolution est aussi indéfendable".⁽³⁾

La liste des caractéristiques physiques des Kurdes, établie par Mark Sykes, conforte la théorie selon laquelle ce peuple, comme tout autre, résulte d'un amalgame de plusieurs ethnies. En outre ce mélange ne semble pas s'être opéré d'une manière uniforme parmi la

(1) - Arshak Safrastian, Kurds ans Kurdistan, Londres, Harvill Press, 1948, P. 19

(2) - Cf. Basil Nikitine, Les Kurdes, Etude sociologique et historique, Paris, Librairie Klincksieck, 1956, P. 15

(3) - Wilson Howell, op. cit, P. 60

population entière du Kurdistan⁽¹⁾.

On peut dire que le caractère iranien (i.e. celui du groupe de peuples comprenant entre autres, les Persans) des Kurdes d'aujourd'hui résulte d'un processus lent et graduel. Les premières incursions indoeuropéennes en Asie occidentale commencèrent au 3ème millénaire avant Jésus-Christ mais à une très petite échelle. Il faudra attendre le second millénaire pour que les Indo-européens apparaissent en force dans cette région. Les Hittites, peuplade indo-européenne, envahirent presque toute l'Anatolie, l'Arménie, le Kurdistan, la Mésopotamie et le Levant. "l'iranisation" des chaînes du Zagros et du Taurus s'effectua avec l'apparition des Mèdes et des Persans et d'autres peuples iraniens.

Après le 7ème siècle avant Jésus-Christ, les éléments non aryens des populations vivant dans ce qui est aujourd'hui le Kurdistan, furent progressivement submergés par d'autres invasions. Les occupants de cette région, surtout les Goutéens et les Mèdes, semblèrent s'amalgamer complètement après la chute de Ninive et furent en butte à l'invasion plus ou moins constante de nouvelles tribus aryennes. Il semble que le processus d'"aryanisation" des Kurdes se soit accompli, pour une grande part, pendant les règnes de Cyrus et de Darius, quand les caractéristiques ethniques de base des Kurdes modernes furent déterminées.⁽²⁾

L'analyse étymologique et l'histoire du mot "Kurde",

(1) - Cf. Mark Sykes, The Calph's last heritage. A short History of the Turdish Empire. Londres, Macmillan&co. 1915, Appendice. "The Kurdish Tribes of the Ottoman Empire", P. 553

(2) - "Kurdistan", Encyclopédia Britanica, 1964, Vol XIII, P.521

serait peut-être une des pistes les plus sûres pour retrouver l'origine ethnique de ce peuple. Dans une étude remarquable⁽¹⁾, Driver tente de retrouver les rapports philologiques du mot "Kurde". Les résultats de cette étude ont été approuvés à l'unanimité par les spécialistes à une réserve près: l'idée que les Kurdes ont été cités pour la première fois sur une tablette d'argile du 3ème millénaire avant J.C.⁽²⁾ Selon Wadie Jwaideh, dans sa volumineuse thèse de doctorat (894 pages) de 1960, qui a développé les découvertes de Driver, "le fameux récit des cardouques dans l'Anabase de Xénophon est une des premières références que nous ayons sur les Kurdes. Après quoi, ce mot apparaît sous des formes légèrement différentes chez divers auteurs grecs et romains. On trouve le mot 'Cardaques' désignant une classe de mercenaires asiatiques qui semble avoir été recrutée dans les régions habitées par les Cardouques. Il est intéressant de noter qu'en assyrien le mot 'Cardu' signifie 'fort' ou 'héros' et 'Caradu' veut dire 'être fort'. Cette forme du mot correspond presque exactement avec le terme 'Beth Cardu' trouvé dans les sources syriennes et arabes. Ce terme désignait les régions comprises entre le Tigre et le Djebel Judi. Non loin de là se situe le Pactyca des auteurs classiques, où les Arméniens et les habitants de Pacytyca, selon Hérodote, formaient la 13ème satrapie de l'Empire Perse. C'est une référence à Bokhtan ou Bohtan, un des principaux groupes Kurdes"⁽³⁾.

Pour clore le chapitre sur l'origine des Kurdes, il

(1) - Driver, "The name Kurd and its philological connexions", Journal of the Royal Asiatic Society, X, 1923, PP. 393-403.

(2) - Wadie Jwaideh, The Kurdish Nationalist Movement : Its origins and development, thèse de doctorat, Université de Syracuse, 1960, P. 22

(3) - *ibid*, page 23, aussi, cf, Xenophon, Anabase(IV-VII), texte établi et traduit par Paul Masqueray, Paris, 4ème éditions, ed. Les belles lettres, 1962, P. 192

serait intéressant de dire quelques mots sur la mythologie. Dans la mythologie kurde, il existe deux versions de la gènèse kurde. J.C. Edmonds les raconte ainsi : "la première version est tirée d'une légende iranienne racontant que le trône fut, un temps, occupé par un usurpateur du nom de ZAHAK. Ce Zahak avait deux serpents qui lui étaient poussés sur les épaules, chacun d'eux exigeant une cervelle humaine pour son repas quotidien. Un ministre astucieux imagina (l'idée) de servir une cervelle humaine avec une cervelle de veau pour sauver chaque jour la vie d'un jeune homme ou d'une jeune fille qui aurait dû être sacrifié. Les survivants allaient se cacher dans la montagne où ils devinrent les ancêtres des Kurdes. La seconde version a un rapport avec le roi Salomon. Dans l'ancien folklore oriental, Salomon régnait sur un monde surnaturel peuplé de Djinns de Ifrit, de Dive et de Pari. Un jour, raconte-t les Kurdes, le roi Salomon convoqua 500 divs dignes de confiance et leur ordonna de voler vers l'Europe et de lui rapporter pour son harem 500 jeunes filles parmi les plus belles. A leur retour, ils trouvèrent leur maître mort, gardèrent les jeunes filles pour eux et devinrent ainsi les ancêtres des Kurdes"⁽¹⁾. C'est intéressant de noter que le folklore juif donne une explication semblable sur les origines des Kurdes dont il dit "qu'ils descendent de diables ayant ravi 400 vierges".⁽²⁾ Bien sûr, il ne faut pas considérer ces histoires autrement que comme des légendes. Cependant, W.N. Howell les trouve significatives parce que "d'abord, elles renseignent sur la certitude des Kurdes confortée par des preuves considérables, d'être apparentés aux Persans

(1) - J.C. Edmonds, Kurds, Turks and Arabs, politics, Travel and research in North-Eastern Iraq, 1919-1925, Londres, Oxford University Press, 1957, P. 4

(2) - Wilson Howell, op.cit, P. 57

et par conséquent d'être partie prenante de la civilisation indo-européenne. Ensuite ces mythes reflètent, dans une large mesure, l'esprit flamboyant du peuple Kurde"⁽¹⁾.

Les pages précédentes ont peut-être jeté un peu de lumière sur l'origine des Kurdes mais n'ont pas répondu à la question de l'identité du Kurde aujourd'hui.

Eaghton propose cette réponse : "Au sens moderne, pour définir un Kurde, il suffit qu'une personne s'identifie elle-même comme telle."⁽²⁾ D'évidence, cette assertion convient mieux à une analyse politique qu'à un usage anthropologique. Cependant, pour les besoins de notre étude, cela pourrait bien être la meilleure réponse au problème. Mais, un obstacle majeur s'oppose à cette réponse : il faut que l'individu ait l'occasion de s'identifier lui-même librement. Et, comme presque tout le monde s'accorde à le dire, on ne peut considérer que ce fut le cas pour les Kurdes.

La population kurde et sa répartition géographique en Irak

Ceux qui tentèrent d'évaluer la population des Kurdes d'Irak n'ont fait qu'asséner leurs affirmations de manière peu concluante. Les différences entre les chiffres donnés par les sources nombreuses furent considérables. On a pu remarquer ce phénomène surtout dans la presse quotidienne de l'Europe occidentale.

(1) - Ibid, PP. 57-58

(2) - William Eaghton Jr., The Kurdish Republic of 1946, New York, Oxford University press, 1963, P.1.

KURDISTAN D'IRAK



Source: I.C. Vanly, "Le Kurdistan d'Irak" dans
Les Kurdes et le Kurdistan, op. cit,
pp. 240-41

Un certain nombre de journaux, pris au hasard, par Jwaideh, donnent leur estimation du nombre total des Kurdes :

Chicago Daily news, 20 mars 1946 : 8 millions; le Guardian, 21 mars 1946 2,5 millions; le Times de Londres, 6 mai 1946 : 3 millions; Tribune des Nations, 10 décembre 1948 : 9 millions; le Scotsman, 9 Janvier 1951 : 2,5 millions; le New York Times, 7 avril 1952 : de 3 à 6 millions⁽¹⁾.

Les estimations n'ont pas seulement varié selon les différents journaux mais aussi selon les différentes éditions d'un même journal. Par exemple, le Monde du 4 décembre 1945 estimait le nombre total des Kurdes à 8 ou 9 millions mais 6 ans plus tard, le 7 décembre 1951, il avançait le chiffre de 3.130.000 Kurdes.

Cette situation est due, en partie, au fait que, jusqu'à un passé encore récent, aucun chiffre sérieux de population n'existait dans les pays se partageant le Kurdistan. Par exemple depuis la création de l'Etat irakien en 1922, il y eut 4 recensements de population : 1947, 1957, 1965 et 1977. Les deux premiers sont, à coup sûr, périmés, bien qu'ayant servi de base aux estimations de nombreux spécialistes.⁽²⁾

D'autre part, le recensement de 1965 fut entrepris en un temps où la guerre faisait encore rage au Kurdistan. Par conséquent, les régions contrôlées par le mouvement kurde ne pouvaient être prises en considération. Ismat. C. Vanly fit la remarque suivante : "Nous étions personnellement au Kurdistan irakien, à Galala, près de Ravandouz, en compagnie

(1) - Wadie Jwaideh, op. cit, P. 52

(2) - Cf. Par exemple, Hanna Batatu, The old social classes and the revolutionary movements of Iraq, Princeton University Press 1978, P.40

du Général Barzani et de membres du Bureau exécutif de la révolution, quand, un soir du mois de novembre 1965, nous entendîmes le commentateur de la radio irakienne annoncer triomphalement que les opérations du recensement venaient d'être terminées sur l'ensemble du territoire de la République. Or, non seulement Galala, mais quelque 35.000 km² de régions libérées et tenues par l'armée kurde n'avaient point été recensées"⁽¹⁾. Donc, pour des raisons évidentes, les résultats de ce recensement ne peuvent pas être considérés comme sérieux.

Le recensement de 1977, réalisé après la chute de Barzani, est considéré comme le plus complet. Cependant, en ce qui concerne cette dernière estimation, nous nous trouvons confrontés à plusieurs problèmes. D'abord, le Gouvernement d'Irak, réticent à divulguer des informations sur les Kurdes, eut tendance à minimiser la taille de sa population kurde. La population de la "région autonome" - nom officiel du Kurdistan d'Irak - ne comprend pas les Kurdes de Kirkouk, de Khanaqin-Mandali ni ceux de Bagdad. De plus, en 1977, la déportation de "centaines de milliers" de Kurdes vers le sud de l'Irak avait déjà eu lieu et, à cette même époque, un nombre assez important de Kurdes vivaient dans des camps de réfugiés en Iran, après un exode consécutif à la défaite de Mars 1975. Il est hautement improbable que ces Kurdes-là aient été comptabilisés dans la population de la "région autonome".

En fait, le Ministère de la planification a donné, dans son "statistical pocket book" (Bagdad 1978) pour la "région autonome", les chiffres de population suivants:

(1) - Ismet Cheriff Vanly, le Kurdistan irakien, Entité nationale, Neuchâtel, Editions de la Baconnière, 1970, P. 343

- Arbil (capitale administrative de la région)	541. 456
- Sulaimanya	690. 557
- Dehok	250. 575
	<hr/>
Total	1.482. 598

Le même livre donne un total de 12.000.498 pour l'Irak dans son ensemble avec 6.183.000 hommes et 5.817.000 femmes⁽¹⁾.

Ismet Cheriff Vanly, historien kurde et commentateur politique a entrepris la critique des chiffres du Gouvernement concernant les Kurdes. (M. Vanly reçut deux balles dans la tête, le 7 octobre 1975 à Lausanne, tirées par un "diplomate" irakien inconnu, travaillant pour M. Nabil Al-Tikriti, ex-consul à Genève et propre cousin de Sadam Al-Tikrit, Président irakien, Monsieur Vanly survécut miraculeusement)⁽²⁾. Partant des statistiques officielles irakiennes et des chiffres donnés par des voyageurs) dans les régions kurdes, M. Vanly abouti à la conclusion que les Kurdes d'Irak étaient 3.100.000 en mai 1975⁽³⁾.

Son raisonnement est le suivant⁽⁴⁾:

(1) - Le gouvernement d'Irak, Ministère de la planification, Statistical pocket, book, Bagdad, 1978, P. 23

(2) - Pour les détails concernant la tentative d'assassinat, Cf. I.C.Vanly, "Le Kurdistan d'Irak", dans les Kurdes et le Kurdistan, ouvrage collectif sous la direction de Gérard Chaliand, Paris, Maspéro, 1978, PP. 303-305

(3) - Ibid., P. 230

(4) - Pour les notes explicatives des chiffres Cf. Ibid, PP. 229-230

A. Provinces entièrement situées au Kurdistan

Sulaimanya	653.000
Arbil	564.000
Dehok	168.000
<hr/>	
Population de la "région autonome"	1.385.000
Kirkouk	641.000
<hr/>	
Total intermédiaire	2.026.000

B. Arrondissements kurdes ou à majorité kurde dans des provinces partiellement situées au Kurdistan

Aqra (département de Ninive)	90.000
Sheikhan (département de Ninive)	50.000
Sindjar (département de Ninive)	54.000
Zammar (département de Ninive)	50.000
<hr/>	
Total intermédiaire (Bahdinan compris)	2.500.000

C. Correction pour Kurdes réfugiés ou déportés 300.000

Population du Kurdistan irakien

 2.800.000⁽¹⁾

Monsieur Vanly ajoute que pour obtenir le nombre total des Kurdes d'Irak, il faut soustraire du chiffre ci-dessus, 250,000 qui

(1) - Ibid, PP. 229-230

selon lui, équivaut au nombre des minorités non-Kurdes vivant au Kurdistan et ajouter au total restant, quelque 300,000 Kurdes dans la capitale même, environ 50,000 autres Kurdes vivant dans la ville de Mossoul, plus encore quelque 100,000 Kurdes vivant ailleurs en Irak méridional, ce qui porte le nombre des Kurdes à 3,1 millions dans l'ensemble de la République en 1975, soit 28% de sa population. (1)

Nous ne sommes pas en mesure de confirmer ou d'infirmier les chiffres de M. Vanly. Toutefois quelques-unes de ses estimations personnelles nous semblent exagérées. De plus, son hypothèse de départ, selon laquelle la majorité (60%, selon lui) des habitants du département de Kirkouk étaient kurdes en 1975 est sans aucun doute sans rapport avec la réalité, parce que, comme Vanly l'a affirmé bien souvent, les gouvernements successifs d'Irak ont poursuivi, sans relâche, une politique d'arabisation de ce département, déportation des Kurdes et implantation d'arabophones, qui eut pour résultat un changement radical dans sa composition ethnique. D'un autre côté, il faut souligner, aussi, que les chiffres du gouvernement sont exagérément bas.

Pour en finir avec ce sujet, il serait intéressant de faire quelques commentaires sur les Kurdes de Bagdad et surtout sur la question de leur assimilation.

D'abord, il est presque impossible de déterminer avec précision le nombre des Kurdes de Bagdad. Joyce Blau proposa le chiffre de 100.000 en 1961⁽²⁾, et Vanly, comme nous l'avons déjà mentionné, avance celui de 300.000 en 1975. Quant au gouvernement irakien, il ne reconnaît

(1) - Ibid, P. 231

(2) - Joyce Blau, le fait national kurde, mémoire de licence, Université libre de Bruxelles, année académique 1961-1962, P. 14

pas officiellement l'existence d'une minorité kurde dans la capitale et a refusé le droit à la citoyenneté irakienne aux Faillis, qui sont des Kurdes Chiites vivant dans les quartiers populaires de Bagdad⁽¹⁾. Et juste avant la guerre irano-irakienne, le gouvernement expulsa en Iran la majorité d'entre eux.

Au cours de nos recherches, nous sommes tombés par hasard sur un ancien manuscrit arménien qui, selon nous, vaut la peine d'être cité ici; le manuscrit fut écrit à nouveau Djoulfa (près d'Ispahan-Iran), à la fin du XVIIème siècle - probablement aux alentours de 1680- par Constant de Djoulfa, marchand arménien. Le manuscrit, à en croire son titre, "Yal vacarakanowti iwn owsaneloy - Xrat Yoyz pitani ew ogtakar" (De l'initiation au commerce : leçons très nécessaires et profitables) était destiné à l'usage des marchands arméniens qui concluaient des affaires avec les capitales et les villes du Moyen Orient. La page 41 de ce document concerne Bagdad. Après la description des différents systèmes de mesures pour l'évaluation des marchandises, l'auteur

(1) - Nous nous sommes laissé dire qu'il y avait quelques chercheurs européens qui ne considéraient pas les Failis (prononcé Fuwaili par les habitants de Bagdad) comme des Kurdes. Nous ne sommes pas en mesure d'entrer dans la discussion anthropologique, ethnologique ou linguistique du sujet. Mais une anecdote personnelle pourrait être intéressante à considérer: un de nos amis Faili, préparant actuellement une étude sur le dialecte Faili nous a dit ceci : "quand j'avais une dizaine d'années mon père et mon oncle furent arrêtés comme nationalistes kurdes. Moi-même, en grandissant, je devins militant. En 1969, je fus arrêté et expulsé de l'université. Beaucoup de mes amis à Aqd al Adrad (quartier Faili à Bagdad) connurent le même sort. A ton avis, pourquoi ferions-nous tant de sacrifices et prendrions nous tant de risques pour la cause kurde si nous n'étions pas convaincus de notre appartenance à cette communauté?"

prétend, à la ligne 15 qu'à Bagdad "la majorité des gens sont Kurdes, bien qu'on puisse trouver aussi quelques Arabes"⁽¹⁾.

Les impressions de ce marchand arménien pourraient être remises en cause. Cependant, cette affirmation accrédite l'idée que les Kurdes vivent depuis longtemps à Bagdad, et - c'est important de le souligner - les visiteurs étrangers les distinguaient en tant que Kurdes, les différenciant des Arabes.

Les Kurdes de Bagdad, aujourd'hui, si on se risquait à une généralisation, peuvent être répartis en deux groupes : le premier, les Failis, vivent surtout à Aqd al Akrad et Bab al Cheikh (deux quartiers populaires de Bagdad). Le deuxième se compose surtout des Kurdes Sorani (province de Sulaimanya et Arbil) bien qu'on trouve parmi eux des Bahdinanis (Kurdes des régions de Dehok et Zakho).

Les Failis ont une situation économique précaire. Une grande proportion d'entre eux travaillent comme porteurs ou cireurs de chaussures (les habitants de Bagdad appellent les cireurs de chaussures "kaka", ce qui veut dire "frère", en kurde). La situation économique précaire des Failis peut expliquer, dans une certaine mesure, leur forte politisation. Plusieurs membres du comité central du parti communiste irakien et Aziz El Hadj⁽²⁾, secrétaire général d'un autre groupe communiste

(1) - L'institut Machthots d'Anciens Manuscrits, manuscrit N° 5994.

(2) - Mr Aziz El Hadj fut arrêté en 1968 par les forces de sécurité irakienne. Il accepta de coopérer avec le Gouvernement et il est aujourd'hui Délégué permanent de l'Irak auprès de l'UNESCO, à Paris. Il était considéré comme le "spécialiste" de la question kurde, au sein du parti communiste. Son dernier livre sur les Kurdes, tiré de sa thèse de doctorat, a été publié en français. Cf. Aziz El Hadj, *l'Irak nouveau et le problème kurde*, Paris, ed. Khayat, 1977.

(le commandement central)⁽¹⁾ faisaient partie des Kurdes Failis. Le secrétaire général du PDK de 1965 à 1975, Habib Karim, était lui aussi Faili.

L'extrême faiblesse de la participation Faili aux partis et aux organisations nationalistes arabes porte à croire qu'ils ont, somme toute, réussi à sauvegarder leur identité culturelle. Comme Batatu le confirme, les Failis étaient aux premiers rangs de la résistance armée contre le coup d'Etat de Aref-Ba'th en février 1963 qui provoqua la chute du régime Qassem, et les quartiers qu'ils occupaient furent parmi les derniers à tomber aux mains de putchistes⁽²⁾.

Il ne faudrait pas conclure de ces observations qu'on ne trouve pas de Failis riches ni arabisés. En fait parmi les marchands de "Chordja"⁽³⁾, beaucoup étaient Failis (nous parlons au passé, car la grande majorité d'entre eux furent expulsés en Iran en 1980). Par ailleurs, les Failis arabisés continuent d'exister comme par le passé. La famille Al-Sa'di en serait un bon exemple : le fils, Ali Salih Al-Sa'di devint secrétaire du parti Ba'th en Irak de 1960 à 1963.⁽⁴⁾ Abdul Karim Qassem, premier ministre irakien de 1958 à 1963 était Faili par sa mère. ou encore, l'adjoint et, comme l'appellent les Irakiens, "l'ombre" de Saddam Hussein, aujourd'hui, Sabah Mirza, est un Faili arabisé⁽⁵⁾. De toutes

(1) - Cette organisation résulte de la scission en 1967 du parti communiste irakien. Pour plus d'information, cf. Chapitre 6

(2) - Pour un récit détaillé du rôle des Failis dans la résistance au Coup d'Etat de Février 1963 Cf. Hanna Batatu, op.cit., pp. 974-994

(3) - "Chordja" est à Bagdad l'équivalent du "Bazar" de Téhéran

(4) - Hanna Batatu, op.cit., P. 708

(5) - Information de source officieuse

manières, à partir des renseignements collectés par Batatu et de notre information personnelle, il est plus sûr, selon nous, de prendre comme hypothèse que les Failis riches (i.e. aisés) et arabisés ne constituent pas la majorité de ce groupe.

D'un autre côté, les Kurdes Bahdinanis et surtout les Soranis sont relativement plus aisés que les Failis et dans certains cas furent davantage assimilés et arabisés⁽¹⁾. Tandis que la majorité des Failis vivent dans des quartiers où ils sont majoritaires comme à Aqd Al Akrad (mot à mot : le quartier des Kurdes), beaucoup de Soranis et de Bahdinanis se sont installés dans des quartiers à prédominance arabe comme Masbah et Wazirya ou dans les quartiers bourgeois de Jadiriya et d'Al Mansur. Le fait qu'ils aient occupé ces quartiers à population arabe où ils n'ont constitué qu'une toute petite minorité a facilité et accéléré le processus de leur assimilation. Autre élément à considérer : beaucoup de Soranis et de Bahdinanis exerçaient le métier de fonctionnaires, de petit ou gros commerçant, de négociants indépendants ou entrepreneurs, ce qui les mettait donc en contact quotidien avec une population non kurde.

La famille Baban qui régna sur Sulaimaniya dans la première moitié du 19ème siècle est une des plus célèbres familles Soranis riches et assimilées. En 1958, les biens de cette famille furent estimés à 81.353 dunums (4 dunums = 1 hectare) la plus grosse part dans les régions d'Hilla en Irak du Sud, de Bagdad, de Kirkouk et de Diyala⁽²⁾. Sous la monarchie, un premier ministre, Ahmad Mukhtar Baban, plusieurs

(1) - Cf. Siyamend Othman, le Fond historique du déclenchement du mouvement armé kurde en Irak - 1961, diplôme de l'école des hautes études en sciences sociales, Paris, 1979, PP. 136-7.

(2) - Hanna Batatu, op.cit., PP. 58-61

ministres d'Etat et députés se recrutèrent dans cette famille.

Encore une fois, ces observations ne signifient pas qu'il n'y ait pas de Kurdes Soranis ou Bahdinanis pauvres, vivant à Bagdad ou non arabisés. En fait pour discuter de leur assimilation, il faudrait tracer une ligne de démarcation entre la période d'avant et d'après 1961. Car, il n'est pas douteux que le mouvement armé kurde de 1961 à 1975 et la répression infligée aux Kurdes par le gouvernement, freina l'assimilation de nombreux soranis et bahdinanis de Bagdad qui commencèrent, de plus en plus à s'identifier comme Kurdes.

Cette tendance est marquée par les tentatives qu'ils firent après 1961, pour former des associations culturelles et des clubs kurdes⁽¹⁾ à Bagdad. Il faut noter aussi, la présence croissante de ce

(1) - Les clubs(ou nadis comme on les appelle en Irak), jouent un rôle social important dans la vie de la population urbaine. Presque toutes les villes en Irak ont leur "نادى الموظفين" (club des fonctionnaires), leur "نادى الأطباء" (club des médecins), leur "نادى المعلمين" (club des instituteurs) etc. On pourrait dire sans exagérer que tous Irakiens de la classe moyenne fréquentent régulièrement un club. Les clubs ne sont pas tous à caractère professionnel. A Bagdad, on trouve deux clubs chrétiens (نادى الهنديه et نادى الازمن) où les musulmans ne sont pas admis comme membres. Les clubs les plus chics en Irak "نادى الصيد" (le club de la chasse) et "نادى الزوارق" (le club de canotage) sont exclusivement fréquentés par les membres et les cadres du parti Ba'th. Lieux de réunion, les clubs organisent aussi les activités culturelles, des projections de films et des expositions. De source officieuse, nous avons appris qu'un groupe de Kurdes Soranis de Bagdad a essayé, à deux reprises, en 1966 et 1968 de fonder un "club kurde". Le ministre de l'Intérieur, habilité à délivrer les licences de ces clubs les leur refusa chaque fois. Aujourd'hui, la plupart des Kurdes des classes aisées de Bagdad fréquentent soit le club "العلويه" soit celui d' "المنصور".

groupe dans le P.D.K, après de 1961⁽¹⁾.

Il ressort des pages précédentes que nous n'avons pas essayé d'avancer notre estimation personnelle de la population kurde d'Irak. Nous considérons qu'il est vain d'entrer dans ce que certains nationalistes kurdes appellent " la guerre des chiffres". En présentant les estimations différentes et contradictoires, nous avons tenté :

1 - De mettre en évidence la difficulté sinon l'impossibilité de déterminer avec précision le nombre des Kurdes d'Irak.

2 - De souligner à quel point cette question est politisée et que par conséquent, aucun auteur soucieux d'objectivité ne peut conclure la question sans tenir compte des différents points de vues exprimés.

En tout état de cause, que les Kurdes soient 1.482.575 comme le prétend le Gouvernement irakien ou 3.100.000 comme l'affirme I. C. Vanly, il est incontestable que les Kurdes forment une minorité ethnique distincte et importante dans ce pays. Nos brèves remarques sur les Kurdes de Bagdad voulaient surtout mettre l'accent sur le fait que les Kurdes, surtout après 1961, ont refusé qu'on les assimile même dans les régions où ils avaient été submergés par les Arabes.

La répartition géographique des Kurdes d'Irak

A l'occasion de la discussion sur le nombre des Kurdes

(1) - Sans parler de Habib Karim, un Faili de Bagdad, qui devint Secrétaire général du P.D.K. en 1964, les activités des nationalistes kurdes, qu'elles soient militaires ou politiques, accusèrent une très nette augmentation à Bagdad surtout après 1963. La plus spectaculaire fut l'assassinat en 1965 de Badridin Ali, Gouverneur Ba'thiste d'Arbil en 1963, dans le quartier réservé aux officiers de Dur al Dubat, ce qui eut pour conséquence l'arrestation de centaines de Kurdes de Bagdad.

d'Irak, nous avons évoqué à plusieurs reprises, les villes et les régions qu'ils habitent. Comme nous le disions aux premières lignes de ce chapitre, la question des frontières géographiques du Kurdistan est aussi une pomme de discorde.

Le Gouvernement irakien estime à 37.062 km², la superficie totale de la " région autonome"⁽¹⁾. De son côté, I.C. Vanly, suivant le même raisonnement que pour son évaluation du nombre des Kurdes d'Irak, compte 74.000 km² pour la superficie de leur territoire⁽²⁾. La discussion pour savoir qui a tort ou qui a raison sur ce propos, pourrait s'éterniser sans qu'on aboutisse à une conclusion solide. Cependant, contrairement aux chiffres de population qui sont affectés par le multiples facteurs tels que les taux de natalité et de mortalité, les migrations, les guerres, les épidémies, les séismes etc..., la composition ethnique d'un territoire donné, en une période donnée est plus facile à établir. Par exemple, il nous serait très difficile d'essayer d'estimer la population d'une ville comme la Mecque, il y a 10 siècles mais on peut affirmer sans risque de se tromper qu'il y avait une majorité d'Arabes de la tribu Quraich. On pourrait procéder de la même manière avec les Kurdes et les régions qu'ils occupent. Nous avons donc cherché des indications dans les vieux livres de géographie et des vieux atlas. Nous avons trouvé des informations intéressantes dans "le globe-Atlas classique universel de géographie ancienne et moderne Paris, Jules Renluard et C^{ie}, 1839.

(1) - Gouvernement d'Irak, Ministère de la planification, Annual Abstract of statistics 1974, Bagdad, P. 34.

(2) - Ismet C. Vanly, "Le Kurdistan d'Irak", dans les Kurdes et le Kurdistan op. cit., P. 232.

Ce volumineux ouvrage (1360 pages) écrit par MM. Dufour, Jomard et Balbi il y a près d'un siècle et demi, est extrêmement détaillé et contient des informations sur les Kurdes dont quelques-unes sont encore inédites.

Dans leur description de l'Asie ottomane, les auteurs de cet ouvrage présentent la région avec les divisions administratives de l'époque. Les Kurdes sont donc cités avec "l'Arménie avec une partie du Kurdistan" et "le Kurdistan ottoman proprement dit" et "La Mésopotamie ou al Djazereh avec l'Irak Arabi", (P. 677).

Selon eux, le "Kurdistan ottoman proprement dit" se compose de "Kirkouk" de Cherezour, Erbil, Baian, des principautés kurdes d'Amadia, de Sulaimanya, de Koi et de Kouran" (P. 677)- nous soulignons d'un trait les régions que le gouvernement irakien ne considère pas comme kurdes. Pour la "Mésopotamie ou al-Djazyreh avec l'Irak Arabi", ils les divisent en Eyalets et livas (divisions administratives) suivants : Bagdad, en plus des régions arabes, inclut "les principautés kurdes de Karajolan et de Sehau vassales de nom; celle de Karadjolan est une des plus puissantes et ses habitants, moyennant une rétribution, escortent ordinairement la caravane qui va de Bagdad à Mossoul et vice et versa. Le pays de Sindjar ou des Yezidis et celui des Bilbas sont habités par des Kurdes entièrement indépendants. Le chef des Yazidis habite dans le village de Babil (page 677-678). Il est dit que l'elayet de Mossoul comprend la ville de Mossoul et la région d'Elkoch où on trouve "plusieurs tribus kurdes tributaires, quelques tribus de Yazidis tout à fait indépendants". (page 678)

Les auteurs poursuivent en citant les régions habités par les Kurdes de la Turquie, de l'Iran et de la Syrie d'aujourd'hui.

Les observations de ces géographes français accréditent les revendications kurdes selon lesquelles les régions de Kirkouk de Khanaqin, d'Amadia et de Sindjar, de l'Irak contemporain, sont des territoires kurdes ou furent, du moins, habités par eux. La polémique, néanmoins, se poursuit...

Culture : Religion, Langue et Littérature

Religion

Tous (Minorsky, Nikitine, Edmonds, Jwaideh, Talabani, etc.) s'accordent à penser que la majorité des Kurdes étaient Zoroastriens avant leur conversion à l'Islam; ce qui peut expliquer, dans une large mesure, certaines coutumes kurdes, comme les feux qu'on allume à l'occasion de Nawruz⁽¹⁾, coutume qui se perpétue encore.

Le christianisme semble avoir pénétré le Kurdistan aux premiers siècles de l'ère chrétienne. Mar Mari (mort en 226) a paraît-il, converti au christianisme le Roi et le peuple de Shagert, qui "adoraient les Arbres et sacrifiaient à l'idole de cuivre"⁽²⁾. Nous savons aussi que Isho Yaba construisit un couvent dans les parages de Jazirat Ibn Umar,

(1) - Nawrouz, qui veut dire "Nouveau jour", est une fête nationale pour les Persans et les Kurdes. Cependant, contrairement aux Persans qui célèbrent Nawrouz le premier jour du nouvel An persan, les Kurdes d'Irak qui utilisent le calendrier chrétien, considèrent leur Nawrouz comme "la fête de la Liberté" et ont, donc donné à leur fête des connotations hautement politiques. En 1968, une loi fut promulguée aux termes de laquelle la journée du 21 Mars fêtée par les Kurdes irakiens sous le titre "Nawrouz" devra être considérée comme fériée à travers tout l'Irak.

(2) - Hoffmann, Auszüge, P. 270, cité par Minorsky dans "Kurds", The Encycloped of Islam, op.cit, p. 1115.

" à l'endroit où les Kurdes avaient sacrifié aux démons"(1).

Aujourd'hui encore, de nombreux indices témoignent de l'extension du christianisme parmi les Kurdes, à une certaine époque. Wigram nous dit que la tribu nomade de Herki, installée aujourd'hui dans la région d'Arbil, transportait avec elle dans un coffret de bois le fétiche de la tribu, qu'on supposait être la tête de Saint-Georges⁽²⁾. Nikitine raconte les mêmes rites⁽³⁾. Cependant, même avant leur conversion à l'Islam, la majorité des Kurdes semblent avoir conservé leur ancienne religion de préférence au christianisme.

Aujourd'hui, la ville d'Ankawa dans la province d'Arbil est entièrement chrétienne. A environ 60 km au nord dans la ville de Chaqlawa on trouve une communauté chrétienne assez importante. Mais, c'est tout de même dans les régions de Zakho et d'Amadia et d'Akra, près de la frontière turque, qu'on trouve la plus grande concentration de chrétiens au Kurdistan. Il est intéressant de noter que les chrétiens de cette région furent parmi les premiers à rejoindre le mouvement armé de 1961-1975 et Zakho fut, en décembre 1961, la première ville à tomber aux mains des insurgés kurdes⁽⁴⁾. On peut aussi rappeler que Margret, pendant un temps, symbole de la femme combattante⁽⁵⁾ kurde, était une

(1) - Ibid.

(2) - W.A. Wigram & T.A. Edgar, The cradle of Mandkind. Life in Eastern Kurdistan. Deuxième édition, Londres, A & C. Black 1922, PP. 162-163.

(3) - Nikitine, " Les Kurdes et le christianisme", dans Revue de l'Histoire des Religions, LXXXV, n° 3, Mai-Juin 1922, P. 115.

(4) - Cf. S. Othman, le fond historique du déclenchement du mouvement armé kurde en Irak - 1961, op.cit. P. 54

(5) - Le destin de Margret reste enveloppé de mystère. Nous avons entendu dire qu'elle avait été exécutée par les hommes de Barezani pour "conduite indécente". Une autre version raconte qu'elle fut tuée par Barezani quand il comprit qu'elle allait rejoindre le groupe de Ahmad-Talabani. La vérité, sans doute, reste à chercher.

chrétienne de Zakho, qui s'engagea dans le mouvement, dès ses débuts.

Le processus de la conversion des Kurdes à l'Islam semble avoir été lent. Si l'on en croit Bar Hebraeus, dans un passage intéressant, la conversion des Kurdes à l'Islam était loin d'être accomplie, même aussi tard qu'au début du XIII^e siècle : "Dans l'année 602 des Arabes (1205 après J.C.), une race de kurde vivant dans les montagnes de Madai (Media), qu'on appelait Tirahaye, en descendirent et firent un grand ravage dans ces contrées... Ces montagnards ne s'étaient pas engagés dans la foi musulmane, mais avaient adopté le paganisme primitif de cette région. Quand un musulman tombait entre leurs mains, ils le mettaient à mort par de cruelles tortures"⁽¹⁾. Cheraf Khani Badlisi, dans son célèbre Charaf Nameh de 1596 décrit la tribu des Pazukis en ces termes : "Et ils n'adhéraient à aucune religion définie et ne suivaient aucun commandement de manière à se conduire bien et à s'écarter de ce qui est interdit"⁽²⁾. J.G. Taylor qui parcourut le Kurdistan en 1865 parla de l'existence d'une tribu, les Balakis, qui n'était ni chrétienne ni musulmane⁽³⁾. Il est probable que l'isolement de beaucoup de régions du Kurdistan et le refuge offert par les montagnes qui servent de repaires à de nombreux groupes de population peut expliquer, en partie, la survivance de nombreuses sectes non musulmans parmi les Kurdes. Aujourd'hui, au Kurdistan irakien, les deux sectes les plus importantes

(1) - Bar Hebraeus, The Chronography, vol. 1, P. 362, cité par Jwaideh op.cit., p. 46

(2) - Charif Khani Badlisi, (l'Histoire des Etats et principautés kurdes) Bagdad, al, Najah press, 1953, p. 359

(3) - J.G. Taylor "Travels in Kurdistan, with notices of the sources of the Eastern and Western Tigris and Ancient ruins in the neighborhood" dans, Journal of the Royal Géographical Society XXXV, 1865, P. 28-29.

sont les Yezidi et les Ahli Haq. Une brève présentation de ces deux sectes nous permettra peut-être d'avoir une vue plus claire des différentes idées religieuses et sociales qui animent un secteur important de la population kurde d'Irak.

Les Yazidis

Les Yazidis forment une secte dont les origines restent mystérieuses en dépit des recherches considérables qui lui furent consacrées⁽¹⁾. Leur religion semble avoir emprunté à la fois au zorostranisme, au manichéisme, à l'islam, au christianisme, et au Judaïsme.

Leur religion, attribuant la création du monde à sept anges, a comme idée centrale le dualisme entre Dieu et Malak Taus (mot à mot l'Ange Paon). Selon les Yazidis, Dieu est une entité passive qui a créé le monde mais qui ne le préserve pas. Malak Taus, ou Satan, est l'agent actif et exécuteur de la volonté divine. Cheikh Adi, ayant accédé à la nature divine par transmigration, ne fait qu'un avec Malak Taus, selon la croyance. Les Yazidis qui refusent l'existence du mal et le châtiment de l'enfer, prétendent que, contrairement aux autres humains, ils ne descendent pas d'Adam et Eve mais d'un enfant nommé Chadid Ibn Jarrah, issu de la semence d'Adam enfermée pendant 9 mois dans une jarre où elle s'est développée. Leur livre, Mischafi Rash, qu'aucun étranger ne doit voir, est paraît-il, écrit en kurde.

Les Yazidis étaient très nombreux et puissants jusqu'à

(1) - Cf. Abudl Razaq Al Husni, اليزيديون في ماضيهم و حاضرهم
(le passé et le présent des Yazidis), 6ème édition complétée, Bagdad, ed. Al-Katib al Jadid, 1974. Nous avons tiré nos informations sur les croyances Yazidis, de cet ouvrage.

il y a environ un siècle⁽¹⁾, mais les massacres systématiques et continuels des Ottomans réduisirent leur nombre, de façon considérable. Aujourd'hui, ils sont peut-être 70000 en Irak⁽²⁾. Le leader spirituel des Yazidis réside dans le district de Chaykhan, dans la province de Mossoul, où se trouve le tombeau de Cheikh Adi, principal lieu de culte Yazidi.

Les Ahli Haq⁽³⁾

Le nom de Ahli Haq veut dire "le peuple de la vérité". Bien qu'on les ait souvent appelés les "Ali Allahi", i.e. "ceux qui défient Ali", il semble que cette appellation prête à confusion et contredise leur pratique religieuse qui comporte des traces d'un chiisme extrémiste. Leur dogme principal est la croyance de manifestations successives de la divinité au nombre de 7 et qui sont énumérées dans une table complexe des théophanies.

La première est Khawandagar, créatrice du monde qui avant d'être éternelle était enfermée dans une perle. Selon les Ahli Haq, les hommes sont bons ou mauvais. Les bons sont faits d'argile jaune et les mauvais d'argile noire. La métempsychose est un des éléments-clé de la foi des Ahli Haq. Leur religion qui est dite synchrétique, s'inspire des croyances hindoues, znostiques, zoroastriennes, juives, chrétiennes et musulmanes.

(1) - Jwaideh, op.cit., P. 48

(2) - Ibid.

(2) - Notre information sur cette secte vient de Nûr Ali-Shah Elâhi, l'Esotérisme kurde, traduction, introduction, commentaire et notes par Dr. Mohammad Mo ri, Paris, ed. Albin Michel, 1966

D'un point de vue sociologique, c'est la religion des classes pauvres pratiquée chez les villageois et les pauvres des villes. Pour donner une idée de leur dénuement matériel, ils croient que le jour du Jugement, qui est supposé se passer dans les plaines de Charazur dans la province de Sulaimanya, tous les sultans, rois et nantis seront punis.

Avant la création de l'Etat sioniste en Palestine en 1948, une communauté juive assez importante vivait au Kurdistan. On dit qu'elle y était depuis environ 720 avant J. C.⁽¹⁾ Selon Claudine Cohen 'ils ont vécu là complètement isolés jusqu'au XIIème siècle... C'est au XVème siècle avec la conquête du Kurdistan par les Turcs,... que commence pour les Juifs une situation qui durera jusqu'à la fin du XIXème siècle. Ils paient un tribut à des chefs kurdes, intermédiaires entre eux et le sultan mais en fait assez indépendants"⁽²⁾. Cependant, dans les années cinquante de notre siècle, la plupart des Juifs vivant au Kurdistan, surtout à Zakho et à Amadia, émigrèrent en Israël où ils vivent maintenant, dans le quartier pauvre de Jérusalem, Zikhron Yosef, communément désigné comme le "quartier kurde"⁽³⁾. Walter J. Fischel suggère qu'avant leur départ en Israël, les Juifs vivant au Kurdistan étaient environ 18.000⁽⁴⁾.

(1) - C Cohen, Grandir au Quartier kurde. Rapports de générations et modèles culturels d'un groupe d'adolescents israéliens d'origine kurde, ouvrage publié avec le concours du CNRS, Paris, Institut d'ethnologie, 1975, P. 28.

(2) - Ibid.

(3) - Ibid. P. 19

(4) - Walter J. Fischel "The jews of Kurdistan : a first hand report on a Near Eastern mountain community" dans Commentary, VIII, décembre 1944, PP. 554-559

Islam

On dit que les Kurdes sont entrés pour la première fois en contact avec les Arabes de l'armée d'invasion musulmane après l'occupation de Tikrit, dans le nord de l'Irak, en 637⁽¹⁾. Trois ans plus tard, en 640, le chef kurde de Zawzan a dit-on payé le Khiraj (une taxe imposée aux non-musulmans) aux conquérants arabes.⁽²⁾ En 639, les Arabes auraient combattu les Kurdes quand ils vinrent en aide à Hurmuzan, le Gouverneur persan d'Ahwaz⁽³⁾. On dit que la province de Charazur aujourd'hui dans la région de Sulaimanya, fut prise en 643 après une sanglante bataille.⁽⁴⁾ Plus tard, on raconte que les Kurdes prirent part à de nombreux soulèvements contre les nouveaux dirigeants. On n'a pas éclairci les raisons pour lesquelles, après une si farouche résistance, les Kurdes en sont arrivés à adhérer à l'islam. Dans son étude, Safrastian explique que les Kurdes acceptèrent la nouvelle religion pour échapper à la taxe imposée aux mécréants.⁽⁵⁾ Quels que furent leurs motifs d'origine, les Kurdes, une fois intégrés à la communauté musulmane, épousèrent pleinement la cause de leur nouvelle foi.

A l'exception des Failis et d'une partie des Kurdes de la région de Diyalay qui sont chiites, la grande majorité des Kurdes d'Irak adhérèrent à la conviction sunnite. A l'intérieur de la communauté sunnite, quatre courants de pensée se dégagent. En général, les Kurdes choisirent le rite chafi'i de préférence au rite Hanafi qui est suivi par les sunnites turcs et arabes.

(1) - Jwaideh op.cit., P. 28

(2) - Ibid

(3) - Ibid, P.29

(4) - Ibid. P. 30

(5) - Arshak Safrastian , op.cit , P.33

La pratique de l'islam chez les Kurdes fut conditionnée par l'attrait largement répandu du Soufisme qui est une variété islamique de mysticisme religieux. Frederick Barth a défini les ordres des Derviches kurdes comme étant surtout "la religion des déshérités pour laquelle l'intellectualisme froid de l'Islam se réduit à la relation de l'homme à Dieu".⁽¹⁾ Il conclut que "l'adhésion à la confrérie offre une satisfaction subjective, en procurant au laïcisé pour compte un domaine dans lequel lui aussi peut manipuler et contrôler un pouvoir"⁽²⁾. W. N. Howell en arrive à peu près à la même conclusion que Barth : "Il est plausible qu'une telle croyance au surnaturel soit une forme d'échappatoire à un peuple dont la réalité fut souvent difficile à regarder"⁽³⁾.

Deux ordres Soufi dominant chez les Kurdes : l'ordre Qadiri (disciples de Cheikh Abdul Qadyr Al-Gailani qui est enterré dans le quartier kurde de Bagdad) et l'ordre Naqshabandi (disciples de Mawlana Cheikh Khalid al Naqshabandi). Il est difficile d'estimer la proportion d'adeptes de chaque ordre mais il serait intéressant de relever que le pouvoir des Barzanis était dû en partie au fait qu'ils étaient un des chefs de l'ordre Naqshabandi. Parallèlement, Cheikh Mahmoud, chef des révoltes de Sulaimanya dans les années 1920, était un chef de l'ordre Qadiri. Cependant, Barth affirme que "le pouvoir et la vénération des chefs de ces sectes...ne dépendaient pas de leur

(1) - Frederick Barth, Principles of Social Organisation in Southern Kurdistan, Universitetes Etnograiske Museum Bulletin N) 7, Oslo Brodrene Jorgensen A/S - Boktrykkeri, 1953. PP. 82-83.

(2) - Ibid. P. 89

(3) - W. N HOWELL, op. cit. , P. 96

position mais de leurs réalisations individuelles"⁽¹⁾.

Les comptes-rendus contradictoires n'aident pas à déterminer la profondeur de la piété chez les Kurdes. En général, les Kurdes se firent connaître en Europe pour leur participation aux massacres des Arméniens pendant la dernière décennie du 19^e siècle et les premières années de ce siècle. Les Kurdes furent donc souvent dépeints en Europe comme des fanatiques religieux. Quels qu'aient pu être les motifs de la participation kurde à la répression des Arméniens menée par les Ottomans, ces actions ne sont pas typiques de l'attitudes des Kurdes vis-à-vis de leurs voisins chrétiens⁽²⁾.

Il ne semble pas que les Kurdes aient été un peuple engagé dans une passion religieuse agressive, à aucun moment de leur histoire⁽³⁾. En fait, certains auteurs, dont Safrastian, rangent les Kurdes parmi les adeptes les plus tolérants de l'islam. Il a écrit : " Le Kurde moyen est indifférent aux questions de croyance et de pratique religieuses. Beaucoup de Kurdes pourront, à l'occasion, participer aux prières publiques ou autres devoirs religieux mais beaucoup pourront visiter d'anciennes chapelles chrétiennes ou des couvents pour accomplir des vœux"⁽⁴⁾. Barth aussi a trouvé, dans quelques coins du Kurdistan un

(1) - Barth, op.cit., P. 92

(2) - Pour avoir deux points de vue kurdes sur la participation des Kurdes dans les massacres des Arméniens : cf. K.M. Ahmad کردستان فی سنوات الحرب العالمیه الاولی (Le Kurdistan pendant les années de la première guerre mondiale), Bagdad, Kurdish Academy press, 1977, P. 235 -302 et Siyamend Othman, "Les Kurdes et le sang versé des Arméniens", par K.M. Ahmad - aperçu général du texte et du sujet. Mémoire de DEA, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Paris 1981.

(3) - Cf. N.W. Howell, op.cit. P. 82

(4) - Arshak Safrastian, op. cit., P. 92

certain relâchement à l'égard des devoirs religieux et cite l'exemple d'un village où les services religieux avaient lieu par intermittence⁽¹⁾.

Un signe de la spécificité de l'Islam pratiqué par les Kurdes est leur attitude envers les femmes. Le sexe demeure une barrière sociale importante dans la société kurde, mais pas d'une manière absolue. Les femmes kurdes ont rarement été soumises à cette sorte de discrimination commune aux autres sociétés islamiques. Comme Nikitine le fait remarquer le voile est pratiquement inconnu des femmes kurdes⁽²⁾. Si une femme est réputée pour sa beauté ou son intelligence, ses fils peuvent rajouter son nom au leur pour perpétuer sa célébrité⁽³⁾. Il faut préciser par souci d'objectivité, que les femmes kurdes s'acquittent des tâches ménagères dans la maison mais qu'elles hésitent moins que la plupart des femmes musulmanes à défier ou critiquer leur mari devant des tiers. Que cette attitude "libérale" soit un reflet de l'influence des valeurs pré-islamique ou qu'elle soit imputable à une interprétation du dogme islamique spécifique aux Kurdes, elle est révélatrice des grandes différences existant entre les Kurdes et la plupart des leurs corréligionnaires.

Langue

Les Kurdes se distinguent le plus clairement de leurs voisins par la langue. La langue kurde fait " partie de la branche

(1) - Barth, op.cit. P. 94-95

(2) - Basil Nikitine, op.cit. P. 93

(3) - Ibid. P. 99.

iranienne des familles de langues indo-européennes"⁽¹⁾. A ce titre, le kurde est plus proche du persan que du turc ou de l'arabe. Cependant, cette langue n'est pas, comme on l'a prétendu parfois, un simple dérivé du persan mais comme l'a montré Minorsky, elle s'en distingue nettement⁽²⁾. Au début de ce siècle, le kurde fut décrit par un auteur français, comme "une langue spéciale, soeur du persan et peut-être plus ancienne que lui"⁽³⁾.

Avec le temps, deux dialectes se développèrent à l'intérieur de la langue kurde : le Sorani (ou Mukriani) et le Kirmanji (quelquefois appelé le Bahdinani ou Zaza en Irak). Le Sorani est parlé à Sulaimanya, Saujbulaq(Mahabad), Mukriani, Sanadaj, Arbil, Saqiz et Kirkouk. Le Kirmanji est parlé par les Kurdes de Turquie, de Syrie et de quelques endroits d'Iran et d'Irak, proches de la frontière turque.

Selon Talabani, "le kurde avait son propre alphabet à l'époque pré-islamique, les caractères arabes étant utilisés par les Kurdes depuis qu'ils adhèrent à l'Islam"⁽⁴⁾. De nos jours, les Kurdes d'Iran et d'Irak utilisent l'alphabet arabe tandis que ceux de Turquie emploient les caractères latins. Ces dialectes, qui conservent leur parenté avec la langue originelle, sont presque inintelligibles les uns pour les autres. Pour W.N. Howell, cette situation est due " au

(1) - Ernest N. Mc Carus, A Kurdish Grammar : Descriptive analysis of the Kurdish of Sulaimanya, Irak, New York, American Council of Learned Societies, 1958, P. 1

(2) - Minorsky, "op.cit", PP. 1151-1153.

(3) - Jacques de Morgan, cité par J. Blau, op.cit., P.23

(4) - Djalal Talabani, کردستان والحركة القومية الكردية (Le Kurdistan et le mouvement nationaliste kurde), Beyrouth, ed. al-Tali'a, 2ème édition, 1971, P. 47

manque d'écriture commune à tous les Kurdes, au contact limité entre les différentes fractions de ce peuple et à l'influence des langues étrangères dans les zones limitrophes"⁽¹⁾.

Littérature

La place et la signification de la littérature kurde sont devenues de plus en plus évidentes, à la suite des recherches poursuivies par les auteurs kurdes. Le fait qu'Alexandre Jaba dans son Recueil de Notices et de Récits kurdes (Saint-Petersbourg 1860) ne mentionne que 8 noms de poètes kurdes tandis que Al'ad-Din Dajjadi dans (l'histoire de la littérature kurde) écrit à Bagdad en 1952 présente très longuement 34 poètes et dresse une liste de 212 autres, donne la mesure du progrès réalisé dans ce sens. La richesse et la variété de la littérature kurde, reconnues aujourd'hui, contrastent vivement avec l'ignorance du sujet il y a un peu plus d'un siècle. Les Kurdes, surtout ceux d'Irak, ont largement contribué à faire connaître cette littérature. On peut citer l'exemple de Izzadin Mustafa Rasul avec son الواقعية في الأدب الكردي (le réalisme dans la littérature kurde) (Beyrouth 1968) et ses recherches sur le poème épique مهم و زين. Il faut signaler aussi les travaux de Rahman Haj Maref, Maref Khaznadar et Mohammed Mulla Karim. Tous ces Kurdes, à l'exception du dernier sont, c'est intéressant de le dire, titulaire du doctorat d'Union Soviétique. Le célèbre historien kurde, K.M. Ahmad, lui aussi a terminé ses études supérieures en Union Soviétique.

(1) - W. N. Howell, op. cit, P. 73-74.

Le folklore kurde, dans ses formes variées - histoires, légendes, poèmes épiques, chansons, proverbes, anecdotes - aborde une grande diversité de thèmes : l'amour, le patriotisme, le courage, l'hospitalité en sont les sujets favoris. La ballade du siège de **Qala -i Dim Dim** ⁽¹⁾ est l'un des poèmes épiques kurdes les plus connus. Il parle, ce n'est pas surprenant, de patriotisme. Il raconte l'histoire d'un groupe de Kurdes, résistant sans espoir, encerclés dans la forteresse de Dindim, près d'Urmiyah en 1608. Pour défendre la forteresse assiégée, les Kurdes affrontèrent les forces nombreuses du Chah Abbas 1er, pendant plusieurs mois, souffrant et infligeant de terribles blessures. Les Kurdes se battirent jusqu'au dernier. Le grand poète kurde Ahmad-i Khan-i partit de la légende de "Mame Alan" pour son imposant ouvrage مهم و زين qui est une histoire d'amour, une sorte de "Roméo et Juliette" kurde.

Jwaideh remarque que "Mame Alan" est la seule épopée kurde où le miraculeux joue un rôle important et où les événements sont fictifs et non historiques ⁽²⁾.

Les poètes et auteurs kurdes se sont traditionnellement consacrés aux deux thèmes de l'amour et du profond attachement à la terre natale. C'est aussi vrai du poète du 17ème siècle Ahmad-i Khan-i ou du poète du 19ème siècle Haj Qaderi Qoi-i, tous deux considérés comme deux des plus grands poètes kurdes, que des auteurs kurdes du 20ème siècle: Pira Merd, Dildar, Goran, Qani' Hemin, Hajar, Bekass, etc...

(1) - Cette épopée est le sujet de recherche de S. Hassan, kurde irakien,

(2) - Jwaideh, op.cit, P. 50

Aspects Sociaux de la Société Traditionnelle Kurde

Nous esquissons ici une brève présentation des valeurs sociales des Kurdes irakiens. De prime abord, il faudrait souligner que notre discussion sera menée en termes très génériques. Nous y sommes malheureusement contraints puisque une recherche approfondie du système de valeurs chez les Kurdes ferait à elles seules le sujet d'un livre. De plus, on ne peut faire le tour de la question sur la base d'informations actuelles puisque toutes les études sociologiques faites sur les Kurdes d'Irak s'arrêtent, du moins à notre connaissance, dans les années 1950 et sont donc irrémédiablement inactuelles. Toute tentative pour présenter les valeurs sociales des Kurdes d'Irak aujourd'hui ne peut se faire qu'après un travail approfondi sur le terrain étant donné les changements économiques intervenus en Irak après 1958 qui ont entraîné de considérables modifications dans les valeurs sociales de ces peuples. Par conséquent "les relations entre les Irakiens furent de moins en moins régies par la parenté, la position religieuse ou les considérations de naissance et de plus en plus par la possession matérielle"⁽¹⁾. Cependant, Batatu l'admet, "les éléments de la structure sociale traditionnelle et les valeurs qui en découlent, ne disparurent pas mais cotoyèrent les nouvelles mentalités, les nouveaux éléments de structure et les nouveaux principes"⁽²⁾. C'est pourquoi nous espérons que notre discussion sur le schéma traditionnel social des Kurdes trouvera sa place ici.

Au cours de ses observations sur la vie au Kurdistan d'Irak, Barth a défini une série de critères suivant lesquels, selon lui, le

(1) - Batatu "Class analysis and Iraki Society" dans "Peuples Méditerranées
Mediterranean Peoples" N° 8, Juillet-Septembre 1979; P. 108

(2) - Ibid.

prestige de l'individu se déterminait dans la région. Il les a présentés de la manière suivante:

- La Famille : a) prestige provenant de la descendance d'une ou de plusieurs personnes de haut rang.
b) appartenance à une grande tribu
- Pouvoirs sacrés : Le degré des " pouvoirs occultes" conférés à une personne.
- Richesse : Prestige du capital, des biens et des activités qui les procurent
- Savoir et piété : Prestige pour ceux qui connaissent et respectent les lois musulmanes.
- Age : Prestige de la maturité et de l'expérience
- Sainteté : L'incarnation réelle de pouvoirs sacrés ou la position sacrée conférée par les souffrances personnelles ou par le renoncement au monde.
- L'honneur et la bravoure : Le degré d'approche du concept kurde du " héros" i.e prouesse physique, vaillance, respect des femmes, une certaine témérité, bonté envers les pauvres, une inlassable hospitalité etc...
- Sexe : Dichotomie en faveur des mâles et de la descendance en lignée masculine⁽¹⁾.

Dans cette atmosphère conservatrice, caractéristique

(1) - F. Barth, op. cit. P. 96

de la société traditionnelle kurde, il y avait ce qu'on peut appeler des "préjugés favorables" plaçant aux postes éminents ceux qui avaient un lien de parenté avec des familles respectées. Ceux-là occupaient souvent des positions-clé dans la société. Toutefois, un grand nombre de qualités personnelles prisées, cumulées par un individu extérieur aux familles dirigeantes pouvaient tout de même lui conférer une position influente. (1)

Le phénomène est bien démontré dans les ouvrages de Yasher Kemal romancier kurde de Turquie. Dans son livre le plus connu Memed, my hawk, (traduit du turc par Edouard Roditi, New-York Pantheon Books, 1961) Yasher Kemal raconte avec quelle facilité le pouvoir et le prestige d'un agha (chef tribal) incompetent est sapé parmi ses locataires, par un jeune de basse extraction qui le défie et mène une vie de brigandage. Pour Howell "le degré de souplesse, relativement haute, de la mobilité sociale était dû en grande partie

au fait que le concept de charge ne s'est pas développé parmi les Kurdes" (2). Par conséquent, les rigidités de la société kurde traditionnelle découlant de l'importance attribuée aux clans et aux autres unités de parenté étaient contrebalancées par "les occasions d'ascension sociale pour les personnes douées de qualités particulièrement prisées dans cette société" (3).

L'image stéréotypée des Kurdes en Europe occidentale les a abusivement présentés comme un peuple belliqueux. Bien que la société kurde traditionnelle ait placé en haute estime les qualités

(1) - Ibid. P. 60

(2) - Howell, op.cit., P. 89

(3) - Ibid., P. 90

du guerrier, les écrivains de l'Europe de l'Ouest ont exagéré outre mesure cette caractéristique qu'ils attribuaient aux Kurdes. Les sociétés turques, persanes et arabes recrutent, aux aussi, leurs élites dans la caste guerrière. Dans le cas de l'Irak arabe, par exemple, une tribu guerrière en particulier, Ahl-ul-Ibl, domina et dirigea la totalité des confédérations tribales arabes tout au long du XIXème siècle⁽¹⁾. Kinnane considère que ce sont les Kurdes eux-mêmes qui ont entretenu cette réputation parmi les étrangers : " un penchant national à exagérer les valeurs hautement appréciées du courage, de l'audace, de l'orgueil intransigeant et de la vénération des chefs, les a conduits au culte du brigandage héroïque"⁽²⁾. Toutefois, si l'explication de Kinnane contient une parcelle de vérité, elle simplifie exagérément la question.

Parce que, bien que la violence ait été une constante de l'expérience kurde, ils ont développé un grand respect pour l'honneur. On pourrait dire que " la possibilité même de violence exige des codes de comportement social strictement règlementés"⁽³⁾. Le clan ou la tribu, répondant aux besoins de ses membres, a été assez naturellement l'objet d'une grande loyauté. Des modes de comportement établis imposaient qu'au sein de ces groupes, l'ordre public fût maintenu à un haut niveau. Donc, contrairement aux fausses idées couramment répandues, l'anarchie ne régnait pas généralement chez les Kurdes ni lors de leur contact avec d'autres populations.

(1) - Cf. Batatu, "Class analysis and Iraqi society", dans Peuples Méditerranéens/Mediterranean Peoples n° 8, Juillet/Septembre 1979. P. 106

(2) - Kinnane, The Kurds and Kurdistan, Londres, Oxford University press, 1964, P. 12

(3) - B. Nikitine, op. cit., P. 134-135

Bien que les étrangers fussent regardés avec méfiance, en général, on accordait aux hôtes une grande hospitalité. Comme R.E. Leach découvrit : "C'est une caractéristique fondamentale de la coutume kurde que l'étranger, quel que soit son rang et sa position, soit nourri et logé aux frais de l'Agha. Plus l'hospitalité de l'Agha était généreuse plus grand était l'estime de son entourage. Il faut admettre qu'une pure réputation de générosité ne pouvait pas s'accompagner d'une récompense tangible sous forme d'avantage économique ou d'une influence particulière, mais la société est ainsi faite que cette forme de réputation est estimée plus que toute autre; c'est dans la perspective de cette série de valeurs que doit être considérée la maison d'hôte."⁽¹⁾

La férocité du guerrier kurde et son culte des valeurs viriles ont souvent masqué la nature la plus douce qu'il a en commun avec les autres membres de la société kurde. Leur attitude envers les femmes est peut-être révélatrice de leur nature qui est d'abord romantique. La polygamie n'a jamais été répandue au Kurdistan. Les Kurdes montrent une grande affection envers leur épouse. Un vieux proverbe fait dire à une jeune fille kurde " si j'ai un mari jeune et élégant, que mes habits soient ordinaires" et encore " mariez-vous tôt pour pouvoir profiter de la présence de vos enfants avant que d'être vieille". Ces sentiments reflètent l'accent mis sur le bonheur dans le mariage. Le code de conduite en vigueur dans la société kurde exige qu'on accorde aux femmes le respect sous toutes ses formes même pour les brigands. C'est important de relever que le chef des Jaf, la plus puissante tribu de Kurdistan irakien, dans la dernière moitié du 19ème siècle était une femme du nom d'Adila Khanum.

(1) - R.E. Leach, social and economic organisation of the Rowandouz kurds, London school of economics and political science, monographe on social anthropology, n° 3, London, Percy Lund, Humphries & co 1949. P. 29

Pour finir, les Kurdes, comme tout autre peuple, portent la marque de leur environnement politique et physique. Sur cette question, deux facteurs exercèrent, d'une manière ou d'une autre, une influence de longue date et contribuèrent à façonner l'image du Kurde. D'abord, les Kurdes habitent une terre d'une beauté sauvage et par endroits fertile mais qui ne rend pas vraiment l'existence facile. Dans la majeure partie du Kurdistan, la terre et le climat font de la survie un souci continu et laissent peu de temps à consacrer aux loisirs et aux occupations intellectuelles. Ensuite, les Kurdes, tout au long de leur histoire, ont vécu dans un climat politique chargé de menaces. Bien que leur détermination à résister aux annexions de leurs voisins de l'extérieur leur ait assuré un degré d'autonomie pendant presque toute leur histoire, les Kurdes ont vécu sous la menace constante de conquête et d'assimilation. La résistance aux fréquentes incursions de l'extérieur a beaucoup mobilisé l'esprit et l'énergie du Kurde et l'a empêché de mener à bien des objectifs positifs parmi et entre les différentes fractions de sa société. Comme Gelawej, un Kurde d'Irak, le fait observer : "la dureté de la condition physique qui est souvent celle du Kurde, les rivalités de clans qui furent, à une époque, fréquentes, et le fait que le pays ait été, pendant des siècles, envahi par des étrangers dépourvus de sympathie et d'égards, ont laissé leur empreinte sur ce peuple"⁽¹⁾.

(1) - Gelawej " Popular Saying, proverbs and the character of the Kurds" dans The Kurdish Journal, I, Octobre 1964, P. 6

CHAPITRE II :

LA GENESE DU NATIONALISME KURDE

Institut kurde de Paris

C'est une notion généralement admise que le nationalisme, dans son acception socio-politique contemporaine, est un phénomène urbain. Au Moyen-Orient, on peut chercher l'origine de ses racines dans les influences (directes et indirectes) de la présence européenne (culturelle, technologique, économique et politique) dans la seconde moitié du XIXe siècle⁽⁺⁾. On a également soutenu que l'évolution subséquente des nationalismes des peuples de l'ancien Moyen-Orient ottoman a été déterminée en grande partie par les conséquences multiples de la division de cette région en sphères d'influence anglo-françaises, suite de la première guerre mondiale⁽¹⁾.

Bien que ces généralités soient vraies, notre étude de l'histoire des nationalismes des peuples assujettis dans l'ancien Moyen-Orient ottoman (les Arabes, les Arméniens, et les Kurdes) nous a fait percevoir d'importantes différences qui, à nos yeux, ont non seulement influencé les actions politiques originelles

-
- (+) - Une partie des idées exposées dans ce chapitre ont été d'abord publiées en arabe. Cf. Siyamend Othman ملاحظات تاريخية حول "نشأة الحركة القومية الكردية" (Observations historiques sur la genèse du mouvement nationaliste kurde), dans "Studia Kurdica N°1, Paris édité par l'Institut Kurde, Janvier 1984, PP. 20-32.
- (1) - Hanna Batatu, par exemple, attribue la croissance du nationalisme arabe parmi les Arabes sunni des régions nord-ouest d'Irak au fait que des liens économiques existaient entre leurs provinces et la Syrie et la Palestine avant la première guerre mondiale, et que ces provinces avaient souffert du partage de l'empire ottoman et des obstacles des nouvelles frontières. Cf. Hana Batatu, "Class Analysis and Iraqi Society" dans Peuples Méditerranéens/Mediterranean Peoples, N° 8, Paris. Juillet-Septembre 1979, P. 114

des nationalistes chez chacun de ces peuples, mais encore ont déterminé, à un degré plus ou moins important, leur évolution postérieure. En d'autres termes, quoique les Arméniens, les Kurdes et les Arabes aient été assujettis à des influences extérieures analogues, la spécificité historique de chaque société a rendu l'impact de ces influences inégal et hétérogène⁽¹⁾. Ainsi peut-on remarquer que les Arméniens, par exemple, ont devancé les Arabes et les Kurdes en instituant des organisations nationalistes structurées⁽²⁾. On peut attribuer ceci à divers facteurs que nous essaierons de résumer hâtivement ici :

Socio-économique:

Lorsque débute le XIXe siècle, la sédentarisation du peuple arménien est réalisée, tandis que pas moins de 35% de la population

(1) - Notre insistance sur la spécificité des expériences de chaque peuple du Moyen-Orient, dans l'article précité dans Studia Kurdica attira les critiques d'un membre éminent d'un groupe d'intellectuels marxistes kurdes orthodoxes connu sous le nom de Kawa Group : "En ce qui concerne la lutte des peuples pour la libération nationale, il existe des lois générales applicables à tous les peuples sans exception...De ce point de vue, nous notons une étroitesse d'esprit dans l'insistance incompréhensible de M. Othman sur la 'particularité' du cas kurde...Ce faisant, il exagère le facteur subjectif kurde tout en ignorant les lois du matérialisme historique", dans Studia Kurdica, N° 2, Janvier 1985, PP. 60-61.

(2) - Le Hintchaq, qui appelle à l'unité et à l'indépendance de l'Arménie par les armes a été créé à Erevan en 1887. Ce n'est que lors du mouvement constitutionnel en Turquie, c'est-à-dire en 1908, que les Kurdes et les Arabes se mirent à instituer des organisations structurées pour défendre leur cause nationaliste. Cf. Ahmad, Kemal Mazhar (Kurdistan في سنوات الحرب العالمية الاولى ولي dans les années de la première guerre mondiale), Bagdad, traduit du kurde en arabe par Mulla KAREEM, Muhamad, Kurdish Academy, Press, 2ème édition, 1984, PP. 235-303

arabe de l'Irak était encore composée de nomades en 1876⁽¹⁾. Bien qu'il n'existe pas de chiffres globaux valables pour la société kurde, nous croyons pouvoir dire que le nombre de nomades kurdes n'était pas inférieur à celui des Arabes. De plus, l'attachement de l'Arménie orientale à la Russie tsariste, conséquence du traité de Turkmen Tchai en 1829, apportait de nouvelles occasions de transformation sociale aux Arméniens. D'où le développement rapide du commerce arménien (particulièrement les textiles, le vin et le cognac) et la naissance de l'infrastructure d'une industrie arménienne basée sur des manufactures d'envergure moyenne (textiles et cuivre).

Politique :

Dans leur effort pour dresser les Arméniens contre les Ottomans, les Tsars de Russie encouragèrent le nationalisme arménien, les activités culturelles arméniennes (fondation du collège LAZARIAN à Moscou, publication de revues en arménien : Govgas - 1847, Ararat, 1956, etc...), et ne cessèrent de mettre la question arménienne à l'ordre du jour des conférences internationales (Conférence de Berlin en juin-juillet 1878, par exemple), ce qui eut pour effet d'attirer l'attention sur la cause arménienne et d'encourager les militants à perséverer dans leurs actions.

(1) - Cf. HASSAN, Muhamad Salman - التطور الاقتصادي في العراق ١٨٦٤ ١٩٥٨ (Le développement économique de l'Irak 1864-1958), Vol. I, Beyrouth, éd. Maktaba al Assrya, 1965, P. 53. M. Hassan est professeur d'économie à l'Université de Bagdad. Ses ouvrages sur l'histoire économique de l'Irak, malheureusement pas encore traduits en langues européennes, constituent une source majeure de compréhension des forces sociales qui forment l'Irak moderne.

Si les origines historiques du nationalisme arménien diffèrent de celles d'autres peuples assujettis dans l'ancien Moyen-Orient ottoman, pouvons-nous adhérer à l'hypothèse d'une expérience commune aux Arabes et aux Kurdes?

Au début de la seconde moitié du siècle dernier, l'activité nationaliste arabe se cantonnait chez les Arabes chrétiens du Liban et de la Syrie, mais fut transférée au Caire après l'occupation de l'Égypte par les Britanniques en 1882⁽¹⁾. Mais, comme nous le verrons dans les prochains chapitres, le nationalisme arabe en Irak ne fit son apparition en force et d'une manière organisée qu'après la première guerre mondiale. Toutefois d'importantes transformations socio-économiques affectèrent la société arabe irakienne au cours de la dernière partie du XIXe siècle, surtout après l'ouverture du Canal de Suez en 1869, et devinrent, par conséquent, des facteurs majeurs dans la genèse des mouvements arabes irakiens politiques urbains. Ceci demande explication.

Yussif Ghanyma, auteur d'un livre sur le commerce en Irak (1922) décrit ainsi l'impact de l'ouverture du Canal de Suez sur l'Irak : "Ce simple fait donna vie à notre commerce et le relia à l'Europe et au monde civilisé. En d'autres termes, si le Canal fut le "cordon ombilical" de l'Empire britannique, il le fut aussi du commerce irakien"⁽²⁾. Le développement des transports et des communications (bateaux à vapeur sur le Tigre et l'Euphrate, télégraphe et poste)

(1) - Pour de plus amples informations sur cette période de l'histoire du nationalisme arabe, voir Al-Hussari, Sati' نشوء الفكره القومي (La naissance de l'idée nationaliste), Beyrouth, Maison d'éd. non mentionnée, 1956, PP. 177-234.

(2) - GHANYMA, Yussif تجاره العراق في ماضيها و حاضرها (Le commerce de l'Irak dans le passé et présent), Bagdad, 1922, P. 89

découla directement de la pénétration européenne (britannique principalement) en Irak à cette époque. Cependant, la plus importante nouveauté fut l'introduction des pompes à eau qui devinrent un facteur primordial de la transformation de l'agriculture tribale, basée sur la survivance, en une agriculture orientée vers les marchés : "la production d'orge passa, dans les deux dernières décennies du XIXe siècle, de 300 à 70000 tonnes par an l'année précédant la première guerre mondiale, soit un accroissement de 250%. La production de blé devint 14 fois supérieure. A la même époque la production lainière passa de 300 tonnes approximativement à plus de 12.000. La production de dattes augmenta dans des proportions analogues et, en 1896, on en exportait 600.000 caisses de Bassora, dont 53.000 à New York⁽¹⁾.

Le bond réalisé par la production agricole et les échanges commerciaux renforça la position des villes existantes (Bassora et Bagdad) et en fit naître de nouvelles (Hindya - 1870, Al-Kut - 1869 -, Al-Ramadi - 1870 -, Al-Nasserya - 1870⁽²⁾) : toutes de grandes villes irakiennes aujourd'hui).

Cette nouvelle situation entraîna de considérables changements dans la mosaïque sociale des villes. De nouvelles professions naquirent : Makinchi (celui qui fait marcher des machines), Fiterchi (celui qui répare des machines), etc... Sur le plan culturel, les Arabes lettrés d'Irak commencèrent à être informés, principalement à travers

(1) - Ahmad, Kemal Mazhar الطبقة العاملة العراقية: التكون وبدايات التحرك
(La classe ouvrière irakienne : formation et débuts d'un mouvement), Bagdad, ed. Al-Rashid, 1981, P. 71

(2) - Al-Wardi, Ali لمحات اجتماعية من تاريخ العراق الحديث
(Aspects sociaux de l'histoire contemporaine de l'Irak), Bagdad, ed. Al-Sha'b, 1972, PP. 5-6.

des publications égyptiennes, des découvertes scientifiques et des nouvelles idées. L'accession d'un réformateur intelligent et décidé, Madhat Pacha, au poste de gouverneur de Bagdad en 1969, contribua grandement à la renaissance culturelle de la partie arabe de l'Irak, jusqu'au lendemain du mouvement constitutionnel ottoman de 1908. C'est à cette période de l'histoire que remonte l'origine des EFFENDIS irakiens (soit l'intelligentsia urbaine ou urbanisée), qui, dans les années à venir, devaient être un des éléments majeurs du mouvement nationaliste arabe anti-ottoman. Qui étaient donc les EFFENDIS?

Pour donner un élément de réponse, il faut signaler que la formation des EFFENDIS du Moyen-Orient est bien différente d'un pays à l'autre, et que dans un même pays, les EFFENDIS ne sont pas tous issus du même secteur social, bien qu'ils aient tous en commun le bonheur de ne pas avoir connu la pauvreté: leur position sociale variait de moyens fonctionnaires à celle de notables ou d'aristocrates. Intellectuellement, ils avaient en commun une adoration presque mystique pour la technologie moderne et les nouvelles idées. Ainsi, les théories de Darwin, adoptées et défendues en Irak par le célèbre poète Djamil Sidiqi Al-Aahawi, faisaient l'objet de discussions passionnées dans les cercles d'EFFENDIS à Bagdad et, quoique pour des raisons bien différentes, dans les quartiers Ulama (religieux instruits) des villes saintes de Najaf et Karbala(1). Le Professeur AL-WARDI, sociologue irakien renommé, décrit ainsi les Effendis irakiens à la fin du siècle dernier: "Ils étaient habituellement diplômés d'écoles modernes (c'est-à-dire d'écoles non religieuses -S.O.)... Lorsqu'ils employaient des mots tels que "oxygène", "microbes" et "gravité",

(1) Cf. Al-Wardi, Op. Cit., p. 10

ils ouvraient l'esprit du peuple à de nouveaux horizons et incitaient le public à polémiquer sur des thèmes jamais entendus auparavant... Ils furent les premiers à s'habiller en costume européen, à employer des meubles modernes tels que tables et chaises, à manger avec des couteaux et des fourchettes. Ils lisaient des journaux et des revues et, contrairement aux habitudes de l'époque, ils se rasaient la barbe". (1)

Dans les pages précédentes, nous avons essayé d'attirer l'attention sur certaines différences dans les conditions historiques qui ont présidé à la naissance des nationalismes arménien et arabe irakien. Peut-on trouver des similitudes ou des contrastes avec le cas des Kurdes?

Dès le départ, il est possible de dire que, contrairement aux sociétés arméniennes et arabes irakiennes à l'époque en question, la société kurde n'a pas connu les mêmes transformations socio-économiques. Tel que nous entendons le problème à l'heure actuelle, nous pensons que les facteurs suivants en ont été la cause:

1: En dépit de la beauté sauvage des montagnes kurdes, leur sol n'a guère encouragé l'agriculture. Les plaines, quoique parmi les plus fertiles du Moyen-Orient, sont à la merci de pluies souvent insuffisantes. Par conséquent, l'introduction de pompes à eau, qui a complètement transformé l'agriculture de l'Irak méridional, n'a pas eu un impact important sur le Kurdistan. Il pourrait être intéressant de noter, entre parenthèse, que certains chercheurs, dont Majid Abdul-Rida (2) ont attribué l'absence d'un Etat central du Kurdistan au fait que l'agriculture kurde dépendait de la pluie: "...chaque village, petit groupe ou famille pouvait cultiver sa terre indépendamment, sans avoir la nécessité de recourir à un Etat qui,

(1) Ibid, pp.6-7

(2) M. Abdul-Rida est membre du Comité central du Parti Communiste Irakien.

seul, peut mettre en oeuvre de grands projets d'irrigation." (1)

En tout cas, la situation s'aggrava encore, vers la seconde moitié du siècle dernier, en raison d'une suite de catastrophes naturelles dont la pire fut la sécheresse de 1879. Dans une lettre datée du 23 février 1880, le Consul de France à Mossoul écrit: "un grand nombre de ruraux abandonnent leurs villages et se dirigent vers les villes où ils mendient un morceau de pain... quelques-uns ont dû se mettre à manger de la viande d'animaux morts, là où ils peuvent en trouver... un officier m'a affirmé, en présence du Wali (le gouverneur) que cinq personnes meurent par jour à Mossoul... la situation semble encore pire à Kirkuk: selon un prêtre Caldanien de la ville, plus de trente personnes y meurent par jour...."(2) Le ton de la lettre du Consul britannique est encore plus dramatique: "s.o.s.! s.o.s. ! Vite! les morts sont nombreux. Les enfants sont achetés, vendus, ou abandonnés à leur sort; les affamés en provenance des villages se déversent sur la ville comme un torrent." (3) Nombreux parmi ces hommes et ces femmes mourant de faim atteignirent Bagdad et Basora à pied, en criant "Birsyma" (j'ai faim). C'est ainsi que les années 1879-1880 prirent, à Bagdad et à Basora, le surnom d'années de "Birsyma". (4)

2. Instabilité politique: Comme nous le verrons dans les pages suivantes, la destruction de toutes les principautés semi-

(1) Cf. Abdul-Rida, Majid (La question kurde en Irak,) Bagdad, ed. Tariq-al-Jadid, 1975, p.27.

(2) Cité dans Al-Wardi, Op.Cit, p.36

(3) Ibid, p.37.

(4) Al-Bazi, Hamid بصره في الفتره المظلمه (Bassora à la période noire), Bagdad, Ed. Rachid, 1969, p.155.

indépendantes du Kurdistan irakien s'acheva vers la moitié du XIXe siècle. Il s'ensuit que des villes qui étaient au centre de ces principautés furent considérablement affaiblies. Par exemple, Sulaimanya, capitale florissante de la Principauté du Baban, qui comptait environ 2.200 familles en 1820 ⁽¹⁾ n'en comptait plus que 1.329 près d'un siècle plus tard, en 1918. ⁽²⁾ Cette destruction des principautés kurdes entraîna l'absence d'un pouvoir central ou centralisateur et précipita l'apparition d'une multitude de petits centres de pouvoir sans grand effet, constitués principalement de petits chefs tribaux locaux qui guerroyaient entre eux pour obtenir les faveurs du Sultan ou du Wali de Mosul.

3: Pour des raisons historiques qui nécessiteraient des recherches idoines, le commerce, aussi bien que les industries artisanales (à l'exception du tissage des tapis et de la fabrication des armes) au Kurdistan étaient entièrement aux mains des Arméniens et, dans une moindre mesure, des Juifs. Observant ce phénomène, le Professeur K.M. Ahmad, historien kurde renommé, affirme: "En raison de leur sédentarisation précoce, les industries artisanales locales du Kurdistan, ainsi que le commerce, tombèrent aux mains des Arméniens... Lorsque le Kurdistan fut incorporé aux marchés capitalistes et que l'argent devint la base de l'organisation des relations sociales, les riches Arméniens devinrent les principaux usuriers". ⁽³⁾ S. Ximénez, auteur d'un livre sur les relations arméno-kurdes paru en 1895, fait une série d'observations intéressantes: "Le Kurde est plus consommateur que producteur... La

(1) Hakim, Halkawt, La confrérie des Naqshabandi au Kurdistan au XIXe siècle, thèse de 3ème cycle, Université de Paris IV-Sorbonne, octobre 1983, p.101.

(2) Grande Bretagne, Sulaimaniyah Municipality, 1920, Dossier 25/01

(3) Ahmad, K.M., Op. cit., pp. 237-238.

seule industrie des Kurdes est la manufacture de tapis, mais le profit en revient aux Arméniens, non aux Kurdes... Dès qu'un village kurde s'établit, on est sûr d'y trouver des Arméniens, qui y ouvrent aussitôt une boutique appelée par eux "le bazaar". Si les Arméniens n'existaient pas, les Kurdes les inventeraient. Si un Kurde est pauvre, il a besoin de l'Arménien pour de nombreuses industries dont il est incapable; s'il est riche, il s'assure les services d'un SARAF arménien, qui agit en qualité de banquier, de chargé ou d'homme d'affaires".⁽¹⁾ Dans notre étude de la société kurde au XIXe siècle et au début du XXe siècle, nous n'avons trouvé aucune référence à un marchand ou un industriel kurde d'importance⁽²⁾. C'est donc avec surprise que nous avons lu, dans l'analyse faite par le Parti Communiste Irakien de la genèse du mouvement nationaliste kurde que "malgré de nombreuses révoltes kurdes, menées par les féodaux pendant la seconde moitié du XIXe siècle, le mouvement nationaliste kurde, comme mouvement bourgeois, ne prit vie qu'au début du XXe siècle, en 1908 pour être précis⁽³⁾ année de la fondation de la première organisation nationaliste kurde. Nous nous proposons de douter que le mouvement nationaliste kurde, à son stade embryonnaire, de 1908 à 1922, était un " mouvement bourgeois", puisque la bourgeoisie, selon la définition qu'en donne le Manifeste Communiste, n'était pas née au Kurdistan à ces dates, et qu'il est encore à voir si et quand elle a vu le jour, plus tard. En

(1) - S. Ximénez, The Kurds and Armenians, Londres, Strangeway & Sons, 1895, P. 13

(2) - Exception faite, comme on l'a noté, de la manufacture de tapis et d'arme

(3) - Le parti Communiste de l'Irak سياستنا و طريقتنا لحل المساله الكرديه
حلا ديمقراطيا عادلا (Notre politique et la manière d'arriver à une solution juste et démocratique de la question nationale kurde en Irak), rapport du Comité Central, Bagdad, mars 1962, P.43

tout cas, les éléments empiriques de connaissance accessibles montrent que les fondateurs des organisations nationalistes kurdes (les Effendis kurdes) se recrutèrent surtout parmi les aristocrates (descendants de Baderkhan, de Chiek Ubaidulla, les princes de Soran et de Baban) auxquels il convient d'ajouter deux ex-généraux ottomans de Sulaimanya.

Il est maintenant probablement temps de diriger notre attention sur les événements qui se déroulèrent au Kurdistan au XIXe siècle et les circonstances qui les entourèrent.

Les Kurdes au XIXe siècle:

En vertu du déclin de l'influence urbaine⁽¹⁾, le centralisme gouvernemental était très faible au XIXe siècle, et se cantonnait dans des zones sédentaires (voir la Carte II), tandis qu'il était pour ainsi dire non existant dans les campagnes. Les tribus ou les ligues tribales étaient libres de régler leurs propres affaires, pourvu qu'elle payassent leur dû au Sultan.

Le développement historique des tribus kurdes à l'époque ottomane est complexe et n'a pas suivi un modèle uniforme.

(1) - Batatu, Op.cit., P. 64. pense que le déclin des villes en Irak est dû à la série d'invasions d'Asie centrale, à la conquête turque au XVI siècle et aux guerres turco-perses qui entraînèrent le flottement des cours d'eau, l'ensablement des anciens canaux, l'abandon du drainage et l'extension de la salinisation.

Cependant, selon les documents accessibles⁽¹⁾, on peut affirmer que les Begs et les Aghas kurdes (titres donnés aux chefs de tribus dans le Kurdistan) sont, historiquement, le produit d'une vie de raids fréquents et des changements relativement rapides qui caractérisent la ceinture montagnaise kurde au XIXe siècle et aux siècles précédents, car en ces temps, la situation existentielle des tribus encourageait les prouesses, la décision et la mobilité : d'où les origines des Begs et des Aghas comme groupe guerrier.

Le trait dominant de la situation tribale au Kurdistan irakien, au XIXe siècle, est son instabilité, due en partie aux raids et à leur riposte, état de guerre entre tribus qui mena à la formation d'alliances et de confédérations tribales. Dans les régions kurdes de l'Irak, à l'est de la route Bagdad-Istamboul (cf. Carte II), les Babans, qui siégeaient à Sulaimanya, gouvernaient de Diyalah au petit Zab. Le domaine des Sorans allait du petit au grand Zab, celui des Badinans (ou Bahdinans) s'étendait sur les montagnes au nord et au nord-ouest de Mossoul⁽²⁾. La cohérence à l'intérieur de chacune de ces principautés s'effectuait surtout sous la pression de menaces extérieures ou bien lorsqu'il s'agissait d'organiser une sortie commune.

tribus

(1) - Les recherches sérieuses sur l'histoire des Kurdes sont fort rares. l'exception est sans doute l'important ouvrage de M. Shaker Khasbak الكراد : دراسة انثروپولوجيه (Les Kurdes : une étude anthropologique) Bagdad, ed. Al-Rabitz, 1959. Dans les archives britanniques, on peut trouver divers rapports intéressants sur les tribus kurdes, mais bien que documentés et souvent très exacts, ils sont surtout consacrés au nombre de tribus, à leurs guerriers, aux luttes intestines, etc ... De plus, ils se réfèrent dans leur quasi totalité à la période qui débute avec l'occupation de l'Irak par les Britanniques.

(2) - Pour les détails cf. C.J. Edmonds, Op. cit., PP. 53-73

Cela indique bien leur nature et leur fonction de base : "c'étaient des confédérations guerrières, dont la raison d'être était la guerre et la défense."⁽¹⁾.

Les sociétés au Kurdistan semblent avoir été marquées par l'ascendant des guerriers sur les cultivateurs. Selon J.C. Rich de l'East India Company, qui circula dans le Kurdistan irakien en 1820-1821, les peuples de cette région étaient divisés, en tribus guerrières et en groupes "inférieurs" non tribaux : "j'ai pu vérifier aujourd'hui ce que je soupçonnais depuis quelque temps, c'est-à-dire que les paysans du Kurdistan sont...totalelement distincts...des tribus qui ne cultivent le sol que rarement ou même jamais, cependant que d'un autre côté, les paysans ne sont jamais des soldats. Les Kurdes en tribus se nomment eux-mêmes Sipah, ou militaires kurdes...Un membre d'une tribu me confia un jour que les tribus considéraient les paysans comme ayant été créés pour leur usage personnel; malheureuse en vérité était la condition des cultivateurs kurdes"⁽²⁾.

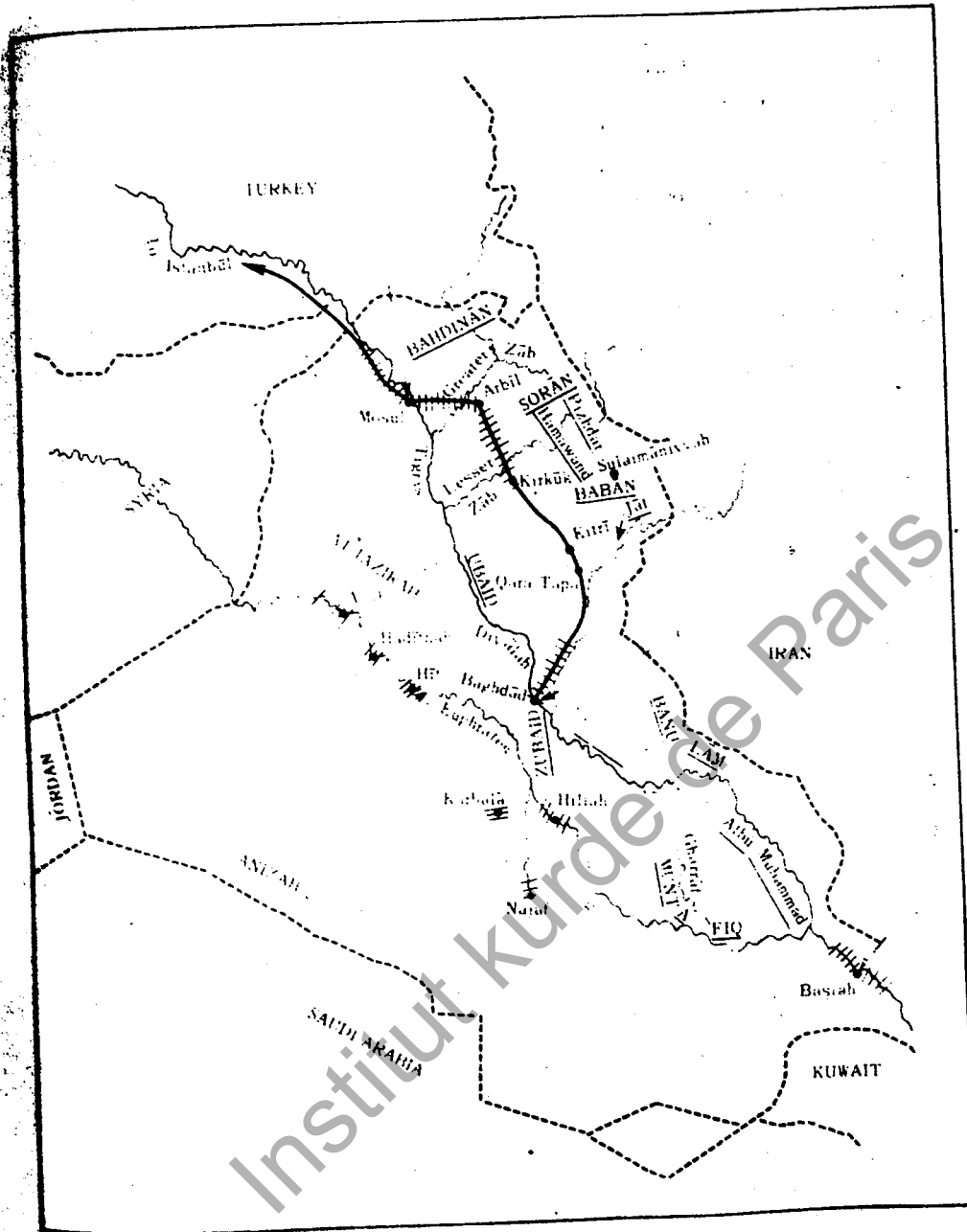
On dit que les chefs des JAF, la tribu la plus nombreuse au Kurdistan irakien au XIXe siècle, persécutaient sans merci la population sédentaire des plaines de Sharazour (aujourd'hui région de Sulaimanya), extorquant des sommes annuelles et pillant tout ce qui leur plaisait chez les villageois "moins on en parle, mieux ça vaut", écrit un diplomate britannique; leurs vices sordides et les scandales dont ils se rendent coupables ne présentent aucun intérêt, mais il est à déplorer que cet énorme district soit la proie de telles

(1) - Batatu, Op.cit., P. 67

(2) - J.C. Rich, Op.cit., PP. 88-89

LES PRINCIPAUTES KURDES EN IRAK AU DEBUT DU

XIX^e SIECLE



SORAN : Principauté indépendante

Jaf : tribu



Zone de peuplement sédentaire



La route Bagdad-Istanbul



rivière

gens"⁽¹⁾.

La division des Kurdes en groupe tribal dominant (Ashyrat) et en Ra'yat groupe vassal de paysans, a conduit un certain nombre d'auteurs à la conclusion que les tribus kurdes représentaient une vague récente de conquérants qui étaient descendus des montagnes et avaient assujéti les populations indigènes des plaines. J.C. Rich, qui fut le premier à discuter de cet état de choses, se demande : " Ne pourrait-ce pas être les habitants indigènes de ces contrées qui furent conquis par les féroces tribus montagnardes? "⁽²⁾ Minorsky pense que oui : " les Kurdes sédentaires semblent bien souvent représenter la population plus ancienne, conquise par les soldats Ashyrat, ou ayant accepté cette domination pour se protéger de leurs voisins"⁽³⁾.

Nous en arrivons maintenant à un point central : il semble que ce soit pour une bonne part l'ordre nomadique guerrier qui ait fourni la couche régnante de princes et d'Aghas kurdes...et c'est en partie à cette distinction entre le guerrier nomade et le cultivateur que nous pouvons attribuer les débuts du clivage social dans le domaine tribal kurde.

Au XIXe siècle, l'économie du Kurdistan irakien était caractérisée par une dominance des cultures de survivance, partiellement à cause d'un manque de sécurité dans la jouissance des terres,

(1) - Grande-Bretagne, Foreign Office, lettre datée du 29 juin 1910 de Wilkie Young, vice-consul) Mosoul, à Sir G. Lowther, dans Further Correspondence ou Asiatic - Turkey , avril-juin 1910,PP.23-24.

(2) - J.C. Rich, op.cit, P. 153.

(3) - Minorsky, " The Kurds ", op.cit, P. 1150.

conséquence d'une situation politique généralement précaire. Comme l'a dit un des Aghas des Babans en 1820 : "Pourquoi mettrais-je...un tghar (le tghar = 2 tonnes) de grain dans le sol, quand je ne suis pas certain que mon maître puisse rester au pouvoir, ni moi garder ma propriété jusqu'à la saison des moissons? Au lieu de cela, je laisse les paysans cultiver ma terre... et je prélève mon dû, soit le Zakat(ou dixième de la récolte, et tout ce que je peux leur extorquer sous tous prétextes et par tous les moyens"⁽¹⁾.

Il reste à dire ici que pendant toute cette période, les aghas et les begs eurent un rôle social : ils étaient nécessaires, puisqu'eux seuls, en raison de la faiblesse des villes, pouvaient offrir une protection en ces temps d'insécurité. En d'autres termes, la tribu à la campagne était le seul groupe social organisé qui pouvait protéger du mal ou, si le mal advenait, exiger rétribution. " Même les habitants des petites villes devenaient membres de la plus proche tribu, bien que n'ayant aucune parenté avec elle"⁽²⁾.

Toutefois, à partir de la moitié du XIXe siècle, de nouvelles forces vinrent troubler aghas et begs en balayant leur isolement et en détruisant leurs principautés. Ces nouvelles forces prenaient leur source, en dernière analyse, dans l'intensification des liens entre l'Empire ottoman et l'Europe, et dans le vent de changement qui, par voie de conséquence, s'était mis à souffler sur

(1) - Cité dans Rich, Op.cit., P. 96

(2) - Batatu, Op.cit., P. 73

Constantinople : les Tanzimat (réformes), l'instauration d'une nouvelle armée composée de conscrits, les nouvelles lois foncières (le Tapu), la navigation à vapeur, les liaisons télégraphiques... et la révolution constitutionnelle ottomane en 1908.

Les révoltes kurdes.

Le Sultan Abdul-Majid (1839 - 1861) décréta la première d'une série de Tanzimat (réforme) en 1839, ⁽¹⁾ réformes qui avaient pour but d'introduire une forme plus efficace d'administration interne. On peut dire que c'est dans une grande mesure par réaction contre l'imposition de la domination ottomane directe que d'importantes révoltes éclatèrent chez les Kurdes. Celles du Kurdistan irakien furent promptement étouffées. Bien que ces révoltes aient été d'origine locale et tribale, la dernière partie du XIXe siècle vit émerger dans le Kurdistan septentrional (Turquie aujourd'hui), des chefs tribaux capables, parfois, de voir plus loin que leurs intérêts personnels et par conséquent, d'envisager, au moins partiellement, une unité nationale. Parmi les plus en vue de ces chefs tribaux, on peut citer Baderkhan de Bohtan and Chiekh Ubaidulla de Chamdinan. Fait significatif, Chiekh Ubaidulla ne se révolta pas tout seul en 1880, mais chercha l'aide d'autres chefs de tribu et constitua avec eux la "Ligue tribale kurde", qui devint une force militaire redoutable.

(1) - Pour tous détails concernant ces réformes, cf. Sati Al-Hussari الدولة العثمانية و البلاد العربية (l'Etat ottoman et pays arabes) Beyrouth, ed. Dar Al-Ilm, 1960, PP. 87-96

Toutefois, il ne limita pas son action à la Turquie, mais attaqua et occupa une partie du Kurdistan iranien, et en outre, il se mit en rapport avec des puissances étrangères dont il sollicita aide et appui⁽¹⁾. Dans une lettre au représentant britannique au Bashkal (aujourd'hui en Turquie), que Wilson N. Howell a considérée comme le premier document clairement nationaliste de l'histoire kurde⁽²⁾, Chiekh Ubaidulla écrit : "La nation kurde est un peuple à part; sa religion diffère de celle des autres, ses lois et coutumes aussi; les chefs du Kurdistan, qu'ils soient sujets turcs ou persans, et les habitants du Kurdistan, qu'il soient musulmans ou chrétiens, sont tous unis et d'accord pour déclarer que les choses ne peuvent pas se passer de la sorte avec les deux gouvernements (de la Perse et de Constantinople). Il faut impérativement faire quelque chose pour que les gouvernements européens, ayant compris l'affaire, se renseignent sur notre état...Nous voulons prendre les affaires en main... Nous ne pouvons plus supporter

l'oppression dont nous faisons l'objet de la part des deux gouvernements"⁽³⁾. Bien que le mouvement de Chiekh Ubaidulla fût écrasé par la suite par la supériorité numérique de l'armée ottomane, il aida à encourager l'idée du nationalisme kurde. On peut en dire autant de la révolte de Bedirkhan⁽⁴⁾. Bien des années plus tard,

(1) - Djalal Talabani, Op.cit., P. 194

(2) - Wilson N.K. Howell, OP.cit., P. 130

(3) - Blue Book, Turquie N° V, 1881.

(4) - Pour les détails sur ces révoltes, cf. Kendal, " Les Kurdes sous l'Empire ottoman" dans les Kurdes et le Kurdistan, Paris, Maspéro, 1978, PP. 47 - 52.

en 1897, l'un des nombreux fils de Bedirkhan publiera au Caire le premier journal kurde : Kurdistan⁽¹⁾.

Cependant il ne faut pas considérer ces événements, utiles en tant que points de repère historiques, comme une manifestation à grande échelle du nationalisme kurde ni comme sa naissance. Les Effendis kurdes des dernières décennies du XIXe siècle étaient fort peu nombreux et vivaient surtout en dehors du Kurdistan : on les trouvait à Constantinople (les Chamdinis), au Caire (les Bedirkhans), à Bagdad(les Babans), à Téhéran (les Ardalans), et en Europe (surtout les Bedirkhans), et ils étaient à cette époque-là, des pionniers sociaux et politiques dans leur société. Leur opposition implicite à la tradition leur valut l'hostilité de nombreux membres de l'élite kurde traditionnelle. Kinnane a observé que " L'intelligentsia avait peu de poids dans les campagnes, où elle était regardée avec méfiance, généralement, par les chefs féodaux et tribaux, qui la voyaient comme vecteurs d'idées irrégieuses et révolutionnaires"⁽²⁾.

Il est probablement juste de supposer que, le XIXe siècle bien entamé, le concept de "nation", tel qu'il est entendu

(1) - En raison des pressions ottomanes, le journal sera transféré à Genève puis, par la suite, à Folkestone, Angleterre. Cf. Edmonds, Op. cit., P. 11.

(2) - Kinnane, Op. cit., P. 25

de nos jours, était étranger à l'ensemble de la pensée et de l'action sociale et politique kurdes. Le cadre primordial des loyautés sociales et politiques à l'époque était celui de la tribu, de la confédération tribale ou de la principauté. Il est évident que "dans le système des valeurs de l'organisation tribale...l'individu se rapporte au référentiel de sa tribu, il ne se détermine qu'en fonction d'elle. Il est d'abord membre de telle tribu, puis musulman, Yazidi ou chrétien et seulement après kurde, etc..."⁽¹⁾ Il n'est donc pas surprenant qu'un historien tel qu'Arnold Toynbee ait pu écrire, après la première guerre mondiale : "le sentiment national kurde pourrait apparaître sous ^{la} forme d'une opposition au contrôle politique exercé par les Turcs, les Arabes, les Anglais ou tout autre étranger; mais, à l'exception de quelques personnes d'origine kurde établies à Constantinople ou à l'ouest et qui ont perdu contact avec leurs parents au pays, il n'y avait encore guère de signes d'une conscience positive de la solidarité nationale kurde sous une forme politique"⁽²⁾. L'horizon politique de la plupart des Kurdes était alors encore borné par les rivalités entre clans ou les factions rivales à l'intérieur d'un même clan, tandis que la politique kurde, bien qu'assez active, demeurait complètement personnelle et oligarchique dans son esprit.

Nous pouvons maintenant nous demander qui étaient les Effendis kurdes, ou, comme le disait Toynbee : " ces quelques

(1) - Kendal, Op.cit., P. 40

(2) - Toynbee, Op. cit., P. 40

personnes d'origine kurde...qui se sont établies à Constantinople ou à l'ouest"?

Il y a bien des raisons de croire qu'ils étaient "presque tous d'origine aristocratique, fils des princes exilés à Istanbul, ou des chefs de tribus élevés dans les écoles tribales ou encore formés dans les académies militaires de l'Empire qui avaient elles aussi ouvert, dans les années 1870, leurs portes aux jeunes Kurdes. Ces privilégiés se familiariseront, dans l'Istanbul du début du siècle, en pleine effervescence révolutionnaire, à l'heure des nationalismes, avec les idées bourgeoises européennes et deviendront à leur tour des nationalistes..."⁽¹⁾. Chris Kutschera corrobore ces affirmations : "Avec les Bedirkhan, les descendants des princes de Soran, les Baban, et les descendants de Cheikh Ubaidulla, Abdul Qadyr et Taha de Chamdinan, et deux généraux d'origine kurde, Chérif Pacha et Moustafa Pacha, et quelques grands notables de Diarbekir constituent le noyau des leaders nationalistes kurdes..."⁽²⁾. Comme on l'a déjà noté, ces Effendis furent formés dans un contexte historique dominé par l'introduction de réformes, d'idées nouvelles et d'une influence européenne grandissante. Il faut également signaler que les Effendis kurdes furent directement influencés par l'évolution générale des relations kurdo-ottomanes auxquelles nous allons accorder notre attention maintenant.

(1) - Kendal, Op.cit., P. 55

(2) - Chris Kutschera, le Mouvement national kurde, Paris, Flammarion, 1979, P. 21.

Pour les résumer brièvement, nous pouvons dire que les relations kurdo-ottomanes sont passées par trois périodes bien distinctes :

1. A partir du règne du Sultan Salim I (1512-1520), les seigneurs kurdes, ayant contribué à la victoire de ce dernier sur le Shah Abass de Perse, à la bataille de Chaldiran en 1514, en récompense, l'autonomie leur fut accordée dans le cadre de l'empire: " le pacte kurdo-ottoman consacre seize principautés indépendantes (Kurt Hukümetleri) d'importance inégale et une cinquantaine de Sandjaks (fiefs) kurdes...Les puissants princes du Kurdistan méridional obtiennent pour leur seigneurie le statut d'indépendance et jouissent de tous les attributs de la souveraineté : ils font battre monnaie et la prière publique du vendredi (Khoutba) est récitée en leur nom..." (1). Cette période dura jusqu'à la fin du XVIIIe siècle.

2. Sous la pression des gouvernements européens et des troubles internes en Grèce et en Egypte, les Sultans ottomans introduisirent, au début du XIXe siècle, une série de mesures destinées à créer une administration plus structurée dans leur empire. Ces mesures présupposaient la fin virtuelle de l'indépendance des principautés kurdes. C'est ainsi qu'une série de guerres, qui débutèrent en 1806 et se terminèrent par l'écrasement du mouvement de Cheikh Ubaidulla en 1882, placèrent la plupart des seigneurs kurdes et leurs

(1) - Kendal, Op.cit., P. 38

domaines sous la domination directe du Sultan. Outre l'emploi de la force lorsque c'était nécessaire, les Ottomans s'efforcèrent également de regner en fomentant des divisions, des rivalités entre princes, les jetant les uns contre les autres et contre les chefs des tribus de moindre importance. L'arme la plus efficace des Ottomans dans cette entreprise : la terre.

Selon le concept ottoman, toute terre, sauf quelques Mulk Sirf (propriétés privées absolues), était miri, c'est-à-dire, appartenait à l'Etat. Les occupants de la terre étaient, au moins théoriquement, locataires du pouvoir central : ce concept fut incorporé dans un nouveau code foncier en 1859, qui, parallèlement, introduisit une nouvelle forme de bail foncier, le Tapu⁽¹⁾. Le Tapu, tout en retenant le droit ultime de l'Etat à la terre, permettait un droit d'usufruit légal et héréditaire aux individus. Cette nouvelle loi montrait le désir des Ottomans de restreindre le pouvoir des grands Aghas en créant parmi leurs sujets un grand nombre de petits propriétaires terriens. Bien qu'en pratique les choses se soient passées souvent d'une manière différente, les Ottomans réussirent dans une large mesure à miner le pouvoir politique et économique des grands Aghas.

3. La troisième période, le règne du Sultan Abdul-

(1) - Cette loi fut décrétée sous le règne du Sultan Abdul Majid (1830-1861), mais Mark Sykes, OP. cit., P. 404; en attribue l'élan de départ, sinon l'exécution, au grand réformateur ottoman Madhat Pacha.

Hamid II (1876-1909), se caractérise par les efforts des Ottomans pour assimiler et absorber les chefs kurdes dans l'Etat " réforme". Le pan-islamisme d'Abdul-Hamid (al-Jami'a al-islamiya) servit de base idéologique dans cette tentative. La politique kurde d'Abdul-Hamid avait un double but : (a) mieux contrôler les " Kurdes sauvages" en couvrant les chefs de cadeaux et de postes et par conséquent (b) les utiliser contre les ennemis internes ou extérieurs de l'Empire. Cette politique s'avérera être une réussite lors des massacres d'Arméniens en 1915. Kendal Nezan, un intellectuel kurde de Turquie, a bien montré ce processus : " Bahri Bey, l'un des fils de Bedirkhan, fut nommé aide de camp du Sultan. Les descendants d'Abdourrahman Pacha Baban obtinrent des postes élevés dans l'administration et à l'Université. De son côté, le Cheikh Abdul Qadyr, fils de Ubaidulla, devint en 1908 président du Sénat ottoman et plus tard Président du Conseil d'Etat. Les portes du palais impérial furent largement ouvertes aux chefs kurdes exilés. De simples chefs de clan, des notables de quelque importance bénéficièrent également de cette manne impériale en se voyant octroyer des titres de propriété, des honneurs!"⁽¹⁾

Les premières organisations nationalistes kurdes :

L'évolution de l'organisation politique kurde, qui atteignit son premier palier de maturité dans le courant de l'après deuxième guerre mondiale, prend racine dans les premières années du

(1) - Kendal, Op. cit., P. 53

XXe siècle. I.C. Vanly fait remonter le début du nationalisme kurde moderne à 1908, date à laquelle les partis et associations politiques kurdes commencent à apparaître dans le climat de relative permissivité politique initialement favorisé par la révolution constitutionnelle ottomane⁽¹⁾. Au cours de l'été 1908, une organisation connue sous le nom de Ta'ali we Terrakii Kurdistan (Relèvement et progrès du Kurdistan) fut fondée à Istanbul par Amin Ali Bedirkhan. C'est la première organisation politique kurde à laquelle se réfère l'histoire. Cette association commença par publier Kurt teavun we terraki gazetesi (la Gazette kurde d'entraide et de progrès)⁽²⁾, qui devint bientôt un forum pour "un vaste débat sur les problèmes de langue, de culture et de l'indépendance nationale kurde et acquit de ce fait... une large popularité parmi les émigrés kurdes d'Istanbul"⁽³⁾. A cette même époque, un comité kurde (Kurt nechri maarif djemiyeti) fonda une école pour l'enseignement du kurde dans le quartier de Tchenberli à Istanbul.

Il est remarquable que les premières actions nationalistes kurdes débutèrent et restèrent cantonnées à Istanbul, mais cette situation ne dura pas très longtemps, puisqu'en automne de la même année, des Clubs kurdes (Kurt Kulupleri) commencèrent à ouvrir leurs portes au Kurdistan même. Selon Kendal, " les plus influents furent ceux de Biltis, Diyarbakir, Mus, Erzurum et Mosoul....

(1) - Interview de I.C. Vanly, Paris, février 1982.

(2) - Cette gazette fut publiée en turc.

(3) - Op.cit., P. 56

A son ouverture fin 1908, celui de Bitlis comptait plus de 700 inscrits et, en l'espace de quelques mois, ses effectifs atteignirent plusieurs milliers. Le club possédait une organisation semi-militaire inspirée de celle des Jeunes Turcs, lesquels avaient puisé leur modèle chez les Carbonari italiens. Ces clubs marquent incontestablement le début du combat politique organisé dans le milieu kurde et constituent une première ébauche d'organisme moderne du pouvoir au Kurdistan"⁽¹⁾.

Il n'est pas possible de corroborer les dires de Kendal sur l'existence d'un club kurde à Mosoul (en Kurdistan irakien). Six ans après la fondation des Clubs kurdes, le Bangi kurd (Appel des Kurdes), premier journal kurde publié en Irak, se plaint dans son troisième numéro (du 22 février 1914) : " Nous appelons avec insistance, avec des cris, des plaintes et des supplications , à la création d'un club susceptible à son tour d'aider à la création d'écoles kurdes partout pour sauver le peuple kurde de l'ignorance"⁽²⁾. Le professeur K.M. Ahmad affirme que "dans les années précédant la première guerre mondiale, les activités et mouvements des Kurdes nationalistes étaient centrés sur l'Iran, mais particulièrement au Kurdistan turc, tandis qu'aucune activité du même type ne pouvait être

(1) - Kendal, Op.cit., P. 58

(2) - Ce journal a été publié pour la première fois à Bagdad le 8 février 1914 par Jamal al-Din Baban. Il était bilingue (Kurde et Turc) et bi-mensuel. Cinq numéros furent publiés, dont chacun se composait de 24 pages. Cf. Djabari, تاريخ الصحافة الكردية في العراق (L'histoire de la presse kurde en Irak), Bagdad, ed. al-Uma, 1975, P. 25

observée au Kurdistan méridional (irakien)"⁽¹⁾. Mais même au Kurdistan iranien, le premier Club Kurde ne fut établi qu'au début de 1913 à Khoi, où Abdul-Razaq Bedirkhan l'aida à fonder, le 4 novembre 1913, la première école kurde de l'histoire de l'Iran⁽²⁾.

Le fait que ces Clubs se trouvaient localisés, en 1908, principalement au nord du Kurdistan (Turquie) ne veut pas dire qu'ils n'eurent pas d'écho dans d'autres parties du pays. Selon Sidiq Dalaluji, auteur d'un livre sur la principauté kurde de Bahdinan, les publications de ces Clubs, particulièrement celui de Diyarbakir, étaient largement distribuées et lues parmi les Kurdes lettrés du nord-est de Mossoul⁽³⁾.

En tout cas, dès que les Jeunes Turcs se sentirent solidement établis dans leur pouvoir, en 1908, ils se lancèrent dans une campagne ultra-nationaliste et tombèrent sur toutes les organisations et les intellectuels non-turcs. "Le printemps d'Istanbul" était terminé. De nombreux militants kurdes furent emprisonnés, d'autres durent vivre dans la clandestinité, tandis que quelques privilégiés cherchaient asile dans les capitales européennes, particulièrement à Paris où vivaient la majorité des Baderkhanis exilés.

(1) - Ahmad, K. M. Op.cit., P. 104

(2) - Ahmad, K.M., " اول مدرسه کردیه فی ایران " (La première école kurde en Iran), dans Ta 'akhi, Bagdad, 20 novembre 1973, P.8

(3) - Al-Damaluji, Sidiq,
(La principauté kurde en Bahdinan ou principauté d'Amadya), Mossoul 1952, PP. 94-95.

Malgré cela, les Jeunes Turcs ne purent pas réussir à détruire le mouvement nationaliste kurde naissant, puisqu'en 1910, un groupe d'étudiants kurdes forma Heviya Kurd (l'Espoir kurde), première organisation kurde clandestine. Il semblerait que cette organisation, qualifiée par Kendal de "première organisation politique kurde structurée et centralisée"⁽¹⁾ ait réussi à regrouper la plupart des nationalistes kurdes encore en liberté, et qu'elle ait fondé des filiales en Europe⁽²⁾. Elle publia, à partir de 1913, un hebdomadaire intitulé Roja Kurd (le Jour Kurd) qui devient, en 1914, Hetawe Kurd (Le Soleil Kurde).

Il est difficile d'évaluer l'impact des activités de ces organisations sur le Kurdistan irakien, mais le fait que pour former leur première organisation nationaliste, les Kurdes d'Irak aient attendu 1922, soit 14 ans après celle fondée à Istanbul, pourrait indiquer que l'influence de l'action nationaliste kurde du nord-Kurdistan (Turquie) sur les Kurdes irakiens fut indirecte et graduelle. Il ne faut pas oublier que des révoltes tribales au Kurdistan irakien faisaient rage même pendant le " printemps d'Istanbul!" La plus importante fut celle de Cheikh Mahmoud en 1909 (treize ans plus tard, le Cheikh se déclarerait le " Roi du Kurdistan") et de Cheikh Abdul Salam-Barznai, frère aîné du Mulla Moustafa Barzani. Les motifs principaux de ces révoltes semblent avoir été ceux qui

(1) - Kendal, Op.cit., P. 58

(2) - Ahmad, K. M. Op.cit., P 100

inspirèrent la plupart des révoltes tribales kurdes à l'époque : l'insatisfaction avec l'administration ottomane et le désir de gouverner leur propre domaine.

La première guerre mondiale.

La première guerre mondiale eut des effets paradoxaux sur le peuple kurde : d'une part, la participation de l'Empire ottoman à ce conflit du côté de l'Allemagne fournit à Constantinople l'occasion définitive de mobiliser les Kurdes en faveur de sa politique étrangère; cependant d'autre part, la dislocation interne qu'entraîna ce conflit sanglant et la généralisation de l'esprit d'auto-détermination dans l'atmosphère internationale pendant et immédiatement après la guerre donnèrent aux nationalistes kurdes l'espoir de pouvoir réaliser leurs ambitions une fois la guerre finie.

Il est probablement vrai que la plupart des Kurdes prirent parti pour les Ottomans pendant cette guerre. Cette conduite indiquait l'échec du nationalisme kurde, qui avait motivé de nombreux intellectuels kurdes et quelques chefs tribaux exilés, à pénétrer les modes de pensée et de comportement dominants dans les masses kurdes .

Un grand nombre de Kurdes formèrent une alliance avec les Ottomans par intérêt politique qui les mena à jouer leur rôle traditionnel

dans la stratégie militaire ottomane. De nombreux chefs kurdes qui s'unirent aux Ottomans le firent en croyant que leurs services seraient récompensés après la guerre par le recouvrement de leurs privilèges traditionnels⁽¹⁾. Bien que Constantinople ait assuré les Kurdes que la guerre était une Jihad (guerre sainte) , nous pensons que les seuls convictions ou sentiments religieux ne peuvent avoir été les facteurs déterminants dans la participation kurde. Mulla Saeed⁽²⁾ , par exemple, protesta contre l'abus de l'islam fait par les Ottomans. Arrêté par la suite et accusé d'avoir donné un Fatwa (conseil) défavorable) Jihad, ce distingué lettré kurde affirma que malgré l'opinion du Calife, les croyances de l'islam étaient incompatibles avec le massacre et le pillage sans discrimination des chrétiens⁽³⁾.

Nikitine attribue la réussite du stratagème ottoman pour obtenir l'appui des Kurdes à un appel fait, sous couvert de l'islam, aux instincts martiaux⁽⁴⁾. Certains signes semblent indiquer qu'une partie de la population kurde qui prit part à la guerre le fit pour les occasions de pillage qu'offrait la proclamation

(1) - Elphinston, "The Kurdistan Question", dans International Affaires, XXII, janvier 1964, P. 96

(2) - Un notable religieux et le professeur kurde de Basil Nikitin.

(3) - Nikitinn Op.cit., P. 222.

(4) - Ibid, P. 195

ottomane d'hostilité envers les peuples non-musulmans locaux (1). Un autre facteur aurait pu être l'attitude des Russes, qui, contrairement à leur politique antérieure, firent peu de cas, pendant la première guerre mondiale, des Kurdes, hostiles ou non, et engagèrent une nouvelle politique qui transforma les villages et les pâturages kurdes en déserts, lorsque l'armée russe y avait passé (2).

Il pourrait être intéressant de noter que malgré la neutralité officielle du gouvernement perse envers les belligérants, les Kurdes iraniens participèrent activement à la cause ottomane. Le Chikak, sans doute la plus importante confédération tribale du Kurdistan iranien, fut l'une des premières à s'allier aux Turcs. Lorsque ces derniers finirent par occuper Ourmieh (Iran) au cours de la première moitié du mois de novembre 1914, Simko Agha, chef

(1) - Cf. Wilson N. Howell, Op. cit. ., pp. 133-134.

(2) - E.A. Powell, The struggle for power in Muslim Asia, New York, Century, 1923, P. 135, écrit : "En 1916, une colonne russe, composée principalement d'Arméniens et d'autres volontaires chrétiens, qui se donnait le nom d'Armée de la Revanche, envahit le Kurdistan central, et les atrocités qu'elle commit pendant la destruction de Rawanduz... n'étaient en rien comparables à tout ce que l'on a attribué aux Kurdes lors des massacres des Arméniens". La dévastation de ce qui devait devenir par la suite le Kurdistan irakien fut si complète que la reconstruction ne commença qu'à partir de 1930. Cf. Hamilton, Archibald, Road Through Kurdistan : Narrative of an Engineer in Iraq, Londres, Faber & Faber, 1958, P. 92.

de la Chikak, saisit l'occasion de piller les villages Assyriens et chrétiens au voisinage de la ville, et se rendit également responsable du massacre d'un millier de personnes dans la ville de Salmas⁽¹⁾. Quelques années plus tard, en 1918-1922, Simko allait se rebeller contre l'autorité de Téhéran, cette fois sous la bannière du nationalisme kurde!⁽²⁾ La participation des Kurdes iraniens à l'effort de guerre ottoman était-elle due à la religion, ou à l'identification à leurs frères kurdes en Turquie?

Selon Cotman, " la coopération des Kurdes iraniens avec les Turcs et les Allemands se fit parallèlement à celle de la tribu lur (également kurde) avec les puissances de l'Entente. Ce parallèle dément l'idée d'une entente des Kurdes iraniens avec les Turcs par symbiose avec les Kurdes turcs"⁽³⁾. Ce parallèle pourrait également réfuter la conclusion que les Kurdes iraniens rejoignirent les Turcs par un sentiment d'appartenance à l'Ouma de l'islam. La Lur ne fut pas la seule tribu kurde iranienne à aider les forces de l'Entente : les Mukris, par exemple, étaient carrément pro-russes et leur chef à l'époque, Mohamed Hussien Khan, fut pendu par les Turcs à cause de cela⁽⁴⁾. Pratiquement, il nous semble que les chefs tribaux kurdes - comme bien de leurs collègues appartenant à d'autres ethnies -

(1) - Cf. Ahmad, K. M. Op.cit., PP. 164-165.

(2) - Pour la révolte de Simko, cf. Kutscher, Chris , Op. cit., PP. 43 - 55.

(3) - Cottam, Richard, Nationalism in Iran, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1964, P. 69.

(4) - Ahmad, Op. Cit., P. 104.

se souciaient assez peu de sentiments nationaux ou de solidarité religieuse : le plus souvent, c'étaient des intérêts personnels, ou ce qu'ils considéraient comme les intérêts de leurs tribus, qui guidaient leurs actes. Les masses tribales kurdes se contentaient d'obéir et de suivre : " Pour les hommes des tribus ignorants... toute participation à un mouvement national kurde...ne peut se faire qu'à la demande de leur Khan...Ces hommes n'étaient ni pour ni contre le nationalisme kurde, mais luttait pour lui parce qu'on le leur ordonnait. Le paysan kurde sédentaire ne comprenait pas davantage le nationalisme. Les seuls kurdes en mesure de le comprendre sont les citadins instruits, qui ne constituent qu'un faible pourcentage de la totalité de la population kurde"⁽¹⁾.

En tout cas, tandis que la majorité des Kurdes participaient à la guerre du côté turc, le mouvement nationaliste kurde, encore fragile, allait dans la direction opposée. Sans que leur nombre ait augmenté dans des proportions remarquables pendant la guerre, il semble que les nationalistes aient nourri l'espoir d'atteindre leur but, un Kurdistan indépendant, et la meilleure occasion pour ce faire semblait être du côté de la Russie. Pendant tout le XIXe siècle, les Tsars s'étaient appliqués à utiliser des chefs de tribu kurdes pour affaiblir l'ennemi traditionnel de la Russie, l'Empire ottoman. Les nationalistes kurdes avaient bien conscience que, sur ce point au moins, leurs vues concordaient avec

(1) - Cottam, Op. cit., P. 68

celle des Tsars. Nikitin nous dit qu'en 1916, Kamil Beg de Bohtan plaida la cause kurde devant le Grand Duc Nicolas, Vice-Roi du Caucase et Commandant en chef des forces russes sur le front turc⁽¹⁾. On rapporte que lors de cette rencontre, Kamil Beg promit l'appui des Kurdes à l'avancée russe vers Bitlis et Erzincan, en échange de l'aide russe à l'obtention de l'indépendance des Kurdes vis-à-vis de l'Empire ottoman⁽²⁾. Mais les Russes étaient parfaitement conscients du petit nombre des forces effectives des Kurdes nationalistes, et de plus, ils ne s'intéressaient guère à l'indépendance kurde. L'essentiel de la position russe sur le Kurdistan est décrit comme suit dans une note de Sir Edward Grey au Comte Benchendorff, Ambassadeur de Russie à Londres, le 10 mai 1916, à l'Article 1 :

" la région du Kurdistan , au sud de Van et de Bitlis, comprise entre Mus, Sert, le Tigre, Djazirat Ibin Omar, la crête des montagnes qui dominant Amadya et la région de Merg Var sera cédée à la Russie⁽³⁾.

La chute du régime tsariste, l'année suivante, intensifia la recherche par les nationalistes kurdes d'un protecteur ailleurs.

La Conférence de la paix de Paris - 1919

Avant même que la fin de la guerre ne se profile

(1) - Nikitin, Op. cit., P. 195

(2) - Ibid.

(3) - Pour le texte complet de cette correspondance, voir J.C. Hurewitz, Diplomacy in the Near and Middle East: A Documentary Record, Vol.II 1914-1956, Princeton, Van Nostrand 1956, PP. 20-22

à l'horizon, les puissances de l'Entente (la France, la Grande-Bretagne et la Russie) avaient commencé à formuler leurs politiques d'après guerre du Moyen-Orient : en fait, elles avaient décidé la dissolution de l'Empire ottoman et le partage de ses domaines entre elles.

En décembre 1915, Georges Picot et Sir Mark Sykes, qui représentaient respectivement la France et le Royaume Uni, entamèrent des discussions pour déterminer leurs parts respectives du territoire ottoman. Comme l'accord des Russes était indispensable, ces deux représentants se rendirent à Pétrograd en mars 1916 et là, parvinrent à un accord. Cet accord entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie reconnaissait la Prédominance de la Russie en Arménie et dans une partie du Kurdistan englobant les Wilayts d'Erzerum, Trébizonde, Van et Bitlis⁽¹⁾. Mais les soubresauts de la révolution en Russie en 1917, le retrait de ce pays de l'Entente, rendirent inopérantes plusieurs clauses de l'accord. La France et la Grande-Bretagne se virent ainsi obligées de modifier certains points de leur accord en fonction des nouvelles réalités de la situation, et l'accord final fut officialisé à la Conférence de la paix à Paris en 1919. Mais avant de considérer la question kurde à cette Conférence, il convient de considérer l'état où se trouvait le nationalisme kurde pendant la période de l'après-guerre.

(1) - Cf. Harry N. Howard, The Partition of Turkey : A Diplomatic

History 1913-1932, Oklahoma, University of Oklahoma Press, 1931, PP. 184-185.

Dès que l'armistice de Moudros (30 octobre 1918) fut signé, les nationalistes kurdes se mirent en rapport avec les puissances anglo-françaises, pour obtenir leur appui à un Kurdistan indépendant. Trois organisations se sont apparemment engagées dans cette direction :

- 1 - Istikhlal-i-Kurdistan (Libération du Kurdistan, fondée par Sayed Abulla, fils du Cheik Abdul Qadyr, organisation dont les activités semblent s'être limitées à la prise de contacts avec des représentants diplomatiques à Constantinople.
- 2 - Kurt Istiqlal Djamyeti (le Comité de l'indépendance kurde), établi au Caire par Souraya Bédirkhan, cette organisation joua un rôle important, plus tard, en attirant l'attention sur la cause kurde pendant la Conférence de la paix.
- 3 - Kurdistan ta'ali Djamyati(Association pour le relèvement du Kurdistan), avec pour président le Cheik Abdul Qadyr et pour vice-Président Amin Ali Bédirkhan; cette organisation, comme nous le verrons par la suite, devint l'une des plus influentes parmi les nationalistes kurdes.

La Commission King Crane , envoyée par les Etats-Unis pour étudier la situation de l'Empire ottoman rapporte une

خوجی کاندک فی دیکه
 ئوقی ریکت موری سر
 ناف خۆیی فی جریده ی
 لای بدرحان باشا
 مقلان مدحمت بکی
 هرچار دوهزار جریده یا
 بی پیره آرسنه ریکم
 کردستانی ده بدن خاکی
 یازده روزا جارکی تیت
 تپساندن

کردستان

۱۳۱۰

مروت
 حورده کردستان، مروتی
 صاحب و موری بدرحان
 پاشا زاده
 مقلان مدحمت بکی
 مرطبه...
 ولایت مروت...
 قزاقستان...
 کردستان خارده...
 اجوت...
 کردستان داخان...
 انظاره...
 مروتی
 انظاره...
 مروتی

کردلری ایقناط و تحصیل صنایه انوشین ایجین نهدیلاک
 این بئش گونده بر انشراولور کردجه غزوه در

دروازا بنیشتی ده ۳۰ ذوالقعدة سنه ۱۳۱۰ بجنشبه فی ۹ نیشان سنه ۱۳۱۰

بسم الله الرحمن الرحيم

صد هزار شکر و حمد ز بخاری تعالی در آم مسلمان
 خلق بکون وظانینا علم و معرفتیره هئش وزکا دامه در حق
 عالماننا علم و معرفتیره گنگ آیتین جالبه واحادیث شریعه
 هئین دنیا بیده چاقاس مسلمان هئین گونده و بازار برین
 آمیاده مکتب و مدرسه و جریده هئین دنیا بیده چه دبه
 چه نابه جریده دینقیسن حیقامن تیت ز کرداره کسره
 ز گنگ فوژا زیده تر خوی هئش وزکا جا برون دینین
 خورده راست و قورینه خورین و دوسا و که قومیت دی
 نه خوندا نه دودان دنیا بیده چه دبه جبران وان موسوف
 چاوه وی چه بکه انظان اوژا ربا خدیده من اف
 جریده باها نوسی با ذنا خدی تعالی باش نو هر پازده
 روانه جارکی آوی جریده کی بنهسم ناف فی من کره
 کردستان آوی جریده بیده ازی بخا لئها علم و معرفتا بکم

یکودری مروف دخیله یکودری مدرسه بوسکین قنح هه
 ازی نیشا کردا بکم لکودری چه شر دبه دولین نطن چه
 دکن جاوه شر دکن تجارت جاوه دبه ازی حیا حکمت
 بکم حتی نو کسب جریده کی هوی نقیسی به اف جریده یا
 مناها با عوولی به لوما وی گنگ کیان هئین از هئینی درکم
 کبابا جریده بی زمانه بنفیسن هئی نشت وکی نو چه دین
 ریکین پاشی هئکی دبه دکوه ریده آفه ابیدی ازی دست
 مقصدی کی (ومن الله التوفیق)

حضرت بیغمه علیه السلوه والسلام گوی به و السلام
 ورثة الانبیاء انکر علی راولین انیانه نر طرف خدیده
 ما مورن وعظ وانسینی بدن خاکی ربا قنح نیشا وان
 بکن اوژا کسب عالین کردا چاره اون وعظ وانسینا
 یوزی ددن ول دینی اون مبر واقا و کرمانجین دناسن
 وان تشوفا طانینا علم و معرفتی بکن ربا قنح نیشا وان
 بکن ناکب اون ری یکم نیشی حبا طووی ووه

Le premier numéro du premier journal Kurde :
 Kurdistan

interview avec les chefs d'un "Parti démocratique kurde"⁽¹⁾, mais comme aucune autre référence à cette organisation ne se trouve nulle part et les noms de ses chefs demeurent inconnus, on peut supposer qu'en tout cas elle n'avait pas grande audience.

Deux tendances se firent bientôt jour dans le camp nationaliste kurde :

1 - Les "autonomistes", menés par le Cheikh Abdul Qadyr, cherchaient l'auto-détermination kurde dans le cadre de l'Etat ottoman - cadre qui n'existait plus mais que ces nationalistes kurdes voulaient recréer avec les Turcs. Dans une entrevue au journal turc Tavsiri Efkar, Abdul Qadyr remarqua, dit-on : " il est absolument faux que les Kurdes veuillent se séparer de la Turquie. Moi-même, je ne suis pas partisan des idées séparatistes... Les Kurdes, en particulier, ont un grand respect envers le califat. Tout en y demeurant très attaché, je suis un de ceux qui demandent l'autonomie du Kurdistan... Les fautes administratives ottomanes commises depuis des années ont poussé tous les Kurdes à demander l'autonomie"⁽²⁾. Le fait que cette déclaration du Cheikh Abdul Qadyr ait été reproduite à la seconde page du New York Times (numéro du 9 mars 1920) montre l'importance accordée aux opinion du Cheikh.

(1) -Cf. Harry N. Howard, The King-Crane Commission ; An American Inquiry in the Middle-East, Beyrouth, ed. Khayat, 1963, P. 127

(2) -Cité dans le New York Times, 9 Mars 1920.

Qui était donc Abdul Qadyr?

Abdul Qadyr était le fils du Cheikh Ubaidulla Chamdinan qui, on s'en souviendra, avait mené l'une des plus importantes révoltes contre les Ottomans dans la seconde moitié du XIXe siècle. Pendant la dernière décennie de ce siècle, lorsque le Sultan Abdul-Hamid, poussé par des considérations politiques, se mit à courtiser les chefs de tribus kurdes et à les couvrir de présents et de postes, le Cheikh Abdul Qadyr s'installa à Constantinople et tira le maximum de profit de la "générosité" du Sultan : il devint Sénateur ottoman en 1908 et, bientôt après, Président du Conseil d'Etat. Nous savons peu de choses de sa formation intellectuelle, mais on l'a décrit comme un "homme profondément religieux, il révérait l'autorité du Sultan comme Calife" (1). Aussi Kutshera conclut-il que les convictions religieuses d'Abdul Qadyr furent le principal motif de son hostilité envers l'indépendance kurde (2). Quoi qu'il en soit, on ne peut pas appliquer cette explication à tous les "autonomistes". Khalil Beg, par exemple, autre partisan de "l'autonomie", était Chef de la police Constantinople, et nous n'avons pu trouver aucune référence à son zèle religieux ou à sa piété. Dans ce contexte, une remarque du fils d'Amin Ali Bédirkhan mérite d'être citée : "La plupart (des autonomistes - S.O) avait un pied dans le camp kurde et l'autre dans le camp ottoman et islamique... ils voulaient être ministre" (3). Quelles qu'aient

(1) - Kutshera, OP. cit., P. 32

(2) - Ibid. P. 27

(3) - Entrevue avec l'Emir Kamuran Bédirkhan dans Ibid, P. 26

été leurs motivations précises, les "autonomistes" entamèrent bientôt des négociations avec le gouvernement turc, qui apparemment, aurait proposé "un statut accordant l'autonomie au Kurdistan, qui aurait été soumis à l'autorité du Sultan, et du parlement turc, au sein duquel les Kurdes auraient été normalement représentés"⁽¹⁾. Toutefois ces engagements turcs ne furent jamais tenus.

2 - Les "indépendantistes", avec, à leur tête, Amin Ali Bédirkhan, demandaient la séparation d'avec la Turquie et la création d'un Etat kurde indépendant. Ce groupe jouissait du prestige et de l'influence du clan Bédirkhan (on dit que l'émir Bédirkhan eut 90 fils!)⁽²⁾. Les Bédirkhans, comme les Chamdinans la famille d'Abdul Qadyr - avaient conduit d'importantes révoltes contre les Ottomans au XIXe siècle; cependant, ils différaient du clan Chamdinan de plusieurs manières; ainsi en 1908, à la fin du "printemps d'Istanbul", la plupart des membres du clan Bédirkhan furent emprisonnés ou contraints à l'exil; ainsi, Amin Ali Bédirkhan, chef de la famille à cette époque-là, fut condamné à mort par contumace par les Jeunes Turcs. Même avant la première guerre mondiale, les Bédirkhans avaient peu d'amitié pour les Turcs et peu d'intérêts économiques ou politiques en commun avec eux. Le fait que plusieurs membres de la famille aient passé des années d'exil en Europe a bien pu également influencer leurs attitudes et positions intellectuelles et politiques.

(1) - Ibid, P. 27

(2) - Pour la généalogie de la famille Bédirkhan, cf. Ibid., PP. 20-21

Les différences entre ces deux tendances firent l'objet de débats au sein de Kurdistan Ta'ali Djmeyati qui était devenu, à la veille de la Conférence pour la paix de Paris, la principale organisation nationaliste kurde, et il devint bientôt évident que les différences étaient trop grandes pour qu'une réconciliation pût avoir lieu. Donc, les partisans de l'indépendance quittèrent l'organisation et formèrent la leur propre, Kurt Teschkilat-i Itchtimayi Djemyeti (Association Sociale Kurde) ; ce fut la première scission dans l'histoire des organisations nationalistes kurdes.

Tandis que les "autonomistes" continuaient à plaider avec les Turcs, les "indépendantistes" choisissaient le Général Chérif Pacha, ancien ambassadeur ottoman à Stockholm, natif de Sulaimanya (Kurdistan irakien), pour les représenter à la Conférence pour la paix de Paris.

Chérif Pacha s'embarqua pour Paris pour représenter un mouvement non seulement divisé, mais jouissant d'une faible influence sur le Kurde moyen. Dans le feuillet préparé par la section historique du Ministère des Affaires Etrangères britannique, pour la Conférence pour la paix de Paris, les auteurs écrivent qu'"on peut noter que... les Kurdes n'ont guère qu'une conscience tribale et n'ont pas de politique nationale"⁽¹⁾. Bien que les

(1) - Grande-Bretagne, The Foreign Office, Armenia & Kurdistan,
Op. cit., P. 19

activités de Chérif Pacha aient donné à connaître la cause kurde, il est fort probable qu'elles n'eurent guère d'effet sur les décisions des puissances anglo-françaises.

Dès le début de la Conférence, on vit que ni la France ni la Grande-Bretagne ne reconceraiient aux territoires kurdes de ce qui devait devenir l'Irak et la Syrie, qu'elles avaient décidé de se partager dès 1915. Donc, si un Etat kurde devait voir le jour, il faudrait le créer sur les territoires du Kurdistan de Turquie. Mais là aussi, de nombreux obstacles se dressaient : tout d'abord, les Arméniens réclamaient des territoires que les nationalistes kurdes considéraient comme faisant partie intégrante du Kurdistan⁽¹⁾. L'accord entre Chérif et Bogus Nubar Pacha mit partiellement un terme à cette dispute, mais elle empêcha pourtant l'accord sur la question essentielle : où établir l'Etat kurde. D'un autre côté, il n'était pas du tout certain que la plupart des Kurdes aient effectivement souhaité avoir un Etat indépendant. Selon les remarques de Lord Curzon : " il est difficile... de découvrir ce que les Kurdes eux-mêmes souhaitent...Après des enquêtes menées à Constantinople, à Bagdad et ailleurs, je n'ai pu trouver aucun Kurde représentatif. Aucun Kurde ne semble représenter autre chose que son clan propre. Chérif Pacha se pose en représentant des Kurdes, mais les Kurdes ne le reconnaissent pas en tant que tel. D'autre part,

(1) - Chérif Pacha, Memorandum sur les revendications du peuple kurde, Paris, Imprimerie A.G. L'hoi.

il semble que les Kurdes ont le sentiment de ne pas pouvoir se maintenir en vie sans l'appui d'une grande puissance...Mais ni la France ni la Grande-Bretagne ne sont prêtes à jouer ce rôle...Ils (les Kurdes) semblent penser qu'il vaudrait mieux les laisser sous la protection des Turcs. Le pays s'est accoutumé à la domination turque et il est difficile de le séparer de la Turquie, à moins qu'un nouveau protecteur ne soit découvert"⁽¹⁾. Cependant, à l'époque où Lord Curzon écrivait cela, l'autorité du gouvernement turc ne s'étendait pas au-delà de Constantinople. A cette même époque, un nouveau facteur survint : les Etats-Unis. "Forts de leur contribution à la victoire des Alliés, les Américains voulaient eux aussi prendre part au partage. Ils avaient... recommandé la création d'un Etat arménien dans la majeure partie de la zone qui devait être annexée par la Russie tsariste, d'un Etat turc avec pour capitale Istanbul... et, plus tard, d'un Kurdistan incluant environ un quart du territoire à majorité kurde. Tous ces Etats devaient être placés sous le mandat des Etats-Unis. A la table de la Conférence, malgré ses réticences initiales, la France finit par approuver la création d'un Etat kurde à condition que ce dernier n'inclût aucun des territoires kurdes limitrophes de la Syrie ou situés entre " sa " Cilicie et la rive ouest de l'Euphrate sur lesquels l'accord Sykes-Picot avait reconnu sa souveraineté"⁽²⁾.

(1) Cité par Howell, *Op. Cit.* , P. 143.

(2) Kendal, *Op. Cit.* , P.65.

C'est le 10 Août 1920 que fut signé le Traité de Sèvres, dont trois des nombreuses clauses concernaient les Kurdes, à savoir les clauses 62, 63, 64⁽¹⁾. Les articles 62 et 63 engageaient le gouvernement turc à accepter les plans dits d' "autonomie locale" pour les Kurdes, élaborés par une commission de trois membres créée à cet effet, tandis que l'article 64 autorisait les Kurdes habitant les zones délimitées à l'article 62 à demander à la Ligue des Nations de leur accorder leur indépendance et, sur approbation de cet organisme, à fonder un Etat kurde indépendant. Bien que ces articles ne donnassent pas satisfaction à toutes les demandes des nationalistes, ils leur donnaient au moins la satisfaction d'avoir accompli leur tâche principale, l'obtention d'une reconnaissance internationale. Pourtant il ne semble pas que ces nationalistes aient réussi à avoir une grande audience parmi les Kurdes moyens ; Arnold Toynbee écrit, à ce propos, peu après la Conférence de la paix . "On ne dirait pas que cette clause (l'article 62) ait fait grande impression sur les Kurdes concernés, ou même que ceux-ci se soient rendu compte que cette clause avait été insérée dans le Traité (de Sèvres)"⁽²⁾. Le fait que la plupart des Kurdes ne recherchèrent la séparation d'avec la Turquie qu'après que le projet d'un Etat arménien se fut effondré en 1921, ajoute encore du crédit aux remarques de Toynbee.

(1) - Arnold Toynbee, Survey of International Affairs, Vol. I. Londres, Oxford University Press, 1927, P. 492

(2) - Ibid. PP. 492-493

Les événements se précipitèrent : Mustafa Kemal, chef du nationalisme turc, se trouva fermement installé à la tête d'un Etat turc renforcé vers 1923. L'Europe ne pouvait plus ignorer sa position ni prétendre que le Traité de Sèvres, dicté aux Ottomans vaincus, était encore valable. Par conséquent un nouveau traité fut négocié la même année pour remplacer le traité de Lausanne, qui différait de l'ancien traité par son omission, entre autre, de toutes références aux Kurdes et ^{aux} perspectives de Kurdistan indépendant. Seule l'article 38 du nouveau traité faisait vaguement allusion, par lequel le gouvernement d'Ankara garantissait une protection totale de la vie et des libertés à tous les habitants...sans distinction de naissance, de nationalité, de langue, de race ou de religion . Il n'y eut pas de représentant kurde à la Conférence de Lausanne et les Kurdes ne prirent aucune part aux décisions qui y furent prises.

Avec l'entrée en vigueur du nouveau traité le 6 août 1924, la question kurde était close, en ce qui concernait les puissances européennes. Le nationalisme kurde devrait désormais, pour prospérer, consolider sa position au Kurdistan et adopter des tactiques susceptibles d'atteindre son but sans appui international/ Le Traité de Lausanne avait laissé l'un des aspects majeurs de l'après-guerre non résolu. La République turque et la Grande-Bretagne, agissant comme mandataire du nouvel Etat de l'Irak, réclamaient toutes deux le Wilayat ottoman de Mossoul, soit ce qui devint par la suite la Kurdistan irakien.

CHAPITRE III :

L'OCCUPATION BRITANNIQUE ET LA FONDATION DE

L'ETAT D'IRAK : LA NAISSANCE ET LA PREMIERE

PHASE DU DEVELOPPEMENT DU NATIONALISME KURDE

EN IRAK

Institut kurde de Paris

La période qui fait l'objet de ce chapitre couvre quarante ans d'une histoire troublée, dominée par de rapides changements politiques et de transformations sociales relativement profondes, qui eurent des conséquences majeures sur la vie des Kurdes du "Wiyilat de Mossoul" - Ces Kurdes devenaient non seulement " Kurdes irakiens", mais encore, une forte proportion d'entre eux devenaient sédentaires. Cette période marque aussi la naissance et l'émergence d'un nationalisme kurde distinctivement irakien.

La recherche spécialisée consacrée au Kurdistan irakien sous l'occupation britannique ou sous la Monarchie est quasiment inexistante⁽¹⁾. Ceci constitue un obstacle majeur pour la compréhension des prémices du nationalisme kurde en Irak et des forces qui en sont à l'origine. Les conséquences pluri-dimensionnelles de l'occupation britannique et de la Monarchie irakienne sur la

(1) - Une seule exception : le travail du professeur Ahmad sur تیگه‌بیشتنی راستی (la compréhension de la vérité) - un journal publié en kurde par les forces d'occupation britannique.

Cf. Ahmad K.M. تیگه‌بیشتنی راستی وشوینی له روزنامه‌نوسی کوردی

(*Taaishthinin Rasri et sa place dans le journalisme kurde*), Bagdad, *Kurdish Academy Press*, 1978, 313. Pages.

société kurde n'entrant pas dans le cadre de notre étude, nous avons donc, dans la mesure du possible, limité notre discussion aux aspects de l'histoire politique. L'essentiel de nos sources provient de documents du " Public Record Office" et d'India Office dont quelques-uns seront cités ici pour la première fois⁽¹⁾.

Les publications des officiels britanniques en poste en Irak et au Kurdistan (Soan, Edmonds, Hay, Wilson, Longgrig), nous ont été également d'une grande utilité. La partie II de ce chapitre, le Kurdistan sous la Monarchie irakienne, est nourrie de sources kurdes, arabes et britanniques. Les sources kurdes sont constituées par des entretiens (six au total) avec des leaders politiques kurdes, des personnalités de l'époque et des publications inédites dans une langue européenne, jusqu'à présent.

Ce chapitre est divisé en deux parties :

- A) L'occupation britannique jusqu'au rattachement officiel du Wilayat de Mossoul, en 1926, au Royaume d'Irak nouvellement créé.
- B) Le régime Monarchique jusqu'à la révolution du 14 Juillet 1958.

Le 21 Juillet 1919, Monsieur Hohler, un responsable politique anglais en poste à Constantinople, écrivit au

(1) - Nos recherches menées dans les établissements en 1982 - 1983, étaient limitées aux rapports politiques et aux notes administratives.

Ministère des Affaires Etrangères Britannique sa conviction que " la Mésopotamie nous appartiendra, et que cette région doit avoir une frontière au nord : que cette frontière ne pouvant se situer dans les régions de plaines, doit traverser des montagnes : que les montagnes étant pour la plupart kurdes, il devenait primordial d'avoir une politique kurde"⁽¹⁾. Mais les Britanniques, à cette époque, ni à aucune autre auparavant, n'avaient pas encore formulé une attitude clairement définie à l'égard des Kurdes.

Selon l'accord Sykes-Picot de 1916, la Grande-Bretagne avait renoncé à tous ses droits sur le Kurdistan, en faveur de la Russie et de la France. Selon cet accord le Wilayat de Mossoul était explicitement défini comme la part de la France. Pour le professeur Ahmad, la réticence initiale de la Grande Bretagne à posséder les territoires kurdes était due, à l'origine, à son refus d'avoir une frontière commune avec la Russie⁽²⁾. Mais, l'effondrement du régime tsariste en 1917, dissipa toutes les appréhensions que les Anglais pouvaient avoir à cet égard. Cependant, l'attitude des Britanniques vis-à-vis des Kurdes demeura floue jusqu'à la signature du Traité de Lausanne en 1923.

L'intérêt des Européens (Britanniques, Russes, Allemands, et dans une plus faible mesure, Français) pour le Kurdistan

(1) - Cité dans, Documents on British Foreign Policy, première série
Vol. V. Londres, 1919, PP. 693-694.

(2) - Ahmad, (Le Kurdistan pendant la première guerre mondiale), Op.cit., P. 313

irakien remonte au dix-neuvième siècle.⁽¹⁾ Dès 1820, J.C. Rich, le représentant en Irak de la East India Company avait fait un tour dans les régions kurdes et mené une recherche approfondie sur leurs richesses et leur population. En 1895, le scientifique français, J. de Morgan, avait décelé l'existence de pétrole dans les régions de Kirkouk et de Khanaquin, au Kurdistan irakien⁽²⁾. Cependant, la vraie lutte pour gagner la Mesopotamie et ses régions kurdes se livrait entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, l'Allemagne avait commencé à accroître ses transactions commerciales avec l'Irak. Ses efforts furent grandement facilités par son influence grandissante à Constantinople, comme le montra la visite du Kaiser Guillaume II dans l'Empire Ottoman en 1898. Au cours de cette visite furent posés les premiers jalons de la fameuse concession du Chemin de Fer de Bagdad, qui apparut comme l'une des principales causes de frictions entre les puissances européennes au Moyen-Orient⁽³⁾.

(1) - Pour plus de détails. Cf. Ibid. PP. 19-79.

(2) - Cf. J. De Morgan, Mission scientifique en Perse, étude géographique T.II, Paris. 1895. P. 86.

(3) - La concession de Chemin de Fer fut accordée en principe en 1899 à "The Anatolian Railway Company" pour lui permettre de prolonger la ligne qu'elle avait déjà construite entre Haydar Pacha et Qonia (en Turquie) en direction de Bagdad et Basra, le terminus devant se situer quelque part dans le Golfe Persique, à un endroit qui devait être déterminé plus tard. Cf. E.M. Earl. Turkey, The Great Powers and the Baghdad Railway, A Study on imperialism , Londres. 1923. chapitre X.

Des portions de cette ligne de Chemin de Fer, intéressante sur le plan stratégique, devant traverser les régions kurdes, la Grande-Bretagne et l'Allemagne se prirent, l'une et l'autre d'un intérêt aigu pour la population locale. Une lutte de même nature s'ensuivit entre ces deux puissances, à propos du pétrole de Mossoul. En 1903, les Allemands avaient obtenu le droit de prospector le pétrole dans une zone de vingt kilomètres de part et d'autre du Chemin de Fer de Bagdad, et, un an plus tard, signaient un autre accord qui étendait leur champ d'explorations. Au cours de la même période, la Compagnie Britannique d'Atsy engagea des négociations avec les autorités ottomanes pour obtenir des droits de prospection dans la région de Mossoul et de Kirkouk. ⁽¹⁾ Il est intéressant de noter que les Etats-Unis aussi témoignèrent d'un tel intérêt pour le pétrole de Mossoul que l'Amiral Chester fut envoyé discuter cette question avec le gouvernement turc en 1908 ⁽²⁾.

Avec le déclenchement de la guerre et les événements qui s'ensuivirent, l'équilibre des forces s'en trouva grandement modifié et la Grande-Bretagne victorieuse apparut, après la guerre, comme la première puissance coloniale au Moyen-Orient.

Le 3 novembre 1918 - c'est-à-dire quatre jours

(1) - Cf. Sulaman, Hikmat Sami النفط في العراق : دراسته سياسيه اقتصاديه (Le Pétrol en Irak : Etude Politique et Economique), Bagdad, 1958, PP. 21-22-27-30-31.

(2) - Hamilton, CH.W : Americans and Oil in the Middle East, Houston, 1962, PP. 81-82

après la signature qui mettait un terme officiel à la guerre contre la Turquie les forces britanniques entraient dans la ville de Mossoul. Bien qu'à ce moment leur contrôle ne s'exerçait réellement que sur la ville même de Mossoul, Les Anglais considéraient que leur zone d'occupation s'étendait sur tout le Wilayat de Mossoul. Des groupes de nationalistes kurdes en exil et quelques leaders locaux , du Kurdistan saisirent la défaite turque et l'occupation de Mossoul par la Grande-Bretagne comme une occasion unique pour faire valoir leurs revendications. En Irak, deux officiers britanniques connaissant parfaitement la population kurde, les commandants Noel et Soane , furent chargés d'entamer immédiatement des négociations avec des chefs locaux.

Les Réactions Kurdes

Quelles furent, dans l'immédiat, les réactions des Kurdes vis-à-vis de l'occupation britannique?

Comme on peut se l'imaginer, tous les Kurdes n'avaient pas la même opinion du nouvel occupant. On peut dire, et ceci est significatif, que les populations des centres urbains étaient,

dans leur grande majorité, ou bien indifférentes ou bien ouvertement satisfaites de cette nouvelle situation.

Les centres urbains du Wilayat de Mossoul⁽¹⁾ étaient peuplés de hauts fonctionnaires (turcs ou d'origine turque); d'administrateurs locaux; des Ulama (des érudits religieux); des Ashrafs (notables), comprenant des marchands et de riches propriétaires terriens; des habitants des quartiers pauvres des villes; artisans, petits commerçants, domestiques et autres. Les professions libérales et les intellectuels étaient très limités en nombre. A l'exception des hauts fonctionnaires qui, de toutes façons quittèrent les villes après la défaite turque, aucun des autres groupes sociaux de ces villes n'avait de raison de regretter le départ des Turcs. On pouvait même observer parmi les hauts fonctionnaires contraints au départ, un sentiment marqué de ressentiment et de mécontentement vis-à-vis de l'alliance ottomane avec l'Allemagne⁽²⁾. Les marchands (pour la plupart Juifs ou Arméniens) accueillirent les Anglais avec enthousiasme. Il semble même que ces marchands, dans l'espoir de favoriser leurs affaires, ont encouragé les autorités britanniques après l'occupation de Basra à poursuivre leur avance plus au nord,

(1) - Nous voulons parler des villes de Mossoul, Sulaimanyā, Kirkouk et Arbil.

(2) - Cf. Atiyah, Ghassan Irak- 1908-1921 : A political History, Beyrouth, Institut Arabe de Recherche et de Publication. 1973 P. 94.

en direction de Bagdad et Mossoul⁽¹⁾.

Les Ashrafs (Notables) étaient mécontents de la mauvaise administration turque, particulièrement notoire dans la ville de Mossoul mais aussi irrités par la guerre qui les empêchait de cultiver les terres qu'ils possédaient en dehors de la ville. Les artisans, dont les modestes activités dépendaient du travail de quelques hommes (souvent de leur famille) étaient enrôlés dans l'armée turque et quittaient leur famille, la laissant quelquefois sans de quoi subsister. Ces gens sentaient que cette guerre n'était pas la leur et l'appel à la guerre sainte (Jihad) les touchait peu. Par conséquent, les désertions étaient très fréquentes⁽²⁾.

De plus la guerre avait engendré une flambée des prix, la famine et la destruction des villes. Les conditions de vie à Mossoul étaient pires qu'à Bagdad et Bassra en partie à cause de l'afflux des réfugiés venus des environs.

A l'été 1918, la ville connut une véritable

-
- (1) - Le groupe des marchands fut purement touché par la guerre. La politique turque contribuait aussi à leurs difficultés, notamment en les obligeant à utiliser les billets de banque au lieu de l'or et de l'argent, ce qui entraîna de grandes fluctuations dans la valeur des billets de banque. Cf. Ibid. PP. 94-95
- (2) - Par exemple, la troisième armée ottomane constituée en majeure partie de Kurdes, compta, durant les quelques mois qui suivirent le déclenchement de la guerre, plus de 15000 déserteurs. Cf Ahmad.K.M. کردستان في سنوات الحرب العالميه الاولى (Le Kurdistan pendant la 1er guerre Mondiale). Op.cit., P. 150

famine. Un officiel arabe qui vivait à Mossoul à ce moment-là témoigne des conditions de vie déplorables : les responsables municipaux parcouraient chaque jour la ville *accompagnés*^{de} porteurs, pour ramasser les cadavres jetés à la rue, on mangeait les chiens et les chats, un homme fut pendu pour avoir vendu la chair d'un enfant assassiné, etc... (1)

La destruction de la ville de Sulaimanya fut si grande qu'un rapport d'un responsable britannique suggéra d'abandonner la ville entière. Le rapport explique pourquoi (2)

	Existaient en 1913	Existaient toujours en 1918	détruit pendant la guerre
Mosquées	29	10	19
Maisons	3205	1329	1813
Cafés	31	15	16
Khanat(hôtels)	20	11	9
Hamams(Bains publiques)	11	6	6
Bazars	6	2	4
Echoppes de Bazar	399	134	265

C'est dans ce contexte que le commandant de la

(1) - Cf. Al-Qassab-Aboul Aziz. من مذكراتي (Tiré de mes mémoires), Beyrouth. 1962, PP. 174-176.

(2) Grande-Bretagne - Sulaimanys - Municipality, 1920. 25/02

Indian Expeditionary Force "D", put télégraphier à ses supérieurs que " nous sommes cordialement accueillis par la population qui semble avoir hâte d'accorder son allégeance au gouvernement britannique"⁽¹⁾.

Par contraste, les chefs de tribus kurdes ne furent pas aussi unanimes pour accueillir les Anglais. Le chef de tribu kurde moyen, habitué aux coutumes ottomanes, dut trouver la politique administrative anglaise et sa mise en pratique, fastidieuse, gênante et souvent désagréable. Quels qu'aient été les mérites de ce nouvel ordre, beaucoup de chefs tribaux avaient eu leurs intérêts mieux servis, sous les Ottomans. Ceci est particulièrement vrai des puissants chefs qui avaient tiré profit de la politique du Sultan Abdul-Hamid, en faveur de leur tribu. A cet égard, la propagande turque était particulièrement active dans le Wilayat de Mossoul.

On montrait les Anglais comme des infidèles déterminés à imposer une tyrannie étrangère injuste, visant à asservir les Kurdes.

Cependant, les chefs tribaux en Irak furent une cause de déception à la fois pour les Anglais et pour les Turcs. Dans un pamphlet intéressant publié par l'Etat-Major Général Turc, un colonel turc(Bimbashi) écrit ceci : " ce fut plus tard, au cours de la guerre que nous comprîmes que les tribus de Mésopotamie considéraient la guerre comme une source de profit personnel et

(1) - Grande-Bretagne, cd. 8074. Despatches regarding opérations in Persia and Mesopotamia, 1915; P. 8

qu'elles étaient toujours prêtes à s'allier au clan des vainqueurs"⁽¹⁾. Le Cheikh Mahmoud Barzanji, par exemple, envoya environ un millier de cavaliers kurdes se battre contre les Anglais près de Nasserya (dans le sud de l'Irak) en avril 1915⁽²⁾, mais le même homme n'hésita pas, après l'occupation de Khanaqin par les Britanniques en décembre 1917, à envoyer des émissaires demander l'autorisation d'agir " comme le représentant du gouvernement britannique à Sulaimanya" en attendant l'arrivée des troupes britanniques⁽³⁾.

Cependant, si le Cheikh Mahmoud, dont nous parlerons plus en détails ultérieurement avait décidé, à ce moment, de miser sur les Anglais, beaucoup de chefs de tribus kurdes manifestaient clairement leur hostilité envers les nouveaux occupants.

Les Goyans, une tribu vivant dans des montagnes inaccessibles de la région nord de Zahho⁽⁴⁾, furent les premiers, semble-t-il, à passer à l'action. Le 4 avril 1919, c'est-à-dire cinq mois après l'occupation de Mossoul - le capitaine Pearson, l'adjoint du responsable politique anglais à Zakho, fut assassiné

(1) - Cité dans Atiyyah, Op.cit., P. 107.

(2) - Cf. Ahmad. K.M. دور الشعب الكردي في ثورة العشرين العراقية
(Le Rôle des Kurdes dans la Révolution Irankienne de 1920), Bagdad, Al-Hawadith Press, 1978. P. 92

(3) - Wilson, Arnold : Loyalties : Mesopotamia 1917-1920, vol. II, Oxford, Oxford University Press, 1936, P. 86

(4) - On a parlé récemment de cette ville dans la presse après les incursions des Turcs en Irak, pour mater la guérilla kurde.

après être tombé dans une embuscade. Les Anglais répliquèrent en envoyant la Royal Force bombarder le territoire des Goyans⁽¹⁾. En juillet de la même année, un autre affrontement se produisit. Le 14 de ce mois, un groupe d'hommes armés escalada le mur de la maison de l'adjoint du conseiller politique à Amadya, une ville au nord-est de Mossoul, et le tua ainsi que deux de ses compatriotes. Ces hommes armés, venant de tribus des environs de Amadya firent un raid en ville, pillant et saccageant tout sur leur passage.⁽²⁾ Les Britanniques ripostèrent sans perdre de temps sentant la nécessité urgente qu'il y avait de réagir. Le Général Cassel fut chargé de châtier les rebelles et d'asseoir l'autorité britannique. Le 1er août, les Anglais saisirent une grande quantité d'armes et quelques chefs rebelles furent promptement "jugés" et pendus. Le 8 août, la ville d'Amadya tomba aux mains du Général Cassels mais les troupes poursuivirent leurs opérations jusqu'à ce que la plus grande part de la région soit sous leur contrôle⁽³⁾.

La révolte tribale la plus importante contre l'autorité britannique éclata plusieurs mois après, au nord de Mossoul, dans les fiefs de Zébar-Barzan et devait se propager jusqu'à la ville d'Agré, aussi au nord-est de Mossoul. Cette région, il est utile de le rappeler, avait été le théâtre de beaucoup

(1) - Gertrude Bell. Reports of Administration, P. 63, cité dans Jwaideh Op.cit., P.

(2) - Arnold Wilson, Op.cit., P. 149.

(3) - Ibid.

d'effusions de sang, du temps des Ottomans Les guerres qui opposaient périodiquement les Cheikhs de Barzan et les Aghas de Zébar aux côtés desquels les Ottomans s'étaient rangés⁽¹⁾, avaient fait de cette région l'une des plus turbulentes du Wilayat de Mossoul. Quand les Britanniques imposèrent leur contrôle sur la région, ils rattachèrent le fief du Barzan à la circonscription administrative d'Aqré. Cette mesure parut profondément affecter le Cheikh Ahmad (frère aîné de Mulla Moustafa et, à cette époque, chef des Barzani) qui considéraient Aqré comme le centre de l'influence Zébaris⁽²⁾. Les efforts des Britanniques pour maintenir l'équilibre entre les deux protagonistes semblent s'être heurtés à l'hostilité et au ressentiment des deux parties⁽³⁾. Les Turcs ne tardèrent pas à exploiter la situation. Ils offrirent leurs bons offices (sous forme de gratifications et de cadeaux) pour éliminer les différents opposants, Faris Agha des Zébars et le Cheikh Ahmad Barzani, et les deux hommes se trouvèrent, du moins provisoirement, réconciliés.⁽⁴⁾ Ainsi, faisant d'une pierre deux coups, les Turcs réussissaient à rallier les deux hommes à leur cause et il n'y avait plus qu'à attendre le moment où la révolte se rallumerait.

(1) - Qassem fera la même chose en 1961. Depuis 1945, les Barzanis ont travaillé comme mercenaires pour les gouvernements irakiens qui se sont succédé.

(2) - Jwaideh, Op.cit., P. 443

(3) - Ibid.

(4) - Arnold Wilson, Op.cit., P. 151

L'occasion se présenta vers la fin de l'année 1919. Monsieur J.H. Bill, responsable politique de la région de Mossoul, en tournée d'inspection dans le secteur, infligea des amendes à Faris et Babekir Aghas de Zebar dont des hommes avaient été surpris en train de tirer sur la gendarmerie. Les deux chefs Zebaris furent profondément offensés de cette punition et firent aussitôt appel au Cheikh Ahmad Barzani. Aussitôt, une force regroupant les Barzanis et les Zebaris fut constituée et M. Bill sur le chemin de retour à Mossoul, fut intercepté et tué avec ses compagnons, dont un capitaine britannique du nom de Scott.⁽¹⁾ La force continua sa marche offensive vers Aqré où, dit-on, elle se livra au pillage de la ville⁽²⁾. Aussitôt, les autorités britanniques de Mossoul organisèrent une expédition punitive et le 9 Novembre 1919, le régiment commandé par le capitaine Kirk prit d'assaut la ville d'Aqré. D'autres régiments occupèrent les fiefs de Zebar et de Barzan où, a-t-on rapporté, ils brûlèrent les maisons des villageois⁽³⁾. Les chefs rebelles, Faris et Babekir pour les Zébars et le Cheikh Ahmad et Mulla Moustafa pour les Barzans s'enfuirent dans les montagnes voisines et vécurent en hors-la loi. Donc les Anglais s'assuraient le contrôle de la région nord de la ville de Mossoul. Cependant les attitudes et la politique anglaise après la guerre, en Irak arabe et kurde suscita le mécontentement et des notables urbains (Ashraf) et des chefs de tribus.

D'abord, les responsables britanniques et les

(1) - Jwaideh, Op.cit., P. 444

(2) - Wilson, Arnold, OP.cit., P. 153

(3) - Ibid.

administrateurs faisaient peu de cas de la population locale et de sa sensibilité; l'arrogance, la morgue et - si nécessaire - la brutalité n'étaient pas absentes de la mentalité coloniale anglaise. Ainsi, le gouverneur de la ville sainte de Najaf, un certain M. Green House, était précédé, au moment de sa promenade quotidienne en ville, d'une troupe d'hommes donnant des coups de fouet à droite et à gauche pour dégager la voie à leur illustre maître⁽¹⁾. Le commandant Soan fit de même, à Sulaimanya, avec plus de vigueur, encore. Il avait engagé à son service un illettré connu sous le nom de Aziz et obligeait tous les notables de la ville à lui présenter leurs respects. La brutalité de ce Aziz fut si célèbre qu'elle fit l'objet de récits transmis par plusieurs générations, ensuite⁽²⁾.

Cependant, la principale cause de mécontentement était les impôts. Dans la période allant de 1918 à 1919, les taxes augmentèrent de 150% et, entre 1919-1920, de 200%⁽³⁾. Tout était matière à impôt, y compris les enterrements qui, dans la seule ville de Najaf rapportèrent 48000 roupies au trésor britannique en 1918⁽⁴⁾.

(1) - Ahmad. K.M. دور الشعب الكردي في ثورة العشرين العراقية
(le Rôle des Kurdes dans la Révolution irakienne de 1920), Op.cit. P.38

(2) - Ibid.

(3) - Entretien avec Ibrahim Ahmad, Londres Mai 1984

(4) - Civil Commissioner of Mesopotamia, Review of the Civil Administration of Mesopotamia Presented to both Houses of Parliament by Command of His Majesty, Londres 1920, P. 118.

L'hebdomadaire en langue kurde Peshkawten (le Progrès),
édité par le commandant Soan à Sulaimanya
publia, dans son numéro du 17 juin 1920, un décret comportant 23 articles
réglementant le système d'imposition dans la région. Les articles
6 et 7 imposaient une taxe de 40% sur toutes les productions agricoles,
c'était même plus élevé que dans le rest de l'Irak⁽¹⁾. Ainsi les
planteurs de tabac kurdes se trouvèrent à payer 14 fois plus d'impôts
qu'en 1911⁽²⁾. Grâce à ces impôts, Soan put financer les coûts de
l'administration de Sulaimanya qui, en 1920 s'élevaient à 3 millions
de roupies⁽³⁾.

Au début de l'été 1920, l'état d'agitation
politique s'était considérablement accru, dans l'ensemble de la
région de la Mésopotamie occupée par les Anglais. Au milieu du mois
d'août, les troubles agitant le sud arabe s'étaient propagés à Diyala,
Kirkouk et Arbil. Le 20 août, par exemple, le Capitaine Hay, responsable
politique anglais à Arbil, échappa à la mort de justesse à Rawanduz⁽⁴⁾.
Le 3 septembre, le Capitaine F.C.Kirk fut contraint d'évacuer koi-
Sanjaq. A la fin du même mois le Capitaine Littledale fut obligé de faire

(1) - Péshkawtin, Sulaimanya, 17 Juin 1920.

(2) - Ahmad, K. M. دور الشعب الكردي في ثوره العشرين العراقيه
(le Rôle des Kurdes dans la révolution irakienne de 1920), Op.cit.,
P. 26

(3) - Péshkawtin, Sulaimanya, 23 décembre 1920.

(4) - Wiloon , Op.cit., P. 285

de même à Batas et Ranya⁽¹⁾. Les tribus Surchi et Khoshnaw laissèrent planer la menace d'une attaque de la ville d'Arbil. Cependant, les Anglais d'Arbil réussirent à apaiser l'orage surtout grâce à la coopération des Ashraf de la ville, notamment Ahmad Effendi qui devint plus tard, en 1936, membre du Sénat irakien⁽²⁾.

A cette époque, les nationalistes kurdes avaient obtenu une reconnaissance internationale, par le traité de Sèvres. Comme nous l'avons déjà noté, l'article 64 de ce traité laissait aux Kurdes du Wilayat de Mossoul la possibilité de faire partie d'un éventuel Etat kurde, si tel était leur désir. Les nationalistes kurdes en Irak n'avaient aucun moyen d'aucune sorte de rassembler les forces capables d'impressionner les Anglais. Par conséquent, ils décidèrent de se rallier au Cheikh Mahmoud Barzanji de Sulaimanya.

Les Révoltes du Cheikh Mahmoud

Dans les pages précédentes nous avons tâché de mettre en évidence la nature essentiellement tribale des résistances qui souposèrent très tôt à l'occupation britannique du Kurdistan. Bien que les motifs des rébellions du Cheikh Mahmoud n'aient pas toujours été différents de ceux des chefs tribaux, le ralliement d'éléments urbains

(1) - Jwaideh, Op.cit., P. 451

(2) - Pour un compte-rendu détaillé des perturbations à Arbil pendant cette période, Cf. W.R. Hay, Two years in Kurdistan. Experiences of a political officer 1918-1920, Londres, Sigwich ans Jackson, 1921, PP. 281-374.

(surtout des nationalistes kurdes) aux côtés du Cheikh, donnait à son mouvement un contenu nationaliste et, donc, le différençiait des autres révoltes purement tribales.

De quelles manières les révoltes de Sulaimanya se distinguaient-elles de celles de Mossoul et d'Arbil?

L'une des différences les plus évidentes est que les révoltes de Mossoul et d'Arbil venaient de la campagne tandis que celles de Sulaimanya se situaient au coeur de la ville, même si elles avaient des répercussions sur les tribus environnantes.

Une autre différence réside dans la personne même du Cheikh Mahmoud. Ce Cheikh n'était pas à proprement parler membre d'une tribu. C'était un Sayyid de la ville (personne se proclamant descendant du prophète) et sa famille, les Barzanji était respectée comme les dirigeants de l'ordre soufi Qadiri à Sulaimanya. Et, même s'il n'était pas Socrate, le Cheikh Mahmoud avait un niveau d'éducation supérieur à celui des chefs tribaux kurdes. Il est intéressant de noter qu'il a publié des journaux: Banq-i-Haq(l'appel de la vérité)⁽¹⁾. Aucun chef de tribu, au Kurdistan du moins, n'avait pensé à publier des journaux. Il ne fait pas de doute que le Cheikh était profondément attaché aux traditions et aux modes de vie anciens; Il n'avait rien d'un révolutionnaire. Cependant, une multitude de facteurs ayant concouru à la formation de son esprit, il était capable parfois de dépasser son expérience personnelle et donc d'envisager, du moins partiellement, l'unité nationale.

(1) - Pour l'histoire de ce Journal, cf. Djabari, Op.cit., PP. 26-27

Parmi la population urbaine qui participa au mouvement du Cheikh Mahmoud, on trouvait les éléments les plus importants dans les rangs des officiers kurdes anciennement ottomans qui avaient réintégré leur Sulaimanya natal. Parmi eux se détachaient Tawiq Wahbi (futur ministre irakien) et le Général Moustafa Pacha Yamulki qui, en 1922, dirigera la première association nationaliste kurde au Kurdistan irakien.

Un autre élément mérite considération : de nombreux Kurdes retenus prisonniers par les Russes pendant la guerre étaient revenus à Sulaimanya imprégnés d'idées Bolchéviques. Talabani rapporte que dès leur retour, les prisonniers se mirent " à propager les idées des Bolcheviks, et alors, quelques-uns furent assassinés par les féodaux"⁽¹⁾. Le témoignage de Talabani est confirmé par divers documents britanniques dont l'un déplore que " le nom Bolchevik est, malheureusement, connu ici à Sulaimanya...une telle situation nécessite un remède immédiat,"⁽²⁾. Cependant, les Anglais ont beaucoup exagérer le rôle de ces anciens prisonniers. Arnold Wilson, par exemple, attribua les révoltes de Sulaimanya aux " fauteurs de troubles itinérants" dont quelques-uns "étaient des émissaires bolchéviques qui alliaient la xénophobie la plus farouche à la passion des droits de l'homme"⁽³⁾. Nous allons maintenant présenter un bref résumé historique de ces révoltes.

(1) - Talabani, Op.cit., P. 105.

(2) - Cf. Othman, Siyamend, le Fond Historique du déclenchement du mouvement armé kurde en Irak- 1961, Op.cit., P.29.

(3) - Wilson, Arnold, Op.cit., P. 290.

Après l'occupation anglaise de Khanaqin en décembre 1917, le Cheikh Mahmoud établit les premiers contacts avec les Anglais. Selon un document officiel britannique, ce fut à ce moment que le Cheikh envoya des émissaires auprès du gouvernement britannique demandant " l'autorisation d'agir au nom du gouvernement britannique, à Sulaimanya, en attendant votre arrivée"⁽¹⁾ Les Kurdes de Sulaimanya furent, c'est évident, impressionnés par les succès britanniques et le Cheikh voulut, c'est assez compréhensible, se trouver du côté des vainqueurs.

Durant une réunion de notables kurdes tenue à Sulaimanya, à cette époque, il fut décidé de former un gouvernement sous la direction du Cheikh Mahmoud et d'adopter une attitude amicale à l'égard des Anglais. Selon Wilson "le Cheikh Mahmoud écrivit au nom de tout le peuple kurde des deux côtés de la frontière", "offrant de nous abandonner les rênes du pouvoir ou d'agir comme notre représentant sous la protection du glorieux drapeau britannique"⁽²⁾. Wilson poursuit "j'accepte la proposition du Cheikh Mahmoud selon laquelle il pourrait agir comme notre représentant"⁽³⁾.

Cependant, quand les Anglais furent contraints d'évacuer Kirkouk le 20 mai 1917, la région fut vite réoccupée par les Turcs, le Cheikh Mahmoud fut fait prisonnier et les notables qui le soutenaient se virent infliger une amende ou furent comme lui emprisonnés. Le

(1) - Ibid, P. 86.

(2) - Ibid, PP. 86-87.

(3) - Ibid.

retrait des Anglais de Kirkouk porta un coup sévère au prestige britannique au Kurdistan et les Anglais en supportèrent le contrecoup longtemps après leur victoire. Les Kurdes qui s'étaient déclarés si ouvertement favorables aux Anglais étaient désormais pleins de doutes et de suspicion. Leur foi envers le pouvoir et les promesses anglaises fut fortement ébranlée.

En tous cas, à l'automne 1918, l'autorité ottomane s'effondra et le pouvoir à Sulaimanya retomba, de fait, aux mains du Cheikh Mahmoud. Le Commandant E.W.C. Noel fut désigné pour inaugurer l'administration britannique à Sulaimanya. A la veille de son départ, il reçut de ses supérieurs l'ordre de nommer le Cheikh Mahmoud comme notre représentant dans la région (de Sumaimanya)⁽¹⁾. Ainsi le Cheikh Mahmoud devint Hukumdar (gouverneur) de Sulaimanya tandis que d'autres responsables kurdes eurent la charge d'administrer de nombreuses subdivisions administratives; d'autre part, les chefs des tribus vivant autour de Sulaimanya pouvaient gouverner leurs tribus et étaient responsables vis-à-vis des Anglais, à travers le Cheikh. Le Cheikh et ses officiels étaient reconnus et payés comme des fonctionnaires du gouvernement⁽²⁾.

Alors que le Cheikh avait obtenu la position

(1) - Ibid, P. 128.

(2) - Ibid.

qu'il avait si longtemps sollicitée, il commença à exprimer son irritation devant les conditions attachées à sa nomination. En effet, la zone sur laquelle il était autorisé à l'exercer son contrôle se limitait à la région située entre les rivières du grand Zab et de Sirwan (région de Diyanan). Selon les termes de J.C. Edmonds, "il (le Cheikh) se sentait offensé que son pouvoir soit limité à ces régions. Même du temps des Turcs, où il n'était qu'un simple citoyen, il aurait terrorisé la région... et maintenant qu'il était le dirigeant officiel, il était tout à fait incapable de comprendre ces limites qu'on lui imposait"⁽¹⁾. Gertrude Bell partage l'avis de Edmonds ^{et} l'exprime avec plus de véhémence. Le Cheikh Mahmoud n'était pas prêt à accepter des limitations à son autorité. Il était entouré de flatteurs intéressés qui lui remplissaient la tête d'idées extravagantes (une référence aux nationalistes?)... Il intervenait sans arrêt dans l'administration locale et plaça les membres de sa famille dans les départements administratifs.⁽²⁾

Il ne fait guère de doute le Cheikh Mahmoud était très ambitieux. Les témoignages ne manquent pas sur la conviction qu'il avait d'être investi de la mission de prendre la tête d'un Etat kurde indépendant. En politique, comme dans la vie, l'élément personnel et les idéologies qu'on adopte sont étroitement liés. Malheureusement, les motifs personnels sont souvent impossibles à analyser; l'âme et l'esprit humains sont un labyrinthe complexe. Quoi qu'il en soit, en mai 1919, le Cheikh Mahmoud entra dans une rébellion ouverte

(1) - Edmonds, J.C. Op.cit, P. 30

(2) - Bell, Gertrude, Reports of Administration, P. 63, cité dans Jwaideh, Op.cit., P. 503

contre les Anglais, la première d'une série qui devait continuer, par intermittence jusqu'en 1930. Nous n'entrerons pas dans l'étude approfondie de ces révoltes qui font actuellement le sujet d'une thèse de doctorat préparée par un Kurde irakien en URSS. Nous nous y intéressons dans la mesure où elles aident à comprendre le rôle qu'y jouèrent les nationalistes et où elles ont influencé la genèse de l'action nationaliste kurde organisée. Avant de passer à la présentation de la première association nationaliste kurde en Irak, il serait nécessaire de voir comment le Kurdistan du sud (Wilayat de Mossoul) devint partie intégrante de l'Etat d'Irak.

Le destin du Wilayat de Mossoul

A la fin du mois de mars 1920, le gouvernement britannique autorisa une déclaration publique concernant le mandat Mésopotamien. Si la Grande-Bretagne l'acceptait, la Mésopotamie engloberait le Wilayat de Mossoul⁽¹⁾. Cette décision fut bien accueillie à Bagdad tandis que sa signification n'était pas du tout appréciée au Kurdistan. Il est intéressant de noter que cette décision précédait de cinq mois seulement le traité de Sèvres qui, on s'en souvient, acceptait, à certaines conditions, l'intégration des Kurdes du Wilayat de Mossoul à un Etat kurde, un an après sa fondation. On n'était plus très loin de renoncer à envisager sérieusement de réserver aux Kurdes un sort à part, et l'idée d'incorporer les zones kurdes à l'état d'Irak

(1) - The Public Record Office, LP and S 10 4722/1918/1920/3/2463.

était généralement adoptée par les Britanniques.

Il est vrai que le concept d'autodétermination et la création d'un Etat séparé impliquaient que le peuple kurde se mette d'accord sur des représentants qui lui conviendraient. Il est aussi vrai qu'à cette époque personne n'aurait pu remplir ce rôle. Les Kurdes des régions centrales du Wilayat de Mossoul, autour de Dohok, Amdaya et Zakho et ceux de Barzan, d'Arbil, Rawanduz, et Koi-Sanjar n'acceptaient pas le Cheikh Mahmoud comme "le Roi du Kurdistan". En fait, le Cheikh n'avait aucune autorité réelle sur Halabja et Penjween, toutes deux distantes de 30 Kilomètres de Sulaimanya ⁽¹⁾. Bien que les Bedirkahans fussent écoutés des autorités britanniques, ils n'étaient plus capables d'apporter au Kurdistan irakien un appui important. C'est vrai également de la famille Baban résidant depuis longtemps à Bagdad. Les nationalistes, à cette époque, représentaient une faible fraction de la population, n'étaient pas organisés et étaient cantonnés dans une ville : Sulaimanya. Ils se trompaient en comptant sur le Cheikh Mahmoud pour appuyer leurs revendications, et très vite il apparut que le Cheikh plaçait ce qui renforçait son pouvoir personnel avant toute autre considération.

En septembre 1920, Cox, le Haut Commissaire britannique, télégraphia à Londres un résumé de son propre point de vue et de celui de Faisal qui devait bientôt être couronné Roi d'Irak. Faisal craignait que si toute espèce d'Etat kurde indépendant était encouragé, les Kurdes d'Irak ne se liguent avec leurs compagnons de Turquie

(1) - Cf. Sluglett, Peter, Britain in Iraq 1914-1932, Londres, Ithacca Press, 1976, P. 118

et de Perse. Ils "constitueraient ainsi une menace permanente pour l'Irak".⁽¹⁾ De plus, et ceci est la première déclaration précise à cet égard, Faisal souhaitait l'inclusion du Kurdistan à l'Irak pour assurer une prépondérance permanente des sunnites sur les shiites au parlement irakien⁽²⁾. Cox concluait " A mon avis, il serait raisonnable d'incorporer peu à peu les districts kurdes (à l'Etat d'Irak)... A des conditions approuvées par la population locale et sous la surveillance spéciale des officiers britanniques"⁽³⁾. Il devenait donc essentiel, pour la politique anglaise autant que pour la politique irakienne, de créer des circonstances qui rendraient effectivement impossible la création d'un Kurdistan indépendant où tout ce qui pourraient faire croire aux Kurdes qu'elle pourrait être réalisée. Cox écrivit à Faisal en janvier 1922 que la Turquie et l'Irak tireraient profit d'un accord sur les Kurdes : "... Ayant renoncé à l'éventualité d'un regroupement des régions kurdes dans un Kurdistan qui par définition serait entièrement indépendant de la Turquie, ceci aura pour effet que le gouvernement turc se sentira totalement dégagé de l'obligation de laisser les régions kurdes de Turquie opter pour une indépendance complète"⁽⁴⁾.

(1) - Ibid, P. 119

(2) - Ibid.

(3) - High Commissioner, Bagdad, to S/S colonies, Telegram N° 503, Septembre 20, 1920 cité dans Ibid, P. 119

(4) - Sir Percy Cox à Roi Faisal, 4 Janvier 1922, India Office, Events in Kurdistan, vol II 13/14

En l'absence d'un accord immédiat avec la Turquie la situation allait en se dégradant. Entre juillet 1921 et décembre 1922 8 responsables britanniques furent assassinés au Kurdistan⁽¹⁾. A l'automne 1922, les autorités durent ramener le Cheikh Mahmoud à Sulaimanya alors en exil, pour tâcher de mettre de l'ordre dans ce chaos. Comme on aurait pu s'y attendre, il ne fut pas mieux toléré qu'en 1919, ni par ceux qui l'avaient soutenu ni par ceux qu'il gouvernait. Il devenait clair aux yeux des Kurdes qu'il n'y avait désormais plus d'espoir pour l'indépendance kurde mais seulement celui d'une autonomie limitée, dans le cadre de l'Etat irakien. En décembre 1922, il fut officiellement déclaré que : " le gouvernement de sa Majesté et le gouvernement irakien reconnaissent les droits des Kurdes vivant à l'intérieur des frontières irakiennes de créer un gouvernement kurde à l'intérieur de ces frontières et souhaitent que les différents éléments constituant le peuple kurde arrivent, le plus tôt possible, à se mettre d'accord sur la forme qu'ils veulent."

La Commission commença son travail par une série de réunions et d'interviews à Londres à la fin du mois de novembre et n'arriva au Kurdistan qu'en janvier 1925. La région était toujours dans un état d'agitation quand la Commission la visita. Au cours de sa visite de janvier à mars, la Commission entendit des témoins à Bagdad, et fut emmenée visiter le Kurdistan, sous une étroite surveillance britannique. Les membres de la Commission menacèrent de démissionner si on ne les laissait pas voyager librement⁽²⁾. Ils

(1) - Cf. Sluglett, Op. cit., P. 120

(2) - Sluglette, Op. cit., P. 123

réussirent à voyager dans les centres les plus importants du Kurdistan.

Au début de 1925, la plupart des coins accessibles du Wilayat de Mossoul étaient sous le contrôle direct et effectif du gouvernement depuis 6 ans et l'administration et les services étaient presque totalement intégrés. Six ans de contrôle irako-anglais rendaient lointaine et indésirable la perspective d'une réoccupation turque. De plus, la Commission a considéré que le bien-être des populations minoritaires chrétiennes de cette région et celui des Kurdes seraient mieux assurés par le gouvernement irakien que par les Turcs⁽¹⁾.

Le 17 juillet 1925, la Commission présenta son rapport complet à la Société des Nations. Le rapport suggérait que Mossoul fasse partie de l'Irak à condition que le mandat britannique soit étendu et que soit préservé le caractère kurde la région. Dans le domaine de l'administration, l'éducation et la langue : " le gouvernement britannique est invité soumettre au Conseil de la Société des Nations un nouveau traité avec l'Irak assurant la continuation pendant 25 ans du régime de mandat comme défini par le traité d'alliance avec la Grande-Bretagne... Le gouvernement britannique, comme puissance mandataire, est invité à présenter au Conseil les mesures administratives qui seront prises pour assurer aux populations kurdes les garanties concernant l'administration locale, comme le recommande la Commission

(1) - Ibid, P. 124.

dans ses conclusions finales⁽¹⁾. Ce rapport mit du temps à se faire accepter : la diplomatie turque réussit à en référer à la Cour internationale de justice, qui trancherait. Cependant, la Cour n'a pas rejeté à la Haye le rapport de la Commission et le 18 juillet 1926, il fut accepté par toutes les parties officiellement concernées.

Avant de clore le sujet du rattachement du Wilayat de Mossoul à l'Irak, il faudrait parler de la place du pétrole dans la querelle. Curieusement, cette question n'a fait l'objet d'aucune recherche jusqu'en 1976 où Peter Slugett, historien britannique et professeur d'histoire contemporaine de l'Irak à l'université de Durham, entreprit une étude sérieuse des archives britanniques à Londres et à New Delhi. En conclusion de cette recherche affirme : "on trouve la preuve dans les archives que le War Office Le Foreign Office et le Colonial Office avaient une idée très précise du potentiel pétrolier en Irak et ceci a toujours été un sujet de constante préoccupation pour les hauts fonctionnaires en Angleterre au moins depuis 1918"⁽²⁾.

Dans l'empire ottoman, de nombreux groupes internationaux rivaux avaient fait des offres pour obtenir des concessions pétrolières entre 1900 et 1914. En fin de compte, en 1912, un groupe d'intérêts anglais, allemands et hollandais réussit à s'unir pour former la Turkish Petroleum Company (TPC) à qui fut attribuée,

(1) - Cité dans Ireland, P.W. Iraq : A Study in Political Development, Londres, 1937, PP. 406-407.

(2) - Stuglett, Op.cit., P. 114

dans des circonstances obscures, une concession pour prospecter du pétrole dans le Wilayat de Mossoul. Comme nous l'avons déjà remarqué, l'Allemagne avait obtenu, dès 1903, le droit de prospecter sur des terres se situant de part et d'autre du chemin de fer de Bagdad. Les associés du TPC s'étaient entendus pour qu'il n'aie pas d'intérêt qu'en associant leurs partenaires du TPC⁽¹⁾. C'était, en partie, un moyen d'essayer d'empêcher les intérêts américains d'accéder à cette région (la France n'ayant pas encore sérieusement essayé de s'y implanter) et en partie, une façon de forcer les autorités ottomanes à réduire le nombre de chasseurs de concessions. En avril 1913, on proposa une fusion entre les anglo-persian et le TPC qui fut mise en place un an plus tard. L'expression la plus importante de l'intérêt britannique pour le pétrole du Moyen-Orient fut la décision d'acheter, quelques jours avant la déclaration de la guerre, 51% de anglo-persian petroleum company, transaction qui donnait automatiquement au gouvernement une grande part du TPC. Aucune prospection n'eut lieu pendant la guerre elle-même, mais des forages qui fournissaient des indications très favorables furent effectués sans arrêt.

Dans la période d'après-guerre, la question du contrôle anglais sur le pétrole du Moyen-Orient était un sujet de grande préoccupation pour plusieurs départements de Whitehall. Il apparaissait tout d'abord comme vital qu'aucune puissance soit en position d'empêcher la Grande-Bretagne d'accéder à cette matière première. Un mémorandum du Foreign Office, en mars 1918, remarquait que le sujet "ne pouvait être traité comme une simple aventure commerciale mais devait

(1) - Ibid, P. 105

être envisagé comme une responsabilité nationale, qui ne supporte aucune demi-mesure ni action inconsidérée"⁽¹⁾. Il n'est donc pas surprenant que le général Marshall suivant les instructions du War Office ait pris Mossoul (obtenant ainsi le contrôle du Wilayat de Mossoul) même après la signature de l'armistice de Moupros.

Le problème qui se posait dans l'immédiat aux Anglais était de créer les circonstances pour exploiter le pétrole. Dans le monde d'après 1918, aucun pays ne pouvait être vu faisant seul main basse sur les richesses d'un autre surtout si cette puissance dominatrice n'était pas les Etats-Unis. De là naquit la longue lutte qui se développa après la guerre pour le contrôle des ressources en pétrole au Moyen-Orient.

On se souvient que, selon l'accord Sykes-Picot, le Wilayat de Mossoul revenait à la France. Les Français avaient abandonné Mossoul aux Anglais en décembre 1918, mais n'avaient encore rien reçu en échange. En avril 1919, avant la signature du traité de Versailles, Long et Bèrenger, Ministres anglais et français du pétrole, aboutirent à un accord provisoire sur le pétrole de Mossoul. L'accord attribuait à la France 25% du TPC qui, avant la guerre appartenait à la Banque Néerlandaise. Ceci fut certifié un an plus tard par l'accord de San Remo, sur le pétrole.

Le gouvernement des Etats-Unis protesta contre

(1) - The Public Record Office, Foreign Office Memorandum 14 March 1918, LP and S 10 2249/1918/1/996.

ce qu'il considérait comme des accords de type monopolistique. Le département d'état fit remarquer que ces accords ouvraient une large brèche dans le principe de "Open Door", selon lequel tous les pays étaient à égalité de droits vis-à-vis des anciens territoires ennemis⁽¹⁾.

Tandis que les Etats-Unis et l'Angleterre s'opposaient l'un à l'autre, la question du maintien du contrôle britannique sur les régions du Wilayat de Mossoul se heurtait toujours à la résistance et aux difficultés que nous avons déjà évoquées. Le contrôle des régions susceptibles de receler du pétrole était exercé par la Grande-Bretagne. Une lettre de l'Amirauté au Foreign Office écrite quelques jours avant la conférence de Lausanne, souligné à quel point l'intérêt de la Grande-Bretagne est mis en jeu dans le Wilayat de Mossoul et donne une clé pour comprendre la politique anglaise dans le domaine : "... d'un point de vue stratégique, l'essentiel est que la Grande-Bretagne contrôle les territoires où sont situés les champs de pétrole..."

Si on peut s'assurer de cela, la composition de la ou des compagnies qui exploitent les champs de pétrole est une question mineure .⁽²⁾ Inévitablement, tous les problèmes liés au développement du pétrole irakien dépendaient de l'inclusion définitive de Mossoul à l'Irak. Pour accélérer le processus, le Colonial Office suggéra que quelques "sacrifices" soient consentis pour complaire

(1) - The Public Record Office, Admiralty to the Foreign Office, M/43677/22, 6 décembre 1922.

(2) - Sluglett, Op.cit., P. 112

aux Américains et aux Turcs⁽¹⁾. Ainsi en 1923 25% du TPC fut attribué à la Standard Oil du New Jersey et la Turquie à ses prétentions sur Mossoul, en 1926, se vit accorder 10% des revenus pétrolier d'Irak pendant 25 ans.⁽²⁾

Presque neuf ans après la fin de la guerre, en avril 1927, on commençait sérieusement à forer et le 15 **octobre** de cette même année, on découvrait du pétrole en quantité énorme à Bava Gur Gur près de Kirkouk. Les deux conséquences les plus lourdes de l'imixtion britannique dans les affaires irakiennes furent, d'abord, qu'au moins jusqu'en 1958, les importations provenaient principalement d'Angleterre et ensuite que les ressources pétrolières du pays furent contrôlées jusqu'en 1972 par une compagnie dominée par la Grande-Bretagne.

Les Kurdes sous la Monarchie Irakienne :

La naissance du mouvement constitutionnel dans l'empire ottoman fut suivie d'une période de liberté politique qui permit à l'intelligentsia arabe de s'organiser en partis politiques. Bien que cette période de liberté politique n'ait pas duré longtemps, le mouvement arabe semblait assez bien parti pour prendre de l'essor. Quand des organisations arabes furent interdites, elles furent remplacées par d'autres, dans la clandestinité. Constantinople était le centre d'activités politiques et un certain nombre de sociétés

(1) - Stuglett, Op.cit., P. 112

(2) - Cf. Ibid, PP. 109 et 113.

Pan Arabes furent fondées (telles que Al-Qantaniya, Al-Ahd et Al-Alam-Al-Akhdar). la majorité des Irakiens résidant à Constantinople étaient soit des étudiants soit des militaires; ces derniers étaient les plus nombreux. Quand la société Al-Ahd fut fondée en 1913, les officiers arabes irakiens y étaient l'élément prédominant. Dans son programme Al-Ahd réclamait la création d'une administration décentralisée dans l'empire ottoman, accordant aux Arabes une plus large autonomie et l'égalité avec les Turcs;⁽¹⁾ aucune des sociétés arabes, entre 1908 et 1914, ne faisait campagne pour une politique séparatiste, excepté la société Al-Fatat;

"Elles demandaient l'autonomie à l'intérieur de l'empire comme le montrent les résolutions du congrès arabe à Paris en 1913⁽²⁾. Après le déclenchement de la guerre, ces arabes prirent contact avec les Anglais pour s'assurer de leur soutien dans leur quête de l'indépendance. Des officiels britanniques étaient favorables à cette ouverture surtout du fait des négociations qui progressaient, à cette époque, entre la Grande-Bretagne et le Sharif de la Meque qui était reconnu par Al-Ahd et les autres sociétés comme le leader des révoltes arabes⁽³⁾. En 1917, la majorité des officiers irakiens-300 selon Batatu⁽⁴⁾-avaient rejoint le mouvement du Sharif. Quand, finalement, le fils du Sharif (Faisal) devint Roi d'Irak, ces officiers constituaient

(1) - Pour une discussion de Al'Ahd, cf. Al-Wardi, Op.cit, vol III, PP. 198-230

(2) - Atiyyah, Op.cit, P. 99

(3) - Ibid.

(4) - Batatu, Op.cit., P. 318

la clé de voûte du régime. Nuri Sa'eed, Jamil Hadfa, Askar Taha al-Hashimi (tous premiers ministres d'Irak pendant la Monarchie) appartenaient à ce groupe d'officiers. Dans la période 1922 - 1958, plus de 41% des postes de ministre de la défense et de l'intérieur en Irak furent occupés par des hommes issus de ce groupe⁽¹⁾. La quasi totalité des membres de ce groupe étaient des Arabes sunnites originaires de Bagdad et des villes arabes du nord-est de l'Irak.

Les débuts des actions nationalistes kurdes organisées en Irak.

La première référence à une association politique au Kurdistan irakien concerne Komal-i-sarbakhoi kurdistan (Association de l'indépendance du Kurdistan). Cette organisation fut fondée à Sulaimanya après une réunion à la mosquée sayyid Hussein le 21 juillet 1922⁽²⁾. Cette date est importante puisqu'elle suit, de peu, la fondation de l'Etat d'Irak, et devenait évident, alors - surtout pour les nationalistes kurdes - que tout serait fait pour inclure le wilayat de Mossoul au nouvel Etat irakien. A notre avis, cette organisation a été fondée pour lutter contre cette éventualité- Moustafa Pacha Yamulki, qui fut élu à la tête de l'organisation, avait insisté, lors de la première réunion, sur le fait que les Kurdes n'étaient pas des Arabes et que par conséquent, ils ne pouvaient être assujettis à leur loi⁽³⁾

(1) - Ibid, P. 360

(2) - Talabani, Op.cit, P. 106. A notre connaissance, M. Talabani est le seul auteur à s'être intéressé en détails à cette organisation. Notre information sur ce sujet est fondée principalement sur ce qu'il a écrit.

(2) - Ibid.

Membres du comité directeur de l'organisation (7) :

Ahmad Tawfiq Beg - Salah Qaftan Effendi -
Haji Fathulla Agha - Faeg Aref Beg - Ahmad Effendi Uzbachi - Chiekh
Mohamed Kolani - Ahmad Bahjat Effendi - Ali Effendi Badir Agha -
Général Moustafa Yamulki - Chukri Effendi.

D'après leurs titres (Effendi, général, Agha, et Beg) il est clair que l'origine sociale de ces Messieurs n'était guère différente de celle de la première génération de nationalistes kurdes qui avaient fondé des associations à Constantinople en 1908. Cependant il existait quelques nuances intéressantes :

- 1 - Au Kurdistan irakien, le mouvement n'était pas complètement dominé par un clan ou une famille particulier (comme les Bédirkhans ou les Chamdinans).
- 2 - L'organisation en Irak compta parmi ses membres des gens (Rafiq Hilmi, Djalal Urfan, Mahmoud Djawdat, Abdullah El-Haj Mussien) qui, plus tard, occupèrent des positions dirigeantes au sein de l'organisation, sans appartenir aux couches supérieures de la société kurde. Rafiq Hilmi, par exemple, était instituteur, Djamal Urfan, qui faisait aussi partie du groupe, forma "une aile gauche" à l'intérieur de l'organisation et, dit-on,

(1) - Ibid.

plaida " en faveur de la démocratie et de l'athéisme"⁽¹⁾. Djamal Urfan fut tué par des hommes de l'entourage du Cheikh Mahmoud. Ce fut le premier exemple connu du conflit armé opposant les nationalistes à l'élite kurde traditionnelle.

Dès le début, l'organisation entretint des rapports difficiles avec le Cheikh Mahmoud. Bangi-Kurdistan (l'Appel du Kurdistan) qui était le porte - parole de l'organisation - émit des critiques contre le Cheikh Mahmoud qui essayait "de placer la ville de Sulaimanya sous la coupe de l'aristocratie tribale"⁽²⁾. D'autre part, le journal réclamait constamment une meilleure administration à Sulaimanaya⁽³⁾

L'organisation exista jusqu'en 1925 où elle fut dissoute pour des raisons obscures. Talabani propose l'explication suivante : " beaucoup de ses membres étaient dispersés et s'étaient mis à travailler comme des fonctionnaires au service du nouvel Etat irakien⁽⁴⁾ .

Depuis le moment de la disparition de cette

(1) - Talabani, Op.cit., P. 108.

(2) - Ibid. Monsieur Djamal Khaznadar, kurde irakien a rassemblé tous les numéros de Bang-i Kurdistan , les a publiés et commentés. Cf. Khaznadar, Djamal, Bang -i Kurdistan , Bagdad, Al-Hurryya Press, 1974.

(3) - Talabani, Op.cit, P. 108

(4) - Ibid. P. 113

organisation jusqu'en 1932, aucune organisation politique ou association kurde n'exista en Irak. Cependant, des événements importants survinrent pendant ce laps de temps.

Le 21 janvier 1926, il y eut un débat à la Chambre des députés irakiens sur la mise en oeuvre des mesures demandées par le rapport de la Commission de la Société des Nations concernant les régions kurdes d'Irak. Le premier ministre Moushin al-Sa'don déclara sans ambages : "Messieurs ! cette nation ne peut vivre à moins de donner à tous les Irakiens leurs droits...le destin de la Turquie devrait nous servir de leçon et nous ne devrions pas revenir à la politique suivie auparavant par le gouvernement ottoman. Nous devons donner aux Kurdes, leurs droits, leurs responsables devraient être recrutés parmi eux, leur langue devrait être leur langue officielle, et leurs enfants devraient l'apprendre à l'école. Nous avons ce devoir de traiter tout ce monde musulman ou non musulman , avec loyauté et justice, et de leur donner leurs droits"⁽¹⁾. Malheureusement, tous les ministres ne partageaient pas les opinions du premier ministre. Abdul Azziz Qassab ministre de l'intérieur proposa " qu'on ordonne immédiatement l'usage de livres scolaires en langue arabe dans la province de Mossoul, mieux conçus et plus propres aux projets éducatifs, et au cas où les élèves ne comprendraient pas l'arabe le maître pourrait leur expliquer en kurde. Il n'y a pas à revenir là-dessus. Les nouvelles écoles de Mossoul dispenseraient l'instruction en arabe"⁽²⁾.

(1) - Cité par Sluglette, Op.cit., P. 182.

(2) - Cité dans Ibid, P. 184.

A Bagdad, à cette époque, il y avait deux courants de pensée à propos du Kurdistan; l'un anglais, l'autre arabe. Les Ministres arabes et les responsables des Ministères concernés (éducation, intérieur et justice) avaient tendance à ignorer le problème kurde, estimant qu'il n'existait que dans l'esprit des conseillers britanniques, désireux d'affaiblir "l'unité nationale" irakienne. De leur côté, ces conseillers accusaient les Ministres de ne tenir, délibérément, aucun compte des aspirations légitimes du peuple kurde. Quoi qu'il en soit, des promesses avaient été prononcées officiellement (concernant la langue et l'administration des régions kurdes) et les Kurdes attendaient qu'elles soient tenues.

Il y avait bien entendu, beaucoup de problèmes à propos de l'utilisation du kurde comme langue officielle et comme langue scolaire. Il y avait très peu de littérature écrite et il aurait fallu préparer toute une série de livres scolaires. De plus, la langue kurde se divisait en plusieurs dialectes. Cependant, comme le fait remarquer Lionel Smith, ces problèmes étaient surmontables :

" c'est vrai que la langue kurde n'est pas unifiée. A nous de l'unifier ⁽¹⁾."

En 1927, le gouvernement irakien n'avait montré aucun signe prouvant son intention de tenir les promesses qu'il avait faites d'ouvrir un Bureau de Traductions kurdes pour s'occuper des lois et des livres scolaires. Quelques députés kurdes commencèrent à réagir. En avril 1929, Ismail Rawandouzi, Jamil Baban, Hazim Beg, Mohammad Bag Jaf, Muhammad Sali, et Saifullah Khandan (tous membres du parlement irakien) présentèrent une liste des doléances kurdes au gouvernement irakien. Ils se plaignaient de ce que rien n'ait été fait pour mettre en oeuvre les mesures préconisées par la Commission de la

(1) - Ibid.

Société des Nations, dans son rapport. Ils soulignaient particulièrement le manque de facilités accordées à l'éducation dans leurs régions, non seulement pour l'utilisation de la langue kurde mais, plus généralement la pauvreté des moyens mis à la disposition des écoles et des maîtres. Ils proposaient que les régions kurdes entourant la ville de Mossoul soient dissociées de la ville (composée d'une majorité arabe) pour former une unité administrative séparée, avec la ville de Dehok pour centre⁽¹⁾. Ils proposaient encore que l'administration de Sulaimanya Arbil et Kirkouk soit régie par inspectorat général présidé par une personnalité kurde⁽²⁾.

A cette époque, des rapports de police indiquaient que le désir de décentralisation au Kurdistan était "presque universel"⁽³⁾. Le Haut Commissariat Britannique ne semble pas avoir été en faveur de la proposition concernant Dehok mais considérait qu'il était urgent "de prendre les mesures pratiques nécessaires pour remédier aux faiblesses des moyens éducatifs dans la région"⁽⁴⁾. Le mois suivant, Edmonds, le responsable britannique pour les affaires kurdes, envoya une longue note au Haut Commissariat plaidant en faveur du plan de Dehok, en évoquant son efficacité administrative. Il critiquait sévèrement l'attitude obstructive des ministres de l'Education successifs,

(1) - Ceci est une constante dans les revendications kurdes. Finalement, ce plan fut accepté en 1970 et "la région autonome du Kurdistan" est aujourd'hui composée de 3 unités administratives : Arbil, Sulaimanya et Dehok.

(2) - India Office, Lettre to Prime Minister, dans Events in Kurdistan, Dossier 13/14 Vol VI.

(3) - The Public Record Office, Abstract of Intelligence, 26 avril 1929

(4) - Sluglett, Op.cit., P. 186

il désigna en particulier le directeur de l'éducation de Mossoul, un nationaliste arabe farouchement anti-kurde, responsable aussi d'Arbil et de Kirkouk.

Cependant, Emonds insistait sur le fait qu'une réorganisation immédiate des districts scolaires et la création du bureau de traductions promis depuis 1926 s'imposaient comme des mesures préliminaires à une réforme administrative de fond.

Dans le contexte, l'annonce faite en septembre 1929 par la Grande-Bretagne de son appui inconditionnel à l'entrée de l'Irak à la Société des Nations préoccupa le Kurdistan. La préoccupation tourna vite à la consternation quand les Kurdes prirent connaissance du traité anglo-irakien de 1930 qui ne contenait aucune garantie formelle pour les droits kurdes.

Jusqu' en 1920, aucun gouvernement irakien n'avait rien fait pour convaincre les Kurdes que leurs problèmes étaient compris et pris en compte. Il y avait seulement dix ans que le traité de Sèvres avait promis aux Kurdes un Etat indépendant; en 1920, on leur avait offert un régime particulier et une autonomie limitée; en 1930, même cela avait rétréci comme une peau de chagrin.

Le 17 juillet 1930, au cours d'une réunion du cabinet irakien, les Ministres examinèrent en détail les suggestions avancées par les conseillers britanniques. La plupart des mesures requises par les Britanniques furent acceptées, y compris la création d'un corps d'inspection pour l'éducation dans les région kurdes, d'un

directeur général adjoint kurde au Ministère de l'Intérieur, la formation en kurde d'officiers de police et le principe selon lequel les toutes procédures judiciaires dans les régions kurdes seraient menées en langue kurde⁽¹⁾. Mais le gouvernement irakien ne s'est jamais hâté d'appliquer ses propres décisions, à chaque fois qu'elles contenaient des concessions en faveur des Kurdes.

A ce moment, comme des télégrammes de protestation en provenance des régions kurdes affluaient à la Société des Nations, le problème kurde cessait d'être une question purement irakienne. En janvier 1930, la Société des Nations avait déclaré que l'Irak pourrait faire son entrée à l'organisation en 1932 (date d'expiration du mandat britannique en Irak) mais avec, entre autres conditions, que l'Irak offre des garanties effectives quant au respect de ses obligations envers des minorités raciales et religieuses⁽²⁾.

Ainsi la discussion autour de la candidature irakienne avait des chances d'attirer l'attention à Genève, sur le mécontentement kurde, dans toute son ampleur. Donc, le premier ministre irakien Monsieur Jamil al-Hadfa'i et le Haut Commissaire britannique par interim, le Commandant Young, firent une visite au Kurdistan au début du mois d'août 1930, pour mettre en relief les méfaits de la séparation. La visite ne fut pas un succès, surtout à Sulaimanya, le centre du nationalisme kurde.

(1) - India Office, Events in Kurdistan, dossier 13/14 vol VIII.

(2) - League of Nations, Official Journal, Février 1930, PP. 142-143.

Le 6 septembre 1930, le premier soulèvement urbain, dans l'histoire du Kurdistan, éclata dans la ville de Sulaimanya. Il dura un jour et la répression brutale fit 15 morts parmi les séditeux⁽¹⁾. Les participants à ce soulèvement étaient non tribaux et leurs chefs, et c'est significatif, étaient Faee Békas (poète et instituteur) Ramzi Fattam (ancien officier de l'armée ottomane) et Tawfik Qazaz (marchand)⁽²⁾. Dans son commentaire sur l'importance de ce soulèvement, Djalal Talabani a écrit : " pour la première fois dans l'histoire contemporaine du Kurdistan nous avons assisté à un soulèvement urbain mené par des Kurdes instruits et non plus par des princes et des chefs tribaux"⁽³⁾. La révolte fut spontanée et manqua d'organisation; ce qui explique son échec et montre le faible degré d'organisation dans l'action kurde à cette époque. Le résultat immédiat de la rébellion à Sulaimanya fut le rappel aux affaires politiques du Cheikh Mahmoud, exilé en Perse. onze jour après la sédition le Cheikh Mahmoud traversa la frontière, entra en Irak sous le prétexte d'assister aux cérémonies funéraires, à l'occasion de la mort d'un des chefs de la tribu Pichdar, en réalité, il essaya de trouver des appuis dans cette tribu et dans la tribu Hawraman. Mais comme il n'obtint aucun engagement précis, de la part de ses interlocuteurs, il s'en retourna tranquillement en Perse, quelques semaines plus tard⁽⁴⁾.

Londres avait alors conscience de la gravité

(1) - Sluglett, op.cit, P. 190

(2) - Talabani, Op.cit., P. 112

(3) - Ibid. P. 113

(4) - Sluglett, Op.cit, P. 191

de la situation et craignait que d'embarrassantes questions ne soient soulevées à Genève. On fit donc pression sur le gouvernement irakien pour qu'il se hâte de mettre en oeuvre les décisions du Conseil des Ministres du mois de juillet de cette année.

Deux jours après le soulèvement de Sulaimanya, le Premier Ministre Madfaa'i fut persuadé, enfin, de signer un memorandum adressé aux Mutasarifis(gouverneurs) des provinces kurdes, leurs ordonnant d'agir selon les décisions adoptées à la réunion du cabinet irakien. Salim Zaki de Chamchanal fut nommé directeur général adjoint au Ministère de l'Intérieur et, le 30 septembre, Sayyid Nuri Barzanji de Sulaimanya fut nommé inspecteur général des écoles kurdes⁽¹⁾.

La Société des Nations, subissant l'influence et les pressions de la Grande-Bretagne, rejeta, le 22 décembre, les appels lancés par les Kurdes pour obtenir leur indépendance. Mais, elle demanda aux Anglais de les aider " à instituer les mesures législatives et administratives prévues pour assurer aux Kurdes la situation à laquelle ils peuvent prétendre"⁽²⁾. L'Irak devint membre officiel de la Société des Nations en 1932. Les gouvernements irakiens qui se sont succédé pendant la monarchie jugèrent suffisant de lâcher quelques concessions sur le papier, et de continuer à gagner du temps, sans essayer de résoudre sérieusement le problème kurde.

(1) - India Office, Events in Kurdistan, Dossier 13/14 Vol . VIII

(2) - India Office, Events in Kurdistan, dossier 13/14 Vol X

Le nationalisme kurde de 1932 à 1946

En 1932, un groupe d'étudiants kurdes de la faculté de droit de Bagdad formèrent une association socio-culturelle appelée Komal-i Lawan (l'Association de la Jeunesse). L'Association commença à publier une revue, Yadgari Lawan (souvenirs de jeunesse), qui marqua les débuts de la carrière politique de son éditeur, Ibrahim Ahmad (M . Ahmad parviendra jusqu'au poste de Secrétaire général du PDK de 1949 - à 1964 et, comme nous le verrons, sera le principal rival de Barzani). De nombreux étudiants kurdes de Bagdad tombèrent à cette époque, sous l'influence de diverses forces d'opposition arabe. Dans les années trente, deux tendances semblent avoir attiré les étudiants kurdes de Bagdad : Djamat - Al- Ahali (le groupe Ahali) et le Communisme.

1 - Djamat al-Ahali :

Le 2 janvier 1932, le premier numéro du journal al-Ahali (le peuple) fut publié à Bagdad. Les éditeurs de la revue insistaient sur l'idée que le " patriotisme", dans le contexte de l'Irak de l'époque ne consistait pas seulement à réclamer de l'Angleterre , l'indépendance, mais exigeait aussi une lutte pour l'amélioration des conditions sociales et économiques de tous les Irakiens sans distinction de race et de religion (1). Les idées du journal rencontraient un écho

(1) - Cf. Moustafa, Abul-Jabar, - تجربه العمل الجبهوى فى العراق بين ١٩٢١ - ١٩٥٨ (l'expérience des Fronts en Iraq entre 1921-1958), Bagdad, Ministère de la Culture, 1978, P. 108. Et, Spencer, William, Political Evolution in the Middle-East, Philadelphia, J.B.. Lippicoutt Company, 1962, P. 271.

favorable parmi la jeunesse instruite dans l'ensemble du pays. Kamil al-Chaderchi, dont le nom est inséparable de la social-démocratie irakienne, rejoignit le Ahali en 1933 et peu de temps après persuada Ja'far Abu Timan , un personnage connu et respecté en Irak, de faire de même⁽¹⁾. Le groupe décida de ne pas se transformer en parti politique mais ressentit le besoin d'établir des contacts avec des membres des forces armées. C'est pourquoi des discussions furent engagées par l'intermédiaire d'Hikmat Sulaiman, avec le Général Bakir Sidqi, un urde qui, en 1936, fera le premier coup d'Etat militaire de l'histoire moderne des pays arabes.

2 - Communisme

Les premiers cercles communistes avaient commencé d'apparaître en Irak, au début des années 20. Le 24 décembre 1924, l'un d'eux publia le premier numéro d'un bi-mensuel, Al-Sahifa. Mais ce ne fut pas avant 1934 que les communistes formèrent leur première organisation connue sous le nom de Jam'yat Mukafahat (association de lutte contre l'impérialisme et l'exploitation) qui devint, un an plus tard, le parti communiste irakien⁽²⁾. Bien que selon plusieurs rapports britanniques les idées communistes se soient propagées parmi les Kurdes dès 1918, les convictions

(2) - Al-Wakil, Fuad Hussien, جماعه الاهالي في العراق (Le groupe Ahali en Irak), Bagdad, ed. Al-Rashid, 1979, P. 133.

(3) - Pour plus de détails sur l'histoire du parti communiste à cette époque, cf. Batatu, Op.cit., PP. 389-462.

communistes à cette époque n'étaient partagées que par un très petit nombre de Kurdes de retour des camps de prisonniers en Russie après la première guerre mondiale. Les communistes ou les sympathisants communistes kurdes, pendant les années trente, étaient presque uniquement cantonnés à Bagdad. Les plus connus parmi eux sont Hamza Abdullah qui devint Secrétaire Général du PDK de 1946 à 1949 et Sammad Mohamed, membre du premier comité central du PDK en 1946⁽¹⁾. Ibrahim Ahmad, proche des idées marxistes, à ce moment, préféra rester indépendant, et ouvert à toutes les options politiques⁽²⁾.

Le coup d'Etat de Bakir Sidqi:

Dans la nuit du 27 au 28 octobre 1936, des détachements de l'armée irakienne, sous le commandement du Général Bakir Sidqi prirent le contrôle de Bagdad. tuèrent le Ministre de la défense (Ja'far al-Askari), forcèrent le Roi Gazi qui avait succédé à son père, Faisal sur le trône d'Irak à remplacer le premier Ministre Yasin Al-Hachimi par Hikmat Sulaiman qui, comme nous l'avons dit, appartenait au groupe al-Ahali. Le matin du coup d'Etat, des tracts circulaient dans Bagdad, signés Bakir Sidqi, président du Al-Qua al Watanya Islahya (force patriotique de réforme). Le 2 novembre, une grande manifestation de soutien en faveur du nouveau gouvernement, à laquelle participa activement le parti communiste nouvellement créé,

(1) - Entretien avec Ibrahim Ahmad - Paris Mai 1983

(2) - Ibid.

déferla dans les rues de la capitale⁽¹⁾. Cet épisode de l'histoire irakienne qui se termina par l'assassinat de Bakir Sidqi le 11 août 1937 par un groupe de nationalistes arabes, mérite d'être considéré dans ce chapitre à la lumière des révélations récentes de Monsieur Frim Grobba, Consul- Général d'Allemagne en Irak de 1932 à 1939. Dans ses mémoires intitulés Männer und Mächte im Orient, M. Grobba affirme que non seulement Bakir Sidqi était un nationaliste kurde mais-à l'étonnement général - donne des détails sur ce qu'il appelle le plan de Sidqi pour créer un Etat kurde, dont le gouvernement allemand nous dit-il, était informé: " Bakir Sidqi, venait me voir tous les jours... au cours de l'une de ces visites, il me dit qu'il souhaiterait inviter un officier de l'Etat-Major allemand, pour lui demander de mettre sur pied un plan de défense du Kurdistan au cas où les Anglais occuperaient Bagdad. M. R. Hiens un officier supérieur à la retraite vint à Bagdad, se faisant passer pour un géologue. Au cours de leur entrevue, Bakir Sidqi lui demanda des suggestions pour la défense générale du Kurdistan et sur les moyens de résister à une attaque possible de l'Irak. Sur la demande de Sidqi, Hiens se rendit en Irak pour examiner la situation à la frontière. Il se rendit par deux fois au Kurdistan, rencontra des chefs locaux et eut des entretiens avec eux... Hiens discuta avec Sidqi des moyens de créer une armée kurde, et de trouver les armes et le soutien logistique"⁽²⁾. D'autres sources

(1) - Himedi, Dja'far Abbas التطورات السياسية في العراق ١٩٤١ - ١٩٥٣
(Les Développements politiques en Irak 1941-1953), Bagdad, Al-Numan Press, 1975, PP. 343-344.

(2) - Grobba, Fritz, Männer und Mächte im Orient, Gottingen, 1967, PP. 157-158. Pour la traduction des textes allemandes je suis redevable à Melle Frédérique Longuet - Marx.

ont confirmé la visite de cet officier en Irak et son rapport à Sidqi sur un plan de défense du Kurdistan.

Taha Al-Hachimi, chef de l'Etat Major irakien avant que Sidqi n'occupe ce poste, a écrit dans ses mémoires que "Bakir fit venir un officier allemand, avec l'aide de Grobba, pour examiner les frontières kurdes de Rawandouz à Khanaqin. Après l'étude, l'officier fit son rapport en allemand dont une copie traduite en anglais fut remise à Grobba. Bakir cacha la copie qui lui fut donnée. Et on n'a jamais retrouvé le rapport dans les archives de l'armée irakienne (1)", les recherches les plus récentes dans les archives allemandes sur le coup d'Etat de Sidqi ne font que répéter les assertions de M. Grobba et n'apportent aucun éclairage nouveau sur cette affaire (2). Cela veut-il dire que les archives du Ministère des Affaires Etrangères allemand ne font pas mention des plans de Sidqi? dans cela, n'est-il pas étrange que toutes les références à une question aussi importante aient pu disparaître?

Les craintes de Sidqi d'une possible occupation de Bagdad par les Anglais peuvent expliquer sa demande d'aide à un officier allemand- cependant, Grobba pense qu'il ne s'agissait que

(1) - (Les mémoires de Taha al-Hachimi), P. 242, cité par Safwat, Najdat Fathi, العراق في مذكرات الدبلوماسيين الاجانب (L'Irak dans les mémoires des diplomates étrangers), Beyrouth, ed Maktaba al-Asrya, 1969, P. 116.

(2) - Kopietz, H. H., " The use of German and British Archives in the study of the Middle-East : The Iraqi coup d'Etat of 1936", dans Abbas Kelidar(ed), The Integration of Modern Iraq, Londres, Groom Helm Ltd., 1979, PP. 60-61.

d'un prétexte : "quand Sidqi discutait ses plans de défense du Kurdistan, il me confia secrètement qu'il était kurde et que son intention était de fonder un Etat kurde qui incluerait les Kurdes d'Iran, d'Irak et de Turquie et que cet Etat devait avoir les moyens de se défendre de ses voisins. C'était un sujet d'extrême importance qui, disait-il, lui tenait très à coeur. C'est la raison pour laquelle il voulait avoir le rapport d'un expert au sujet de la défense du Kurdistan. Ses déclarations indiquant qu'il voulait défendre l'Irak dans le cas d'une occupation anglaise de Bagdad n'étaient que de simples prétextes, il me semble que je ne suis pas le seul à qui il aurait confié ses intentions réelles. Ceci explique l'animosité des Arabes à son égard et explique les causes de son assassinat⁽¹⁾".

Ibrahim Ahmad, se fondant sur les discussions qu'il avait eues avec Djamal Djamil- l'aide de camp de Sidqi - insiste pour dire qu'aucun plan d'Etat kurde n'a existé et rejette toute l'affaire comme étant une "invention de Grobba"⁽²⁾. En vérité, il semble tout à fait étrange que Sidqi n'ait pas parlé de cette question avec des nationalistes kurdes. Le mystère demeure entier.

En 1937, après l'assassinat de Sidqi, Ibrahim Ahmad publia son fameux livre, الاء كراد و العرب (Les Kurdes et les Arabes) tiré de sa thèse écrite pour son diplôme de droit. Cela lui valut d'être arrêté quelque temps. Cet ouvrage marque un virage dans l'attitude des Kurdes nationalistes d'Irak puisqu'il dit, pour

(1) - Grobba, Op.cit, P. 159

(2) - Entretien avec Ibrahim Ahmad, Londres, 1984.

la première fois, que le problème kurde peut trouver sa solution à l'intérieur de l'Etat irakien. Ahmad affirmait que cela pouvait se faire grâce à l'unité kurde-arabe contre leur ennemi commun qu'il désignait comme "l'impérialisme et les réactionnaires de l'intérieur"⁽¹⁾.

Deux ans plus tard, en 1939, Ibrahim Ahmad se mit à publier une revue littéraire : Galawêj (vénu) qui contenait de nombreux articles et études sur la langue et la littérature kurdes. Cette revue qui parut jusqu'en 1949 devint vite le point de ralliement des nationalistes kurdes au point que les Anglais désignaient Ahmad dans leurs rapports comme " l'homme le plus dangereux de Sulaimanya"⁽²⁾. En 1939, Komala Lawan (l'association de la Jeunesse) s'était dispersé, la plupart des ses membres ayant obtenu leur diplôme de l'université, étaient retournés dans leur ville d'origine.

Tandis que les nationalistes kurdes avaient été actifs à Bagdad, deux organisations éphémères de peu d'importance apparaissaient au Kurdistan : Fidai -i-Watan (les combattants pour la patrie) fut fondé en 1935 à Sulaimanya, et compta 20 adhérents, et cessa d'exister l'année suivante⁽³⁾. Au début de 1939, le Cheikh Latif (le 3e fils du Cheikh Mahmoud) fonda une organisation du nom de Brayati (fraternité). Cependant, ses activités se limitèrent à Sulaimanya et quelques mois plus tard elle sombra dans l'oublie.

(1) - Cf. Talabani, Op.cit., P. 119

(2) - The Public Record Office, Fo 624/138 Xc/A/022400.

(3) - Himédi, Op.cit., PP 216-217.

La même année⁽¹⁾, cependant, une nouvelle organisation qui devait dominer la politique kurde tout au long des années de la 2e guerre mondiale fit son apparition : Hewa (espoir). Sans aucun doute Hewa était la première organisation politique structurée au Kurdistan irakien. Le parti était composé essentiellement de gens de la ville : officiers, étudiants, juristes. Dans un sens, l'organisation était une assemblée disparate, regroupant des nationalistes kurdes aux motivations différentes, et dont la cohésion politique était faible. Himédi rapporte que l'organisation fut formée sur l'initiative d'un groupe d'officiers kurdes qui voulaient l'indépendance kurde et la création d'un Etat kurde⁽²⁾. La prédominance d'un groupe d'officiers à la direction de l'organisation pourrait expliquer pourquoi Talabani

(1) - Kutschera, op.cit. P. 135, par erreur donne 1941 comme date d'apparition de Hewa sans préciser d'où il tient cette information. Sans vouloir critiquer le travail de Kutschera, ses informations sur les organisations kurdes de cette époque, sont nous le regrettons, peu dignes de foi. Par exemple, il parle de Hewa comme d'une "tendance de gauche" et de son secrétaire général, Rafiq Hilmi- bien connu pour ses idées pro-anglaises - comme d'un "nationaliste socialisant" ! (P. 151). Dans tous les ouvrages consultés, l' Hewa n'est nulle part, sauf par Kutschera, évoquée dans ces termes. Talabani, par exemple, qui est beaucoup mieux informé que Kutschera sur la politique kurde et qui a interrogé personnellement Rafiq Hilmi, déclare : "Hewa était une organisation nationaliste qui comprenait des personnes très mélangées. Dès 1945, les intellectuels kurdes s'en tinrent éloignés, la jugeant comme un parti de droite" P. 121. cette affirmation est confirmée par Dja'far Abbas Himédi, Op.cit. P. 218-219, Sa'ad Jawad, Op.cit. P. 13. Wadie Jawideh Op.cit. P. 342.etc

(2) - Himédi, Op.cit., P. 218.

a parlé de " la présence d'idées militaires"⁽¹⁾ dans l'organisation. Au début de la 2ème guerre mondiale, quelques membres de Hewa auraient flirté avec les idées nazies et auraient gardé un contact étroit avec la légation allemande à Bagdad par le truchement de M Fritz Grobba⁽²⁾. Cependant, ces Kurdes comme beaucoup d'Arabes nationalistes étaient avant tout fascinés par la puissance militaire allemande et la possibilité de compter sur leur aide en cas de conflit avec les Anglais : selon le vieux concept : " l'ennemi de mon ennemi est mon ami".

Cette attitude devint, tout de même, une source de conflit et de désaccord au sein de l'organisation. Rafiq Hilmi, fondateur et secrétaire général de l'organisation avait foi en une coopération kurdo- anglaise. Et donc quand Mulla Moustafa Barzani se rebella contre le gouvernement central en 1943, Hilmi conseilla aux membres de garder une attitude neutre⁽³⁾. Les officiers eux, ne voyaient aucune espoir du côté anglais et considéraient la révolte de Barzani comme une occasion rêvée de faire avancer les projets des Kurdes nationalistes. Bientôt, l'organisation éclata; les officiers et la majorité du parti rejoignirent Barzani et Hilmi abandonna la politique pour se consacrer à l'étude de la littérature kurde.

La révolte de Mulla Moustafa en 1943-1945, marqua les débuts de son extraordinaire ascension dans la politique kurde.

(1) - Talabani , Op.cit, P. 121.

(2) - Ibid. P. 122

(3) - Cf. Edmonds, J.C., " The Kurds of Iraq " dans the Middle-East Journal, II, 1957, P. 59.

Les années suivantes, il devint le leader incontesté des Kurdes irakiens mais étendit son autorité sur les Kurdes de Turquie et d'Iran. Avant d'examiner les causes et les conséquences de sa rébellion de 1943, il faudrait raconter, dans les grandes lignes l'histoire de son clan : les Barzanis.

Contrairement à l'idée couramment répandue, Barzan n'est pas une tribu mais une fédération de tribus inféodée au Cheikh Naqshbandi du village de Barzan. Les origines des Cheikhs de Barzan ne sont pas claires et continuent, aujourd'hui d'être une source de disputes. Hassan Moustafa, un Arabe irakien, affirme que " les origines de la famille des Cheikhs de Barzan sont en Iran. Leur arrière grand-père, Cheikh Mohamad vint dans le nord de l'Irak, pendant la période ottomane. Ils s'installa dans le village de Bazi à sept kilomètres à l'ouest du village de Barzan. Il créa des Khanaqas (endroits de prières pour les soufis), et réussit à convaincre la tribu Biroch d'adhérer à sa tariqa (voie mystique). Peu à peu sa tariqa se propagea aux autres tribus de la région. A sa mort, son fils Abdul-Rahman poursuivit son oeuvre et occupa le village de Barzan dont la majorité des habitants étaient Assyriens; quelques-uns se firent musulmans tandis que d'autres s'en allèrent à Hakari (en Turquie, aujourd'hui). C'est ainsi que Abdul Rahman fut appelé " le Cheikh de Barzan" et les membres de sa famille les "Barzanis"⁽¹⁾. Peresh, qui a écrit un ouvrage très détaillé sur les Barzanis, ne fait aucune mention

(1) - Moustafa, Hasan, البارزانيون (Les Barzanis), Beyrouth, ed Al-Talila, 1963, PP. 17-18.

des origines iraniennes de la famille mais ne conteste pas l'idée que l'histoire moderne des Barzanis commença après que le Cheikh Abdul-Rahman se fut s'emparé du village de Barzan (probablement en 1826)⁽¹⁾ pour en faire le centre de l'ordre Naqshabandi. Comment cet ordre Neqshabandi arriva-t-il au Kurdistan?

Fondé par Baha al-Din Naqshaband de Bukhara (1318-1385) l'ordre Naqshabandi n'eut pas de prolongement au Kurdistan avant le début du XIXe siècle. Le mouvement prit naissance au Kurdistan grâce à un homme doué de talents exceptionnels : Diya-al-Din Khalid Mussien, connu généralement sous le nom de Mawlana Khalid al-Naqshabandi (1779-1827). Mawlana Khalid grandit pendant l'âge d'or de la principauté de Baban mais son mouvement ne prit pas beaucoup d'ampleur de son vivant.

L'anthropologue Hollandais Martin Van-Bruinessen, qui a longuement étudié les ordres soufis kurdes, met en avant une des particularités de Naqshabansyya au Kurdistan : " contrairement aux autres ordres qui sont généralement associés aux classes moyennes urbaines et traditionnelles, de nombreux disciples Naqshabandi au Kurdistan sont des villageois et parfois, de pauvres villageois"⁽²⁾.

(1) - Peresh بارزان و حركة الوعى القومى الكردى ۱۸۲۶ - ۱۹۱۴
(Barzani et le mouvement nationaliste kurde 1826-1914, Téhéran(?), 1980, P. 33

(2) - Van Bruinessen, Martin, " Popular Islam, Kurdish nationalism and rural revolt : The rebellion of shaikh Sa'id in Turkey (1925)" dans Janos M. Bak et Gerhard Benecke(ed), Religion and rural revolt, Manchester, Manchester University Press, 1984, P. 286

C'est intéressant de noter que les Cheikhs de Naqshabandya ne faisaient partie dans la majorité des cas d'aucune tribu. Ce qui, en plus de leur sainteté supposée, en faisait des médiateurs idéaux, dans les conflits tribaux : "le plus puissant cheikh naqshabandi vit dans des régions dépourvues de chefs de tribus assez puissants pour résoudre les conflits"⁽¹⁾.

Les disciples du cheikh lui sont totalement soumis. Pour beaucoup d'entre eux, le cheikh n'était pas seulement un homme pieux mais un saint capable de miracles, dont les amulettes portant des inscriptions écrites à la main protégeaient du danger et des influences mauvaises, et dont la salive était un remède infallible. Dans de nombreux coins du Kurdistan la présence d'un cheikh était primordiale et il y avait un proverbe populaire kurde qui disait : " si vous n'avez pas de Cheikh c'est le diable qui prendra sa place".

Dans l'entourage immédiat du cheikh, on peut distinguer deux sortes d'hommes :

a) Des hommes d'un certain âge ayant renoncé à la vie séculière pour suivre une discipline spirituelle, dans l'entourage du cheikh.

b) L'escorte du cheikh, composée d'hommes armés et féroces qui faisaient office de gardes du corps et qui faisaient respecter la loi.

Après la mort de Mawlana, le mouvement Naqshabandi se divisa en deux tendances, l'une adoptée par les cheikhs de Barzan et Chamdinar (Irak et Turquie) qui alliaient la vie spirituelle

(1) - Ibid.

et les affaires politiques et l'autre suivie par les cheikhs de Hawraman(Irak-Iran) qui prônaient le recueillement dans la prière et la non-ingérence dans les questions politiques⁽¹⁾. Comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, le cheikh Ubaidulla Chamdinan avait mené, en 1880, une des plus grandes révoltes kurdes, au XIXe siècle, contre l'autorité ottomane. Au XXe siècle, le cheikh Abdul-Salam II (frère aîné de Mulla Moustafa) se rebella, à plusieurs reprises, contre l'autorité ottomane, jusqu'à sa capture finale et sa pendaison publique l'été 1914, quelques mois avant l'occupation britannique⁽²⁾. Nous avons vu dans ce chapitre comment le cheikh Ahmad(frère d'Abdul-Salam et Mulla Moustafa) fut un des premiers à résister contre l'occupation britannique en 1918.

En 1931, le cheikh Ahmad se révolta de nouveau, pour manifester son mécontentement devant l'extension de l'autorité centrale à cette région. Cette révolte, purement tribale fut facilement écrasée par l'armée irakienne. Le cheikh Ahmad et son frère Mulla Moustafa trouvèrent refuge tous les deux, le long de la frontière turque. Ils furent ramenés à Istanbul et deux ans plus tard, en 1933, furent remis aux autorités irakiennes qui les exilèrent d'abord à Nasserya (sud de l'Irak) et ensuite, en 1936, à Sulaimanya.

Les révoltes de Mulla Moustafa 1943-1945

A l'été 1943, Mulla Moustafa s'enfuit de

(1) - Cf. Hakim, Halkout, Op.cit, PP. 225-268

(2) - Peresh, Op.cit, P. 144.

Sulaimanya, son retour dans la tribu natale provoqua une série d'événements qui très vite devaient aboutir à des conflits armés avec les forces du gouvernement. Plusieurs raisons ont été avancées pour expliquer le retour soudain de Mulla Moustafa à Sulaimanya.

D'abord, le maigre subside que le gouvernement lui avait attribué, à lui et à sa famille apparut totalement insuffisant pour subvenir aux besoins élémentaires de Barzani en exil et de son entourage⁽¹⁾. D'autre part le mutasarif kurde (le gouverneur) de Sulaimanya, M. Moustafa Qaradaghi, éprouvait un ressentiment profond contre les Barzanis et avait poussé la police à les harceler.

Quoi qu'il en soit, dès que Barzani arriva dans la région, il demanda au gouvernement d'accorder une amnistie générale aux Barzanis exilés à Sulaimanya et d'étendre son aide économique au peuple Barzani⁽²⁾. La situation économique dans cette région était désespérée. Des rumeurs, confirmées par la suite, circulaient sur l'état de famine qui sévissait dans le pays Barzan au point que les gens en étaient réduits à manger des glands faute de grains⁽³⁾.

Wadie Jwaideh, inspecteur du gouvernement à cette époque, avait visité la région et constaté quelles y étaient

(1) - Ibid, P. 670.

(2) - Al-Brijkani, Muhammad, حقائق تاريخيه عن القضية البارزانيه (faits historiques à propos du problème barzani), Bagdad, al-Ahali press, 1953, PP. 17-18.

(3) - Cf. Elphinston, "The Kurdish question", in International Affaires XXII, Janvier 1946, P. 99.

les conditions de vie, et confirmé toutes ces rumeurs⁽¹⁾.

Le gouvernement fit la sourde oreille aux réclamations des Barzanis et donna ordre à la police de prendre des mesures contre eux. Mulla Moustafa, en représaille, mena une attaque réussie contre les postes de police de Chandeh et Khirzok⁽²⁾. Ce coup d'éclat rehaussa le prestige de Mulla Moustafa chez les Kurdes et lui permit de se procurer les armes et les munitions dont il avait tant besoin. Il continua d'attaquer des postes de police isolés jusqu'à ce qu'il se soit constitué un stock d'armes suffisant. Une colonne de l'armée irakienne fut envoyée pour mater la rébellion, mais les Barzanis, réputés pour leurs talents guerriers, la mirent en déroute. C'est alors que le gouvernement voulut négocier.

Le 25 décembre 1943, Nuri As-Sa'eed, premier Ministre à l'époque, remania son cabinet pour y faire entrer un Kurde: Majid Moustafa, qui avait été en contact avec les membres de la Hewa, recommanda la nomination d'officiers kurdes qui serviraient d'intermédiaire entre les tribus et le gouvernement⁽³⁾. Ces officiers, en l'occurrence, étaient membres de la Hewa et d'ardents nationalistes kurdes. Il s'agissait de : Amin Rawandjzi, Izzat Abdul Aziz Moustafa Khochnaw, Mir Haj Ahmad, Majid Ali, Sayyid Aziz Sayyied Abdullah. et Fouad Aref⁽⁴⁾ (ce dernier ne faisait pas partie de la Hewa mais dut sa nomination à ses liens familiaux avec Majid Moustafa). Le 7 janvier 1944, Majid

(1) - Cf. Jwaideh, Op.cit, P. 675

(2) - The Times , " unrest in Kurdistan", Londres, 11 avril, 1944, P.5.

(3) - Cf. Ardalan, Ismail, اسرار بارزان (les secrets de Barzan), Téhéran, Mazahiri press, 1946, P.7 et Al-Brifkani, Op.cit, P. 19.

(4) - Ardalan, Op.cit. P. 680.

Moustafa quitta Bagdad pour rencontrer Barzani à Mergasor où ils parvinrent à un accord sur un certain nombre de points, y compris la cessation des hostilités et l'aide économique à la région de Barzan. Mais, en l'absence de Nuri As-Sa'eed, en tournée à l'étranger, le cabinet irakien, à l'instigation d'Abdulllah (l'oncle du Roi), rejeta l'accord, assurant ainsi au cabinet la prépondérance de la faction anti-kurde⁽¹⁾. Nuri As-Sa'eed qui avait accepté le principe des revendications de Barzani, fut contraint à la démission et un nouveau cabinet dirigé par Hamdi al Pachachi fut formé, pour venir à bout de l'insurrection de Barzani. Plus d'un an s'écoula au cours duquel chacun renforça ses positions, prêt au prochain affrontement.

Finalement, à l'été 1945, trois colonnes de l'armée convergèrent sur Barzan et le gouvernement turc s'empressa de fermer ses frontières avec l'Irak⁽²⁾. Le gouvernement sut utiliser à son profit des tribus kurdes (les Jach)⁽³⁾ contre les Barzanis. En outre, en dressant les Kurdes les uns contre les autres, le gouvernement voulait prouver qu'il n'était pas en guerre contre les Kurdes mais contre un rebelle hors-la-loi⁽⁴⁾. A la mi-septembre, Barzani dut supporter un coup sévère quand les tribus Zébaries décidèrent

(1) - Jwaideh, Op.cit, P. 680

(2) - Ibid, P. 697.

(3) - C'est un mot kurde qui désigne les Kurdes combattant aux côtés du gouvernement qui veut dire " petit âne "

(4) - Pour les déclarations officielles du gouvernement irakien pendant cette période, cf. Husni Abdul-Razaq, تاريخ الوزارات العراقية (l'histoire des cabinets irakiens), vol.VII, sidon, ed al-Urfan, 1955, PP. 168-71. Cet ouvrage composé de dix volumes, retrace tous les événements d'important, en Irak, pendant la Monarchie, indispensable à connaître pour comprendre la pensée officielle de l'époque en Irak.

de s'allier aux forces gouvernementales. Un mois plus tard, Barzani, encerclé de toutes parts, réussit à se faufiler en Iran, par le passage de Keleshim, accompagné de nombreux partisans armés dont le groupe d'officiers de la Hewa⁽¹⁾. Avant de considérer les événements survenus au Kurdistan iranien, qui influencèrent ceux du Kurdistan irakien, ou qui en subirent l'influence, il conviendrait d'examiner de plus près les causes de la révolte et le rôle qu'y jouèrent les membres de la Hewa. Nous nous sommes servi de trois documents inédits, du Public Record Office, pour présenter le mécontentement de Barzani. Ces documents révèlent, pour la première fois, que les revendications de Barzani, d'ordre purement économique, concernaient sa tribu plutôt que le peuple kurde tout entier. Le premier document est un rapport rédigé par un conseiller politique adjoint à Mossoul à propos d'un entretien avec Barzani. Le deuxième et le troisième documents sont signés par le capitaine Stocxs, Conseiller politique adjoint britannique à Arbil, après des entrevues avec Mulla Moustafa.

Dans son rapport daté du 29 avril 1945, le conseiller politique adjoint de Mossoul, raconte son entrevue avec Barzani, en ces termes : "...une interminable discussion fut entamée, au cours de laquelle Mulla Moustafa insista sur ses difficultés... je ne mentionnerai que les détails significatifs. Il considérait tout à fait insuffisants les mille cinq cents dinars⁽²⁾ accordés (par le gouvernement irakien) pour la reconstruction du village (nous supposons qu'il parle du village de Barzan). La plus grande pâtie des trois

(1) - Brifkani, Op.cit, P. 22.

(2) - Officiellement un dinar équivalant à 26 francs aujourd'hui.

mille dinars promis pour 1944-1945 seront, dit-il, distribués aux propriétaires de mules...il fit mention du chiffre de trois cents veaux pour la région et de mille cinq cents tonnes de grains d'orgg, de pois, de lentilles et de riz. Quant aux moutons, il affirma que sa famille possédait dix mille moutons avant son envoi en exil, dont mille avaient été confiés à Ulu Bag, quand celui-ci fut placé sous surveillance(par le gouvernement irakien), il les avait tous perdus...⁽¹⁾

Le rapport continue en disant que " Barzani vit dans le refuge le plus misérable et de tous côtés on rapporte qu'il vida sa bourse jusqu'au dernier centime pour venir en aide à son peuple, de fait, à la fin, il m'avoua, malgré la honte qu'il en éprouvait, qu'il se trouvait dans une situation financière désespérée et indiqua qu'il nous serait reconnaissant de l'aide que nous pourrions lui fournir⁽²⁾.

Ce document nous renseigne sur deux choses:

a) Barzani avait des revendications précises et détaillées à faire au nom de sa tribu.

b) Barzani s'est trouvé dans une situation financière désespérée et bien que les raisons de ces difficultés n'aient pas été clairement exprimées, il est évident que Barzani en tient le gouvernement irakien pour responsable, comme le montre un autre chapitre de ce document : " tout au long de l'entretien, il revint sur l'idée qu'il ne faisait aucune confiance au gouvernement, quant à son désir de l'aider... mais je lui demandai d'être réaliste et lui fis remarquer

(1) - The Public Record Office, lettre N° M/15/279. FO 624/71

(2) -Ibid.

que beaucoup de cheikhs puissants dans le sud n'éprouvaient pas davantage de tendresse à l'égard de Bagdad, mais qu'ils s'arrangeaient pour dissimuler leurs sentiments afin d'obtenir ce qu'ils voulaient"⁽¹⁾.

Si le mécontentement dû aux difficultés économiques de la région avait été le motif essentiel de la révolte de Barzani, comment expliquer l'introduction de revendications nationalistes dans les requêtes adressées au gouvernement irakien par Barzani?

Selon nous, elles s'expliquent par la participation d'officiers de la Hewa-i.e. d'éléments urbains - à sa rébellion. Le même phénomène qui avait eu lieu du temps du Cheikh Mahmoud, se répétait avec Barzani : les nationalistes profitant d'une révolte tribale ou locale pour servir leur cause. Selon le deuxième document , la présence d'officiers de la Hewa "liait la rébellion locale de Mulla Moustafa avec le principal courant du nationalisme kurde".

Dans son premier rapport, daté du 17 mars 1945, le Capitaine Stock parle de ces officiers comme "des nationalistes kurdes les plus pragmatiques et les plus intransigeants", et leur attribue toutes les revendications concernant la réorganisation et le développement économique de la région : " cette attitude est celle des officiers alors qu'on ne sait pas dans quelle mesure Mulla Moustafa partage leurs intérêts". Le rapport se poursuit : "...bien que ces officiers de liaison plus que Mulla Moustafa aient été les instigateurs de la revendication d'une semi-autonomie pour la région kurde, il ne fait pas de doute que Mulla Moustafa exigera cette semi-autonomie pour sa propre région...quant au reste des régions kurdes, les officiers ne tendent

(1) - Ibid.

à rien d'autre qu'à leur indépendance de fait; et Mulla Moustafa... sans aucun doute accueillera favorablement l'extension de son système d'alliances actuel qui protègerait sa position avec plus d'efficacité qu'un encadrement administratif irakien"⁽¹⁾.

Le second et dernier rapport du Capitaine Stock, daté du 27 mars 1945, confirme les deux principaux griefs de Barzani : " Barzani éprouve une haine et une méfiance malade, à l'égard du gouvernement irakien...son unique désir est qu'on le laisse agir à sa guise...en conclusion, nous discutâmes des problèmes matériels de la région. Mulla Moustafa insista sur la nécessité d'un prêt en faveur de l'agriculture, qui permettrait d'acheter des semences et des charrues. Il demandait une aide pour planter des noyers; il réclamait aussi de la quinine et de l'atébriane".⁽²⁾

Pour résumer la situation, Barzani demande une aide économique pour le développement de sa région et la non-ingérence du gouvernement dans ses affaires. Pour parvenir à ses fins, Mulla Moustafa avait conclu une alliance avec les nationalistes dont les revendications, si elles étaient satisfaites, pourraient consolider la position. Quel rôle la Hewa joua-t-elle exactement dans la révolte?

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, il y avait des dissensions au sein de la Hewa à propos de la révolte. Mais après les premiers succès de Barzani, la majorité du parti se rangea

(1) - The Public Record Office, Lettre N° C/6/F/1093. Fo 624/71

(2) - The Public Record Office , Lettre N° C/6/F/1137. Fo 624/71

à son côté. Les officiers de la Hewa, une fois nommés pour assurer la liaison entre les tribus et le gouvernement auraient fait tout ce qui était possible " pour renforcer l'esprit nationaliste dans les régions de leur juridiction"⁽¹⁾. La Hewa aurait tenu une assemblée dans le village de Barzan le 2 décembre 1944, au cours de laquelle deux décisions majeures furent prises.

a) Le parti allait déclarer le Kurdistan autonome.

b) Le parti ne concluerait pas d'alliance avec les puissances étrangères.⁽²⁾

Au cours de cette réunion, Lujna-i-azadi (le comité pour la liberté) fut formé et chargé de mettre en oeuvre le programme suivant:

- 1 - Entrer en relation avec les organisations kurdes à l'extérieur de l'Irak et avec les forces d'opposition arabes irakiennes en lutte contre le gouvernement.
- 2 - Travailler à l'unification des tribus
- 3 - Mener une vaste campagne de propagande à l'aide de publications en kurde.
- 4 - Créer une année kurde⁽³⁾.

Conformément à ce programme, Izzet Abdul-Aziz (l'un des officiers) entra en contact avec Komal-i-jianawa-i kurd

(1) - Ardalan, Op.cit, P. 7.

(2) - Ibid, P.13

(3) - Al-Brifkani, Op.cit, PP20-21.

(l'association de renaissance kurde) qui avait été fondée au Kurdistan iranien à la mi-septembre 1942⁽¹⁾. Longrig, un officier britannique qui avait une longue expérience du Kurdistan, a signalé que les publications des nationalistes kurdes éditées en Iran, telles que Nichtiman (la patrie), étaient distribuées régulièrement parmi les membres de la Hewa⁽²⁾. De même, quelques membres de la Hewa étaient en relation avec la section kurde du parti communiste irakien, créé en 1944. Les contacts étaient aussi maintenus avec des émissaires étrangers à Bagdad : le 20 août 1945, Barzani adressa, sur les conseils des membres de la Hewa, une lettre aux émissaires anglais, américains, soviétiques, français et chinois, se trouvant à Bagdad, dans laquelle il se plaignait de mesures répressives prises par le gouvernement irakien à l'encontre des Kurdes⁽³⁾. Toutefois, la Hewa échoua dans sa tentative de créer une armée kurde et les officiers furent placés aux postes de commandement des forces de Barzani qui, de toutes façons, devaient obéissance à Mulla Moustafa seul.

Avec l'écrasement de la rébellion, l'organisation de Hewa fut à tout jamais démembrée. Ses membres furent dispersés et divisés en petits groupes sans plan ni programme . En l'absence d'une véritable direction, un groupe nommé chorech (révolution) succéda à la tête de l'activité politique kurde organisée dans les centres urbains.

(1) - Ibid.

(2) - Longrig, S., Iraq 1900 - 1950 : A Political, Social, Economic history, Londres, Oxford University Press, 1953, P. 324.

(3) - Rambot, Lucien, Les Kurdes et le droit. des textes des faits Paris, ed. Cerf, 1947, P. 75.

Chorech (شورش):

En 1944, le parti communiste irakien fut scindé en deux groupes:

- 1)-Al-Qa'ida (la base) dirigé par le secrétaire de parti Fahed.
- 2)-Wahdat-Al-Nidal (l'unité de lutte). La section kurde du parti communiste avait, dans sa grande majorité, rejoint le second groupe.

Toutefois, les deux groupes entamèrent très tôt des négociations pour tenter la réunification du parti ; les membres kurdes qui avaient appartenu à Wahdat-al-Nidal refusèrent de cohabiter avec Al-Qa'ida et persistèrent à former à eux seuls "le parti communiste kurde". Ils publièrent un journal intitulé "Chorech" et c'est sous ce nom qu'ils furent connus.

Après l'éparpillement de la Hewa, bon nombre de ses membres rejoignit Choreche, qui devint une force avec laquelle il fallait compter. Mais le fait que Choreche se soit ouvertement réclamé des idées marxistes lui attira une hostilité particulièrement virulente, des Anglais, du gouvernement irakien et de l'élite traditionnelle kurde. Selon Zaid Othman (Alias Mohamed Shérzad) les Anglais essayèrent de persuader les chefs religieux kurdes de rendre publique une Fatwa (un avis religieux) déclarant contraire à la religion islamique, l'appartenance à ce nouveau parti⁽¹⁾. C'est

(1) - Othman, Zaid (Alias Mohamad Cherzad),

(La lutte des Kurdes), Le Caire, 1946, PP. 28-29

probablement l'événement qui poussa les chefs de Choreche (Salih Haidary, Nafi Unis, Ali Abdullah, Rachid Qadyr, Aboul-Darim Tawfiq) à penser à former un "front national". Ce front fut créé pendant l'hiver 1945 et prit le nom de Rezagr-i- kurd (la délivrance des Kurdes).

Rezgar-i-kurd (رزگاری کورد) :

Au lendemain de sa création, Rezgar-i-kurde publia un manifeste faisant connaître ses buts et ses objectifs :

"1 - Notre suprême but est d'unifier et de libérer le grand Kurdistan. Le parti se situant au Kurdistan d'Irak, nous nous efforçons de sauvegarder l'Irak de l'influence de l'impérialisme et des gouvernements réactionnaires qui constituent les plus grands obstacles à l'auto-détermination de notre peuple.

2 - Nous oeuvrons pour obtenir l'indépendance administrative pour le Kurdistan d'Irak, première étape de la réalisation de l'auto-détermination kurde.

3 - Nous nous efforçons de mettre un terme à toutes les formes de minorités.

4 - Nous tâchons d'établir et de renforcer les relations avec les organisations kurdes en dehors de l'Irak pour coordonner tous les efforts tendant à la réalisation de notre

but suprême : le droit à l'auto-détermination et notre libération finale.

5 - Nous travaillons à une réforme globale des problèmes politiques, sociaux, économiques, et culturels par l'octroi des droits démocratiques, l'amélioration de l'agriculture et de l'industrie, le développement de l'éducation et la remise à l'honneur de l'histoire et de la culture kurdes.

6 - Nous cherchons à généraliser l'utilisation de la langue kurde dans les écoles et les départements ministériels dans toutes les régions kurdes.

7 - Nous tâchons de faire comprendre à toutes les nations, particulièrement celles du Moyen-Orient la cause kurde.

8 - Nous faisons notre possible pour établir des relations avec les partis et les organisations démocratiques et pour coopérer avec eux.

9 - Nous essayons d'établir des relations avec les nations démocratiques dans le but de combattre l'impérialisme, la réaction et leurs agents travaillant à la remise en vigueur du Pacte de Sa'adabad⁽¹⁾.

A l'exception du premier point (unification et libération du grand Kurdistan), les revendications des nationalistes kurdes n'ont pas changé depuis 40 ans, que ce manifeste a été rédigé.

En tout état de cause, en 1945-46, Rezgar-i-kurd connut un essor rapide et devint vite le porte-parole du mécontentement

(1) - Ibid, PP. 27-28.

des nationalistes kurdes. A cette époque, de l'autre côté de la frontière, au Kurdistan irakien, Qazi Mohamad entouré d'autres Kurdes, avait fondé " le parti démocratique kurde" et , avec l'appui de l'Union Soviétique, avait proclamé à Mahabad la création " de la République Autonome kurde". Dès la fondation de ce parti en Iran, Ibrahim Ahmad en avait créé une section à Sulaimanya. Mais , la majorité des nationalistes kurdes irakiens, y compris ceux qui s'étaient réfugiés en Iran, ressentaient la nécessité de mettre sur pied une organisation kurde indépendante en Irak. Dans les faits, cette volonté signifiait une acceptation de la division du Kurdistan : les Kurdes d'Irak vivaient depuis 25 ans sous le contrôle de l'administration de Bagdad et le " grand Kurdistan" reflétait plus, alors, un attachement sentimental qu'une réalité politique.

Une série de rencontres d'événements
la
débouchèrent en 1946 sur la convocation du premier congrès du Parti Demokrat-i- Kurdistan -i- Irak, à Bagdad, le 16 août de cette année-là. Nous allons présenter un résumé de ces événements qui nous sont connus grâce à l'aide à un document rare et inédit que nous avons obtenu grâce à l'aide de Monsieur Adnan Mufti. Ce document est la version officielle du parti sur son histoire, depuis la date de sa fondation en 1946 jusqu'à son troisième congrès en 1953. Nous n'avons traduit que la partie concernant sa fondation .

پارتي ديموکراتي کوردستاني عيراق - مهعهدي کادر :

PDK. Le Bureau Politigue. L'Institut des Cadres:

عهلي عبدالله - کورته ميژووي پارتي ديموکراتي کوردستاني عيراق
(Résumé de l'histoire du PDK) par Ali Abdoullah. 1/1/1969

Ce document est un opuscule, à usage interne, destiné aux cadres du parti. La première partie de cet opuscule (celle que nous avons obtenue) se compose de 49 pages ronéotypées et traite de l'histoire du parti jusqu'au 3ème congrès en 1953. Elle est écrite en kurde Sorani (alphabet arabe). Nous ne traduirons que de courts extraits concernant la formation du parti; il serait utile, ici, de donner un aperçu du contenu du document. Il est construit ainsi :

- 1 - Introduction
- 2 - La question kurde avant et pendant la 2ème guerre mondiale (5 pages).
- 3 - Le rôle des organisations patriotiques, nationalistes et démocratiques en Irak et au Kurdistan d'Irak avant et pendant la 2ème guerre mondiale : leurs conceptions, leur programme et leur stratégie pour la solution du problème kurde (16 pages).
- 4 - La révolution de Barzani 1943-1945 : la retraite des forces Barzani et de Sarok⁽¹⁾ avec Lujan-i Azadi (comité de liberté) à Mahabad (4 pages).
- 5 - Le comité préparatoire du parti démocratique kurde de Mahabad en 1946 (2,5 pages).

(1) - C'est un mot kurde qui veut dire le chef. Dans les publications du PDK, Mulla Moustafa est toujours désigné ainsi.

- 6 - Le congrès de Choreche et ses conséquences - Bagdad, première semaine d'août 1946 (2pages à peu près).
- 7 - Le congrès de Rezgar-i-kurd et ses conséquences - Bagdad, 2ème semaine d'août 1946.
- 8 - Le premier congrès du parti démocratique kurde - Bagdad, 16 août 1946 (2,5 pages).
- 9 - La lutte du parti démocratique du Kurdistan du 1 au 3 congrès, Kirdouk, 26 Janvier 1953(12,5 pages).

* * * * *

Texte :

"Le comité préparatoire du PDK à Mahabad en 1946

Les changements politiques en Iran, en Azerbaïdjan et au Kurdistan iranien, l'effondrement de la révolution de Barzan en 1945, au Kurdistan d'Irak amenèrent une nouvelle situation qui exigeait la formation d'une nouvelle organisation révolutionnaire progressiste, avec un programme clair et défini(..) capable de faire face aux nouvelles tâches, et les militants considéraient la naissance d'un tel parti comme une nécessité historique.

Les premières mesures furent prises dans ce sens pendant l'hiver 1945, par Sarok Barzani⁽¹⁾, Hamza Abdoullah, Mir Haj Ahmed,

(1) - On remarquera que dans ce document le rôle de Barzani a été exagéré. A notre avis, il est très improbable que ce soit lui, avec sa mentalité tribale, qui ait eu l'idée de former un parti. Nous pensons qu'il l'a rejoint en s'efforçant de former un parti qu'il pourrait diriger et garder sous son contrôle.

Nuri Ahmed Taha, Moustafa Khochnao, Mohamed Mahmoud Qudsi, Khariollah Abdoul Qarim et Izzat Abdoul Azziz⁽¹⁾ (...) Un comité préparatoire fut formé et un programme fut adopté pour la nouvelle organisation (...) Hamza Abdoullah fut chargé de retourner au Kurdistan d'Irak et de contacter les dirigeants de Choreche et de Rezgar-i et ceux de la branche irakienne du PDK iranien à Sulaimanya. Au moment de partir, il reçut les instructions suivantes à transmettre (aux chefs des organisations kurdes d'Irak) :

1 - Que le Cheikh Latif Cheikh Mahmoud et Kaka Ziyad⁽²⁾ soient nommés vice-présidents de la nouvelle organisation.

2 - Que le programme élaboré par le comité préparatoire ne soit pas modifié par la suite.

3 - Que, pour ne pas éveiller l'attention de l'impérialisme britannique, la nouvelle organisation ne déclare pas son existence avant qu'elle soit suffisamment solide. Vers la fin du printemps 1946, Hamza Abdoullah arriva à Sulaimanya où il rencontre Ibrahim Ahmed.

Il demanda aussi à Choreche d'envoyer leurs représentants discuter de la situation politique et militaire et afin d'accélérer le processus de formation du nouveau parti. Le martyr Naf'Uniss⁽³⁾ vint à Sulaimanya comme représentant de Choreche et de Rezgar-i où il rencontra Ibrahim Ahmed et Hamza Abdoullah. Naf'Uniss déclara que les décisions finales de Rezgar-i et de Choreche seraient prises après le congrès final

(1) - A l'exception de Hamza Abdoullah et de Barzani lui-même, le reste des membres du comité préparatoire appartenait au groupe des officiers de Hewa qui s'était réfugié avec Barzani à Mahabad.

(2) - C'est un seigneur connu de la région de Rawanduz, au nord d'Arbil; c'était un ami fidèle de Barzani.

(3) - Nafi'Uniss qui était membre du comité central du parti communiste irakien en 1963 fut tué sous la torture par les ba'thistes.

des deux organisations. Pour sa part, Ibrahim Ahmed accepta de dissoudre son organisation à condition que ce soit le comité central du PDK iranien qui le lui demande.

Hamza Abdoullah transmet les conditions du comité préparatoire de Mahabad à Nafi' Uniss...Choreche émit des objections que Salih al-Haidary refusa en bloc. Ali Abdoullah, Aboul Karim tewfiq et Rachid Abdul Qadyr suggérèrent que la question soit posée au congrès de Choreche et si la majorité acceptait, les autres devraient alors s'incliner...Salih Haidary et Nafi' Uniss firent tout leur possible pour que les conditions (du comité préparatoire) particulièrement celles concernant les nominations de vice-président ne soient pas acceptées... Hamza Abdoullah quitta Sulaimanya pour Bagdad où il rencontra les chefs de Choreche et Rezgar-i... Il leur demanda de réunir leur congrès le plus tôt possible pour que le congrès du PDK d'Irak puisse avoir lieu... Finalement, il fut décidé de réunir le congrès en août 1946.

Le Congrès de Choreche et ses Conséquences : Bagdad, 1ère semaine d'Août 1946

...Sur la question des nominations de Cheikh Latif et de Kaka Ziyad Choreche se scinda en deux tendances : Salih Haidary, Hamid Othman et Djamal Haidary représentant les organisations Choreche d'Arbil, de Rawanduz et de Chaqlawa acceptaient d'adhérer au PDK d'Irak à condition que ni le Cheikh Latif ni Kaka Ziyad n'en fassent partie. Ali Abdoullah, Abdoul Karim Tewfiq et Rachid Abdoul Qadyr représentant les organisations de Sulaimanya, de Kirkouk et Koi-é, jugèrent nécessaire pour sauver l'unité, d'accepter les deux hommes comme vice-présidents. Et donc, un débat animé s'ensuivit au sein du congrès...Salih Haidary, Hamid Othman,

Djama Haidary et quelques délégués d'Arbil et de Chaqlawa décidèrent de quitter le Choreche et de rejoindre le parti communiste irakien. Naf ' Uniss hésitait...mais finalement se décida lui aussi, à se joindre au parti communiste. Enfin, on décida de dissoudre le Choreche.

Le Congrès de Rezgar-i kurd : Bagdad, la 2ème semaine d'Août 1946

...Les membres du Choreche qui avaient déjà décidé de rejoindre le parti communiste ne participèrent pas à ce congrès. Par conséquent, les délégués qui restaient décidèrent à l'unanimité de dissoudre Rezgar-i et de se joindre au PDK d'Irak.

Le premier Congrès du PDK d'Irak : Bagdad, le 16 Août 1946

Le congrès rassembla tous les délégués de Choreche et de Rezgar-i qui avaient voté la formation du PDK, Hamza Abdoullah représentant Sarok Barzani et le comité préparatoire de Mahabad, Ahmed Mahmoud représentant le Cheikh Latif et Kaka Ziyad, Ibrahim Ahmed représentant la branche irakienne du PDK iranien.

Au congrès, une discussion s'engagea sur la nécessité de dissoudre la branche irakienne du PDK iranien...mais Ibrahim Ahmed refusa de le faire à moins que Qazi Mohamed(président du PDK iranien) lui demandât explicitement de le faire. Aucun argument ne fut le convaincre. Ibrahim Ahmed fut invité à quitter le congrès...Ensuite, le congrès accepta à l'unanimité le programme qui avait été déjà élaboré par le comité préparatoire de Mahabad, et se donna pour tâche d'élire un comité central, en tenant compte des nominations de Sarok Barzani... Finalement, furent élus : Moustafa Barzani, président, Cheikh Latif Cheikh Mahmoud, premier vice-président, Kaka Ziyad, 2ème vice-président,

Hamid Abdoullah, Mir Haj Ahmed, Dr. Dja'far Abdoul Karim. Ali Abdoullah, Salih al-Youssifi Abdoul Karim Tewfiq, Rachid Abdoul Qadyr, Rachid Bajdalan, Mulla Kakim Khanaqini, Awni Youssif, Taha Muhaidyn⁽¹⁾. Abdoul Samad Mohamed. Le comité central élut ensuite un bureau politique composé des personnes suivantes : Hamza Abdoullah, secrétaire, Dr. Dja'far Abdoul Karim, Ali Abdoullah, Abdoul Karim Tewfiq, Rachid Abdoul Qadyr."

* * * * *

Depuis la fondation du parti jusqu'à son deuxième congrès à Bagdad, en mars 1951, d'importants événements avaient secoué l'Irak. L'insurrection populaire de Bagdad Al-Wathba (le saut), en janvier 1948 indiquait clairement le mécontentement populaire, sous la Monarchie. Hana Batatu en a parlé en ces termes : "Al-Wathba fut la plus formidable insurrection de masse de l'histoire de la Monarchie. Elle fut déclenchée par les conditions d'exploitation, les mêmes qui depuis le début des années 40 avaient favorisé l'avance du communisme. L'insurrection revêtait des aspects nombreux et divers. C'était les couches sociales les plus basses de Bagdad, en révolte contre la faim... c'était les étudiants et les ouvriers affrontant les balles sur le pont ma'mun et mourant pour leurs idées...c'était les représentant politique des diverses couches de la classe moyenne urbaine...qui ne supportaient pas les contraintes imposées par le gouvernement..."⁽²⁾ L'Irak devait s'engager dans le wathba, pour un certain

(1) - Il est actuellement le Vice Président de l'Irak.

(2) - Batatu, Op.cit. P. 545.

temps (instabilité des partis, manifestations en juin 1948, massacre des ouvriers du pétrole à Kirkouk etc...) Mais il fallut attendre que le régime décidât de mettre ce peuple dans l'engrenage d'un nouveau traité avec l'Angleterre pour que le Wathba éclate. (1)

Bien que l'insurrection ait été réprimée dans un bain de sang, elle donnait le signal des premiers symptômes d'un régime moribond. La Wathba au Kurdistan eut pour premier effet de pousser les membres du PDK à radicaliser leurs opinions et à amplifier leurs activités. Un rapport du vice-consul britannique à Kirkouk, daté du 23 juillet 1948, fait état des manifestations à Sulaimanya où on prononça de nombreux discours : " Les orateurs à cette occasion furent Cheikh Latif (arabes et kurdes, tous unis ! à bas l'impérialisme britannique). Ibrahim Ahmad (arabes et kurdes tous unis ! à bas l'impérialisme britannique, à bas le gouvernement), Amin Haji Mulla Mouhieddin (vive Mulla Moustafa ! vive la Russie Soviétique)". (2)

Le parti semble s'être bien accommodé, au moins jusqu'en 1950, de la clandestinité. Le 26 janvier 1949, un responsable britannique, exaspéré, écrit, "à Kirkouk, tout comme à

(1) - Le vieux traité - celui de 1930 - qui réduisait virtuellement l'Irak à une excroissance de l'empire britannique était devenu anachronique. Toutefois, du point de vue des dirigeants anglais et irakiens, il était hors de question de l'abroger. Mais avec l'agitation de la population, ils comprirent la nécessité de le redéfinir en prenant soin de heurter le moins possible les sensibilités irakiennes. Sous couvert de le réviser, l'accord de Portsmouth de 1948 n'était, ni plus ni moins, si on l'examine attentivement, que la reconduction de l'ancien traité

(2) - The Public Record Office, Lettre N° 115(C/6/1),624138 XC/A/022400

Sulaimanya, il n'y a pas de partis politique officiellement reconnus. D'un autre côté, il suffit de faire le compte de tous les troubles survenus à Sulaimanya ces dix-huit derniers mois pour comprendre qu'il doit y avoir, derrière ces troubles, un noyau d'agitateurs politiques. Il n'y a pas moyen de connaître leur identité et la police est incapable de réunir suffisamment de preuves indubitables, pour prendre des mesures contre eux".⁽¹⁾

Cependant, cette situation ne dura pas longtemps. En décembre 1948, Dr. Ja'far Abdul Karim, membre du Bureau Politique, fut déchu de sa nationalité irakienne et fut envoyé en exil. On alla même jusqu'à capturer à l'automne 1950 Hamza Abdulla, le Secrétaire général de parti. La publication de l'organe du parti, Razgari, fut suspendue. De nombreux cadres du parti furent arrêtés tandis que les membres du comité central et du Bureau Politique furent dispersés et contraints à la clandestinité.

A ce moment, Nuri As-Sa'eed donna sa démission et Ali Jawdat Ayuby fut nommé Premier Ministre en novembre 1949. Le nouveau cabinet introduisit Hossein Jamil⁽²⁾, comme Ministre de la Justice. Il abolit aussitôt la loi martiale, imposée par le gouvernement sortant et relâcha de nombreux prisonniers, parmi eux Hamza Abdulla⁽³⁾. Toutefois, cette amnistie ne tourna pas en faveur d'Hamza Abdulla qui, après sa relaxe, fit figure de suspect, aux yeux de beaucoup de membres

(1) - The Public Record Office, lettre N° 64(C/6/1), FO 624/138 XC/A/022400

(2) - Monsieur Ismail été un membre éminent du Parti National Démocratique (fondé en mars 1946) qui représentait la tendance social démocrate dans la politique irakienne.

(3) - Cf. Husni, Abdul-Razaq, Op.cit, vol. VIII, PP 131-132.

et de cadres du parti. Une réorganisation du parti s'imposait et donc en mars 1951, une assemblée fut réunie pour élire un nouveau centre du parti. A cette réunion baptisée " 2e congrès" par le parti - on élut un nouveau comité central qui fut chargé de réunir le troisième dans les deux années à venir et de réorganiser l'appareil du parti. Ibrahim Ahmad, Nuri Chaways, Jamil Hochyarn, Omar Moustafa, Bakir Ismail et Hamad Amin Maruf en furent les nouveaux leaders⁽¹⁾.

Hamza Abdulla n'était pas homme à accepter facilement qu'on le mette devant le fait accompli. Il protesta de son innocence et accusa Ahmad d'"usurper" le commandement du parti⁽²⁾. Ainsi commença une lutte fastidieuse au sein du parti. A l'été 1951 Hamza Abdulla fut exclu du parti. Curieusement, les autorités l'arrêtèrent de nouveau quelques mois plus tard et le déportèrent en Turquie. Mais, Abdoulla réussit à s'échapper et grâce à l'aide de ses partisans put se réinstaller clandestinement à Sulaimanya. La " guerre des chefs" devenait sérieuse. Les querelles intestines se développaient et menaçaient de diviser le parti. Après de longues négociations et l'intervention de médiateurs, le 3e congrès fut réuni à Kirkouk (le premier congrès du PDK tenu au Kurdistan proprement dit) le 26 janvier 1953.

Hamza Abdulla fut mis en déroute et définitivement écarté du parti⁽³⁾. Les autres décisions importantes du congrès peuvent être résumées ainsi:

(1) - PDK , Bref histoire de PDK, Op.cit., P. 87

(2) - Ibid.

(3) - Ibid, P. 89 .

1 - Le parti ne s'appellerait plus parti démokrati kurd (parti démocratique kurde) mais parti demokrati kurdistan-i Irak(parti démocratique du Kurdistan irakien).

2 - L'organe central du parti ne s'appellerait plus Rezgari(libération) mais Khabat (lutte).

3 - On allait procéder à la création de syndicats et d'organisations populaires, avec une attention particulière accordée à l'union des étudiants kurdes; ce qui fut fait immédiatement après la réunion du congrès.

4 - Adoption du marxisme-léninisme comme l'idéologie "inspirant" le parti.

5 - Un nouveau comité central fut élu. Il était composé de:

Mulla Moustafa Barzani (élu en son absence)

Dr. Jafar Abdul-Karim (médecin)

Nuri Chaways (ingénieur)

Nuri Ahmad Taha (?)

Omar Moustafa (juriste)

Hamad Amin Marouf (juriste)

Mir Haj Ahmad (ancien officier)

Ibrahim Ahmad (juriste)

Ali Abulla (ingénieur)

Jalal Talabani (juriste)

Rachid Abul-Qader (?)

Jalil Hochyar (juriste)

6 - Ibrahim Ahmad fut élu premier secrétaire du parti⁽¹⁾.

Ce congrès marqua une radicalisation dans l'attitude du parti. Pour la première fois, le parti en appelait à une réforme agraire et à une "lutte sans merci contre le féodalisme tribal"⁽²⁾. En Irak, il exigeait le renversement de la Monarchie et la création "d'une république démocratique populaire dans le cadre de laquelle les Kurdes pourraient jouir de l'autonomie"⁽³⁾. Il réclamait aussi la nationalisation du pétrole. En politique étrangère, il rejetait la neutralité et en appelait à une alliance avec " le camp socialiste, en particulier avec l'Union Soviétique"⁽⁴⁾. Les décisions prises au congrès eurent pour effet le retrait du parti des ashrafs kurdes (le Cheikh Latif et Kaka Zyad) qui, par le passé, avaient sympathisé avec le mouvement mais qui l'accusaient d'être manipulé, alors, par les communistes..Un rapport britannique, rédigé deux ans avant le congrès, projette, sur la pensée des Kurdes nationalistes de l'époque, un éclairage intéressant : "les mécontents de la politique à Sulaimanya semblent agir sous l'égide du communisme mais l'évidence montre que leur objectif et leur ligne directrice n'est pas le communisme, mais bien le désir de l'indépendance kurde, et c'est en cela qu'ils diffèrent des autres éléments subversifs en Irak. Cela se retrouvait dans deux strates sociales : les effendis, dont une forte proportion d'instituteurs

(1) - Ibid, P. 90

(2) - Himédi, op.cit, P. 38

(3) - Ibid.

(4) - Khabat, N° 410, Bagdad, 19 janvier 1961

et ceux dont l'origine était légèrement plus modeste et qui cherchaient, par contre coup, à se débarrasser de leurs aghas. Il semble... que les deux concepts distincts de nationalisme, i.e. indépendance kurde et communisme (inévitavelmente associé à la Russie) aient été confusément mêlés dans l'esprit de ces gens"⁽¹⁾

Mais il ne faudrait pas perdre de vue que le progrès des idées communistes chez les Kurdes, à cette époque, s'inscrivait dans le contexte général de l'ascension du communisme dans l'ensemble de l'Irak. Cependant, la proportion de Kurdes inscrits au parti communiste excédait de beaucoup leur pourcentage dans l'ensemble de la population en Irak : pendant la Monarchie, pas moins de 31% des membres des comités centraux du parti communiste étaient kurdes⁽²⁾. Sur les quatre secrétaires généraux que le parti communiste ait eus depuis 1949, trois furent kurdes. Le secrétaire général actuel, du parti, M. Aziz Mohamed, est un kurde d'Arbil qui occupe le poste depuis 1963.

Selon Batatu, "la proportion relativement élevée de Kurdes au parti communiste est à mettre sur le compte dans une large mesure, d'un sentiment de frustration de leurs droits nationaux qui les a fait souffrir"⁽³⁾. Il se peut, aussi bien, que dans l'esprit de beaucoup de Kurdes communistes, le communisme ait été "subordonné au nationalisme, comme un moyen d'action plutôt que comme une fin en soi"⁽⁴⁾.

(1) - The Public Record Office, Lettre N° 164(C/6/1), Fo 624/138 XC/A922400

(2) - Batatu, Op.cit, P. 700

(3) - Ibid. P. 650

(4) - The Public Record Office, Political situation : Kurdistan, 251/29/48.
FO 624/239 XC/A/022400

Cette idée est confirmée par le fait que, quand en 1961, le parti communiste hésita à condamner ouvertement Qassem pour la guerre contre le Kurdistan, de nombreux membres kurdes haut placés du parti (comme Mahmoud Othman, Sami Abdul-Rahman, Dara Tawfiq) donnèrent leur démission et rejoignirent le PDK.

Quoi qu'il en soit, dans la période allant de 1953 à la chute de la Monarchie en 1958, le PDK se rapprocha tant du parti communiste que beaucoup avaient du mal à faire la différence entre les deux organisations.

En mars 1953, le Jabhat al-ittihad al-watani (le front d'union national) regroupait le parti communiste, le parti national démocratique , le parti socialiste Ba'th⁽¹⁾, le parti istiqlal (l'indépendance)- i.e. toutes les forces d'opposition en Irak sauf le PDK. Pourquoi le PDK n'a-t-il pas fait partie de ce front?

Les réponses ne concordent pas. Selon M. Sidiq Shanshal Shanshal du parti istiqlal " le PDK n'a pas souhaité se joindre au front parce que les kurdes ne voulaient pas faire partie d'un groupe comprenant des partis arabes qu'ils considéraient comme chauvinistes"⁽²⁾. L'affirmation de M . Sidiq Shanshal n'est pas confirmée par d'autres sources. Selon M . Mohamed Hadid, l'un des leaders du front, "certaines réticences de la part des nationalistes arabes nous empêchèrent d'inviter le PDK à rejoindre le front"⁽³⁾. Ce qui est confirmé par Ibrahim Ahmad⁽⁴⁾. Cette

(1) - Pour l'histoire de Ba'th cf. Chapitre V.

(2) - Cité par Moustafa, A. Op.cit, P. 256

(3) - Cf. الثقافة الجديدة (nouvelle culture), N° IV, Bagdad, 1969, P.14

(4) -Interview avec Ibrahim Ahmad.

thèse est confortée par le manifeste du front, qui ne fait aucune allusion d'aucune sorte aux Kurdes. (1)

Avant de clore le chapitre, il conviendrait d'examiner les aspects de l'histoire sociale du Kurdistan sous l'occupation britannique et la monarchie irakienne.

Regards sur le conflit ville - campagne au Kurdistan irakien depuis l'occupation britannique jusqu'à la révolution du 14 Juillet 1958 :

Lors de notre discussion sur la société kurde au 19e siècle (chapitre II), nous avons essayé de souligner l'idée que le pouvoir des Cheikhs et des Aghas était lié aux cités sans défense et qu'inversement, la croissance des villes, le centralisme gouvernemental, les communications etc...entraînèrent le déclin de l'Agha. Cependant, après la chute de l'Empire ottoman et l'arrivée des Anglais en 1918, les choses ne se passèrent pas ainsi. En fait, les Aghas affaiblis par le règlement ottoman des dernières décades, purent, en présence des Britanniques et sous la monarchie, étendre et renforcer leur pouvoir et faire de leurs hommes, des paysans à demi asservis domptés par une vie citadine et un gouvernement central de plus en plus dominant. Comment l'expliquer? - Une réponse, incomplète s'impose : une force nouvelle et étrangère - les Anglais - intervint dans le conflit entre les villes et les chefs de tribus qu'ils appuyèrent

(1- - Pour le texte du Manifesto, Cf. Moustafa , A. , Op.cit ,

de tout leur poids. Les raisons de l'attitude britannique sont, sans aucun doute, multiples. L'une de ces raisons a pu être "un certain nombre de préventions de certains de leurs cadres contre les habitants des villes⁽¹⁾". Nous pensons qu'il existe une autre raison essentielle : les Cheikhs et les Aghas étaient " la meilleure courroie de transmission pour organiser l'administration des campagnes"⁽²⁾. De toute façon, ce qui était peut-être un expédient administratif se transforma finalement en nécessité politique.

La nécessité politique prit naissance, selon Batatu, à partir de deux facteurs qui influencèrent la politique britannique en Irak, à cette époque : "d'un côté, ne perdant pas de vue leur situation économique en général, les Anglais eurent à réduire leurs frais...Ce qui les poussa à faire des coupes sombres dans les effectifs de leur armée. De l'autre ils étaient contre l'abandon des leviers de commandes du pouvoir en Irak. Par conséquent, la politique britannique devait trouver le moyen de maintenir son contrôle malgré la relative faiblesse militaire. Puisque la force n'était pas à attendre de l'Angleterre, il fallait la chercher en Irak seulement surtout en maintenant un judicieux équilibre des forces politiques internes...L'Irak était doté d'un roi et d'une armée. Mais il ne fallait pas s'attendre à ce que le roi règne seulement pour les Anglais. Il avait ses idées et ses intérêts"⁽³⁾. De là se fit jour la nécessité de trouver un

(1) - Batatu, Op.cit, P. 87

(2) - Ibid, P. 88

(3) - Ibid. PP. 89-90.

contrepoids au roi et à l'armée. Les Cheikhs et les Aghas constituaient la force idéale. Ainsi, "les Anglais pouvaient utiliser un groupe ou un autre de grands chefs de tribus pour surveiller tout écart du roi"⁽¹⁾.

La Situation d'équilibre était maintenue non seulement entre le roi et les chefs des tribus mais aussi entre les chefs eux-mêmes. "Dans le district kurde de Ranya, les Anglais s'arrangèrent pour pouvoir, si nécessaire, dresser les Aghas de la tribu Ako contre les Aghas de Piran et les Aghas de Piran contre ceux de Pizhdar"⁽²⁾.

De plus, en utilisant les chefs tribaux, les Anglais ne pensaient pas seulement à faire contrepoids au roi et à l'armée mais aussi aux cités et aux villes qui étaient les vrais noyaux d'opposition à la loi anglaise.

En 1925, une nouvelle loi, "the tribal criminal and civil disputes regulations" exclut les hommes des tribus de la juridiction des tribunaux urbains. Selon l'article 410 de cette loi " tout homme indésirable dans la ville pouvait être renvoyé des territoires de la tribu"⁽³⁾. Les Anglais créèrent même une école réservée aux fils des chefs de tribus. Un rapport anglais en révèle la raison : " les garçons de cette classe n'auraient pas à aller en classe en ville et ne seraient pas contaminés par les nombreux vices d'une ville irakienne"⁽⁴⁾.

(1) - Ibid. P. 90

(2) - Ibid. P. 91

(3) - Ibid. P. 93

(4) - Grande-Bretagne, Reports of administration for the 1918, vol. 1 p. 145. Coté par Batatu, Ibid, P. 93.

Pour se faire une idée plus claire du favoritisme britannique à l'égard des chefs des tribus, il serait utile de comparer la Chambre des députés ottomane (Majlis al Ma'buthan) de 1914 et celle qui fut créée par les Anglais en Irak en 1924. Dans la première Chambre, sur les vingt-quatre députés représentant l'Irak, il n'y avait qu'un seul chef de tribu. Par contraste, parmi les 99 membres de la 2ème chambre, "il n'y avait pas moins de trente quatre Cheikhs et Aghas"⁽¹⁾

Le favoritisme britannique ne se limitait pas au domaine politique. Par leur politique, les Anglais renforcèrent aussi la situation économique des Cheikhs et des Aghas dans une large mesure. C'est à cela qu'étaient destinées les nouvelles lois sur la terre de 1932 et 1938. Elles créaient un nouveau type de propriété, le "Lazmah", et réglementaient le système déjà existant du "tapu". Théoriquement, le "Lazmah" et "Tapu" étaient des terres concédées par l'Etat aux individus qui avaient fourni la " preuve" d'un usage productif de la terre, pendant les trois années précédant le vote de ces lois. La terre pouvait aller aux héritiers après la mort de celui qui exploitait la terre Lazmah et Tapu. Mais en réalité, l'Agha et le Cheikh s'approprièrent tout simplement la plupart des terres cultivables de leur région. Pour eux, terres Tapu et terres Lazmah devinrent synonymes de propriété privée. En 1958, par exemple, 2480 individus possédaient 17,7 millions de dunums (4 dunums = 1 hectare) , et 49 familles possédaient 5,4 millions de dunums (i.e. respectivement 55,1% et 16,8% de toutes les propriétés agricoles privées en Irak⁽²⁾. En même temps, les quatre cinquièmes des familles en Irak.

(1) - Batatu, Op.cit , P. 95

(2) - Batatu " class analysis and Iraqi society", dans "Peuples méditerranées Mediterranean Peoples, N° 8 Juillet / Septembre 1979, P. 107.

étaient démunies. Au Kurdistan, 10 familles se partageaient la majorité des terres arables de la région. Il s'agissait des familles suivantes :

Nom de Famille	Rang ou activité	Surface possédée en dunums	Province
Jaf Begzadeh	Chefs de tribu	539.333	Sulaimanya Diyalay Kirkouk
Sayyid Muhammad	chef de la secte religieuse Kakai	191.039	Kirkouk
Talabani	chefs de l'ordre mystique de Qadiri	137.163	Diyalay
Hafi al-Barzandji	chefs de l'ordre mystique de Qadiri	71.716	Sulaimanya
Mulla Afandi	chef religieux	62.000 ⁽¹⁾	Arbil
Shamdin Agha	chef de la tribu des Sulaivani	53.040	Mossoul
Ahmad Pacha Dizai	chef de la tribu Dizai	52.350	Arbil
Nasser Mirza	Chef des Yazidis	47.358	Mossoul
Ahmad-i Khanaqah	chef de l'ordre mystique des Nageshabandi	42.351	Kirkouk
Qader Miran	chef de la section Mir Mahmali de la tribu des Khoshnao	41.584	Arbil
TOTAL		<u>1.237.434</u>	

SOURCE : Les chiffres ont été pris dans les registres du Ministère de la réforme agraire de février 1964. Cité par Batatu, Op.cit , PP. 58-61

(1) - Estimation personnelle que nous tenons d'un membre de sa famille qui correspond à la période des années 1930.

Avant de poursuivre la discussion, une importante question doit être examinée : si la politique britannique favorisait toujours les chefs de tribus, comment expliquer alors les révoltes tribales qui éclatèrent au Kurdistan (révolte du Cheikh Mahmoud en 1919, 1922 et révolte des Barzanis en 1945)?

L'étude et l'analyse de ces révoltes demandent, sans aucun doute, une enquête bien plus approfondie que celle que nous entreprenons dans le courant de nos recherches. Néanmoins nous nous risquerons à faire quelques généralisations.

D'abord, il est évident que les chefs de tribus n'étaient pas tous contents de la présence britannique. Car, en dépit de leurs erreurs de gestion, les Anglais essayèrent de mettre bon ordre au chaos du monde de la tribu. Pour parvenir à leurs fins, les Anglais sédentarisèrent la majorité des tribus auparavant nomades et firent des chefs guerriers des propriétaires féodaux, en leur donnant des terres Lazmah et Tapu. Cependant, dans la pratique, la manière dont fut distribuée la terre ne donna pas nécessairement satisfaction à tout le monde. De plus, en essayant d'organiser et de régler la vie tribale, les Britanniques avaient en tête de soumettre complètement les chefs de tribus à leur loi. L'Agha devait obéir à la loi, cesser d'attaquer les autres tribus, ou d'étendre son domaine pastoral ou agricole, selon son gré. Sa liberté d'action et de mouvement s'en trouva soumise aux ordres britanniques. Et cela ne plaisait pas nécessairement à tous les chefs de tribus.

Plus tard, quand le royaume d'Irak fut créée

en 1922, le nouveau gouvernement essaya d'étendre son administration à la campagne. Il se heurta à une forte résistance de la part des chefs de tribus qui, à l'époque, préféraient traiter directement avec les Anglais. The Public Record Office à Londres est plein de lettres de chefs de tribus adressées à l'Ambassade britannique à Bagdad, se plaignant de l'intrusion du nouveau gouvernement. La totalité des documents anglais que nous avons pu consulter indique que les plaintes et les préoccupations des Aghas concernaient surtout des querelles touchant à la terre. Dans une longue lettre datée du 6 décembre 1948, adressée à son Ambassadeur à Bagdad, le Vice-consul anglais de Kirkouk démontre bien ce point : "Acquérir et conserver les faveurs du gouvernement de Bagdad et je devrais probablement ajouter du gouvernement britannique n'est pas l'ultime objectif des Aghas mais seulement un moyen de parvenir à leur fin, qui est d'étendre et de consolider leurs propriétés. Et c'est de cette ambition d'accroître leurs biens que naissent la plupart des querelles tribales, soit au sein d'une même tribu soit entre deux tribus voisines, et je puis dire sans hésiter que ces revendications de propriété constituent le plus grand pôle d'intérêt dans la vie des chefs de tribus que j'ai rencontrés. Je considère que ces querelles de propriété sont d'un si grand intérêt pour les chefs de tribus que la question de leur allégeance en cas de désordre national même sérieux serait largement influencée par leurs différends internes; si l'un des chefs de tribus se déclarait pour une cause, son adversaire serait fortement poussé à rejoindre l'autre camp dans l'espoir que son triomphe lui permettrait de supplanter son rival".⁽¹⁾

(1) - Grande Bretagne, The Public Record Office; dépêche N° 27(C/8/3) de Guy H. Clarke, Vice-consul à Kirkouk à Sir Henry B. Nack, Ambassadeur à Bagdad, le 6 décembre 1949 réf. Fo 371/82499

L'histoire de l'Agha et Bey décrite plus haut, révèle et cela s'applique aussi au Cheikh arabe qu'après l'occupation britannique, l'Agha qui avait été sérieusement remis en cause par l'avance de l'influence urbaine, avait trouvé un second souffle grâce à l'aide d'une force extérieure dont l'intérêt était de le maintenir en place. Cependant, si l'Agha et le Cheikh étaient à ce point redevables aux Anglais d'exister encore, pourquoi leur domination économique et politique a-t-elle continué après que les Britanniques eurent "abandonné" au gouvernement irakien, en 1934 l'administration interne du pays?

Nous avons déjà fait allusion au fait que les Britanniques utilisèrent les chefs de tribus comme contre-pouvoir au roi et à l'armée. Cela veut dire que dans les années 29 et 30 le roi et les chefs de tribus étaient fondamentalement rivaux. Mais, dans les années 40 et 50, i.e. pendant les deux dernières décades de la monarchie, cette rivalité semble avoir fait place à une coopération étroite (avec sans aucun doute quelque ^{exemple d'exception} ~~le~~ danger croissant venant d'autres groupes sociaux qui, contrairement aux grands propriétaires terriens, souffraient des conséquences du rattachement de l'Irak au marché mondial fondé sur la grande industrie qui avait provoqué la décadence des économies locales traditionnelles (agriculture et industries artisanales) en Irak. Le coup d'Etat nationaliste conduit par Rashid Ali-Al-Gailani en 1941 trouva un appui chez les cadres de la ville et ne put être maté que par une intervention directe de l'armée britannique. Le Wathba (opposant à l'accord de Portsmouth de 1948) suivit le mouvement. Ces évènements furent des avertissements clairs

au Cheikh et à l'Agha et à leurs protecteurs britanniques sur la gravité des dangers provenant des classes intermédiaires. Il est révélateur de noter que dans les années 40 et 50 aucune révolte tribale n'eut lieu en Irak arabe. Au Kurdistan, la seule révolte, celle des Barzanis en 1945, ne fut appuyée par aucune tribu kurde. Elle fut même écrasée avec le soutien actif d'autres tribus kurdes. Signe intéressant : les Barzanis furent rejoints par des Kurdes de la ville, le parti Hewa (l'espoir) et un groupe d'officiers kurdes de l'armée.

Donc, face au danger surgissant de la ville, le roi, l'agha et le cheikh oublièrent leurs différends et se serrèrent les coudes. حزب الدستور (le parti de la constitution) dirigé par Nuri Sa'eed, devint l'expression politique de cette nouvelle alliance. A la haute direction du parti en 1949, on trouve les Kurdes suivants :

- Sidiq Miran Agha : de la section Miran de la tribu Khoshnaw assassiné en 1961 par le PDK
- Ali Ahmad Agha : de la tribu Dizai,
- Hamid Jaf : un chef de la tribu Jaf
- Amin Rashid Agha : chef de tribu de la région de Kirkouk
- Izzadin Mulla : d'une famille féodale religieuse de la région d'Arbil (et Ministre d'Etat en 1957)
- Ali Kamal : d'une famille terrienne de Sulaimanya (ex chef de la police de Bagdad -)
- Abdallah Ash-Sharfati : de la tribu des Sharfati de la région de Mossoul
- Jamil Abdul Wahab : kurde de Bagdad et fils du lieutenant colonel,
- Muhammed Ali Mahmoud : propriétaire terrien de la ville d'Arbil

C'est important de noter que la majorité de ces hommes faisaient partie des grandes familles terriennes kurdes mentionnées précédemment.

Mais cette unité ne parvint pas à stopper l'avance des classes intermédiaires des villes : aux premières heures du 14 Juillet 1958, un régiment de l'armée irakienne commença de pilonner Qasre al-Rihab (le palais royal). En même temps, un groupe d'officiers de l'armée qui avait investi l'office de radio-diffusion, annonça par le "communiqué n° 1" " la naissance de la République d'Irak. Quelques heures plus tard, les rues de Bagdad et d'autres grandes villes furent envahies par des centaines de milliers de gens en liesse assoiffés de vengeance. Une nouvelle phase de l'histoire de l'Irak et du Kurdistan avait commencé.

Institut kurde de Paris

CHAPITRE IV :

L'IRAK REPUBLICAIN : ASCENSION DU

NATIONALISME KURDE

Institut kurde de Paris

Les sources et les études disponibles sur les événements et les circonstances concernant la chute de la Monarchie irakienne concordent sur le fait qu'une grande partie des officiers qui la menèrent à bien avaient seulement une idée superficielle des problèmes qu'ils devaient affronter plus tard et n'avaient pratiquement aucune connaissance sur la manière de les résoudre. Aucun de ces officiers n'avait une quelconque expérience de gouvernement ni d'ailleurs la formation intellectuelle qui lui aurait permis de saisir les ramifications et les conséquences des réactions populaires que le coup-d'Etat allait provoquer.

Dans l'espoir d'acquérir une meilleure vue des causes de la polarisation politique des Officiers Libres, un an après l'instauration de la République et qui des événements en septembre 1961 aboutirent au déclenchement de la révolte armée kurde, une brève discussion sur l'histoire du mouvement des Officiers Libres Irakiens (MOLI) sera tentée ci-dessous.

Il a été établi que l'initiateur de MOLI a été le major Rif'at el-Haj Sirri⁽¹⁾ un conservateur arabe nationaliste

(1) - 'Zubaidi , Laith Abdul-Hussein, ثوره ١٦ تموز في العراق
(*La revolution de 14 juillet en Irak*), Bagdad, ed. Al-Rasheed, 1979,
P. 121. Et Batatu, Op. Cit. , P. 770.

profondement religieux⁽¹⁾ qui allait être exécuté par Qassem, en septembre 1959, pour avoir participé au coup d'Etat nationaliste arabe avorté à Mosoul. Zubaidi (Op.cit. P. 124) et Batatu (Op. cit. P. 775) affirment que Sirri confia d'abord ses intentions à son ami proche et collègue, le major Rajab Abdul-Majeed, lui aussi nationaliste arabe, au courant du mois de septembre 1952. La date est significative surtout parce qu'elle suivait de deux mois le succès du coup-d'Etat du Colonel Nasser (22 Juillet 1952) contre le Roi Farouk d'Egypte. Il est hautement probable que la chute de la monarchie égyptienne aida à convaincre les officiers irakiens mécontents de la faisabilité d'une action similaire dans leur pays. Il est difficile de déterminer dans quels autres aspects l'expérience égyptienne influença les officiers irakiens. Fadil Hussein, un historien arabe, soutient que non seulement MOLI adopta le nom et la structure organisationnelle de son partenaire égyptien, mais qu'il a en outre consciencieusement tenté d'imiter ses positions et attitude politique

(1) - Nulle part^{h'} ont été exposées les opinions de Sirri mieux que celles parues dans la lettre d'adieu qu'il a adressée à sa famille la veille de son exécution : " Ma mort ne doit pas vous causer beaucoup de chagrin...C'est la volonté de Dieu, Ne dite pas qu'il nous arrive tout ce que Dieu a décrété pour nous (un verset coranique)". Ensuite s'adressant à sa femme, J'espère ...que tu élèveras les enfants dans l'honnêteté et dans la croyance en Dieu, au Saint Coran et au fidèle Prophète... Mes enfants, je vous demande d'obéir et d'honorer votre mère et de remplir vos devoirs envers votre nation et tous les pays arabes..." Cf. نشره طلبه العراق الأحرار (Bulletin d'étudiants de l'Irak libre), Bagdad, Janvier 1960, Page. 7.

avant et après le succès du coup d'Etat en Irak⁽¹⁾. Bien que cette affirmation puisse s'appliquer à un certain nombre d'officiers irakiens, il semble qu'elle n'ait pas été vraie pour tout le mouvement. Selon Rajab Abdul-Majeed qui en 1956, deviendra le Secrétaire de MOLI : " Notre organisation n'a pas été influencée par l'organisation des Officiers Libres d'Egypte parce que la situation ici en Irak était différente de celle qui a prévalu en Egypte. D'autre part, notre organisation décréta dès les premiers jours de son existence la nécessité de renverser la monarchie et d'instaurer la République alors que la Révolution Egyptienne n'abolit la monarchie que beaucoup plus tard. Il est vrai que la Révolution de Juillet 1952 a eu une influence active sur la fondation de notre organisation mais nous n'avons emprunté de l'organisation égyptienne rien d'autre que son nom⁽²⁾". Les différentes interprétations de l'influence du Mouvement Libre des Officiers Egyptiens sur le mouvement en Irak et des relations que la nouvelle république irakienne devrait ou non avoir avec l'Egypte de Nasser, durant la première moitié de l'année 1959, deviendront l'une des raisons principales qui accélèrera la division de MOLI, (et avec lui de la totalité de la classe politique irakienne) en deux camps distincts et opposés : Les Pans Arabes et les "irakistes" - ou " les particularistes"

(1) - Hussein, Fadil, سقوط النظام الملكي في العراق (*La chute de la monarchie en Irak*), Le Caire, éd. Hanna, 1979, PP 53-55.

(2) - Interview avec Rajab Abdul-Majeed dans Zubaidi, *Op. Cit.* , P. 118

comme ils ont été nommés plus tard par leurs ennemis. Bien naturellement, les Kurdes n'ont pas hésité à faire cause commune avec ces derniers. Nous parlerons de cette question plus tard.

Dès les premiers pas en Septembre 1952, Sirri et Abdul-Majeed ont été d'accord pour commencer des activités clandestines; Sirri dans le Corps des ingénieurs de l'armée et Abdul-Majeed dans les unités Technique et Electrique⁽¹⁾. C'est ainsi que naquit le mouvement.

Sirri et Abdul-Majeed commencèrent sans délai à solliciter des appuis et purent attirer vers eux des hommes comme le Major Sabih Ali Ghalib, l'assistant de l'attaché militaire à Londres.⁽²⁾ Mais très vite leur avance ralentit, et, après l'augmentation du salaire des Officiers en 1954, elle stagna. Cependant en 1955, dans les mois tendus qui ont suivi la signature du Pacte de Bagdad et l'accord égypto-soviétique, en matière d'armement, ils reprirent espoir; la nationalisation du Canal de Suez un an après et l'échec de l'attaque tripartite (française, anglaise et israélienne) ont eu des répercussions en leur faveur. Vers la fin de l'année 1956, Sirri seul réussit à organiser au moins quatre cellules actives qui comprenaient des membres importants tels que le Major Wasfi Taher qui, en 1957, deviendra l'aide de camp du Premier Ministre Nuri as-Sa'eed. Vers la fin de 1956, les cellules s'étaient à ce point

(1) - *Ghalib, Sabih Ali*

قصه ١٤ تموز و الضباط الاء حرار

(l'histoire de 14 juillet et des officiers libres), Bagdad, ed. Al-Jahid, 1971, P.32.

(2) - *Ibid. P.4.*

multipliées que Sirri et les autres officiers supérieurs commencèrent à réfléchir sur la nécessité d'instaurer une structure formelle pour leur organisation. Ainsi, au cours d'une réunion (probablement durant la seconde moitié du mois de décembre) à Bagdad, les officiers décidèrent la formation du "Comité Suprême" de l'organisation pour coordonner et préparer l'action finale⁽¹⁾. Lors de cette réunion, le Général Muhiadin Abdul-Hamid, le plus haut gradé présent, fut élu Président et Rajab Abdul-Majeed Secrétaire⁽²⁾.

Il n'est pas clair quand très exactement le Comité Suprême prit connaissance de l'existence d'un autre groupe d'officiers dissidents, "Le Groupe Mansour" (nommé ainsi d'après le nom du camp où ses leaders étaient basés). A la tête de ce groupe était le Général Abdul Karim Qassem qui, au matin du 14 Juillet 1958, dirigea MOLI, renversa la monarchie et s'instaura gouverneur d'Irak pour presque cinq ans. Qu'était le "Groupe Mansour"? Comment a-t-il été créé?

Les recherches sur les origines du Groupe Mansour ont été peu concluantes. Le seul membre du groupe qui écrivit à ce sujet est le colonel (plus tard Field Maréchal) Abdul-Salam Aref (Président irakien de 1963 à 1966). Ce texte lui-même une source de discorde et de controverse - apparut dans plusieurs fascicules de l'hebdomadaire égyptien Rose el-Yussef en mai 1966. De ce texte

(1) - Ghalib Sabih Ali, op. cit., P. 44

(2) - Ibid, P. 45

(intitulé "les Mémoires d'Abdul-Salam Aref") on peut déduire que l'idée de fonder ce groupe vint d'abord à Aref, "une des nuits du mois de décembre 1952"⁽¹⁾. Plus loin il affirme : " j'ai d'abord approché Abdul Karim Qassem pour qu'il participe avec nous...quand je servais sous ses ordres comme commandant d'un des bataillons de la Dix-Neuvième Brigadè⁽²⁾ (i.e. en 1954 ou 1955) . Que ces passages aient été dictés par Aref lui-même ou aient été intercalés par l'éditeur des mémoires reste incertain, mais ils sont en contradiction avec la déclaration de Sirri durant le jugement d'Aref en 1959 : " Au commencement de notre activité...le Colonel Aref n'appartenait pas à notre organisation mais à ma connaissance Son Excellence le Général Abdul Karim Qassem discuta avec lui (à ce sujet) en 1956... Ceci nous a étonné vu notre manque de confiance dans le colonel en raison de sa vantardise et de son absence de discrétion⁽³⁾. Bien sûr, ^{une} attention particulière doit être accordée aux circonstances dans lesquelles ont eu lieu les déclarations de Sirri : Aref était jugé et risquait sa vie, pour avoir comploté contre Qassem. Pourtant, d'autres déclarations devant ce tribunal qui étaient clairement en faveur d'Aref, ont été publiées sans aucune altération. Ainsi, le Général Taleb affirma : "L'accusé était l'un des frères qui s'associa

(1) - Rose al-Yussef, N° 1979, Caire, 16 Mai 1966.

(2) - Ibid, 23 Mai 1956.

(3) - Ministère de la Défense, République d'Irak, محاكمات . وقائع المحكمة (procès-verbal du tribunal spécial suprême militaire), Vol. V, P. 2001.

avec nous tout au long de cette affaire (coup d'Etat du 14 Juillet 1958) ⁽¹⁾. La déclaration du Général Taleb semble en contradiction avec l'affirmation de Sirri, mais la contradiction s'estompe, dès que nous apprenons que Taleb ne se joignit à MOLI que vers la fin de 1956.

Quel que soit le fondateur du groupe et quelle que soit la date de sa création, une chose est certaine; dès que, vers la fin de 1956, le groupe sentit le poids de sa popularité parmi les officiers dissidents, le Général Abdul Karim Qassem fut son leader incontesté et le guida indépendamment de MOLI. Le Groupe Mansour avait deux avantages non négligeables; il comprenait des officiers supérieurs (deux généraux et, au moins, 4 colonels) ⁽²⁾ et la majeure partie de ses forces était concentrée dans une unité de frappe, la dix-neuvième Brigade, qui plus tard, mena l'action décisive du coup d'Etat.

En janvier 1957, le Comité Suprême de MOLI désigna le colonel Najji Taleb et le Major Wasfi Taher pour discuter avec Qassem des possibilités de fusionner les efforts des deux groupes ⁽³⁾.

(1) - Ibid, P. 2086

(2) - Zubaidi, op.cit., PP. 123-124.

(3) - Batatu (Op. cit. P. 787), suggère avril comme étant la date de réunion, alors que Zubaidi affirme que c'est Janvier; supposant que les informations de Zubaidi sont basées sur les interviews avec Najji-Taleb ^{et avec} d'autres Officiers Libres, alors que Batatu n'est corroboré par une source, nous avons pensé que la version de Zubaidi était plus correcte.

Ces discussions semblent avoir été fructueuses puisqu'à la réunion suivante du Comité Suprême, en mai de cette même année, Qassem prêta serment comme membre du Comité. En raison de son rang et de son ancienneté, Qassem fut élu Président du Comité Suprême de MOLI en juillet 1957. A la veille du coup d'Etat, le Comité Suprême comprenait 15 membres (un général, dix colonnels, trois majors et un capitaine) et entraînait dans le mouvement qu'il commandait deux cent trois officiers de différents rangs et services⁽¹⁾. Avant d'esquisser les orientations politiques ainsi que les antécédents sociaux religieux, et ethniques de ces officiers, quelques mots doivent être dits sur les autres groupes dissidents dans l'armée.

Sans aucun doute, le groupe le plus important parmi tous les autres, fut "Le comité national de l'union des officiers et des soldats". Cette organisation était la branche militaire du Parti Communiste. Bien que ce groupe comprît un certain nombre d'officiers relativement haut placés, (comme par exemple le général Ismail Aref, les Majors Al-Jeburi, Al-Bayati et Ibrahim⁽²⁾), il faut dire que la majorité de ses membres formait le seul groupe de l'armée à avoir sa publication clandestine, Hurryat al-Watan (La Liberté de la Patrie) , dont le premier numéro parut en janvier 1955.

(1) - Pour la liste complète des membres de MOLI, cf. Zubaidi, Op.cit, PP. 127-134.

(2) - Zobaidi, Op.cit., P. 125.

comme le Groupe Mansour commença à prendre forme au début de 1956, Ismail Aref avait établi des contacts solides avec Qassem⁽¹⁾. Plus tard, Qassem maintint ces relations par l'intermédiaire de Rashid Mutlaq (un civil et ami personnel de Qassem) et Wasfi Taher le cousin du vétéran communiste Zaki Khayri⁽²⁾. Qassem aurait informé le Parti Communiste de la date du coup d'Etat à l'aide de ces intermédiaires⁽³⁾. De sources disponibles il semble que le Comité Suprême de MOLI n'était pas au courant des contacts de Qassem avec les Communistes⁽⁴⁾. Le parti Communiste a gardé son organisation dans l'armée, utilisant successivement différents noms, jusqu'à nos jours. Il est intéressant de noter que l'une des raisons pour lesquelles les Ba'thistes ont rompu avec les Communistes, en 1979, fut la découverte par les autorités Ba'thistes des cellules communistes secrètes actives dans l'armée⁽⁵⁾.

(1) - Pour l'histoire et les activités de la branche militaire du Parti Communiste cf. Khayri, Su'ad (l'historien officiel du P.C.I), من تاريخ الحركه الثوريه المعاصره فى العراق ١٩٢٠ - ١٩٥٨ (sur l'histoire contemporaine révolutionnaire d'Irak, 1920-1958), ed. Al-Shab, 1975, PP. 248-264.

(2) - Interview avec Zaki Khayri, Londres , Juillet 1985.

(3) - Ibid.

(4) - Déclaration de Colonel Mahdawi, dans Muhakamat, Vol XIX, P. 7604.
Déclaration de Général Ismail Ali, dans Ibid. Vol II, P. 481.

(5) - Cf. dépêche de AFP N° 171023, 17/6/1978. et Le Monde, 23/3/1979.
à cette occasion 20 Officiers Communistes ont été exécutés.

Un autre groupe d'officiers dissidents doit être signalé : "L'organisation des officiers révolutionnaires". Installé dans la ville de Mossoul et comprenant seulement des officiers arabes sunnites, ce groupe se joignit à MOLI vers la fin de 1975.⁽¹⁾

Un troisième groupe, dirigé par le Général Shakir Mahmoud Shukri, était actif à Nasserya dans le sud du pays. Le groupe, composé d'Arabes nationalistes extrémistes ne se joignit pas à MOLI et continua son existence marginale jusqu'en 1958, l'année de sa dissolution⁽²⁾.

En terme d'équilibre des forces, le parti Ba'th, à cette période, était seulement une force marginale. Fuad al-Rikabi, le Secrétaire général de Ba'th, confia à Batatu que dans les mois qui ont suivi immédiatement le coup d'Etat, son parti ne disposait que de "trois cents membres actifs"⁽³⁾. Cependant, même à ce moment, le parti pouvait compter sur la fidélité de nombreux officiers comme le Major Salih Mahdi'Ammach (Ministre de la Défense du premier régime Ba'th, février, novembre 1963) et Abdul-Satar Abdul Latif (Ministre des Communications du premier régime Ba'th)⁽⁴⁾. Ces officiers ba'thistes étaient déjà membres de MOLI et par leur intermédiaire le Parti était informé des plans de coup d'Etat .

(1) - Al- Malah, Abdul-Ghani, التجربة بعد ١٤ تموز (l'expérience après le 14 Juillet) , Beyrouth, ed. Ma'touq, 1966, P. 17

(2) - Zubidi, Op. cit., P. 126.

(3) - Batatu, Op.cit., P. 816

(4) - Zubaidi, Op. cit., P. 168.

Attitudes politique , et antécédents sociaux, ethniques et religieux
des membres de MOLI

De la liste établie par Zubaidi et Batatu, on peut conclure que les membres du Comité Suprême de MOLI étaient dans leur majorité des Arabes sunnites ou pour être plus précis, douze des quinze membres étaient sunnites. Les quatre autres restants étaient : le Général Abdul-Karim Qassem (de père sunnite ^{et} de mère kurde chiite), le Colonel Najji Taleb (arabe chiite), le Colonel Muhsin Hussein al-Habib (arabe chiite), le Major -plus tard colonel - Wasfi Taher (de père arabe sunnite - de mère kurde sunnite)⁽¹⁾.

La plupart d'entre eux étaient originaires de la classe moyenne, et étaient à la fin de leur trentaine ou au commencement de leur quarantaine. En d'autres termes, ils étaient "Awlad al-sugut" (les enfants de la chute) i.e. ils étaient nés après la chute de Bagdad en 1917. ⁽²⁾ En termes de rang militaire, la plupart était colonels (dix des quinze) et étaient nés soit dans les villes de province, soit à Bagdad, mais dans des familles qui avaient récemment immigré dans la capitale. Un autre point concernant la composition du Comité Suprême vaut la peine d'être mentionné : à

(1) - Ibid, PP. 127-134, et Batatu, Op.cit., PP. 778-784.

(2) - Cf. Batatu, Op.cit., P. 788. Zubaidi (Op.cit. P. 173), affirme que le jour de coup d'Etat aucun des Officiers Libres n'était propriétaire de sa propre maison.

l'exception de Qassem, tous les autres ont fait leurs études à l'Académie militaire après 1934 et aucun avant 1932. Ces deux dates sont très importantes dans l'histoire de l'Académie. En 1932 la surveillance directe britannique de l'Académie prit fin. En 1934, la politique d'admission à l'Académie changea et les études secondaire (Bac) furent exigées. Et ceci alors que la plupart des commandants de l'armée irakienne n'avaient fréquenté que les écoles élémentaires et avaient été davantage exposées aux influences des instructeurs et conseillers militaires britanniques⁽¹⁾.

Attitudes Politiques

Bien que les membres de MOLI possédassent plusieurs points communs quant à leurs traits sociaux, ethniques et religieux, ils étaient cependant très hétérogènes dans leurs inclinations politiques. Leurs points de vue allaient du mépris des "hommes de la politique " et de la politique en général à un fort engagement envers le panarabisme , les convictions islamiques ou communistes. Il faut rappeler ici que l'organisation de la révolte parmi les officiers n'est pas due à un événement isolé ou soudain; et qu'elle atteint apogée graduellement et lentement, pendant une période de presque 6 ans(1952-1958). Durant cette période relativement longue, les officiers, eux-même , subirent plusieurs changements dans leurs idées et leurs convictions. Par exemple, au début les officiers

(1) - Batatu, op.cit, P. 788.

Libres avaient décidé de ne pas informer les "civils" (c'est-à-dire les partis politiques d'opposition) de leurs intentions. Cependant, vers 1957, ces mêmes officiers ont non seulement sollicité l'appui des partis, mais aussi leur ont demandé, à plus d'une occasion, de servir comme intermédiaires entre MOLI et Nasser, et au jour du coup d'Etat, tous les partis politiques irakiens importants, qui étaient dans l'opposition, en ont été informés et étaient prêts à appuyer l'action finale et décisive. Il est vrai que le changement d'attitude des officiers était, en partie, dicté par la nécessité et le besoin de l'appui populaire, mais il doit être aussi signalé que, durant cette même période de 6 ans, les partis politiques de l'opposition (surtout les communistes et, à un moindre degré, les ba'thistes) prenant conscience de l'importance de l'armée en tant qu'instrument politique pour mener l'action, fomentèrent une agitation active et fondèrent une organisation à l'intérieur des forces armées. Comme il a été mentionné auparavant, déjà en 1955, les communistes possédaient leur propre organisation militaire, et les ba'thistes, à la veille du coup d'Etat, pouvaient compter sur la sympathie de pas moins de 20 officiers membres de MOLI⁽¹⁾

Il est possible de dire qu'une majorité de membres du comité suprême de MOLI (exception faite de Qassem) était plutôt encline vers une forme de panarabisme teinté d'une forte couleur islamique. Ceci a été illustré dans la lettre d'adieu de Sirri à sa famille , à la veille de son exécution en septembre 1958, par Qassem. Et plus fortement exprimé par Nadin al-Tabaqchali, un membre

(1) - Zubaidi, op.cit. P.168

éminent de MOLI, qui d'ailleurs partagea le sort de Sirri. Dans sa lettre d'adieu, Tabaqchali prie... " O Dieu, O Dieu des Arabes...Je me tourne vers toi, O Dieu, comme un musulman et comme celui qui croit en sa nation et son arabisme...Je demande ton pardon, O Dieu et je témoigne qu'il n'y a dieu que Dieu, que la religion est la vérité et que l'arabisme est la vérité⁽¹⁾. Cet état d'esprit est très proche de celui des officiers instigateurs du putsch anti-britannique de 1941. Dans ses mémoires Salah al-Din al-Sabagh, leader du mouvement de 1941, cite à l'appui de toutes ses positions idéologiques un verset du Coran. Pour appuyer sa passion dominante, l'arabisme, Al-Sabagh cite deux lignes du Coran : " Nous avons révélé le Coran en arabe pour que vous puissiez voir la raison" et " vous (les Arabes) êtes la meilleure nation envoyée sur la terre"⁽²⁾.

Des lignes ci-dessus on peut conclure que les membres panarabistes du Comité-Suprême constituaient une continuité historique de la même tendance qui influençait un large segment de la population arabe sunnite en Irak, officiers et civils confondus. Dans les années qui suivirent la naissance de la République irakienne, le parti Ba'th et, d'une façon plus générale حركة القوميين العرب (le mouvement des Arabes nationalistes) continuera, de différentes façons et durant différents périodes, à conserver et même à épouser des principes similaires. Mais durant les mois cruciaux qui ont suivi la chute de la Monarchie, il était clair qu'un nombre considérable d'officiers

(1) - Cité dans نشرة طلبية العراق الاحرار (bulletin des étudiants irakiens libres), op.cit, P.6.

(2) - Salah al-Din al-Sabagh, فرسان العروبة (les chevaliers d'Arabisme) , sans lieu de publication, 1956. PP. 9-10.

irakiens espéraient un autre avenir et recherchaient d'autres valeurs.

le Coup d'Etat

Dans une déclaration en 1959 durant son jugement pour avoir comploté contre Qassem, Aref se réfère à une décision prise sur l'action finale en ces termes : "Le leader (Qassem) m'a dit, soyons polis avec eux (les membres du Comité Suprême) pour ne pas perdre leur amitié , mais l'action décisive sera entre toi et moi"⁽¹⁾. Et c'est ainsi que cela se passa. Les membres du Comité Suprême qui n'appartenaient pas au Groupe Mansour, initialement celui de Qassem, n'avaient pas une connaissance précise de la date du coup d'Etat bien que la plupart d'entre eux sussent que l'action allait se passer dans le courant du mois de juillet. Cependant la chute de la Monarchie était exclusivement l'oeuvre de 3 bataillons (composés chacun de 1000 hommes) de la 20e Brigade d'Infanterie, directement sous les ordres de Qassem et d'Aref. Pourtant Qassem n'avait pas oublié d'informer les partis politiques d'opposition. Comme mentionné plus haut, les communistes avait un accès direct à Qassem par l'intermédiaire de leur propres officiers. Dès 1956, des contacts avaient été établis avec le parti Istiqlal(indépendance) entre Sirri et Siddiq Shanshal (Ministre de l'Orientation du premier cabinet républicain) Président du parti⁽²⁾. Il a été dit que "la proclamation n° 1 " annonçant l'instauration de la République sur les ondes de Radio Bagdad, avait été rédigée par Shanshal mais avait été modifiée par Qassem⁽³⁾. Qassem avait

(1) - Mahakamat, op.cit, vol V, 1959, P. 427.

(2) - Zubaidi, op.cit, P. 165

(3) - Ibid, P. 166.

aussi essayé d'établir des contacts avec al-Hizb al-Watani al-Democrati (le parti national démocratique) , mais le Président de ce parti, Kamel al-Chadurchi, un homme hautement éduqué et croyant fermement dans les principes démocratiques, et ayant déjà eu une expérience antérieure avec les putschistes de 1936⁽¹⁾, avait eu confiance dans les véritables intentions des militaires⁽²⁾. Mais Qassem approcha, par l'intermédiaire de Rashid Mutlaq, M. Mohamad Hadid, Vice Président du parti qui deviendra plus tard Ministre des Finances du premier cabinet républicain⁽³⁾.

L'aspect le plus impressionnant du coup d'Etat est la facilité avec laquelle il réussit. Vers 5h30 du matin, Aref en personne lut la proclamation annonçant l'instauration de la république. Quelques heures après cette proclamation, la volonté des Officiers Libres prévalait. L'une après l'autre les unités de l'armée se rallièrent et leur apportèrent leur soutien. A midi, Qassem qui attendait au "Am Mansur Camp" a 85 kilomètres de Bagdad, fit une entrée triomphale dans la capitale. La monarchie avait pris fin. Quelques obus avaient suffi pour l'ébranler. A l'exception de la résistance ridicule de la garde personnelle de Nuri al-Sa'eed, personne n'avait levé le petit doigt pour défendre la monarchie.

Il faut souligner que l'appui populaire massif dont jouirent immédiatement les Officiers Libres, était probablement

(1) - Pour le coup d'Etat de 1936, cf. Chapitre III

(2) - Kamil al-Chaderchi, من اوراق كامل الجادرجي (des papiers de Kamil al-Chadurchi), Beyrouth, ed. Al-Talia , 1971, P.63

(3) - Zubaidi, op.cit, P. 162.

primordial pour la rapidité du succès du coup d'Etat. A 8 heures du matin le 14 juillet, pas moins de 100 mille hommes et femmes, tous prêts à se battre, étaient descendus rien que dans les rues de Bagdad⁽¹⁾.

Cette masse, comme Bagdad n'en avait jamais vue dans son histoire récente, était unie par une seule passion : "mort aux traîtres et aux agents de l'impérialisme". Les nationalistes (arabes et kurdes), les communistes, et tous les autres aussi étaient dans les rues. Le responsable de la branche sulaimanya du PDK en ce temps là Mr. Kamal Fuad (actuellement membre du bureau politique de l'union patriotique du Kurdistan) rappelle les événements de ce jour : "Nous n'étions pas prêts comme quelques-uns des communistes, pour cela. Mais dès que nous avons entendu la proclamation de la République, nous ordonnâmes à tous nos membres et sympathisants de s'emparer des points stratégiques de la ville. Nous n'avions pas beaucoup d'armes mais nous savions que nous pouvions nous introduire par force dans l'arsenal de la police et nous servir en cas d'urgence⁽²⁾. Dans les autres villes du Kurdistan, le PDK agit de la même façon et il semble que ses efforts concordent avec ceux du parti communiste. L'explosion de joie était plus apparente chez les paysans qui un jour après le coup d'Etat, se ruèrent en grand nombre vers les villes en criant : "qué Gawada?" (qui sont les maquereaux?) et répondant eux-mêmes "Aghakan" (les Aghas, c'est-à-dire, les notables et les féodaux)⁽³⁾. Aucun incident violent n'a été signalé au Kurdistan durant cette première journée du coup d'Etat, mais la situation était si explosive que si les éléments pro-monarchistes avaient décidé de résister, un bain de sang aurait été inévitable.

(1) - Batatu, op.cit, P. 805

(2) - Entrevue avec Kemal Fuad.

(3) - Souvenirs personnels.

La célèbre poète contemporain kurde, Abdulla Goran (1904-1962) qui purgeait une peine en prison lorsque la République fut proclamée, écrit ses sentiments sur ce jour :

" Une voix lointaine
traverse à peine les murs...
Es-tu blanche, noire ou rouge?
Avance davantage,
Comme l'eau se déversant sur le feu!
descends dans mon âme
Et répand des fleurs dans ma cellule.

Une brise légère véhicule un écho :

" Vive la république"!
Est-ce un rêve? Quelle république?
Non ce n'est pas un rêve,
c'est la festival de la république.

O toi, corps gisant en prison
O vous, chaînes, soyez silencieuses;
Et toi, souffle qui frappe ma cellule,
Endors-toi comme un nouveau-né
Laissez cette voix lointaine
Pénétrer dans mes oreilles;
Laissez-la retourner comme le grondement d'un canon
Et laissez les étincelles embraser ma tête en feu.
O toi qui cultives la terre
Souris en paix
La mort est passée...."

Au moment de la révolution, Ibrahim Ahmad, Secrétaire Général du PDK était en résidence surveillée à Kirkouk. Sans perdre une **minute**, il envoya un télégramme aux républicains pour les assurer du soutien de son parti et de celui du peuple kurde à la révolution⁽¹⁾.

En effet, tout indiquait aux Kurdes qu'ils pouvaient aspirer à une vie nouvelle meilleure. Treize jours après la révolution, le 27 juillet, une constitution déclarait : " les Arabes et les Kurdes sont associés (شركاء) dans cette patrie, la constitution garantit leurs droits nationaux au sein de l'entité irakienne⁽²⁾ ". Jamais, auparavant, les Kurdes n'avaient été mentionnés dans la constitution irakienne. Ils étaient, alors, pleins d'espoir. Le conseil de souveraineté, la plus haute autorité du pays, après la révolution, se composait de trois membres : Najib al-Rubai'i (un sunite), Mahdi al-Kuba (un chiite) et Khalid al-Naqachabani (un kurde). Le premier cabinet républicain accueillit Baba Ali pour représenter les Kurdes⁽³⁾. Les officiers de la Hewa (Izzat Abdul Aziz, Moustafa Khochnao, Keiralla et Mohmoud Qadi) qui avaient été pendus par le gouvernement monarchiste pour avoir participé aux révoltes des Barzanis en 1945, furent réhabilités et promus héros nationaux. Le 7 octobre 1958, Barzani, qui vivait en exil en Union Soviétique, arriva à Bagdad où il fut accueilli en héros par le premier ministre, Abdul Karim Qassem⁽⁴⁾. Au cours de la

(1) - Pour le texte intégral du télégramme cf. Talabani, op.cit, P. 82

(2) - I.C.Vanly, Kurdistan irakien : entité nationale, op.cit, P. 81

(3) - Dr George Hajar, نحو اخوه عربييه - كورديه (vers une fraternité arabo-kurde), Beyrouth, édition Al-Qods, 1975, P. 23

(4) - Pierre Rossi, l'Irak des révoltes, Paris ed. du Sueil, 1962, P. 298.

première année de la république, la culture kurde connut un développement sans précédent. Par exemple, pendant les deux premières années de la république 184 livres furent publiés en kurde alors que pour les dix années précédentes, 182 livres avaient été publiés⁽¹⁾. La presse kurde fit elle aussi, de rapides progrès. Comme l'écrit Jean- Pierre Viennot; " la presse kurde, muselée sous la monarchie, cessa désormais de se consacrer uniquement aux question culturelles et se fit le porte-parole public des aspirations nationales du peuple kurde(...) à l'époque, on assista à une floraison de journaux et de revues kurdes (au moins une douzaine)...⁽²⁾. Le 9 janvier 1960, le PDK fut légalisé et entre le 5 et 10 mai de la même année, il réunit son 5ème congrès publiquement, pour la première fois de son histoire⁽³⁾. L'Irak, dans son ensemble, n'a pas connu (et ne connaît toujours pas) cette sorte de liberté qui exista dans les premières années de la république⁽⁴⁾. Les meilleures choses ont-elles toujours une fin? En Irak, oui : une série d'événements dont Dana Schmidt parle, comme "une

(1) - Cf. Moustafa Sayed Ahmad, بیبلیوگرافیای کتبی کوردی ۱۷۸۷-۱۹۷۵ (bibliographie des livres kurdes 1787-1975), Bagdad, Kurdish Academy Press, 1977, PP. 63-116.

(2) - J.P. Viennot, op.cit, P..130.

(3) - Edgard O'Ballance, The Kurdish revolt 1961-1970, Londres, ed. Faber & Faber. 1973, P. 71 du point de vue du chercheur, ce livre ne présente aucun intérêt. Hormis le fait que la plupart de ces informations sont fausses, le livre est raciste et sectaire. L'auteur, ancien officier britannique, cite des " proverbes kurdes" (décrivant les Arabes comme des "animaux") qui n'existent que dans l'imagination colonialiste de Mr. O'Ballance. Nous regrettons d'avoir perdu une semaine à lire ce livre.

(4) - Pour un récit détaillé et plein d'information de cette période de l'histoire d'Irak, cf. Uriel Dann, Iraq under Qassem: a political history 1958-1963, Londres, Pall Mall Press, 1969.



Abdul - Karim Qassem

confusion cauchemardesque"⁽¹⁾, aboutit à l'exposition d'un conflit armé qui devait durer 14 ans. Comment l'expliquer?

En schématisant, les relations entre Qassem et le PDK passèrent par trois phases distinctes :

- 1 - La période entre le jour de la révolution et le 5ème congrès du PDK en mai 1960.
- 2 - Du 5ème congrès du PDK à son interdiction par Qassem en septembre 1961.
- 3 - Le conflit armé de septembre 1961 à février 1963.

La première phase

Comme nous le disions, la première période se caractérisa par une coopération et une compréhension mutuelles. Il faudrait préciser ici que les officiers qui prirent le pouvoir, en juillet 1958, ne formaient pas un groupe homogène, politiquement ou socialement. On pourrait distinguer deux grands groupes : d'un côté, les nationalistes arabes (القوميين) représentés par Abdul Salam Aref, partisans d'une union immédiate avec l'Egypte, sous la bannière de Nasser. La plupart étaient arabes sunnites originaires de villes arabes du nord ouest, proches de la frontière syrienne (Mossoul, Tikrit, Ana, etc...) Il est intéressant de noter que, selon Batatu, l'adhésion de ces officiers à la cause panarabiste s'expliquerait, en partie, parce que leur province avait été liée économiquement à la Syrie et à la Palestine, avant la

(1) - Cf. D.A. Schmidt, op.cit.

première guerre mondiale et qu'elle avait donc souffert de la division de l'Empire ottoman et des obstacles des nouvelles frontières⁽¹⁾. Le deuxième, représenté par Qassem était composé de ce qu'on pourrait appeler les " irakistes", surtout d'officiers pro-communistes, comme le Colonel Mahdawi, le brigadier Djalal al-Aweqati, commandant de l'armée de l'Air, le Colonel Majid Mohamad Amin, le Major Wasfi Taher, etc... S'ils étaient pour un rapprochement avec l'Egypte, ces officiers refusaient cette sorte d'union qui avait existé entre la Syrie et l'Egypte sous l'égide de Nasser.

L'union avec l'Egypte n'était pas le seul point de divergence entre les deux groupes. Il est probable qu'il existait une rivalité personnelle entre Abdul Salam Aref et Qassem, née d'une dispute autour du pouvoir. Les dissensions entre les deux partis s'accrochèrent dans les semaines qui suivirent la révolution. Dès le début, Qassem avait compris qu'il ne pouvait compter sur les officiers supérieurs de l'armée, qui étaient, pour la plupart, sinon nationalistes arabes, du moins, sympathisants. Son seul moyen d'affirmer sa supériorité était d'opposer aux officiers les forces des communistes (très influentes parmi les officiers subalternes et les soldats) et celles des nationalistes kurdes qui craignaient beaucoup les projets panarabistes.

Trois jours après la révolution, Qassem prit des dispositions dans ce sens. Le 17 juillet, il publia un décret appelant à la formation de قوات المقاومة الشعبية (les forces de résistances populaires) qui regroupa vite 20.000 hommes et femmes armés, sous une direction communiste⁽²⁾. D'un autre côté, Qassem muta les officiers dont

(1) - Batatu, " class analysis and Iraqi society", op.cit, P. 116

(2) - Uriel Dann, op.cit p. 105

les chefs s'enfuirent aussitôt en Iran.

Les premières années de la république, Qassem eut recours au PDK et aux communistes sans lesquels il n'aurait jamais pu résister à la pression des nationalistes arabes. En échange de leurs services à Qassem, les nationalistes kurdes avaient espéré que leurs revendications seraient satisfaites. Selon les termes de Pierre Rossi "la fidélité des Kurdes à la révolution était totale. En prenant une part importante dans la répression de Mossoul, ils pensaient être les enfants chéris du nouveau régime"⁽¹⁾. Cette alliance entre Qassem, le PDK et les communistes reposait sur des intérêts communs. Les trois partis craignaient, chacun pour des raisons différentes, une victoire du nationalisme arabe. Cependant, quand la révolte de Chawaf fut écrasée, le danger représenté par le nationalisme arabe recula et la plupart de ses adhérents furent soit tués, soit emprisonnés ou contraints à la fuite. En même temps, les communistes développèrent leurs forces jusqu'à un point jamais atteint dans le pays et opposèrent une sérieuse résistance au gouvernement. En l'absence d'un danger à affronter en commun, l'alliance tripartite était vouée à la rupture. Qassem concentra son attention, d'abord, sur les communistes. Le PDK, surtout Barzani, se réjouissait de voir l'influence communiste ralentie dans le pays. Qassem s'occupant des communistes, le PDK en profita pour consolider son pouvoir au Kurdistan. Le 9 janvier 1960, trois partis furent légalisés mais pas le parti communiste⁽²⁾. Adressant des pétitions à Qassem, et

(1) - Pierre Rossi, *op.cit*, P. 298.

(2) - Les partis légalisés furent : le PDK, le parti National Démocrate et un Parti " Communiste" créé par Qassem lui-même, dirigé par Daud al Saeegh, un membre exclu du parti communiste. Saeegh aurait eu des difficultés à rassembler les 50 signatures nécessaires pour fonder un parti, selon la loi.

organisant des manifestations pour protester contre ces mesures, les communistes adoptèrent une conduite passive : dans leur esprit, tant que Qassem serait " anti-impérialiste", rien de grave ne devait être fait contre lui⁽¹⁾. Mais Qassem poursuivit alors, sa persécution des communistes, sans entraves. A ce moment-là, le PDK commença aussi à se faire du douci. Le parti avait été légalisé, certes; plusieurs journaux paraissaient en Kurde, c'est vrai, mais les exigences essentielles des Kurdes (l'autonomie) étaient loin d'être satisfaites.

La seconde phase

Peu de temps après le Vème congrès, Khabat, organe officiel du PDK, se mit à manifester des signes évidents de mécontentement face à la politique du gouvernement sur la question kurde. La critique était formulée dans des termes mesurés mais elle touchait au fond du problème : appartenance au PDK; le conseil général des études kurdes (créé pour donner une impulsion à la culture kurde) ne fonctionnait pas; le Kurdistan était exclu des projets économiques; les slogans officiels du gouvernement ignoraient la nationalité kurde⁽²⁾. L'année passant, les Kurdes multipliaient leurs plaintes et le gouvernement se faisait plus hostile. En novembre 1960, Ibrahim Ahmad, éditeur de Khabat fut jugé pour " entretenir des dissensions nationales et susciter le fanatisme"⁽³⁾. La cour l'acquitta mais son arrestation fut le premier des événements qui signalaient la possibilité d'un

(1) - Cf. Chapitre VI

(2) - I.C. Vanly, le Kurdistan irakien, entité nationale, op.cit, PP. 92-93.

(3) - Al-fajr al-Jadid, Bagdad, 15 décembre . 1960

ابتهاج الشعب الكردي بشفاء الزعيم الامين

مغادرة سيادة الزعيم عبدالكريم قاسم مستشفى السلام
جماهير الشعب تهتف بحياته وحياة الجمهورية الغالبة
سيادته يقول اني نصير للسلام



غادر سيادة الزعيم عبدالكريم قاسم رئيس الوزراء والقائد العام لجمهورية العراق مستشفى السلام يوم الخميس الموافق ٣ كانون الاول وكان سيادته يرتدي ملابس عسكرية . وتوجهوا الى مقره الرسمي في وزارة الدفاع لزيارة اعماله الرئيسية والقسم اعاده مهامه المعنى في مساندة سعيه نحو التقدم والازدهار وتحقيق ثورة ١٤ ثنوية جديدة وهي طريقه من المستشفى الى وزارة الدفاع كانت حياضه ممتلئة من ابناء الشعب العراقي في شارع الرشيد تهتف بحياته وبحياة الجمهورية الحاملة وبالمرسيد المديد لغير سوء ١٤ تموز كما كانت الجماهير الثميرة تهتف بالثورة والخروج والتسامح والعدل والطمأنينة في بلادنا التي قاموا بسواها منهم الثامنة للامانة على حياة نيل وفاته ١٤ تموز .

وقيل ان يغادر سيادة الزعيم عبدالكريم قاسم مستشفى السلام الذي قضى فيه ٥٦ يوما كان الوزراء في انتظاره حيث صاره على سلامته وعمرته الى قيادة الشعب وتوجيه دفة الحكم . ثم استقبل بسعد ذك السيد جرجيس كغير جمهورية رومانيا التسمية ببغداد في الزفرة التي كان يشغلها سيادة الزعيم في المستشفى . وقد دامت التقبلة لهما البشرفات

برقية سيادة الاستاذ ابراهيم احمد
سيادة مفيد البلاطين ١٤ تموز
العظيم الزعيم عبدالكريم قاسم

اصبح الشعب العراقي بوقته العربية والكردي كثيرا جدا التي اشرفت على مسالمة انتباه جودكم الى عرين الجمهورية والثورة بعد الشفاء التام من امراضه وصعوبات الحونة والتسامح لمراسلة سيادة البلاد العاظمين في المستشفى وقضى لهم نحو المزيد من الانجازات الثورية ولتحقيق جميع اهداف شعبنا في الديمقراطية والسيادة والعدل والطمأنينة والاشغال والاسكان اهتزاز وانتم نصير لهذا المستشفى قياسي واسم جميع منسبي وزارة الاشغال والاسكان اهتزاز وانتم نصير لهذا المستشفى والجنس البشري بسلامة وشفاء بوجه العراق وروى الاخوة نصير للسلام . وقد فوجئت كلمة العربية الكردية وقاله جمهورية الخالدة . وانتم هذه الفرصة السنية للارباب عن تاييد الشاه لخطاكم التاريخي الواثق الذي كنتتم فيه اوجه الضياء والتقدم والتسامح والعدل والطمأنينة والاشغال والاسكان اهتزاز وانتم نصير لهذا المستشفى ودمتم قائدا مظلوما لجمهورية الديمقراطية عانت الجمهورية العراقية الديمقراطية برعايتكم الموت والشفاء والاستعمار والطمأنينة وادابهم الازائل جرجيس يوسف وزير الاشغال والاسكان

خربات النضال

جريدة يومية سياسية

تعداد ١١٣٤٦٦٠٠٠٠ كانون الاول ١٩٥٩ السنة الاولى العدد ١٦٦٤٤

ابتهاج الشعب الكردي بشفاء زعيمه الكردي

عزم كردستان العراق من اصحابها الى اصحابها كغيرها من مناطق الجمهورية العراقية الديمقراطية والفرح والسرور . بشفاء الزعيم الامين لتسليحنا العراقي بوقته العربية والكردي والاقليات القومية المتأخرة وبعودة قائدنا جمهوريتنا جمهورية العرب والاكرد . الى ممارسة مهام قيادة الشعب والبلاد مباشرة بعد خروجه من المستشفى متفاني معالي .

ولا يجب . فالتصميم الكردي الذي حرره ثورة ١٤ تموز التي صممها واخرجها الزعيم الحكيم عبدالكريم قاسم من تصنيقه الشعب العربي من الاستعمار والنظام الملكي المتفسن وكثرت فيسود سياسة الاستعمار القوي التي مارسها الحكام القوية ضد طبقة فترة حكم الهاشمي البعثي في العراق . فالتصميم الكردي الذي وطلعت ثورة ١٤ تموز ومكاسبها الرائجة بضمها الاعتراف بحق الشعب الكردي القومية ، علاوة الاخوة مع الشعب العربي الشقيق . يكن الشعب العميق والتقدير والتعجب لسيادة الزعيم المثلث العرب والاكرد .

خطاب الاستاذ ابراهيم احمد في حلقة

ابتهاج كبرى اقلية ناضل الكرد

الاصوات الاكبر يسر ناديا ان يبادر الى اقامة هذه الحملة الهجعة لظهار جزم من السادة التي ينشر بها كل كروي شريف والفرح الذي يطرح به وجهه .

حسنة زعمنا المعظم كماه كزيم قاسم من رصاصات القدر والحياتة التي سددما الى حياتة المشايخ الرعيسون وادناسب الاستعمار تر خروجه من المستشفى ولسلامه دقة جمهوريتنا ولسا ان كل ذلك هو سميت الفرح والسرور لكل كروي شريف ولكل عراقي مخلص بل ولكل انسان محب للسلام والحرية في العالم . ان الزعيم عبدالكريم قاسم لا ينشر سخر الشعب الكردي محروم العراق باكراده وعسريه وسائير الاقليات القومية المتأخرة بل من معه الشعب الكردي ايضا من مطالب الاستعداد القومي ودمتيم النظام الرعيس الموال للاستعمار وتأسيس جمهوريتنا الديمقراطية الحرة ووضع دستور تقدمي والاعتراف بحق الشعب الكردي القومية في كردستان العراق . امكن ارساء الاخوة الكردية العربية - لاول مرة - على اساس المساواة . هذا الاساس الذي لم ولن يسكن يدونه في اي وقت ومكان ثورية وتتميز وادامة الاخوة بين الشعب كروي شريف والفرح الذي يطرح به وجهه .

سلكت الحكومة العراقية سياسة تقوية الاخوة العربية الكردية بالاعتراف بحق الشعب الكردي القومية والتفصا . على اسباب التسمر والاعتراض لا سياسة العدل والتعذيب والسجن . اذ ان الاخوة الحقيقية تكون بانفسنا الشعب الكردي نصيبه من حروب لهذا الوطن وبدمعه مع الشعب العربي وسائر الاقليات القومية نحو الرقبي والازدهار .

وبفضل سياسة الزعيم عبد الكريم قاسم وعزم الشعب الكردي لاول مرة مثل هذه الخاطفة واعتبر شريكا ومسؤولا في الحقوق والواجبات شانه في ذلك شأن سائر اخواته العراقيين ولابد من بيان ان هذه السياسة التقدمية التي يمارسها الزعيم عبدالكريم تجاه الشعب الكردي هي من حيلة اسباب عداء الحكام الرعيسين في البلدان التي تصطيد الشعب الكردي وتخرمه من جميع - البقية على ص -

الشيخ احمد البارزاني يهنئ الشعب وزعيمه

سيادة زعيمنا الازدهار الرشيد . فترجوا من الله عز وجل ان يحفظكم بعين عنايته للثغرين العونة لقاهر الاستعمار وزعيم البلاد الشيخ احمد البارزاني

خبوات تهنئ الشعب العراقي

سيادة زعيم البلاد الازدهار عبدالكريم قاسم تنتهز هيئة تحرير هذه الفرصة السنية لتكلم على سبيل الدفاع عن الجمهورية العراقية الخالدة جمهورية العرب والاكرد . وولاه التام للشعب البار كزيم الجمهوريتنا كانه كزيم قاسم

دمتم قائدا مظلوما لجمهورية الديمقراطية عانت الجمهورية العراقية الديمقراطية برعايتكم الموت والشفاء والاستعمار والطمأنينة وادابهم الازائل جرجيس يوسف وزير الاشغال والاسكان

conflit ouvert entre les deux partis. En effet, en décembre, trois revues kurdes furent interdites (Hataw, Jin, Dang-i-kurd). En février Qassem annula la conférence annuelle des enseignants kurdes devant se tenir à Chaqlawa (dans la région d'Arbil). L'événement le plus inquiétant pour le PDK, se produisit au cours d'une conférence de presse donnée par Qassem le 20 février 1961. Au cours de cette conférence, Qassem donna sa définition du kurde. Pour lui, "kurde" était un titre donné par les rois persans aux vaillants guerriers dont les descendants s'amalgamèrent plus tard, aux armées de conquête musulmane (donc arabe) ⁽¹⁾. Les objectifs de Qassem étaient claires: les Kurdes n'étaient pas un peuple à part, et n'avaient pas de droits nationaux différents de ceux des Irakiens arabes. Quelques jours plus tard, le journal al-Thawra, qui se faisait l'écho des opinions de Qassem, publia un éditorial dans lequel il niait l'existence d'une nation kurde ⁽²⁾. Khabat réagit violemment et demanda l'interdiction de al-Thawra. Qassem ne fit aucun cas de ces réactions. Le 9 mars 1961, Ibrahim Ahmad, Secrétaire du PDK, fut de nouveau arrêté pour des motifs non politiques mais de droit commun : on l'accusait de complicité dans le meurtre de Sidiq Miran, féodal kurde et ami de Qassem ⁽³⁾. Ahmad nia et le gouvernement retira son accusation le lendemain. Cependant, Ahmad interpréta cet incident comme le dernier avertissement et rentra aussitôt dans la clandestinité,

(1) - Al-Zamman, Bagdad, février 22 1961.

(2) - Al-Thawra, Bagdad 1 mars 1963.

(3) - Pour d'autres informations sur Sidiq Miran, cf. chapitre II

tout en demeurant à cette époque à Bagdad⁽¹⁾.

La rupture finale entre les deux groupes était alors inévitable. Le 22 mars 1961, Khabat, organe officiel du PDK, fut interdit après la publication d'un article dans lequel Djalal Talabani s'en prenait au gouvernement. Quelques jours après, un autre journal du PDK, Kurdistan, fut suspendu sine die. Des membres éminents du parti furent arrêtés puis relâchés puis détenus encore. Les réunions du parti continuaient à Bagdad mais elles avaient lieu chez des particuliers, dans la clandestinité. Les contacts avec Qassem avaient presque cessé depuis le début de 1961. Puis, en juin 1961, le parti adressa une note à Qassem, énumérant les revendications kurdes et leurs griefs contre la politique du gouvernement. La note intitulée "حول خطوره الوضع في كردستان" (sur la gravité de la situation au Kurdistan) était composée de 19 points exposant les griefs du PDK et de 13 autres exprimant les revendications du PDK. Etant donné son importance, nous en présentons les principaux extraits.

Les griefs du PDK contre Qassem (résumés par I.C.Vanly)⁽²⁾.

1 - " L'oubli total de l'article 3 de la Constitution", le gouvernement ne tenant aucun compte du fait que la république est celle des Arabes et des Kurdes.

2 - " La mise en veilleuse de la direction général de l'enseignement en kurde".

3 - La privation des élèves kurdes, dans les écoles

(1) - U. Dann, op.cit, P. 333

(2) - I.C.Vanly, Kurdistan irakien : entité nationale, op.cit; PP.96-99.

moyennes et secondaires de leur " droit d'étudier en leur langue nationale, droit reconnu constitutionnellement".

4 - " Le fait que le gouvernement ait négligé de faire usage du kurde comme langue officielle de l'administration de l'Etat dans les provinces kurdes, alors que l'ancien régime même n'avait pas osé priver complètement les Kurdes de ce droit".

5 - " L'affectation des fonctionnaires kurdes à des régions en dehors du Kurdistan et la faible proportion qu'ils représentent dans l'administration, surtout dans ses secteurs supérieurs et délicats" .

6 - Le transfert de centaines de policiers kurdes au sud de l'Irak.

7 - La non attribution aux régions kurdes, dans les plans économiques du gouvernement, du moindre projet industriel, agricole et de construction. La note cite le cas, unique, d'une entreprise attribuée par le gouvernement aux régions kurdes, à savoir une fabrique de sous-vêtements et de chaussettes, prévue pour Arbil et qui fut finalement installée en Irak arabe.

8 - "Les restrictions dans l'admission des étudiants kurdes en particulier à l'Ecole militaire; la non-promotion des officiers kurdes méritants, les mesures vexatoires envers d'autres, ce qui a amené nombre d'entre eux à présenter leur démission, qui fut immédiatement acceptée".

9 - Les dons en argent et en armes que fait le gouvernement à des " féodaux kurdes connus comme agents de l'impérialisme et auparavant de Nouri Sa'eed" et que le peuple kurde considère comme

des traîtres.

10 - Les récompenses données par le gouvernement à certains fonctionnaires " dont l'hostilité à la nationalité kurde est notoire".

11 - L'oppression dont fait l'objet le Parti démocrate du Kurdistan, avant-garde du peuple kurde.

12 - Les mesures prises par le gouvernement contre la presse kurde et l'interdiction des journaux et revues kurdes, tels que Khabat, Kurdistan, Azadi, Dang-i-kurd, Rasti, Hataw, etc.

13 - Le fait que le gouvernement n'a rien entrepris contre les journaux ayant invité à l'assimilation du peuple kurde et "dont les liens étroits avec certains responsables de l'Etat sont bien connus".

14 - " L'outrage dont le peuple kurde a été l'objet en décrivant des révoltes de libération nationale comme étant inspirées par l'impérialisme!"

15 - " Le peu de cas que le gouvernement fait de l'amour-propre national du peuple kurde, en tant que peuple ayant ses caractéristiques nationales et les mesures vexatoires de toutes sortes pour combattre et insulter le sentiment national kurde".

16 - " La politique impérialiste de " diviser pour régner" suivie clairement par certains organes du gouvernement et dont l'un des aspects consiste à affecter les conscrits kurdes aux provinces du sud et nos frères les conscrits arabes aux provinces kurdes,

et l'emploi qu'en fait le gouvernement pour briser les grèves et les manifestations de la population locale. Comme exemple : l'emploi de soldats et policiers kurdes pour briser la grève des chauffeurs de taxi, en particulier dans le district de Aazamiya (Bagdad)".

17 - "Les mesures d'arrestation et d'exil prises contre nos compatriotes kurdes, en particulier les instituteurs".

18 - La discrimination entre Arabes et Kurdes, même en ce qui concerne la libération de certains détenus et exilés.

19 - Le silence du gouvernement devant les actes d'assassinat commis contre des Kurdes, en particulier à Kirkouk, et l'encouragement manifesté par les autorités à commettre pareils actes.

Les treize demandes du PDK

1 - "Le retrait des troupes concentrées dernièrement dans certaines régions du Kurdistan à leurs bases d'origine; s'abstenir de tout mouvement militaire inhabituel dans ces régions".

2 - "L'éloignement du Kurdistan de tous les chefs d'administration, de sûreté et de police responsables des derniers incidents par leur négligence, leurs provocations et leur présentation tendancieuse des faits, et leur traduction devant les tribunaux compétents".

3 - Le retour au Kurdistan des fonctionnaires kurdes transférés ou exilés, et la nomination de Kurdes connus pour leur fidélité à la république et à la fraternité kurdo-arabe aux postes de préfet des provinces et districts kurdes.

4 - L'application intégrale de l'article 3 de la Constitution et la réalisation d'une complète égalité, sous tout rapport, entre les deux nationalités kurde et arabe, unies sous les couleurs de la république.

5 - Purger l'administration des éléments hostiles à l'esprit de la révolution du 14 juillet.

6 - Rendre au peuple ses libertés démocratiques et mettre rapidement fin à la période transitoire par la formation d'un gouvernement reponsable devant un parlement librement élu par le peuple; l'abolition de toutes les lois et mesures d'exception.

7 - L'application des résolutions prises par le congrès du corps enseignant kurde de 1960, pour le développement de la culture kurde.

8 - Proclamer le kurde comme langue officielle de l'Etat pour le territoire du Kurdistan.

9 - Effacer les séquelles de la politique de discrimination nationale contre les Kurdes, et sévir contre ses promoteurs.

10 - Abolir toutes les restrictions limitant la culture du tabac au Kurdistan.

11 - Remanier la loi sur l'impôt perçu sur le sol, de façon à alléger le lourd fardeau qu'elle jette sur les paysans.

12 - Combattre le chômage grandissant en procédant à la création rapide d'entreprises industrielles et de construction.

13 - Combattre la cherté de la vie.

Qassem n'y accorda aucune attention. Une note finale reprenant les mêmes points en des termes plus véhéments fut adressée à Qassem le 3 août 1961. Même indifférence de Qassem. Pendant ce temps, la situation tribale au Kurdistan commença, à son tour, de se détériorer.

Le 5 novembre 1960, Barzani avait quitté l'Irak pour participer en Union Soviétique, aux manifestations commémoratives de la révolution d'octobre. Barzani avait probablement dans l'idée de persuader les Soviétiques de convaincre Qassem de sorte qu'il fasse des concessions au mouvement nationaliste kurde.

Quelle fut l'attitude de l'URSS vis-à-vis des Kurdes? Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'examiner la position Soviétique sur le mouvement nationaliste kurde dans son ensemble.

Tout d'abord, il est important de rappeler que l'intérêt que les Russes portent aux Kurdes ne date pas de la Révolution bolchevique. Pendant plus d'un siècle, dès avant 1917, les tsars ont pris au sérieux leur politique envers les Kurdes, si mal définie qu'elle fut souvent. L'on a pu dire que leur premier contact avec les Kurdes remonte au début du XIXe siècle. Par la suite, ces derniers se sont vus assigner un rôle annexe dans la stratégie russe au cours des

guerres successives contre la Turquie.

Bien que dans leur majorité, les Kurdes ottomans se soient rangés aux côtés du sultan, l'armée russe leva un régiment kurde en 1829, et pendant la guerre de Crimée, plusieurs dizaines d'années plus tard, on forma deux autres régiments semblables⁽¹⁾. Il semble aussi qu'un certain nombre de tribus kurdes servirent de nouveau le tsar pendant la guerre russo-turque en 1877-78, à la fois en raison de leur animosité envers le sultan, et de l'attrait qu'exerçait l'or russe⁽²⁾. Vers la fin du siècle, les efforts tsaristes pour gagner la sympathie des Kurdes se firent plus pressants. En 1889, par exemple, plusieurs chefs de tribus, y compris Jafar Agha, des Shikak, Abdul Razzaq des Bedir-Khans, et Sayyid Taha des Hakkari, furent invités par le tsar qui pour les Kurdes n'avait rien d'altruiste; Ils voyaient en eux un instrument possible qui pouvait leur permettre de poursuivre leurs objectifs expansionnistes.

Cependant, le début du XXe siècle vit une modification dans l'attitude du tsar envers les Kurdes. Les négociations secrètes entre la Russie et ses alliés pendant la première guerre mondiale donnent une certaine crédibilité à l'hypothèse selon laquelle, à cette époque, la Russie comptait, pour la satisfaction de ses aspirations à une expansion territoriale, sur des accords internationaux et de ce fait perdait une grande partie de son intérêt antérieur pour de

(1) - Pour un travail d'ensemble sur le rôle des Kurdes dans les guerres russo-turques, voir : G. Avarianov Kurdy. V voïnakh Rossii : Tiflis 1900.

(2) - Cf "Kurdy" in Bolshaia Sovietskaia Ensiklopedija ed. 1937 vol BP. 531-35; et aussi, F.V. Greene : the Russian Army and its campaigns in Turkey in 1877-78 New-York, 1879 PP. 384-385.

bonnes relations avec les Kurdes. L'attitude des Russes envers les Kurdes pendant la première guerre mondiale corrobora cette hypothèse: après la victoire des Russes (composées en nombre non négligeable d'Arméniens) envahirent le Kurdistan méridional - aujourd'hui le Nord de l'Irak - et massacrèrent environ 5000 Kurdes de tous âges et des deux sexes, dans la ville de Rawanduz ⁽¹⁾.

Lorsque les Russes se retirèrent finalement des Kurdistan du sud et du nord, ils imposèrent tout au long de leur ligne de retraite une politique de la "terre brûlée", laissant derrière eux la vallée du Rawanduz entièrement ravagée et dépeuplée.

Le bouleversement de 1917 en Russie, et la prise du pouvoir par les Bolcheviks en novembre de la même année interrompirent la poursuite de cette politique kurde, et ouvrit une période différente de l'histoire des attitudes de ce pays envers les Kurdes.

Le Moyen-Orient aujourd'hui est l'un des lieux où s'affrontent activement les superpuissances. Formant un élément important de la structure géopolitique de la région, le Kurdistan et sa population, d'une façon ou d'un autre, a suscité l'intérêt stratégique de celle-ci. C'est donc dans l'optique de la détente ou du conflit entre les superpuissances qu'il faut aujourd'hui examiner les attitudes soviétiques envers les Kurdes, en même temps que comme un aspect de la politique soviétique au Moyen-Orient.

(1) - Major Kenneth Mason, " Central Kurdistan", In The Geographical Journal IIV, Londres, P. 331.

Bien qu'il n'entre pas dans le champ des remarques que nous faisons brièvement ici de discuter en profondeur la stratégie soviétique au Moyen-Orient, il est essentiel pour comprendre le problème qui nous occupe d'examiner les relations des Soviétiques avec les divers gouvernements qui se partagent le Kurdistan. Quelques exemples nous permettront d'illustrer ceci :

Après avoir constamment dénoncé les atrocités commises contre les Kurdes d'Irak sous le régime Ba' th de février à novembre 1963, après être allé jusqu'à proposer une résolution au Conseil de Sécurité des Nations Unies condamnant la politique kurde de ce gouvernement, l'Union Soviétique changea subtilement d'orientation, et en février 1964, Nikita Krouchtchev salua les accords du président Aref avec Barzani (dans lesquels fort peu sinon aucun des droits des Kurdes ne se trouvaient garantis)⁽¹⁾ comme un pas en avant, de nature à " renforcer le prestige de la République d'Irak aux yeux du reste du monde"⁽²⁾. Il serait fort difficile à un observateur, quelle que soit son orientation politique, d'attribuer ce changement d'attitude à un simple désir de paix de la part des Soviétiques, ou à leur répugnance pour les effusions de sang. En fait, les nouveaux développements intervenus entre temps dans les relations irako-soviétiques sont au coeur de l'affaire : le régime Ba' th, en 1963 (de février à novembre) était ouvertement hostile à l'Union Soviétique, et notamment pendant les mois de février, mars et avril, mena une campagne de terreur contre

(1) - Des désaccords à propos de ce traité au sein du mouvement nationaliste kurde ont conduit à la scission historique de la tendance Talabani, qui s'opposait au traité.

(2) - An-Nida(organe du Parti Communiste du Liban) 16 février 1964.

les communistes irakiens⁽¹⁾. D'un autre côté, Abdul Salam Aref qui s'empara du pouvoir en Irak par un coup d'Etat militaire en novembre 1963, connu pour son nassérisme, était, malgré son ardeur anticommuniste, mieux disposé envers les Soviétiques. Sous son règne, les relations irako-soviétiques s'améliorèrent, notamment après la rencontre arrangée par Nassar entre Aref et Krouchtchev, en Egypte. Les fournitures d'armes soviétiques à l'Irak, interrompues sous le régime précédent, reprirent. Le régime Aref trouva même un soutien idéologique auprès des Soviétiques qui lui décernèrent le titre de régime orienté vers "un développement anticapitaliste". Cette attitude des Soviétiques envers Aref n'était pas sans ^{rappont avec l'apparition, au sein du PCI, de} rapport avec l'apparition, au sein du PCI, de ce qui prit par la suite le nom de "ligne d'aôut 1964", qui proposait la dissolution du Parti dans l'organisation politique gouvernementale (de même qu'en Egypte, et en Algérie).

Ici encore, les différentes attitudes des Soviétiques sous le gouvernement Ba'th de 1963 et sous celui qui revint au pouvoir en juillet 1968, s'expliquent en grande partie, par les relations des Soviétiques avec chacun de ces régimes. Alors que le premier gouvernement Ba'th, entretenait, comme nous l'avons indiqué une certaine animosité contre les Soviétiques, le second, notamment après 1970, se tourna visiblement vers l'URSS (sous la menace du Shah qui brandissait la matraque américaine). En avril 1971, par exemple, l'Union Soviétique consentit un prêt à 2,5% d'intérêts pour financer une mine de phosphates, une usine d'engrais chimiques, un

(1) - Pour un compte rendu détaillé de la persécution Ba'th contre les communistes d'Irak, pendant cette période, voir Hanna Batatu. The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq, New Jersey, Princeton University Press, 1978, PP. 947-94.

pipeline, une raffinerie de pétrole, et deux centrales hydroélectriques⁽¹⁾. En juin de la même année, un accord technique assura l'aide soviétique au développement de l'extraction du pétrole dans la région du Nord Rumailah avec une production annuelle allant jusqu'à 18 millions de tonnes de pétrole brut. Après la coopération économique, vinrent les accords politiques : en avril 1972, Alexei N. Kossigyne signa avec le Président Al-Bakr, un traité d'amitié pour quinze ans, renouvelable⁽²⁾ et, en mai Mukkaram Talabani et Amer Abdallah, tous deux membres du Parti Communiste irakien prosoviétique, entrèrent dans le cabinet Ba'th. Finalement en juillet 1973, se constitua le " Front Progressiste National" avec pour co-signataires, le Parti Ba'th et le Parti Communiste d'Irak prosoviétique. Il faut remarquer que, ni l'Union Soviétique, ni le Parti Communiste d'Irak ne levèrent le petit doigt pour protester contre la guerre menée contre les Kurdes en 1974-75, au cours de laquelle, selon les estimations les plus prudentes, des milliers de Kurdes furent tués. Aujourd'hui, le régime Ba'th en Irak emboîte le pas à l'Arabie Séoudite et à la Jordanie, et, comme elles, chante avec les sirènes américaines. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que l'Union Soviétique s'intéresse de nouveau aux Kurdes d'Irak, et à ce que le Parti Communiste d'Irak ait envoyé des détachements armés dans les montagnes kurdes pour y combattre " pour la démocratie en Irak et l'autonomie des Kurdes"⁽³⁾.

(1) - An Nahar, Beirut, avril 1971

(2) - Ibid, juin 1971

(3) - Pour les détails sur ce traité, voir Hanna Batatu, Ibid, P. 108.

Avant d'aller plus loin, il faut souligner un point important. Il ne fait pas de doute que la politique kurde des Soviétiques, comme toutes leurs autres politiques, a été directement influencée par les changements politiques et idéologiques survenus dans la direction soviétique elle-même. Inutile de dire qu'il n'entre pas dans nos intentions, ni dans nos possibilités, au cours de ces notes de commenter de manière approfondie le processus complexe de l'histoire de l'Union Soviétique. Cependant et sans pour autant prendre parti dans le débat en cours encore aujourd'hui sur "le révisionnisme soviétique", l'on peut observer que la politique étrangère de l'URSS, notamment après la deuxième guerre mondiale, présente un caractère nettement hégémoniste. Sa confiance pendant et après la deuxième guerre mondiale en sa puissance et son prestige, récemment découverts, l'emportant sur le marxisme révolutionnaire, lorsqu'il s'est agit d'atteindre ses objectifs dans le Moyen - Orient, est révélatrice du gouffre historique et politique qui sépare cette période de l'histoire de celle qui suivi immédiatement la Révolution d'Octobre.

Il faut tout d'abord souligner le caractère général et hypothétique des remarques qui suivent, l'élaboration d'une thèse sur la politique kurde de l'Union Soviétique supposant des recherches plus approfondies et une analyse beaucoup plus complète des événements et de leurs inter-relations.

En pratique, trois options différentes s'offraient

à l'Union Soviétique⁽¹⁾ :

1 - Ne pas s'occuper des Kurdes, et se montrer ou bien indifférente à leurs aspirations, ou considérer leur mécontentement comme une affaire intérieure aux pays entre lesquels le Kurdistan avait été partagé. Il semble que dans une certaine mesure, c'est cette option qui a été retenue dans la première décennie qui a suivi la Révolution d'Octobre.

A la conférence de Bakou en 1920, réunie pour discuter de la question nationale en Orient, il n'est fait aucune mention des Kurdes. Cette attitude est particulièrement surprenante si l'on se souvient qu'à cette époque la création d'un Etat kurde était considérée comme partie intégrante des accords d'après-guerre (traité de Sèvres, 1920). Qui plus est, bien que la première déclaration politique du gouvernement bolchevik sur les peuples musulmans, intitulée "Appel aux travailleurs musulmans de l'Orient" (décembre 1917), n'ait fait référence ^{qu'} à près d'une douzaine de nationalités, il n'y est pas fait mention des Kurdes. Les Arméniens eux-mêmes, non musulmans mais dont la situation était analogue à la leur, y ont droit à un paragraphe.

Les bolcheviks semblent avoir hésité sur la ligne

(1) - Pour un travail riche d'informations sur les attitudes des Soviétiques envers, les Kurdes, cf. Wilson N. Howell, The Soviet Union and the Kurds. A study of National Minority Problems in Soviet Policy, Doctorate thesis University of Virginia, 1965. Un certain nombre des thèmes évoqués dans cet article sont étudiés dans une optique entièrement différent par M. Howell, sous le titre "Soviet Policy Alternatives in Kurdistan" PP. 277-85.

à suivre en ce qui concernait les Kurdes. Ils étaient certainement troublés par l'apparent manque d'unité du mouvement kurde. Ils ne voyaient guère se développer chez eux un authentique mouvement nationaliste. Il est intéressant d'observer qu'au début des années 40, le débat se poursuivait encore chez les communistes d'Irak, pour savoir si les Kurdes constituaient ou non une " nation " selon les critères établis par Staline dans " Le marxisme et la question nationale et coloniale ".

Pourtant, si le doute et la confusion pouvaient expliquer l'indifférence des bolcheviks aux aspirations des Kurdes jusqu'en 1921, leur attitude pendant les six dernières années de la première décennie du gouvernement soviétique fut motivée par d'autres facteurs.

Après l'élimination de la menace contre-révolutionnaire dans le Sud, par l'incorporation à l'Union Soviétique de la Géorgie, et d'une partie de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, les bolcheviks rétablirent les frontières de la Russie avec la Turquie, et la Perse occidentale. Poursuivant leur expansion vers la Transcaucasie au début de 1921, ils assurèrent leur contrôle sur l'extrémité nord du Kurdistan. Pourtant, face à l'intervention des alliés qui se poursuivait, la sécurité de l'Etat soviétique dépendait en partie de sa capacité à interdire à la Grande-Bretagne, puissance dominante à l'époque dans cette région du monde, d'exercer son influence sur sa frontière méridionale. On chercha donc à s'arranger avec les gouvernements turc et persan, et en 1921 des traités d'amitié furent conclus avec l'un et l'autre. Si avant 1921, le gouvernement soviétique

était encore théoriquement à même de proclamer son soutien envers les Kurdes, ce que, d'ailleurs, il ne fit pas, après la signature des traités avec la Turquie et la Perse, cette option devenait impolitique.

Un autre facteur contribua grandement à l'attitude prise par les bolcheviks. Il semble qu'à cette époque, l'on était officiellement convaincu en URSS que les dirigeants kurdes n'étaient pas seulement contre-révolutionnaires, mais aussi, des instruments conscients de la politique britannique. Fischer a résumé la pensée soviétique en la matière. Selon lui :

"Moscou croyait que la politique de la Grande-Bretagne à l'époque tendait à la création d'un Etat kurde indépendant, ou semi-indépendant, ou que les Anglais, en tous cas, utilisaient les Kurdes à leurs propres fins dans le Proche-Orient, et pour semer la discorde entre la Turquie et la Perse... Plus généralement, Moscou est convaincu que des agents britanniques emploient les tribus rebelles dans tous les pays d'Orient pour faire pression sur les gouvernements constitués, et ainsi mener à bien la politique de Londres... (1).

M. L. Veltman (M. Pavlovick), l'un des principaux spécialistes soviétiques, commentant les valeurs de l'Arménie soviétique, se fait l'écho de ce point de vue:

"Une révolution soviétique en Arménie.. mettrait fin aux plan britanniques, ayant pour objet un Etat tampon kurde

(1) - Fischer, The Soviet Union in World affairs; a history of relations between the Soviet Union and the rest of the world, London, ed J. Cape, 1930- P. 612.

dirigé contre nous"⁽¹⁾.

Il est encore une autre raison pour croire que le gouvernement soviétique n'avait nullement l'intention de soutenir les aspirations des Kurdes. Au cours de ses relations avec le régime kemaliste en Turquie, le gouvernement soviétique exprima son espoir que " des relations diplomatiques permettraient à la Grande Assemblée Nationale (turque) d'établir des frontières clairement définies, déterminées par la justice, entre la Turquie d'un côté, la Perse et l'Arménie de l'autre..."⁽²⁾

Un Etat kurde indépendant aurait rendu impossible le tracé de frontière entre la Turquie, la Perse, et l'Arménie .

En tous cas, le gouvernement turc, comme son homologue persan, rejeta le séparatisme kurde, et les bolcheviks, en signant le traité de 1920 s'interdirent tout soutien au mouvement nationaliste kurde.

Cependant, les changements survenus à la fin des années 20 dans les relations soviéto-turques, soviéto-iraniennes, d'une part, et entre Kurdes et Britanniques de l'autre, amenèrent les Soviétiques à modifier leur attitude envers les Kurdes. Nous examinerons ce point de plus près par la suite.

(1) - NL. Veltman (M Pavlovic); "Sovietskaia Rossila i anglo-frantsuskie intrigi v Vostoke" , in Kommunistitcheskii International, N° 14, 6 novembre 1920.

(2) - Wilson H. Howell, op.cit, P. 223.

Il est fort douteux que les conditions qui ont rendu cette option possible pendant les dix premières années du gouvernement ^{bolchevik} se répètent jamais.

2 - Au lieu d'ignorer les Kurdes, l'Union Soviétique pourrait apporter activement son soutien à la création d'un Etat kurde indépendant. Il existe un exemple historique d'un cas où l'on a eu au moins partiellement recours à ce procédé : c'est la République kurde de Mahabad (Iran) en 1946; il n'est pas inutile ici d'examiner les circonstances qui rendirent possible le soutien soviétique.

L'invasion anglo-russe de l'Iran, en septembre 1941, entraîna l'effondrement de l'autorité de la Perse sur les tribus, dans les régions où vivaient celles-ci. Dans les régions kurdes, l'une des conséquences les plus graves de cet affrontement fut que les Kurdes s'emparèrent de grandes quantités d'armes et de munitions, abandonnées par les armées en fuite devant l'avance russe⁽¹⁾. Inutile de dire que ceci modifia considérablement l'équilibre des forces entre le gouvernement et les tribus du Kurdistan. Le fait que les Kurdes iraniens qui entretenaient de sérieux griefs contre le gouvernement de Reza Shah, se retrouvèrent soudain bien armés, et complètement délivrés de l'autorité centrale, entraîna une situation riche de possibilités pour les nationalistes de ce pays. Un autre effet de l'occupation de l'Iran par les alliés fut la division de ses territoires kurdes en trois zones distinctes; une zone russe, une zone britannique, et un territoire

(1) - Elphston "The Kurdish Question " in International affairs,
XII, janvier 1974, P. 94.

tenu par les Kurdes eux-mêmes, situé entre les deux zones alliées. Dans les trois zones, les Kurdes s'avérèrent tendre de manière indéniable vers une rupture de leurs liens avec la Perse. Ils semblent n'avoir pas perdu de temps après l'arrivée des Russes dans le nord-ouest de l'Iran pour leur faire des ouvertures⁽¹⁾.

La Grande-Bretagne et la Russie étaient également conscientes du problème posé par les Kurdes en particulier en Iran et dans le Kurdistan d'Irak (où les Barzanis étaient déjà en révolte ouverte contre le gouvernement).

La sensibilité de la Turquie au problème kurde était connue de tous. On racontait que des agents allemands avaient fomenté des troubles parmi les éléments kurdes mécontents de l'Irak, de l'Iran et de la Syrie⁽²⁾. La situation était donc délicate. Pendant les années cruciales du début de la guerre, lorsque les Allemands avaient réussi à atteindre le Caucase du Nord, la Grande Bretagne et la Russie s'efforçaient de ne rien faire qui puisse inciter la Turquie à entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne. C'est pourquoi les deux puissances gardèrent leurs distances avec les Kurdes pendant les premières années de la guerre.

Après la guerre, la politique kurde soviétique subit une transformation significative, peut-être la plus importante de son histoire. Trois facteurs la rendirent possible.

(1) - Wadie Jawaideh op.cit, P. 714

(2) - Axis propagandists in Turkey... Incitement of Kurds", The Times, Londres avril 1942, P. 3.

1 - L'Union soviétique qui était entrée dans la guerre comme une puissance de second plan en sortit avec le statut d'une grande puissance, membre respecté de la communauté victorieuse des alliés, en même temps que la Grande-Bretagne perdait les ressources et l'influence nécessaires pour s'opposer à une poussée énergique des Soviétiques.

2 - Les relations entre l'Union Soviétique, la Turquie et l'Iran s'étaient nettement détériorées (l'Union Soviétique n'avait plus de relations diplomatiques avec l'Irak). Par conséquent, le gouvernement soviétique se voyait plus libre de sa politique envers les Kurdes.

Enfin, 3 - Le mouvement nationaliste kurde lui-même avait subi des changements importants qui l'amenèrent à de meilleures dispositions envers les Soviétiques. Pendant la guerre, l'Union soviétique n'avait pas manqué de remarquer l'apparition parmi les Kurdes d'une nouvelle génération de nationalistes, qui avaient rompu avec le conservatisme des élites traditionnelles, et gagnait en influence.

Ainsi, quand le 22 juin 1946, Qazi Mohammed, président du jeune Parti Démocrate Kurde, proclama devant une foule considérable assemblée sur la place Chwar Chra, au centre de Mahabad, la création d'une République Autonome Kurde, L'Union Soviétique n'hésita pas à lui accorder son soutien. Les Soviétiques allèrent plus loin encore : l'on ne saurait considérer comme paroles en l'air les assurances répétées qu'ils donnèrent aux Kurdes d'Iran, que les Kurdes de Turquie et d'Irak ne tardaient pas à les rejoindre. La seule

fréquence de leur répétition indique au moins que ceux qui en Union soviétique décidaient de la politique à suivre envisageaient la possibilité de créer un grand Kurdistan. Les ambitions territoriales soviétiques au Moyen-Orient, dans les années qui suivirent immédiatement la deuxième guerre mondiale, peuvent également contribuer à expliquer cette attitude nouvelle.

Les mouvements des troupes soviétiques en Iran au printemps 1945 renforcèrent cette hypothèse selon laquelle le gouvernement soviétique s'apprêtait alors à s'emparer de nouveaux territoires. Le 19 mars 1945, le gouvernement soviétique avait fait connaître qu'il ne se satisfaisait plus du traité de 1925 avec la Turquie. Plus tard, le même mois, ayant déployé ses troupes le long des frontières nord et est de la Turquie, l'Union Soviétique adressa une série de notes au gouvernement turc exigeant, entre autres, des portions substantielles du Kurdistan turc. Il est clair que les Soviétiques faisaient entrer les Kurdes dans leurs calculs.

Cependant, les événements ne tardèrent pas à modifier le cours des projets soviétiques. La Turquie, activement soutenue par les USA - qui prenaient la place de la Grande-Bretagne dans cette région, résistait aux pressions soviétiques et celles qu'exerçait la coalition des puissances occidentales s'amplifièrent en Iran. De toute évidence, l'Union soviétique ne souhaitait pas aller jusqu'à un conflit armé avec l'Ouest. Elle se rabattit donc sur une alternative qui consistait à se servir des républiques Kurdes et Azerbaïdjanaise formées avec son aide, comme " leviers pour faire

pression sur le gouvernement iranien, et l'amener à certaines solutions⁽¹⁾ en ce qui concernait le pétrole. Le gouvernement soviétique exprimait depuis longtemps son intérêt pour l'exploitation des ressources pétrolières au nord de l'Iran, mais elle dut renoncer à ses espérances pendant la guerre. En 1946, cependant, un gouvernement iranien sensible à l'influence soviétique rétablit ces perspectives. Un accord conclu le 4 avril 1946 créa une compagnie mixte irano-soviétique pour exploiter les gisements de pétrole au nord de l'Iran. En mai de la même année, les troupes soviétiques se retirèrent d'Iran; quelques mois plus tard, la république de Mahabad s'effondrait, et son dirigeant Qazi Mohammed, était pendu publiquement par les autorités persanes.

Aujourd'hui, il est impossible de voir venir au jour un Etat kurde avec la bénédiction des gouvernements du Moyen-Orient, et les Kurdes ne peuvent pas davantage compter sur les sympathies des puissances occidentales dont l'on ne saurait s'attendre à ce qu'elles voient d'un bon oeil un mouvement séparatiste qui affaiblirait leur allié (la Turquie), et ouvrirait une brèche dans le système de défense du NATO. Les Soviétiques donc, ne sauraient prendre la décision en faveur des Kurdes qu'"après une analyse approfondie de ce qu'apporterait cette politique à la poursuite des objectifs de l'URSS dans cette région, et de ses avantages et inconvénients, comparés à ceux de solutions alternatives"⁽²⁾.

(1) - George Lenczowski, " Evolution of Soviet Policy toward the Middle East", journal of politics, 20 février 1958, P. 172.

(2) - Wilson N. Howell op.cit, P. 283.

Bien que les rumeurs d'un " nouveau Yalta", donc d'un remodelage de la carte géopolitique du Moyen-Orient aient encouragé les espoirs des nationalistes kurdes, et provoqué un " élan des Kurdes vers l'Union Soviétique"⁽¹⁾ , il est fort peu probable, dans les circonstances actuelles que l'Union Soviétique prenne les risques qu'impliquerait une telle politique, à moins que ne surgissent des situations imprévues.

3 - L'option la plus plausible est celle qui a été choisie de 1927 à nos jours (à la seule exception de la brève période que nous avons signalée). C'est de fait un compromis entre les deux options précédentes. Sa mise en pratique a été entérinée en 1927.

Cette année-là, s'ouvrit un important débat sur l'attitude convenant à l'URSS envers le mouvement kurde. Le passage à l'Ouest d'un important fonctionnaire soviétique, trois ans plus tard, permit d'observer de l'extérieur la toile de fond correspondant à cette nouvelle politique soviétique. Dans son exposé sur la stratégie orientale de l'URSS, George Agabekov, ancien chef de la section des affaires orientales au Guépéou (le futur KGB), écrit :

" Les tribus kurdes s'étirent entre l'Irak et la Caucase.

Dans l'éventualité, probable d'un conflit entre la Grande-Bretagne et la Russie, l'attitude de ces tribus sera d'une

(1) - Conversations avec une personnalité politique kurde, qui ne souhaite pas être citée.

importance capitale pour les principaux belligérants... De ce point de vue, l'Union Soviétique, dès 1927, a proposé de faire un territoire indépendant de la petite portion du Kurdistan qui se trouve en territoire soviétique... Mais le commissariat aux Affaires étrangères se déclara opposé à des propositions de nature à créer une tension avec la Perse et la Turquie. On adopta donc le plan suivant... En premier lieu, l'on étudierait très attentivement les hommes des tribus, et l'on gagnerait la sympathie de leurs chefs. Puis l'on déploierait un réseau d'agents sur le terrain. Ce travail préliminaire devrait être mené avec adresse, et il devrait être possible de persuader les Kurdes de conclure un accord secret avec nous, les engageant à nous assister contre nos ennemis"⁽¹⁾.

Les Kurdes d'Union soviétique, jusque-là négligés par les autorités, aussi bien en Azerbaïdjan, qu'en Arménie, prirent une importance nouvelle. Reconnaisant les erreurs passées, une source soviétique a déclaré que les deux républiques transcaucasiennes non seulement n'avaient pas réussi à assurer aux Kurdes une situation matérielle et culturelle convenable, mais encore - et c'est là le noeud de l'affaire -, " n'avaient pas su comprendre l'importance des Kurdes dans le cadre d'une politique soviétique à long terme dans le Moyen-Orient"⁽²⁾. Les mesures prises pour créer un mouvement littéraire et culturel vigoureux parmi les Kurdes de l'Union Soviétique, reflètent cette attitude nouvelle. On créa un nouvel alphabet moderne latin

(1) - George Agabekov, OGPU : The Russian secret Terror, translated into English by Henry W. Bunn, Brentano's 1931, PP. 101-102.

(2) - Cf, Wadie Jawaideh, *ibid.*

(plus tard transformé en alphabet cyrillique), et en juillet 1934, se tint à Erevan le premier congrès de kurdologie.

Cette nouvelle politique est souvent fort subtile, et donne les moyens de faire avancer les intérêts soviétiques au Moyen-Orient sans complètement sacrifier la bienveillance des gouvernements en place, exerçant leur autorité sur les populations kurdes, et sans prendre le risque d'un heurt grave avec les Etats-Unis et leurs alliés. Le coût en est minime, les bénéfices potentiels en sont substantiels. Officiellement, le gouvernement soviétique, s'il exprime parfois sa "désapprobation" des injustices subies par les Kurdes, et son "espoir" que leurs droits puissent être respectés dans les Etats entre lesquels le Kurdistan se trouve partagé, n'est pas partisan d'un Etat kurde indépendant. Les déclarations publiques de l'URSS sur les Kurdes se font au nom de l'"humanité" et évitent d'évoquer des difficultés politiques. Il est possible de faire de telles déclarations avec une fréquence suffisante pour donner aux nationalistes kurdes l'espoir d'avoir trouvé un puissant défenseur de leur cause. Pendant ce temps, il est possible aussi au gouvernement soviétique d'entretenir des relations amicales avec les gouvernements du Moyen-Orient.

Jusqu'ici, cette politique semble avoir bien fonctionné. Il semble donc que cette option restera celle de l'Union soviétique. De cette façon, elle espère garder le meilleur des options qu'elle a rejetées : éviter de prêter à l'hostilité des gouvernements de l'Irak, et de la Turquie et de la Syrie, tout en récoltant les avantages que peut lui procurer l'exploitation du problème kurde, et ce aux moindres frais.

Nous pouvons maintenant revenir sur les événements qui ont abouti au déclenchement de la révolte armée kurde en Irak.

Détérioration de la situation tribale :

Pendant l'absence de Barzani en URSS en novembre 1960, la lutte se déclara entre les Barzanis et les tribus ennemies : les Zebaris et les Bradosts. Les nationalistes kurdes pensaient que Qassem lui-même avait suscité cette guerre pour affaiblir les Barzanis et limiter leur influence au Kurdistan⁽¹⁾. Que ce soit vrai ou non, il est évident que Qassem voulait profiter des rivalités tribales chez les Kurdes pour consolider son pouvoir - exactement comme les Anglais avaient fait auparavant.

De toute façon, le 13 janvier 1961, Barzani rentra en Irak, plein d'amertume et profondément déçu par Qassem. A la mi-mars, il quitta Bagdad et se rendit dans la région de la tribu Barzan. Dès son arrivée, Barzani échafauda un plan de vengeance. Il attaqua les Zébaris et les Bradosts, remportant victoire sur victoire. Il occupa de grandes parties du territoire zébari, brûla leurs villages et mit en fuite des milliers de réfugiés de l'autre côté de la frontière turque.

En même temps, Barzani chercha à s'allier à d'autres chefs de tribus kurdes. Abbas Mamand Agha, chef de la puissante tribu des Ako (nord est de l'Irak) fut l'allié le plus important. Abbas Mamand Agha, qui aura un rôle important dans la direction du mouvement kurde, n'était pas un nationaliste. Son principal grief contre Qassem concernait la réforme agraire et l'extension de l'autorité

(1) - Uriel Dann, op.cit, P. 334.

gouvernementale à "son" territoire⁽¹⁾. Au nord-est, à la frontière turque, Barzani réussit à s'allier aux villageois assyriens qu'on respectait pour leur courage et leur piété. Les Assyriens, par tradition, n'aimaient pas les Zébaris, ennemis des Barzanis et n'étaient pas en très bons termes avec le gouvernement.

Au début de septembre, il y eut de sérieux troubles dans tout le Kurdistan, de Zakho, au nord-ouest, à Darband-i Khan, au nord-est (cf. carte III). Ces troubles allèrent de l'occupation de Zakho par les partisans du PDK jusqu'à l'attaque de postes de police isolés, dans différents coins du Kurdistan. On ne pouvait plus cacher la situation au public et on vit apparaître dans la presse des allusions à cette incompréhensible " anarchie". L'étincelle finale fut allumée par Abbas Mamand Agha. Le 12 septembre 1961, à la tête d'une force tribale importante, il tendit une embuscade à un convoi de l'armée irakienne sur la route de Kirkouk-Sulaimanya. Il y eut beaucoup de blessés parmi les militaires. Qassem considéra cet incident comme une déclaration de guerre et le 16 septembre 1961, l'aviation militaire irakienne bombarda le village de Barzan. Pour les nationalistes kurdes, ce jour est la date officielle du commencement du mouvement armé kurde.

Troisième phase :

Avant le bombardement du village Barzan, le PDK

(1) - Adamson, The Kurdish War, Londres, ed. George Allen & Unwin Ltd, 1965. P. 97.

avait hésité à déclarer la guerre officiellement à Qassem. Deux tendances existaient à la direction du PDK. La majorité, conduite par Ibrahim Ahmad, prétendait qu'il fallait retarder le plus possible le recours aux hostilités ouvertes pour renforcer les dispositifs du parti. De plus, ils pensaient qu'un soulèvement kurde était pour Qassem son seul espoir de se concilier l'armée. Il est très probable, aussi, qu'Ibrahim Ahmad avait compris qu'en cas d'insurrection armée, le PDK serait obligé d'obéir aux ordres de Barzani. L'autre tendance, minoritaire, conduite par Talabani et Omar Moustafa, était pour devancer l'attaque de Qassem, pensant qu'il ne pouvait compter sur l'appui politique ou militaire de l'armée⁽¹⁾. De toute façon les deux tendances décidèrent d'envoyer Talabani chercher conseil auprès de Barzani et préparer l'explosion éventuelle d'un conflit armé.

Après le bombardement du village Barzan, le PDK ne pouvait plus rester neutre. Le 23 septembre 1961, Qassem annonça, au cours d'une conférence de presse, la dissolution du PDK⁽²⁾. Le PDK n'eut plus, alors la décision de participer au mouvement. On rapporte que le PDK prit la décision de participer au mouvement, après une réunion de son comité central le 25 septembre⁽³⁾.

(1) - Pour les détails des différends au sein de la direction du PDK à ce moment, cf. la lettre de Talabani à I.C. Vanly, dans Kurdistan irakien : entité nationale, op.cit, PP. 99-101.

(2) - Cf. Uriel Dann, op.cit, P. 338

(3) - Ibid, Schmidt, op.cit, P. 79, donne la date du 19 septembre comme jour de l'entrée officielle du PDK dans la guerre. Nous pensons d'après des sources officieuses, que la date avancée par Dann, le 25 septembre, est plus juste.

La première attaque de l'armée irakienne modifia à peine l'équilibre militaire. Le gouvernement gardait le contrôle des grandes villes tandis que la plus grande partie des campagne était aux mains des insurgés. En mars 1962, la situation stratégique prit une allure qui ne devait pas changer jusqu'à la chute de Qassem : la campagne kurde allant de la frontière syrienne jusqu'aux abords des champs de pétrole de Khanaqin proches de la frontière iranienne - une zone de 400 km de long sur 90 km de large - était aux mains des insurgés. L'armée irakienne tenait les grandes villes ainsi que quelques villages des tribus hostiles à Barzani. Les routes principales étaient exposées à de continuelles embuscades des convois de l'armée irakienne. Le village de Barzan fut dans l'ensemble épargné par les deux côtés, comme un territoire neutre. Ceci, grâce au Cheikh Ahmad, frère aîné de Barzani, qui ne justifiait pas ces effusions de sang kurde et continua de proclamer sa loyauté à Qassem⁽¹⁾. Les forces kurdes, dans l'ensemble, se divisaient en deux fractions :

1 - Le secteur nord, tenu par les forces tribales commandées par Mulla Moustafa et Abbas Mamand Agha.

2 - le secteur est, au sud du territoire Ako, tenu par les forces du PDK, sous le commandement de Djalal Talabani, qui, de politicien et journaliste, devint un tacticien militaire et un officier supérieur doué⁽²⁾.

(1) - Uriel Dann, op.cit, P. 338

(2) - Ibid. P. 339.

CHAPITRE V :

LE PDK ET LE BA' TH : NATIONALISME ARABE

CONTRE NATIONALISME KURDE

Institut kurde de Paris

Le parti socialiste arabe Ba'th, qui, jusqu'en 1943 comptait "moins de 10 membres"⁽¹⁾ a pris une telle ampleur qu'il est devenu une force politique redoutable, non seulement dans son pays d'origine (la Syrie), mais aussi dans le pays voisin (l'Irak). L'arrivée du Ba'th au pouvoir en Irak en février 1963, jusqu'en novembre de la même année, puis encore, de 1968 à nos jours, a confronté le PDK avec un nouveau type d'adversaire, rompu à l'art de la mobilisation des masses et à la confrontation idéologique.

Dans ce chapitre, la séquence chronologique suivie jusqu'ici a été interrompue pour donner une vue plus cohérente des politiques ba'thistes à l'égard de la question kurde. Etant donné le rôle majeur joué par le parti Ba'th, qu'il continuera vraisemblablement à jouer dans un future prévisible, dans la vie des Kurdes de l'Irak, il nous a paru à propos de présenter certains aspects de son histoire. Cette présentation est entièrement basée sur les publications du parti et sur les excellentes recherches de Monsieur Batatu sur les origines sociales du Ba'th.

Dans l'ensemble, les premiers Ba'thistes étaient des Arabes ayant abandonné la région d'Alexandrette lorsqu'elle fut annexée par la Turquie en 1939, avec le consentement de la France. Leur chef incontesté était Zaki al-Arzusi, un diplômé de la Sorbonne, âgé de

(1) - Batatu, Op.cit; p. 727

38 ans, professeur en secondaire et fils d'un avocat d'Alexandrette qui appartenait, comme la plupart des Arabes d'Alexandrette, à la secte Alawi. Ses agissements contre les Turcs, en 1936 et 1938, provoquèrent son expulsion d'Alexandrette, malheur dont il déduisit la nécessité de soulever la jeunesse arabe, considérant son groupe comme un premier pas dans cette direction. Il mettait une condition à l'appartenance à ce groupe : écrire ou traduire un livre contribuant à la "Ba'th" (renaissance) du patrimoine arabe⁽¹⁾. Selon ses propres paroles, citées par Batatu, il divisa le groupe, en 1939, en deux sections : l'une politique, qu'il appela "le Parti Nationaliste Arabe", l'autre culturelle, qu'il appela "la Ba'th Arabe"⁽²⁾. Petit à petit, son groupe grandit, mais sans jamais prendre un essor véritable. On ne voit pas vraiment pourquoi ses disciples l'abandonnèrent par la suite, bien que Batatu suggère "qu'ils trouvèrent peut-être que son racisme ne les satisfaisait pas intellectuellement, ou bien qu'il n'était pas assez pratique"⁽³⁾. En tout cas, ses disciples, conduits par Wahib al-Ghanim, se mêlèrent à un autre groupe, en 1945, mené par Michel Aflaq et Salah al-Bittar.

Aflaq et Bittar étaient tous deux nés à Damas, dans le même quartier : al-Maydan. Aflaq était chrétien, Bittar musulman sunni. Les deux hommes durent se rencontrer pour la première fois en 1929, lorsqu'ils étaient étudiants à la Sorbonne. Ils partagèrent leurs expériences, lurent les mêmes auteurs (Nietzsche, Mazzini, André Gide, Romain Rolland, Marx, Lénine, etc.), et subirent l'influence de la

(1) - Ibid. P. 724

(2) - Ibid.

(3) - Ibid.

même vague marxiste qui submergea les universités européennes pendant la dépression des années 1929-1932 : "Nous vîmes au socialisme par la pensée et par la science; nous y trouvâmes une nouvelle explication, magistrale et fascinante, de tous les problèmes politiques et sociaux dont souffre le monde en général, et dont nous autres Arabes souffrons en particulier"⁽¹⁾. Toutefois, le marxisme ne tarda pas à décevoir Aflaq et Bittar, qui prirent, en 1936, un tournant définitif dans leur route idéologique: "cette année-là , les socialistes et les communistes remportèrent une brillante victoire en France, dont un corollaire fut l'apparition du parti communiste syrien... et l'élargissement de son aide. Mais ils se montrèrent, dans leur victoire, sous leur vrai jour... Il devenait évident... que leur sympathie envers notre cause n'était qu'un faux-semblant. Ils ne prirent aucune mesure sérieuse pour restaurer nos droits usurpés à la Liberté et à l'indépendance. Les communistes syriens, quant à eux, devinrent rapidement les jouets des communistes français et, dans une large mesure, du gouvernement français⁽²⁾". Ceci provoqua chez Aflaq et Bittar une crise intellectuelle profonde qui les conduisit à abandonner l'écriture ou l'engagement dans quelque activité politique que ce soit pendant deux ans. Lors d'une conversation avec Batatu, Aflaq remarqua "ce fut une période d'exploration... de préparation à la prochaine étape... Tout le monde avait le sentiment d'un vide, que l'ancienne direction avait fait faillite... qu'un nouveau mouvement devait naître"⁽³⁾.

(1) - Bureau de la Ba'th arabe, nationalisme arabe et son attitude envers le communisme, Damas, juin 1944, PP, 3-4.

(2) - Ibid, PP. 7-8

(3) - Cf. Batatu, Op; cit., P. 726

Vers l'automne de 1939, de petits cercles d'étudiants commencèrent à se former autour d'Aflaq et de Bittar. Les deux hommes démissionnèrent de leurs postes de professeurs, en 1942, et se consacrèrent à leurs activités politiques à plein temps. Une fois la fusion, dont nous parlions plus haut, avec les Azzusi réalisée, la Ba'th acquit rapidement de nouveaux membres. Le 3 juillet 1946, le premier numéro du journal du parti, Al-Ba'th, parut; onze mois plus tard, en avril 1947, le premier congrès du parti eut lieu. Le congrès approuva la constitution du parti et son règlement interne, réorganisa sa direction, et élut Aflaq "Amid" (doyen) et Bittar Secrétaire général.

Les idées d'Aflaq se firent graduellement adopter dans les pays avoisinant la Syrie. Pendant la première moitié de l'année 1949, après la débâcle arabe en Palestine, les premiers cercles Ba'th apparurent en Irak, à l'instigation de deux jeunes étudiants d'Alexandrette à Bagdad, Fayez Ismail et Wasfi al-Ghanim, tous deux des Alawites. L'organisation naissante prit d'abord racine dans les facultés du district d'Adamyia, à Bagdad, mais "étendit son influence, petit à petit, à Nasserya, Ramadi, Bassora et Najaf" (1). Tout d'abord, le principal organisateur Ba'thi fut Fayez Ismail, mais lorsqu'il rentra en Syrie en 1950, la direction passa dans les mains d'un irakien, Abdul-Rahman al-Damen, étudiant en droit et fils d'un marchand sunnite de Bassora; ce ne fut pas pour longtemps : en 1951, Fuad al-Rikabi, un ingénieur shi'i de Nasserya, prit le commandement et le garda pendant huit ans. A ce moment, le parti devint plus puissant et put

(1) - Ibid., P. 742

devenir, vers la mi-1952, une filiale officielle de l'organisation mère en Syrie. En 1954, le premier commandement (soit, pan-Arabe) National du parti Ba'th fut formé; il comprenait les secrétaires des filiales : les filiales irakiennes, libanaises, jordaniennes et syriennes y étaient représentées dans la proportion de 1:1:2:3 respectivement, proportion qui changea plusieurs fois par la suite, selon les changements intervenus dans la puissance relative de chaque filiale.

Nous avons déjà considéré la participation des Ba'thistes dans la chute de la monarchie et dans le conflit qui les opposa à Qassem. Leur complot manqué pour assassiner Qassem, en 1959, causa le malheur du parti. L'un après l'autre, les militants furent découverts et emprisonnés; les organisations du parti commencèrent à se désintégrer; Fuad al-Rikabi, qui était encore le Secrétaire général du parti, s'enfuit en Syrie.

Toutefois, quelques cellules demeurèrent intactes sous la conduite de Hazim Jawad, un Shi'i de Nasserya qui avait à l'époque 24 ans. Devant cet échec majeur, Maktab Al-Iraq (le Bureau de l'Irak) fut fondé à Damas en janvier 1960, dans le but d'aider Hazim Jawad à remettre le parti sur pied. La personnalité la plus importante du Bureau de l'Irak, constitué de trois membres, était sans conteste Ali Salih al-Sa'di, dont le nom resta lié au parti pendant les trois années qui suivirent.

Al-Sa'di était un Kurde arabisé dont les parents avaient émigré de la région kurde de Diyala vers Bagdad, où al-Sa'di

naquit en 1928. Il ne semble pas avoir eu conscience d'être Kurde et, comme le dit un nationaliste arabe, "il était, en pratique, un Arabe"⁽¹⁾. Selon toute vraisemblance, Sa'di adhéra au parti Ba'th en 1952 après être tombé sous l'influence de Fuad al-Rikabi, tandis qu'il étudiait à l'Ecole de Commerce. En 1958, Sa'di était devenu un membre du Commandement du parti en Irak; pourchassé par la police de Qassem, il s'enfuit en Syrie en novembre 1959. Cinq mois plus tard, le Commandement (pan-arabe) National du parti lui donna l'ordre de retourner à Bagdad pour diriger le parti en Irak.

En 1962, Sa'di avait réussi non seulement à réorganiser et à agrandir le parti, mais encore à lui faire prendre la direction de Jabha al-Qawmyya (le Front Nationaliste), fondé cette année-là par toutes les forces nationalistes arabes d'Irak. En mai 1962, Sa'di se sentit assez sûr de lui pour organiser un congrès secret du parti à Bagdad, pour élire de nouveaux dirigeants chargés de la préparation du coup d'Etat contre Qassem.

Le PDK et le premier régime Ba'thiste (février- novembre) 1963

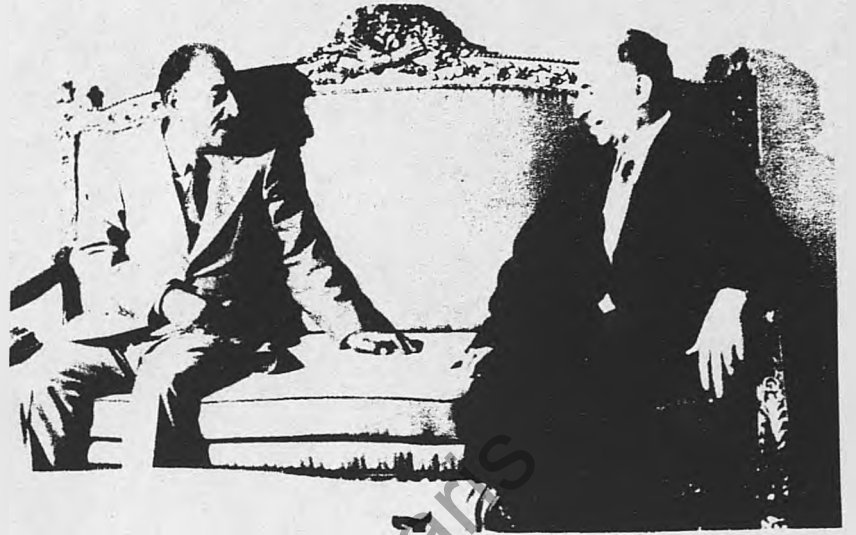
Le Coup d'Etat du 8 février 1963 ne surprit personne. Déjà en 1962, le régime de Qassem présentait des signes évidents de faiblesse : la guerre kurde avait pris de l'ampleur, les partis politiques supprimés s'étaient mis en quête de l'appui de l'armée, l'Irak s'était isolé sur le plan international après les velléités d'annexion

(1) - Cité par Batatu, op. cit., P. 966.

LA DIRECTION DU BA' TH IRAKIEN



1- Fuad al-Rikabi
Secrétaire général du
Ba'th 1952-1959



1- Ahmad al-Bakr (à gauche), secrétaire général
du Ba'th (1968-1979) avec Michel Aflaq le
Fondateur du Ba'th



3- Ali Saleh al Sa'di,
Secrétaire général
du Ba'th 1960-1964



4- Saddam Hussien,
Secrétaire général
du Ba'th 1964-1968
de de 1979 à nos jours

du Koweït par Qassem⁽¹⁾, et la situation économique du pays s'était détériorée. A la fin de 1962, le peuple se demandait qui remplacerait Qassem, et quand.

Face à cette situation, la direction du PDK tenta d'approcher les futures dirigeants pour protéger ses positions. En Irak, à cette époque les forces présentaient la même polarisation qu'en 1959. D'un côté, les communistes et les nationaux démocrates, qui, sans approuver Qassem avaient toujours cherché à le soutenir, dans l'idée qu'il était "anti-impérialiste", et de l'autre, le camp des ba'athistes et nassériens qui étaient des adversaires déclarés de Qassem et qui s'acharnèrent sans répit à le faire tomber. Il était donc logique que le PDK cherchât à se rapprocher du second camp. Ibrahim Ahmed Secrétaire du PDK, prit l'initiative de contacter les nassériens et les ba'athistes, dans l'idée qu'un premier accord conclu dès ce moment-là faciliterait un règlement global de la question kurde, quand ce groupe serait au pouvoir. Les nationalistes arabes auraient demandé au PDK de rédiger une note écrite, énumérant ses revendications. Après en avoir informé Barzani et le comité central du PDK, Ahmed aurait envoyé une réponse écrite le 18 avril 1960, qui mettait en relief les finalités de la révolte kurde : "provoquer la chute de Qassem, réaliser l'autonomie du Kurdistan et installer un régime démocratique en Irak". Il ajoutait que le peuple kurde possédait le droit indiscutable

(1) - Après l'indépendance du Koweït, obtenue de la Grande-Bretagne en juin 1961, Qassem proclama qu'il faisait partie de l'Irak. I.C. Vanly prétend, à tort selon nous, que Qassem provoqua l'affaire du Koweït pour faire oublier son action militaire contre les Kurdes. Cf. Le Kurdistan irakien : entité nationale. op. cit., P. 103-106

de se séparer de l'Irak mais ne souhaitait pas en faire usage; "pour éviter tout malentendu dans le futur, il est essentiel que vous reconnaissiez d'avance l'autonomie interne de la province du Kurdistan et que cette reconnaissance soit annoncée publiquement dans une des premières déclarations de votre gouvernement". Ahmed proposa aussi "que son Excellence Mulla Moustafa soit nommée gouverneur ou premier ministre de ce territoire (Kurdistan d'Irak) avec le droit de former le gouvernement du Kurdistan autonome". Il déclarait : " ces conditions serviront de garanties contre tout éventuel malentendu qui pourrait surgir dans l'avenir(...) Les camarades avec qui j'ai discuté, considèrent l'acceptation en noir sur blanc (i.e. écrite) de ces conditions comme le fondement des négociations qui pourront s'ouvrir sur d'autres points de détails". (1)

Cependant, les nationalistes arabes n'étaient en aucune manière préparés à accepter ces conditions. Dès le début du mouvement armé kurde, les ba'thistes avaient regardé du côté des nationalistes kurdes avec méfiance et suspicion. Nous avons pu obtenir trois publications inédites du Ba'th de l'époque, qui éclairent sur leur position vis-à-vis du mouvement kurde.

Dans un communiqué publié fin septembre 1961, intitulé "بيان حول التطورات الاخيره في شمال العراق" (déclaration sur les événements récents du nord de l'Irak), le parti Ba'th affirme "depuis la révision réactionnaire de Qassem, aidés des communistes et de l'impérialisme(...), sont apparus, au nord de l'Irak, des mouvements

(1) - Cité par Sa'ad Jawad, op.cit., P. 108-109 Cf aussi, D.A. Schmidt, op.cit., P. 248-249, I. C. Vanly, le Kurdistan irakien : entité nationale, op.cit., P. 175 et le Monde, 12 mars 1963.

suspects de séparatisme, tendant à la division de l'Irak et à la destruction de son unité(...) Aujourd'hui, et ceci depuis le 11 de ce mois, des affrontements opposent l'armée irakienne aux hommes des tribus kurdes qui veulent, par leur mouvement armé, diviser l'Irak. Nous tenons Qassem pour responsable de ce qui arrive à l'armée et nous mettons les Kurdes en garde pour qu'ils ne suivent pas ceux qu'ils appellent au séparatisme".

Le même parti Ba'th publia en septembre 1962, dans son organe officiel الاشتراكي (le socialiste), un éditorial

dans lequel il affirme que "la poursuite de la rébellion armée engagée depuis plus d'un an dans le nord de l'Irak, représente un danger non seulement pour l'indépendance du pays mais aussi pour l'existence de l'Irak lui-même(...) ce mouvement sent la conspiration et la complicité avec l'impérialisme. La direction de ce mouvement a du sang sur les mains. Ses attitudes d'agressivité et de haine aveugle le rendent hautement suspect(...) La préoccupation majeure du mouvement patriotique en Irak aujourd'hui n'est pas les droits nationaux des Kurdes mais la fin de la dictature qassemite et l'instauration d'un régime démocratique(...) les forces nationalistes et démocratiques qui travaillent au renversement de la dictature de Qassem ne voient pas pourquoi elles devraient s'allier au mouvement armé du nord de l'Irak, qui - les chiffres en témoignent - nourrit des intentions guerrières et entretient des relations suspectes".

Le même journal, dans son numéro de novembre 1962 (i.e. à l'époque où des négociations secrètes étaient en cours entre le PDK et le Bath) publia un autre éditorial intitulé "مخاطر الحركة"

المشـبـوهـه في شـمال العراق (les dangers du mouvement

suspect dans le nord de l'Irak et la position de Qassem), déclarant :
" le mouvement du nord, malgré son opposition au régime de Qassem, ne peut être inclus dans le mouvement patriotique de l'Irak, à cause de son idéologie, de ses méthodes et de ses relations".

L'attitude des ba'thistes vis-à-vis des Kurdes et de toutes les minorités non-arabes fut dictée, à cette époque, par un panarabisme sinon fanatique du moins plus que zélé. L'idéologie ba'thiste du moment ne reconnaissait pas l'existence d'un peuple kurde différent et distinct des Arabes. Selon l'article VII de la Constitution du parti ba'th, le monde arabe était "cette partie du globe peuplée par la nation arabe, s'étendant de la chaîne du Taurus (à la frontière irako-turque) jusqu'aux montagnes pushté kuh (frontière irako-iranienne) incluant le golfe de Basera, l'Océan arabe, les montagnes d'Ethiopie, le Sahara, l'Océan atlantique et la Méditerranée"⁽¹⁾. Cette définition le prouve, le Kurdistan, selon l'idéologie ba'thiste faisait partie du monde arabe et les Kurdes, comme toute autre minorité des territoires définis plus haut, étaient donc considérés comme partie de la nation arabe.

Nous pensons que les ba'thistes et les nasseriens en Irak acceptèrent de rencontrer le PDK, avant le coup d'Etat contre Qassem, pour des raisons purement tactiques : ils voulaient s'assurer du soutien des Kurdes dans leur coup d'Etat car un mouvement contre Qassem les aurait obligés à retirer des troupes, une grande partie de la force armée, hors du Kurdistan. Ceci ne se serait pas fait sans affaiblir

(1) - Cité par Sa'ad Jawad, op. cit., P. 228

la position de l'armée vis-à-vis des Kurdes. D'un autre côté, les putschistes avaient besoin d'un lieu de retranchement au cas où leur plan échouerait. Ils étaient par trop conscients de leur incapacité à combattre en même temps les forces de Qassem, les communistes, et les Kurdes. La tactique la plus logique consistait à les diviser et à les éliminer les uns après les autres.

Les négociations entre le PDK, les ba'thistes, représentés par Ali Saleh Al Sa'di et les nassériens, représentés par Tahir Yahia, aboutirent avant février 1963 à de vagues promesses qui n'avaient rien de concret.

Aussitôt après le coup d'Etat, Salih al Yussoufi envoya au conseil national pour le commandement de la révolution, un télégramme disant, au nom du PDK que "les Kurdes admiraient le mouvement qui avait renversé Qassem et qu'ils attendaient les mesures positives qu'il prendrait, sur la base de l'autodétermination, pour résoudre la question kurde, et qui garantiraient une fraternité éternelle"⁽¹⁾. Dans leurs premières déclarations, les nouveaux dirigeants ne firent aucune mention des Kurdes. Cependant, le 9 février, le lendemain du coup d'Etat, le nouveau gouvernement comprenait deux Kurdes : Fuad Aref et Baba Ali⁽²⁾.

A cette époque, les putschistes étaient occupés à consolider leur pouvoir. Ils étaient loin de contrôler Bagdad puisque les communistes avaient en main la plupart des quartiers populaires

(1) - Cité par D.A. Schmidt, op.cit., P. 250-251.

(2) - Bien qu'ils ne fussent pas membres du PDK, ils étaient considérés comme proches de Barzani.

de cette ville et que Qassem lui-même était retranché au Ministère de la Défense et opposait une résistance aux forces des putschistes. Cependant, le matin du 9 février 1963, Qassem se rendit avec trois de ses compagnons. Il furent exécutés sur-le-champ⁽¹⁾. Dès que la nouvelle de la mort de Qassem se répandit, la résistance populaire menée par les communistes se mit à céder et quelques jours plus tard, les putschistes devinrent les nouveaux maîtres de l'Irak.

Le 19 février 1963, une délégation kurde composée de Talabani et Yousufi, arriva à Bagdad pour entamer des négociations avec le nouveau gouvernement. Dans ses conversations préliminaires, Talabani s'efforça de montrer aux nouveaux dirigeants le caractère juste et patriotique de la révolte kurde. En d'autres termes, il essaya de les convaincre d'accepter le mot "autonomie" pour le Kurdistan⁽²⁾. A cette époque, le nouveau régime était toujours préoccupé d'éliminer les communistes et la garde nationale(الحرس القومي) nouvellement créée eut la mission de "nettoyer" les villes irakiennes des communistes et de leurs partisans. Toujours dans la crainte du danger communiste, le régime tenta de gagner du temps avec les Kurdes. Le gouvernement proposa à la délégation kurde que la question de l'autonomie kurde soit débattue à un plus haut niveau, au Caire dans le cadre de l'Union envisagée entre l'Irak et l'Egypte⁽³⁾. Donc, Talabani se rendit au Caire avec la délégation irakienne, le 22 février. Là, Talabani rencontra Nasser et réussit, semble-t-il, à le convaincre d'accepter l'autonomie du

(1) - Pour un récit détaillé des dernières heures de Qassem, cf. U. Dann, op. cit., P. 370-372.

(2) - Cf. D.A. Schmidt, op.cit. P. 252.

(3) - Sa'ad Jawad, op.cit., P. 115

Kurdistan, dans le cadre de l'Irak⁽¹⁾. L'acceptation immédiate de l'autonomie kurde par Nasser surprit certainement la délégation irakienne. Le 18 mars 1963, une autre coalition ba'thiste nassérienne vint au pouvoir en Syrie. Par conséquent, les discussions du Caire s'ouvrirent pour accueillir la délégation syrienne. Le succès de ces deux coups d'Etat amena une vague de panarabisme sur le monde arabe. Talabani se sentit à la fois délaissé et inquiet. Il adressa un mémorandum à la délégation irakienne, pendant les pourparlers du Caire, et des copies aux deux autres délégations. Le mémorandum de Talabani cherchait " à éclairer la délégation irakienne sur l'attitude du peuple kurde envers les relations qui se créaient entre l'Irak et les autres pays arabes, afin que les arrangements qui en ressortent ne soient pas contraires aux droits nationaux des Kurdes⁽²⁾. Talabani insista sur le fait que si les Kurdes n'avaient pas d'objection à l'idée de l'unité arabe, ils accordaient de l'importance aux points suivants:

1 - Si l'Irak devait se fondre dans une république arabe unie, il faudrait créer une entité kurde distincte de l'entité irakienne. i.e. un gouvernement kurde qui serait, à l'intérieur de la république arabe unie, sur le même plan que l'Irak arabe et la Syrie.

2 - Si l'Irak s'intégrait à une fédération arabe, il faudrait accorder au Kurdistan irakien, une forme d'autonomie plus large que celle exigée par le mouvement nationaliste kurde⁽³⁾.

(1) - les détails sur l'attitude de Nasser face à la question kurde seront abordés plus tard.

(2) - Pour le texte du mémorandum cf. Talabani, op.cit., P. 321-323.

(3) - Ibid.

Le 17 avril 1963, les trois pays (Irak, Syrie, Egypte) formèrent, d'un commun accord, une république fédérale arabe. L'accord ne mentionnait pas les Kurdes ni leurs droits, et le PDK en serait venu à la conclusion que cet accord avait été mis en place pour consolider la position du régime irakien contre le mouvement kurde.

Cependant, tout n'était pas perdu. Les négociations continuaient pour aboutir à une solution pacifique à la question kurde. Il y eut des différends, semble-t-il, au sein du parti ba'th, concernant cette question : l'aile militaire du parti, représentée par Amach, était intransigeante et ne voulait céder à aucune exigence des Kurdes. Les "civils", représentés par le secrétaire du parti Ali Saleh al-Sa'adi étaient persuadés que pour résoudre le problème, il fallait accepter quelques-unes des exigences culturelles des Kurdes même si, il faut le souligner, ni Sa'adi ni aucun membre de la direction du parti ba'th, à cette époque, n'acceptait l'autonomie exigée par le PDK⁽¹⁾.

L'impatience de Mulla Moustafa allant grandissant, le gouvernement avait déclaré le 1er mars 1963 : "pour reconnaître les liens fraternels et amicaux existant entre Arabes et Kurdes, la révolution de Ramadan(i.e. le coup d'état du 8 février) est décidée à supprimer toutes les conséquences néfastes du régime de Qassem en garantissant les droits des Kurdes"⁽²⁾. Ces deux lignes résument l'essentiel de l'attitude de gouvernement irakien à l'égard de la question kurde. Le gouvernement ne parlait pas des Kurdes comme d'un peuple ou d'une

(1) - Interview de Ali Saleh al-Sa'adi par Sa'ad Jawad, op.cit., P. 131.

(2) - Le New York Times, le 2 mars 1963.

nation avec des droits nationaux; il se contentait de les mentionner en tant que "frères et amis des Arabes" et c'était au nom de cette "amitié" et de cette "fraternité" que le gouvernement leur garantissait quelques droits. Ce point, selon nous, est essentiel. Comme nous le verrons, les gouvernements irakiens successifs, jusqu'en 1970, n'ont pas reconnu l'existence d'un peuple ou d'une nation kurde distincts des Arabes. Par conséquent, du point de vue gouvernemental, il n'y avait pas de raison logique d'accorder l'autonomie aux Kurdes. Dans ces conditions comment résoudre le problème kurde? La réponse du gouvernement fut simple : "décentralisation". Ce projet envisageait la division de l'Irak en provinces décentralisées, dont une aurait été le Kurdistan. Mais, tout le monde en conviendra, une condition sine qua non à la formation d'un gouvernement décentralisé est la démocratie. A notre connaissance, personne (pas même les Ba'thistes) n'a suggéré que l'Irak en 1963 jouisse des libertés démocratiques. Il nous paraît donc évident que le gouvernement n'a jamais eu l'intention de mettre en oeuvre son propre projet de "décentralisation" puisque sa réalisation concrète aurait nécessairement battu en brèche son pouvoir. Les Ba'thistes ne l'auraient jamais accepté. On voit dans les lignes précédentes combien la mise en pratique des droits nationaux des Kurdes en Irak est liée par essence à l'instauration d'un gouvernement démocratique dans ce pays, puisque l'autonomie pour les Kurdes en Irak ne peut signifier qu'une chose : le partage du pouvoir entre Kurdes et Arabes. Et y a-t-il eu un seul exemple dans l'histoire où un régime despotique ait accepté volontairement de

de partager le pouvoir avec d'autres citoyens?

Le point évoqué ci-dessus (i.e. l'impossibilité de mettre en pratique les droits nationaux des Kurdes en Irak avec un régime despotique) constituera un thème central de cette thèse. Nous essaierons de démontrer que toutes les tentatives de solution au problème kurde en Irak n'ont jamais été sérieuses - aujourd'hui, non plus - dans la mesure où les gouvernements de ce pays n'étaient pas préparés à partager le pouvoir qu'ils avaient acquis à la suite de coups d'Etat militaires. Il en résulte que tous les cessez-le-feu, les négociations et les accords entre les gouvernements d'Irak et le PDK de 1961 à 1975 furent à notre avis, dictés par des considérations purement tactiques de la part des gouvernements. Comment expliquer autrement le fait que le second régime ba'thiste (1968 - ?) qui avait, en 1970, reconnu la nation et l'autonomie kurdes, soit revenu sur ses promesses et ait lancé une campagne massive d'arabisation, dès que la résistance kurde s'arrêta en 1975 ? Mais, revenons en 1963.

Face au projet gouvernemental de "décentralisation", le PDK soumit une liste de ses revendications au gouvernement, dont les points essentiels étaient les suivants :

- 1 - Que le gouvernement reconnaisse d'abord le droit des Kurdes à l'autonomie et que ce droit soit inclus dans la Constitution de la république irakienne.
- 2 - Que le Kurdistan irakien soit composé des régions s'étendant en Turquie au nord, en Iran

à l'est, en Syrie à l'ouest et dans les montagnes himrin au sud, en d'autres termes, la totalité de l'ancien " vilayet " de Mossoul, non compris la ville de Mossoul elle-même.

- 3 - Que le kurde soit la langue officielle de cette région et 2ème langue dans le reste de l'Irak.
- 4 - Qu'il y ait un vice-président kurde et que le Kurdistan soit doté de son propre conseil des ministres et de son assemblée nationale.
- 5 - Bien que la défense nationale, les finances et les relations extérieures relèvent de la responsabilité du gouvernement central, que des ministres kurdes soient nommés à ces ministères.
- 6 - Que l'armée au Kurdistan ne soit composée que de Kurdes; que cette force comprenne toutes les unités armées : infanterie, aviation, divisions blindées , etc...⁽¹⁾.

La direction kurde rêvait-elle? Il est probable que le PDK savait alors que le gouvernement n'accepterait aucune de ses revendications et c'est pourquoi il avait "demandé l'impossible"⁽²⁾.

Cependant, le gouvernement avait encore besoin de

t

(1) - Sa'ad Jawad, Op.cit, PP. 133-135.

(2) - Conversation avec une personnalité kurde qui veut garder l'anonymat

La Direction Kurde : 1949 - 1964



Barzani (à gauche) Président du Parti avec son
fils, Massoud.



Ibrahim Ahmad Secrétaire
Général 1949 -1964



Djalal Talabani membre du
Bureau Politique 1949-1964

temps pour entraîner l'armée à une prochaine guerre contre les Kurdes. Il demanda à un groupe de personnalités irakiennes connues, représentant toutes les tendances politiques, sauf les communistes, de rencontrer Barzani et de le persuader de modérer ses exigences.

Ce groupe, connu sous le nom de الوفد الشعبي (la délégation populaire)⁽¹⁾, arriva au Kurdistan début mars 1963. La délégation aurait réussi à persuader Barzani d'accepter le terme de " décentralisation". La préoccupation principale de la délégation qui repla ait la question kurde dans le contexte général de la politique en Irak, était l'égalité entre les Arabes et les Kurdes et la nécessité d'une coopération pour l'instauration d'un régime démocratique en Irak. Quoi qu'il en soit, la délégation retourna à Bagdad et soumit les recommandations suivantes qui servirent de bases aux futures négociations entre le gouvernement et le PDK:

" reconnaissant les droits des Kurdes sur la base de la décentralisation;
déclarant une amnistie générale pour les Kurdes;
remplaçant certains fonctionnaires au Kurdistan, hostiles au peuple kurde;
levant le blocus économique du Kurdistan;
révoquant tous les ordres de confiscations de biens pour ceux qui avaient participé à la révolte kurde et

(1) - La délégation était composée de : Cheikh Mahmoud Rida al-Chibibi, représentant du vieux front national, Hussein Jamil, du parti national démocratique, Fa'iq al-Samarra'i, représentant le parti Istiqlal, Fayçal al-Khozaran représentant le parti Ba'th au pouvoir, Dr Abdul Aziz al-Duri, représentant les nationalistes arabes et Zaid Ahmad Othman, représentant les Kurdes "indépendants".

enfin repliant les unités armées sur leurs positions antérieures à septembre 1961"⁽¹⁾.

De son côté, le gouvernement promit la création d'un comité pour jeter les bases d'un projet de décentralisation, mais ce comité ne vit jamais le jour.

Le 18 mars 1963, le PDK tint une conférence à Koi-Sandjaq. On décida, au cours de cette conférence, de poursuivre les négociations avec le gouvernement et de soumettre au régime un manifeste détaillé des revendications kurdes. Les négociateurs kurdes, conduits par Talabani, arrivèrent à Bagdad à la fin du mois de mars. La délégation kurde insista pour négocier avec le gouvernement plutôt qu'avec "la délégation populaire", le PDK ayant compris qu'elle n'avait aucun pouvoir pour signer un accord.

Les négociations se poursuivirent par intermittence jusqu'en mai 1963 où elles aboutirent à une impasse. Sa'ad Jawad résume les événements ainsi : "les deux partis ont une part de responsabilité dans l'interruption des négociations(...) la chute de Qassem avait donné à tous deux une confiance considérable qui eut pour résultat l'entêtement des deux partis dans une position inflexible et sans compromis possible. Mulla Moustafa revendiquait le mérite d'avoir créé la situation qui avait conduit à la chute de Qassem ... Il soutenait qu'aucun gouvernement ne pouvait survivre sans son appui(...) Cependant, dans le fond, le gouvernement n'a jamais traité sérieusement avec les Kurdes(...)"

(1) - Sa'ad Jawad, Op. cit, PP. 136-137.

gouvernement a eu tort de penser que les succès ba'athistes en Syrie et les différentes tensions à l'intérieur du mouvement national kurde renforceraient sa position contre les Kurdes"⁽¹⁾. M. Jawad simplifie trop le problème. En bon "libéral" il trouve toujours deux coupables. Pour prouver son "objectivité" il doit condamner les deux côtés ou du moins équilibrer son jugement. Et donc, il se contredit. Par exemple, il commence par dire que les deux partis sont à blâmer, puis affirme que " le gouvernement n'a jamais traité sérieusement avec les Kurdes". Si tel est le cas, comme M. Jawad a raison de dire, pourquoi et comment pourrait-on reprocher au PDK d'avoir interrompu les négociations? Le gouvernement n'a jamais été sérieux, il n'a jamais voulu accorder aux Kurdes leurs droits. Il n'a jamais voulu partager le pouvoir avec d'autres mais pourtant on condamne le PDK pour avoir l'air objectif. Voilà ce qu'est, selon nous, le raisonnement de M. Jawad. Nous ne voulons pas réserver nos critiques à M. Jawad, pour qui nous avons une grande estime⁽¹⁾. Cependant, M. Jawad est représentatif d'un certain mode de pensée répandu chez certains Arabes d'Irak (dont la plupart ont été formés dans des institutions britanniques), qui ne voient absolument pas le mécanisme de l'oppression nationale-chose très difficile à comprendre pour un individu de la nationalité dominante- et qui attribuent des années de guerre, avec toutes les souffrances qu'elles ont pu engendrer autant pour les Arabes que pour les Kurdes, à de "regrettables événements" et à de "regrettables malentendus" des deux côtés. Comme nous l'avons déjà dit, la revendication

(1) - M. Jawad est aujourd'hui professeur de sciences politiques à l'université de Bagdad. Il est un des rares professeurs d'université en Irak à avoir refusé d'adhérer au parti Ba'ath.

essentielle des Kurdes en Irak concernait un partage du pouvoir (qu'il soit économique ou politique) dans le cadre de ce pays. C'est pourquoi nous pensons que les hommes politiques et les officiers irakiens, en installant des régimes despotiques en Irak, ont systématiquement éliminé toute chance de solution pacifique au problème kurde, ce qui n'a rien à voir avec "de regrettables malentendus".

En tout cas, à la fin de mai 1963, un règlement pacifique du problème kurde devint résolument impossible. En même temps, une rupture entre Nasser et le parti Ba'th devenait de plus en plus probable. Le 10 juin le gouvernement diffusa un communiqué accusant le PDK d'enfreindre la loi et d'outre-passer les ordres, lui donnant vingt-quatre heures pour se rendre. Une offensive du gouvernement que le général Saleh Mahdi Amach appela "le pique-nique dans le nord" fut lancée le même jour. "Le pique-nique" fut probablement la campagne militaire la plus violente et la plus destructrice que le Kurdistan ait jamais connu⁽¹⁾. L'offensive du gouvernement prit la forme d'une attaque sur trois fronts; l'assaut principal fut lancé dans la région d'Arbil-Rawanduz, où le gouvernement réussit à capturer Barzan en août. Une deuxième colonne se dirigea en direction de Koi-Sandjaq et réoccupa Ranya, mais fut bientôt contrainte de battre en retraite à Haybat Sultan, une chaîne de montagnes au nord de Koi-Sanjaq. La troisième colonne se mit en marche pour prendre Amadiya et les montagnes la surplombant. Pendant ce temps, le gouvernement avait créé les forces

(1) - Pour plus de détails sur les combats à cette époque, cf. I.C. Vanly op.cit, PP. 195-205 et René Mauriès, le Kurdistan ou la mort, Paris, ed. "J'ai lu", 1967, PP 76-95 et Jean Pradier, Les Kurdes, révolution silencieuse, Bordeaux ed. Ducros, 1960, PP. 79-80.

" فرسان " (les chevaliers), que les Kurdes avaient baptisées جاش (petits ânes). Le recrutement de ces forces était essentiellement tribal. Elles étaient divisées en deux sections:

1 - فرسان صلاح الدين (les chevaliers de Saladin) qui étaient composées des tribus kurdes hostiles aux Barzanis (surtout des Zébari et des Bradost).

2 - فرسان خالد ابن الوليد (les chevaliers de Khalid bin al-Walid-héros arabe de la conquête islamique- composées de tribus arabes qu'on avait amenées du sud et installées dans les régions kurdes ou qui vivaient déjà dans le nord-ouest du pays (région de Mossoul) comme la tribu Chammar.

Ces deux forces étaient armées et payées par le gouvernement et servaient d'auxiliaires à l'armée. Depuis 1963 le terme de "jach" est entré dans le vocabulaire politique kurde et signifie " traître".

L'armée remporta quelques succès et surtout un quand elle réussit en octobre à occuper la position stratégique de Chami- rézan, (une gorge au nord-ouest de Sulaimanya d'où les guérillas kurdes lançaient leurs attaques contre d'autres villes ou contre des convois de l'armée).

Cependant, le gouvernement se glorifia beaucoup trop vite d'en avoir fini avec la révolte kurde. Les insurgés, devant la supériorité des forces armées, se retranchèrent au plus profond de la montagne; leurs forces n'avaient pas subi de lourdes pertes. En tout cas, la tentative des Ba'thistes pour résoudre militairement le problème kurde échoua et le régime ba'thiste fut renversé lui aussi en novembre 1963.

Quelles étaient les attitudes des pays arabes et des pays voisins de l'Irak (Iran, Turquie) vis-à-vis de la révolte kurde?

Position des pays arabes vis-à-vis de la question kurde:

Jusque dans les années 1950, les gouvernements arabes ne se soucièrent que peu ou pas du tout de la question kurde. L'idée d'utiliser les Kurdes comme élément dans le conflit inter-arabe n'avait pas encore fait son apparition dans la politique de la région. Dans l'ensemble, les dirigeants arabes considéraient la question kurde comme un problème strictement irakien. C'est en 1952 après le succès de la révolution égyptienne que le problème kurde prit, pour la première fois, une importance politique dans le monde arabe. L'accession au pouvoir de Nasser aggrava la lutte entre l'Egypte et l'Irak pour accéder au leadership du monde arabe. C'est alors que le mouvement national kurde fut considéré comme un enjeu de cette lutte et l'Egypte, sous Nasser, fut le premier pays arabe, semble-t-il, à s'intéresser à la question. Les tentatives de Nasser pour associer les Kurdes dans sa lutte contre l'Irak avaient un motif supplémentaire : ses autres ennemis dans la région , la Turquie et l'Iran, avaient tous deux une minorité kurde importante. Le mouvement nationaliste kurde n'étant guère actif, à cette époque, Nasser projeta de raviver le sentiment nationaliste des Kurdes dans l'idée de susciter des révoltes contre les trois régimes. Et donc, au début de 1958, "صوت العرب" (la voix des Arabes) émit des programmes en kurde⁽¹⁾. Plus tard, Nasser expliqua

(1) - Sa'ad Jawad, Op.cit, P. 279

ce geste à Ibrahim Ahmed, secrétaire du PDK, lors de sa visite au Caire après la révolution irakienne en 1958. " Il dit à Ahmed qu'il ne voyait aucun inconvénient à ce que les Kurdes d'Iran et de Turquie accèdent à leur indépendance mais qu'il ne croyait pas que les mêmes droits seraient accordés aux Kurdes d'Irak"⁽¹⁾. De toute façon, il semble que le PDK essaya, indirectement en 1957 et directement en 1958, d'établir des contacts avec Nasser,⁽²⁾ l'Egypte étant le premier pays en relation avec le PDK⁽³⁾.

Les choses changèrent après la révolution en Irak. Les Kurdes placèrent alors leurs espoirs dans Qassem puisqu'il avait relancé vivement les aspirations nationalistes de minorités d'Irak et les avait noyées sous les promesses. L'image que les Kurdes avaient de Nasser commença de se dégrader dès que les différends qui l'opposaient à Qassem apparurent. Finalement, quand le conflit éclata entre les deux hommes en 1959, le PDK choisit le parti de Qassem.

Nasser, quant à lui, accusa les Kurdes d'aider Qassem " dans ses tentatives pour diviser le peuple irakien et pour exclure l'Irak du camp arabe"⁽⁴⁾.

Quand la révolte kurde éclata en 1961, Nasser ne lui fournit aucune aide militaire. Cependant, contrairement aux autres nationalistes arabes non seulement il refusa de la condamner,

(1) -Ibid. P. 280

(2) - Talabani, Op.cit, P. 105

(3) - Bien que Mulla Moustafa se soit trouvé à Moscou à ce moment , le PDK n'avait pas de relation officielle avec l'Union Soviétique.

(4) - Sa'ad Jawad, Op.cit, PP. 280-281

mais encore il accrédita Chawqat Aqrawi, membre du comité central du PDK, comme représentant des Kurdes au Caire⁽¹⁾.

Le coup d'Etat de février 1963 amena une coalition de nassériens et Ba'athistes au pouvoir, qui favorisa, du moins au début, l'union avec l'Egypte. La position de Nasser fut renforcée par un coup d'Etat semblable en Syrie. Aussitôt, une délégation irakienne et syrienne se rendit au Caire pour discuter la question de l'unité entre les trois pays. La délégation irakienne incluait Djalal Talabani qui représentait le PDK dans les discussions. Il semble que deux ministres irakiens, al-Sa'adi et Amache, demandèrent à Nasser de rencontrer Talabani pour tenter une réconciliation entre le PDK et le gouvernement irakien. Nasser accepta. Les arguments de Talabani le convainquirent de la modération des revendications kurdes. Il ne trouva rien d'excessif dans les demandes du PDK et il conseilla alors à la délégation irakienne de les prendre en considération et d'avoir plus d'égards pour les Kurdes. On raconte qu'il aurait dit ceci : " Personne ne peut nier que le peuple kurde existe. Il a par conséquent des droits et l'un d'eux est de réclamer l'autonomie...les Kurdes doivent avoir leurs droits dans le cadre irakien. Pourquoi avez-vous peur du mot autonomie?"⁽²⁾ Si les dirigeants arabes d'Irak avaient pensé comme Nasser, il est probable que 14 ans de souffrance et de sang versé auraient pu être évités. Selon le raisonnement de Nasser, puisque le gouvernement d'Irak avait reconnu, dans sa Constitution de 1958, l'existence du peuple kurde,

(1) - Ibid.

(2) - C. Kutchera , Op.cit, P. 230

il n'y avait pas de raisons pour que le gouvernement hésite à lui accorder les droits qui découlaient logiquement de cette reconnaissance⁽¹⁾. Nasser aurait donc insisté pour que tout soit fait pour éviter la guerre⁽²⁾. Il croyait sans doute que le problème kurde se résoudrait difficilement par la guerre, et que si on recourait à la force, son armée y serait engagée, puisqu'à ce moment-là des pourparlers étaient en cours pour créer, sous sa présidence, une union entre l'Irak, la Syrie et l'Egypte.

Nasser avait d'autres raisons d'être opposé à une solution militaire :

1 - Il voulait que l'armée irakienne soit disponible pour stationner sur le front syro-israélien.

2 - Il était soucieux de ne pas laisser d'autres puissances étrangères, en particulier l'Iran, prendre l'avantage dans le conflit pour faire pression sur le gouvernement irakien.

3 - Son expérience au Nord Yemen lui avait probablement servi de leçon et il souhaitait que l'armée irakienne évitât de se trouver en semblable situation.

Si Nasser représentait la tendance arabe "libérale" envers les Kurdes, adoptée aussi par Ben Bella⁽³⁾, les autres Etats arabes

(1) - I.C.Vanly, le Kurdistan irakien : entité nationale, op.cit, P. 183

(2) - Talabani, op.cit, P. 339-340

(3) - Ben Bella adopta une attitude favorable aux Kurdes après avoir rencontré Djalal Talabani semble-t-il. Cf. The American University of Beyrouth, وثائق العربيه (les documents arabes) volII, Beyrouth 1965, P. 328 et Sa'ad Jawad, op.cit, P. 284.

soutenaient l'Irak pour écraser la révolte kurde. Les "faucons" arabes étaient surtout présents en Syrie en 1963. L'année où les combats éclatèrent au Kurdistan, la Syrie envoya immédiatement un contingent armé pour combattre les Kurdes en Irak⁽¹⁾. Deux raisons motivaient les Syriens :

- a) La crainte que le succès des Kurdes irakiens n'encourage la minorité des Kurdes syriens à se soulever contre le régime.
- b) La présence au pouvoir du même parti et de la même idéologie Ba'th en Irak et en Syrie.

A part Nasser et Ben Bella, qui étaient tous deux dotés d'une perspicacité et d'une profondeur de vue exceptionnelles, la majorité des Etats et des nationalistes arabes de l'époque considéraient les exigences d'autonomie des Kurdes comme une étape vers la séparation et la création d'un "second Israël". En 1963, beaucoup de pays arabes associaient et identifiaient, semble-t-il, le mouvement nationaliste kurde au communisme. Le séjour de Mulla Moustafa en URSS, l'accusation du gouvernement irakien disant qu'il était un "mulla rouge", et le soutien de l'URSS aux Kurdes étaient avancés comme "témoignage" et "preuve".

Mais, les gouvernement irakiens successifs restant impuissants à résoudre le problème kurde entre 1963 et 1968, et les relations inter-arabes se détériorant davantage, la question kurde joua un rôle nouveau.

(1) - Cf. Vernier B. " la question kurde", dans Revue de Défense Nationale, janvier 1965, P. 114.



Barzani (premier à droite) et Ibrahim Ahmad (4 ème à droite) avec Abdul-Nasser au Caire en juillet 1958.

Après sa rupture avec les Ba'thistes à l'été 1963, Nasser renforça encore son appui moral aux Kurdes. Les journaux égyptiens, qui ouvraient leurs colonnes à Aqrawi, représentant du PDK au Caire, pour exprimer librement les points de vue kurdes, donnaient la préférence à la version kurde de la guerre au Kurdistan. Comme le remarque D.A. Schmidt, " pour la première fois, des éléments de la presse arabe manifestaient un peu de sympathie aux Kurdes"⁽¹⁾. Quand les Ba'thistes furent renversés par Abdül Salam Aref en novembre 1963, Nasser lui conseilla, sans tarder, de traiter avec les Kurdes. Selon toute probabilité, le cessez-le-feu de février 1964 qui déboucha sur l'accord Barzani-Aref avait l'approbation et l'appui de Nasser. La guerre israélo-arabe de 1967, et la reconstitution de l'armée égyptienne défaite mobilisèrent toute l'énergie et toute l'attention de Nasser. La question kurde tomba dans l'oubli en Egypte, jusqu'à Sadate. L'intervention - mais quelle intervention! - de Sadate dans la vie des Kurdes d'Irak consista à mettre au point un accord entre le Chah et Sadam Hussein en mars 1975⁽²⁾.

Le Ba'th qui revint au pouvoir en Irak en juillet 1968 avait l'ambition de construire un régime fort et de gagner le leadership

(1) - Dana A. Schmidt, op.cit, P. 264

(2) - Békass, op. cit. P. 105

(3) - Il est de notoriété publique que le président algérien Boumedienne joua le rôle principal dans la mise au point de la rencontre entre le Chah et Saddam. Mais, Sadate et le roi Hussein de Jordanie jouèrent un rôle décisif dans les préliminaires de cette rencontre. pour un compte rendu de leur rôle, cf.C. Kutchera, op.cit, PP.322-323 et Emile Guikovatky, "comment les Kurdes ont été trahis", dans l'Express, 8-14 mars 1976.

du monde arabe. La Syrie redoutait particulièrement un Irak puissant et ambitieux surtout du jour où le parti Ba'th se scinda en factions rivales, l'une régnant en Syrie et l'autre en Irak. Les Etats arabes conservateurs de la région du Golfe craignaient également qu'un Irak fort ne tentât de les soumettre à sa domination, d'autant plus que l'Irak penchait vers l'Union Soviétique, circonstance aggravante pour ces Etats.

Damas devint le point de ralliement de التجمع الوطني العراقي (le groupement patriotique irakien) composé d'une diversité de petites organisations opposées au régime irakien. En 1973, Talabani, qui avait rejoint le mouvement kurde, fut reçu à Damas par Kikmet el-Chehabi chef des services secrets syriens, où ils auraient discuté tous deux d'une mutuelle coopération⁽¹⁾.

On ne sait pas exactement quel genre d'aide les Syriens fournirent aux Kurdes pendant cette période mais il semble tout au moins qu'ils aient fermé les yeux sur ceux qui passaient les frontières des territoires syriens pour entrer au Kurdistan ou en sortir⁽²⁾.

Israël

En 1970, I.C. Vanly, le représentant du PDK en

(1) - Cette information nous a été communiquée par un membre du comité central du PDK de l'époque qui préfère garder l'anonymat.

(2) - Beaucoup de mes amis kurdes aujourd'hui réfugiés en France on fui le Kurdistan après la défaite de Barzani par la frontière syrienne. Les soldats syriens qui les virent, vérifièrent leur identité et les laissèrent partir.

Europe à l'époque, écrivait encore : "les allusions de certains milieux irakiens exprimées notamment par le truchement du groupe kurde dissident et son journal al-Nour - quant à l'existence d'une collusion entre Israël et la révolution kurde, (...) sont dénuées de tout fondement"⁽¹⁾. Il avait tort. Le 29 septembre 1980, le premier ministre israélien Bégin déclara publiquement que son pays avait aidé Barzani depuis 1965⁽²⁾. C'était la première reconnaissance officielle par Israël de ses liens avec Barzani. Mais déjà en 1978, plusieurs journaux israéliens avaient publié des articles assez détaillés sur les contacts israéliens avec Barzani.

De toute façon, l'aide d'Israël à Barzani fut dès le début un secret de polichinelle que Barzani n'a jamais nié. En fait, Barzani a fait en sorte que les gouvernements irakiens connaissent ses relations avec Israël : en 1965, on raconte qu'il autorisa un officier israélien venu clandestinement au Kurdsitan, à révéler son identité devant une délégation officielle irakienne⁽³⁾. C'était la méthode de Barzani pour faire pression sur les gouvernements irakiens. En montrant qu'il avait des aliés puissants, Barzani espérait obliger le gouvernement irakien à lui faire des concessions. C'est ce qui arriva sous le régime d'Abdul Rahman Aref(1966-1968) quand l'engagement israélien dans la guerre kurde fut connu de tous et surtout après que le groupe Ahmed-Talabani eut exposé dans son journal al-Nour,

(1) - I.C.Vanly, le Kurdistan irakien : entité nationale, op.cit, P. 290

(2) - Cf. Extraits de journaux israéliens à la page suivante

(3) - Cf. Al-Nour, Bagdad, 21 janvier 1969.

les relations de Barzani avec les Israéliens. Au lieu d'en tirer parti en dénonçant publiquement la collusion de Barzani avec les Israéliens, le régime d'Abdul Rahman Aref "accorda davantage de concessions à Barzani en espérant le dissuader de consolider ses liens avec les Israéliens"⁽¹⁾. Les motifs d'Israël pour aider Barzani tombent sous le sens et ne réclament pas d'analyse compliquée. Dans la pensée politique israélienne (que ce soit celle du Likoud ou celle du parti travailliste) l'affaiblissement d'un gouvernement arabe quel qu'il soit excepté peut-être celui d'Egypte aujourd'hui a toujours été considéré comme une victoire pour la cause israélienne. Et l'Irak a été une cible privilégiée pour les Israéliens parce que :

- 1 - Sans compter l'Egypte, l'Irak avec ses 13 millions d'habitants est le pays arabe le plus peuplé du Moyen-Orient et l'un des plus riches aussi.
- 2 - L'Irak a participé à presque toutes les guerres arabo-israéliennes et a toujours déclaré, que la guerre contre Israël devait continuer.
- 3 - La stratégie " du front de l'est" suggérée par Nasser au sommet de Khartoum en 1969 ne pouvait pas plus qu'aujourd'hui, se faire sans l'Irak. L'attaque de la centrale de Tamuz, à Al-Daura, dans la banlieue de Bagdad, prouve quel danger potentiel l'Irak représente aux yeux des stratèges israéliens.

(1) - Ibid.

Il faut dire encore que malgré la création de comités israéliens pour la défense des Kurdes⁽¹⁾ et malgré les nombreuses déclarations de sympathie d'Israël pour les Kurdes, ce n'est jamais par altruisme que les gouvernements israéliens se sont intéressés aux Kurdes ou à leur aspirations. On peut se demander pourquoi la sympathie israélienne s'est limitée aux Kurdes d'Irak. Aujourd'hui, plus des milliers de nationalistes kurdes sont jugés à Diyarbékir et Amnesty International a accusé publiquement les autorités turques de torturer les prisonniers kurdes. Israël n'a pas élevé un murmure de protestation.

Dans les pages qui suivent, nous présenterons des extraits d'articles parus dans la presse israélienne sur l'aide d'Israël à Barzani. Nous présenterons aussi deux points de vue kurdes différents sur la question : ceux de Talabani et de Vanly. Les articles de la presse israélienne concernant les relations d'Israël avec Barzani (publiés ici pour la première fois en français) furent traduits en arabe par مركز الدراسات الفلسطينية (centre d'études palestiniennes), à Beyrouth. Ne connaissant malheureusement pas l'hébreu, nous n'avons pu tenir compte que des versions arabes.

A. Lova Elyar : "Mission secrète au nid d'aigle de Moustafa Barzani au Kurdistan" dans Yéd'ot Ahranot, 10/5/1978

"...Vers la fin de 1966, Levy Echkol, premier ministre et ministre de la défense de l'époque, m'appela à Jérusalem et

(1) - Par exemple, " le comité de défense des droits du peuple kurde de M. Avneri, cf. I.C. Vanly, le Kurdistan irakien : entité nationale, op.cit, P. 291.

me demanda d'aller au Kurdistan pour rencontrer Barzani. Quand Echkol me confia cette mission j'étais membre de la Knesset (parlement israélien) et vice-ministre du gouvernement israélien(...) La délégation qui m'escortait était unique en son genre. Nous avons décidé de faire un beau cadeau à Barzani cette fois-là : un hôpital de campagne avec tout l'équipement(...) Je présentai les compliments de mon gouvernement et notre conversation dura toute la nuit et se poursuivit le jour suivant(...), le lendemain matin, je fis un tour dans les villages en compagnie d'Idriss, le fils aîné de Barzani(...) Avant de repartir pour Israël, Barzani me dit ceci : "dites au premier ministre et aux ministres que les Kurdes n'oublieront jamais que vous, des juifs, avez été les seuls dans la communauté internationale, à nous aider quand nous en avons besoin. Puis il m'offrit son épée".

Commentaire : Les Kurdes ne portent jamais d'épée. Ils utilisent plutôt des poignards.

Samuel Sirif : "L'aide aux Kurdes et les futures initiatives", dans
Ma'ariv, 30/9/1980

" La déclaration du premier ministre Bégine au sujet de l'aide militaire et financière israélienne aux rebelles kurdes est la première confirmation officielle de cette opération qui a duré dix années entières, de l'automne 1965 jusqu'aux accords d'Alger en mars 1975. La visite de Mulla Moustafa Barzani en Israël, qui jusqu'alors n'avait été mentionnée que dans les journaux de Bagdad, a été reconnue publiquement(...) La déclaration de Bégine, il devait s'y

attendre, allait lui attirer les critiques du leader de l'opposition, M. Shimon Péres, qui fut le premier à avoir pris contact avec des chefs kurdes en exil en Suisse en 1964".

Commentaire : Le seul chef kurde exilé en Suisse en 1964 était M. Ismat C. Vanly.

E. Ben Borat : " Begin fait des révélations : l'assistance israélienne aux Kurdes dura 10 ans et fournit des fonds, des armes et un entraînement", dans Yéd'ot Ahranot , 30/19/1980.

" L'assistance israélienne tout au long de ces 10 années fut organisée avec le plein assentiment du Chah d'Iran. Le début des relations entre Israël et les Kurdes remonte à 1963 à Paris où un Kurde exilé contacta, de sa propre initiative, les représentants de l'ambassade israélienne et demanda de l'aide en organisant une campagne publicitaire, au nom des Kurdes de France et d'ailleurs. Les fonctionnaires israéliens y répondirent positivement et les écrivains et les artistes israéliens, de passage à Paris à ce moment-là, lui apportèrent toute l'aide qu'ils purent. En 1965, seulement deux ans après , l'aide israélienne aux Kurdes devint d'une importance militaire et stratégique accrue(...) Récemment, le premier ministre Begin, déclara qu'il avait rencontré Barzani et qu'ils avaient discuté en russe. Cela se passait en septembre, au cours d'une des visites de Barzani en Israël. Barzani vint plusieurs fois en Israël(...) où il rencontra les chefs de l'Etat Major israélien."

Commentaire : nous pensons que " le Kurde exilé à Paris en 1963 " est M . Kamuran Bedirkhan que tous les Kurdes connaissent pour ses positions

anti-arabes et pro-israéliennes. Il était connu aussi, pour ses relations avec la Savak. Il avait l'habitude de se faire valoir en montrant à ses visiteurs le cadeau (un poignard) que le général Nassiri, chef de la Savak, lui avait offert. M . Bedirkhan enseignait le kurde à l'Ecole Nationale des Langues et Civilisations Orientales. Cependant, les contacts de M . Bedirekhan avec les Israéliens furent établis, semble-t-il, sur sa propre initiative. Des témoignages concordent, selon lesquels les premières relations officielles entre les Israéliens et le PDK furent nouées par Ibrahim Ahmed et Djalal Talabani qui, jusqu'en 1964, étaient reponsables des relations extérieures du PDK. Tous deux avaient admis oralement - et non par écrit - qu'ils étaient les premiers à avoir noué des relations avec l'Iran. Ce qui est significatif, c'est qu'après leur rupture avec Barzani, ils étaient tous deux bien reçus en Iran. Sa'ad Jawad, à partir d'entretiens avec des personnalités kurdes dont il préfère taire le nom, écrit ceci : "En réalité, du temps d'Ahmad le PDK noua des relations avec les Israéliens en 1963. A la fin de l'année, il (Ibrahim Ahmad) reçut deux agents israéliens, déguisés en journalistes allemands au quartier général du PDK." Cf. Sa'ad Jawad, op.cit, P. 317

Meir Heruben : "Les relations avec les Kurdes au nord de l'Irak commencèrent en 1965", dans Ma'ariv, 1/10/1980

"Jusqu'à maintenant, les relations israélo-kurdes étaient tenues sous le sceau du secret. Elles commencèrent en 1965. Moustafa Barzani se rendit plusieurs fois en Israël(...) et il rencontra Golda Meir, Moshe Dayan, Yegal Alon et Menahem Begin(...) Les observateurs pensaient que cette coopération était extrêmement avantageuse pour Israël puisque la révolution kurde mobilisait 14 brigades irakiennes(...)

dans ce sens, cela empêchait l'Irak de se porter sur le front de l'est".

Moshe Jack : "Une assistance aux Kurdes sans accord de défense", dans
Ma'ariv, 1/10/1980.

"...Les Iraniens avaient besoin des Kurdes pour ouvrir'un second front' contre les ambitions irakiennes au Khouzistan. Nous aussi, il nous faut tenir les forces irakiennes éloignées du front de l'est. Dans ce contexte, nous avons coopéré avec l'Iran dans son assistance aux rebelles kurdes d'Irak..."

Moshe Kole : "Une injustice faite aux Kurdes", dans Yed'ot Ahranot
3/10/1980

" La déclaration du premier ministre au sujet de l'aide aux Kurdes n'était pas utile. Cela n'aidera pas les Kurdes dans la suite des événements(...) Tous les premiers ministres israéliens ont gardé le secret, pourquoi cette politique a-t-elle été abandonnée? Nos alliés ou les hommes politiques y regarderont à deux fois avant de confier quelque chose à Israël".

Nathan Ra'nan : "La déclaration de Begin sur l'aide d'Israël aux Kurdes n'était pas un lapsus" dans Houtam, supplément de al-Hamichamar, 10/10/1980

" La déclaration de Begin sur l'assistance d'Israël

aux Kurdes était préméditée(...) Il voulait montrer qu'Israël avait le bras long et qu'il avait des alliés dans différents points du Moyen-Orient. Son objectif était de montrer que le monde du Moyen-Orient n'était pas peuplé uniquement d'Arabes".

Eri Hathafiya : " Israël au Kurdistan" dans Ha'arts, 10/10/1980

" Barzani avait un adjoint israélien qui résidait au quartier général du vieil homme (Barzani). L'Israélien servait de liaison entre Barzani et Tel Aviv..."

Commentaire : Cet Israélien dont le nom de code était "Miki", servait aussi de conseiller militaire à Barzani. Eri Hathafiya, dans son article, dit que les officiers israéliens furent responsables du planning de la bataille de Rawanduz en mars 1975 juste après l'accord d'Alger entre Saddam Hussein et le Chah d'Iran.

Points de vue des Kurdes

I. C. Vanly (représentant du Mouvement Nationaliste kurde en Europe jusqu'en 1975):

"Pour ce qui est de l'attitude des Kurdes eux-mêmes envers les Israéliens, on peut dire qu'elle n'est pas unanime. La minorité communiste parmi eux, suivant la ligne de son parti, est pour le moment violemment opposée à Israël . Le groupe dissident de Al-Nour l'est encore davantage, à tel point que - heurtant par là les sentiments du peuple kurde - il minimise l'importance de la question nationale kurde en la présentant " comme un simple différend avec le gouvernement irakien",

tout en affirmant que le grand combat des Kurdes est celui qu'ils devront engager pour la libération de la Palestine aux côtés des Arabes. Il y a dans l'attitude de ce groupe une grande part de démagogie et une surenchère dont le but est d'obtenir les armes et l'argent nécessaires des généraux de Bagdad pour combattre la révolution. Un troisième groupe minoritaire, représenté par les ultranationalistes, est systématiquement anti-arabe et, par voie de conséquence, favorable à Israël. A notre avis; l'attitude de ces trois groupes ne reflète pas les sentiments du peuple kurde. Les masses kurdes restent sans doute attachées aux liens historiques, religieux et autres existant entre les peuples arabes et kurdes; elles réproouvent notamment la dispersion du peuple palestinien et nourrissent, à l'égard du combat qu'il mène pour se recréer une existence nationale, des sentiments certains d'affection et de solidarité. Mais, (...) elles admettent aussi - comme pour le peuple palestinien le droit du peuple juif à une vie libre, à une existence nationale propre parmi les autres peuples du Moyen-Orient". Dans le Kurdistan irakien : entité nationale, op. cit, P. 291.

Union Patriotique du Kurdistan (groupe Talabani)

ارتباطات القيادة البارزانية بإسرائيل و جهاز مخابراتها الموساد

(la liaison de la direction Barzani avec

Israël et ses services secrets le Mossad) octobre 1981.

..."La direction Barzani a trahi le peuple kurde. Il a fait de nos ennemis (impérialisme et sionisme) nos amis. Il a changé nos vrais amis en ennemis. Cette direction a commis le crime

historique de détourner le mouvement nationaliste kurde de ses objectifs, la justice et le progrès et en a fait le jouet de l'impérialisme, du sionisme et de la réaction. La coopération de Moustafa Barzani et de ses fils Idriss et Massoud avec Israël a dépassé les sphères de la coordination politique. Le mouvement kurde, sous sa direction, a espionné pour Israël, il a aidé la contrebande juive d'Irak en Israël via l'Iran. (...) La direction Barzani n'était pas à égalité avec Israël dans les relations politiques : elle était son agent, son espion(...) Nous maintenons la position que nous avons exprimée dans notre proclamation de fondation : nous exprimons notre solidarité et notre soutien sans réserve à la glorieuse lutte du peuple arabe(...) pour libérer la Palestine du colonialisme sioniste et pour créer un Etat palestinien démocratique".

Turquie

Les Kurdes de Turquie sont probablement les Kurdes les plus opprimés de tous⁽¹⁾. Le parti communiste turc a estimé que sous le régime de Moustafa Kemal, plus d'un million de Kurdes furent massacrés ou déportés⁽²⁾. Le gouvernement turc n'a pas reconnu ces droits même les plus élémentaires du peuple kurde. Il a interdit le port du costume national et la langue kurde. Pour les gouvernements

(1) - Pour une étude documentée sur les Kurdes de Turquie, cf. I.C. Vanly survey of the national question of Turkish Kurdistan, Rome, publié par Hivra, 1972.

(2) - Kendal "le Kurdistan de Turquie" , dans les Kurdes et le Kurdistan, op.cit, P. 103.

turcs, les Kurdes sont des "Turcs de la montagne". L'article 88 de la constitution turque affirme qu'en "Turquie aucune nation n'existe à part de la nation turque"⁽¹⁾. Dans un discours prononcé devant une foule de Kurdes à Diyarbakir, le général Gürsel, président de la république turque en 1960, a dit "vous êtes tous des Turcs ! soyez raisonnables!"⁽²⁾. Avec une telle mentalité, quelle pouvait être la politique des gouvernements turcs vis-à-vis des Kurdes d'Irak?

Nous pensons que la politique turque, comme celle de l'Iran, était déterminée par deux facteurs

- a) La crainte du nationalisme kurde et la renaissance du mouvement kurde dans son territoire.
- b) Les relations de la Turquie avec les gouvernements d'Irak.

Il a déjà été mentionné au chapitre II que la Turquie essaya d'utiliser les Kurdes d'Irak contre le nouveau royaume irakien dans la querelle au sujet de Mossoul. Mais, la flambée de révoltes kurdes en Turquie dans les années 1920, fit prendre conscience au gouvernement de Turquie que le nationalisme kurde pouvait être un phénomène très dangereux pour lui. Donc, la Turquie se mit à envisager une coopération avec les Etats voisins pour endiguer ou même éliminer le nationalisme kurde. A part leur crainte partagée des aspirations

(1) - Cf. Hürriyet, Ankara, 25 octobre 1960.

(2) - Sa'ad Jawad, op.cit, P. 289.

kurdes, la Turquie, l'Irak et l'Iran aussi, se méfiaient d'une infiltration communiste.

Les Kurdes, pour eux, étaient particulièrement perméables à l'influence communiste.⁽¹⁾ En 1937, l'Irak, la Turquie et l'Iran signèrent le traité de Sa'adabad qui scellait leur collaboration contre " toutes activités subversives dans l'un des trois pays"⁽²⁾. En 1955, les trois mêmes Etats signèrent le traité de Bagdad⁽³⁾. Les Kurdes considéraient, avec raison, que ces traités leur étaient hostiles. La coopération des trois Etats fonctionna pendant les révolte de 1930 en Turquie, pendant les révoltes de Barzani en Irak en 1945 et pendant la République de Mahabad en Iran en 1946.

Evidemment, la révolution de 1958 en Irak changea la situation. L'Irak se retira du traité de Bagdad et s'engagea dans une politique de non-alignement. Le mouvement nationaliste kurde, dans les premières années de la révolution, put jouir d'une liberté sans précédent. Les activités des Kurdes d'Irak et leurs appels aux Kurdes de Turquie et d'Iran pour le soulèvement et la lutte pour la liberté ne firent qu'accroître les craintes des régimes turcs et iraniens. Donc, quand un groupe de chefs tribaux kurdes, alliés fidèles de la monarchie, fuirent l'Irak pour aller en Iran, ils furent accueillis à bras ouverts par les autorités locales qui leur fournirent des armes

(1) - Ibid.

(2) - En plus de ces trois, le pacte de Bagdad comprenait : le Pakistan, La Grande Bretagne, les U.S.A. après le retrait de l'Irak, son quartier général fut transféré en Turquie et fut connu sous le signe C.N.T.O. Après la révolution iranienne, l'Iran s'en retira aussi. Et ce pacte cessa d'exister.

pour qu'ils retournent en Irak semer le désordre⁽¹⁾. La Turquie, elle, gardait de prudentes distances, attitude qu'elle conserva jusqu'à la chute de Qassem.

En 1963, la Turquie regarda le départ de Qassem et l'instauration d'un régime pro-occidental à Bagdad, avec soulagement. Une collaboration s'installa. De juin 1963 à février 1964, les officiers de liaison turcs auraient activement coopéré avec l'armée irakienne contre les insurgés kurdes⁽²⁾. Les activités des nationalistes kurdes en Turquie donnaient au gouvernement turc une raison supplémentaire de s'en prendre aux Kurdes d'Irak.

En 1967, le PDK fut fondé en Turquie et des publications kurdes se répandirent de plus en plus au Kurdistan turc⁽³⁾. Evidemment le gouvernement turc en fut très alarmé et voulut à tout prix empêcher que le mouvement prît de l'ampleur dans son territoire.

Quand le parti Ba'th revint au pouvoir, le gouvernement turc conserva une attitude prudente bien que cette fois-ci, il fermât les yeux sur l'aide destinée aux Kurdes irakiens transitant par les territoires turcs. Cependant, cela se faisait sous un contrôle strict, surtout après que la loi martiale eut été décrétée au Kurdistan de Turquie en 1970⁽⁴⁾

(1) - Cf. Chapitre **IV**

(2) - Jean-Pierre Viennot, op.cit., vol II, PP. 94-95

(3) - J. P. Viennot " Kurdistan : nation déchirée", dans le Monde Diplomatique, 2/8/1971.

(4) - Ibid.

Iran

L'attitude de l'Iran face au mouvement kurde en Irak fut bien résumée par le Chah lui-même dans un entretien avec le journaliste égyptien, Mohamed Hassanein Haykal . : " Nous n'avons pas inventé la révolution kurde, mais par contre nous l'avons prise pour une réalité existante. Pendant des années, les régimes au pouvoir en Irak soutenaient sa haine contre nous...La révolution kurde a trouvé une occasion et nous l'avons exploitée, mais est-ce que nous voulons réellement créer une complication kurde ? Naturellement, non ! vous devez savoir que nous disposons d'une grande minorité kurde. Comme je vous l'ai rappelé, les régimes au pouvoir en Irak faisaient preuve d'inimitié envers l'Iran. N'avions-nous pas le droit de riposter et de profiter de l'occasion qui nous était offerte? Oui en effet, nous avons soutenu la révolution kurde contre le gouvernement de Bagdad et cette action n'était qu'une riposte aux attaques menées par l'Irak contre l'Iran..."(1)

Comme la Turquie, l'attitude de l'Iran face aux Kurdes d'Irak était déterminée par deux facteurs :

- a) Sa crainte du nationalisme kurde et la renaissance du mouvement kurde dans ses propres territoires.
- b) Ses relations avec le gouvernement d'Irak.

Cependant il y avait des différences entre la Turquie et l'Iran dans leur façon de traiter les Kurdes dans leur territoire respectif. Nous avons déjà mentionné le fait que la Turquie

(1) - Keyhan, Téhéran, 15/9/1975.

ne reconnaît pas l'existence de la nation kurde en Turquie. L'Iran, du temps du Chah, déclara officiellement que " les Kurdes étaient les aryens les plus purs et les meilleurs des iraniens"⁽¹⁾ et le Chah "Arya-Mehr" (le bien aimé des aryens) se considérait comme le chef naturel des Kurdes.

Il est évident que l'intérêt du Chah pour les Kurdes n'avait rien d'altruiste. Son opposition historique au nationalisme arabe incarné par Nasser et ses ambitions d'Empire "persan" étaient deux raisons parmi d'autres qui le poussaient à soutenir le mouvement nationaliste kurde en Irak. Il faudrait aussi préciser qu'il y eut un conflit entre les classes dirigeantes arabes et persanes au sujet de la domination du Golfe. Autre motif de discorde entre les dirigeants arabes et persans : le Chah réclamait des parties du détroit du Chat al-Arab et les nationalistes arabes revendiquaient la région du Khouzistan au sud de l'Iran, comme partie de la terre arabe.

Sous la monarchie en Irak, le gouvernement pro-occidental de Nuri Sa'id était aussi hostile que le Chah aux ambitions panarabes de Nasser. Les gouvernements d'Iran et d'Irak, à cette époque, avaient une idée commune de la politique régionale et internationale. Il n'était pas surprenant, par conséquent, qu'ils s'allient (en 1937 et 1955) contre leurs ennemis communs : le communisme et le nationalisme arabe et kurde. La chute de la monarchie en Irak changea l'équilibre stratégique de la région. Le retrait de Qassem lors du traité de Bagdad et les liens de plus en plus étroits avec l'Union Soviétique n'étaient

(1) - Cité par Vanly, le Kurdistan irakien : entité nationale , op.cit, P. 292

sûrement pas du goût du Chah. Donc, quand certains chefs tribaux kurdes se soulevèrent contre la réforme agraire mise en place par Qassem, le Chah n'hésita pas à les soutenir⁽¹⁾. Le Chah comme les pays occidentaux étaient satisfaits du départ de Qassem mais se méfiaient toujours des liens du nouveau régime avec Nasser. Cependant, dès la rupture à l'été 1963 entre les Ba'thistes et Nasser, le Chah exprima le désir d'une coopération plus étroite entre les gouvernements d'Irak et d'Iran. Le gouvernement iranien, pendant cette période, aurait coopéré avec le gouvernement irakien dans la tentative de ce dernier de supprimer le nationalisme kurde.⁽²⁾ Cette attitude changea après Abdul Salam Aref renversa le parti Ba'th et s'allia sans réserve avec Nasser. Aref aggrava son antagonisme vis-à-vis du Chah d'Iran en l'insultant publiquement à plusieurs reprises⁽³⁾.

L'incapacité du gouvernement irakien à trouver une solution au problème kurde et la reprise de la guerre au Kurdistan en 1965, incitèrent le Chah à raviver ses querelles latentes avec l'Irak et surtout à reparler de l'amendement du traité de 1937 concernant le Chat- al-arab et la délimitation de la frontière entre les deux pays. L'Irak refusa de prendre en considération tout amendement et continua ses essais d'union avec l'Egypte. L'Iran renforça alors son soutien aux Kurdes en leur fournissant des armes, des conseils et de l'entraînement et en les autorisant à utiliser le territoire iranien lors de leurs attaques contre l'armée irakienne. Peu à peu les dirigeants de Bagdad commencèrent à comprendre qu'ils ne viendraient jamais à bout de la

(1) - Cf. chapitre IV

(2) - Sa'ad Jawad, op.cit, P. 295

(3) - Ibid. P. 296.

révolte kurde si les iraniens continuaient d'aider Barzani. L'Irak tenta de traiter avec l'Iran là-dessus, semble-t-il, en 1965, le Chah demanda que l'Irak s'engage formellement (...) à se dissocier du camp pro-nasserien de l'unité arabe (...) Après 1966, quand le projet d'unité arabe sous Nasser sembla compromis, le Chah demanda à la place l'amendement du traité de 1937"⁽¹⁾.

L'accession du parti Ba'th au pouvoir en juillet 1968 et sa détermination à établir un gouvernement fort indisposèrent davantage le Chah. L'Iran, de nouveau, réclama l'amendement au traité de 1937 et en mai 1969, abrogea unilatéralement ce traité. Pendant ce temps, l'Iran augmenta son aide au mouvement kurde jusqu'à un point jamais atteint. A la fin, l'assistance militaire et économique iranienne au mouvement kurde devint si énorme que l'avenir du mouvement était, plus ou moins entre les mains du Chah. Dans cette situation, le gouvernement irakien se trouvait face à l'alternative suivante : accepter les exigences du PDK ou celles du Chah. En 1970, le gouvernement irakien choisit le premier terme de l'alternative.

Cependant, après 1970, l'aide iranienne aux Kurdes ne cessa pas, elle fut même accrue. La direction kurde pensait que l'Irak avait accepté ses exigences à cause de ses relations avec l'Iran. Donc, elle jugea nécessaire de maintenir cette relation pour faire pression sur le gouvernement irakien. L'Iran tira vite parti des différents qui opposaient la direction kurde et le gouvernement

(1) - Sa'ad Jawad, op.cit, PP. 296-297.

irakien, sur la mise en application de certaines clauses de l'accord de 1970.

De cette façon l'Iran réussit encore à mettre les Kurdes de son côté. Cinq ans plus tard, en 1975, le gouvernement irakien accéda aux exigences concernant les amendements au traité de 1937 et la limitation des frontières entre les deux pays. L'Irak, aussi s'engagea à limiter l'influence soviétique sur son territoire et à coopérer avec l'Iran pour la sécurité du Golf. En revanche, l'Iran arrêta son aide au mouvement kurde.

Il ne fait guère de doute que la position de l'Iran a été, dans une large mesure, influencée par l'attitude des Etats-Unis. Quelle fut cette attitude?

La politique des Etats-Unis vis-à-vis de la question kurde

La politique américaine vis-à-vis des Kurdes n'était pas, par essence, très différente de celle de l'Union Soviétique. Il y avait cependant une différence : les deux alliés les plus dépendants des Etats-Unis au Proche-Orient, l'Iran et la Turquie, avaient une population kurde importante dont le nationalisme, comme le prouve l'actualité, était loin d'être éteint. C'est sans doute pourquoi les Etats-Unis firent tout leur possible pour ne pas apparaître comme les défenseurs du nationalisme kurde. Il est vrai, selon toute vraisemblance, que les américains jusqu'en 1969, s'interdirent toute aide directe au PDK. Mais après le retour au pouvoir du parti Ba'th, en 1968, la situation favorisa un nouveau rapprochement entre Américains et Kurdes. Et, cela selon nous, pour trois raisons :

- 1 - Le gouvernement ba'thiste se tournait avec ostentation vers l'URSS.
- 2 - Puisque Mulla Moustafa tenait sa promesse de ne pas s'ingérer dans les affaires kurdes des pays voisins, ni l'Iran ni la Turquie n'opposèrent l'augmentation de ses forces ⁽¹⁾.
- 3 - Mulla Moustafa, lui même n'avait pas caché son

(1) - En fait le PDK iranien a ouvertement accusé Mulla Moustafa de complicité active avec la Savak iranienne pour écraser les nationalistes kurdes iraniens. Cf. Comité central du PDK iranien, خیانه‌ت‌گانی قیاده‌ی موثقه‌ته به نه‌ته‌وه‌ی کورد, (les trahisons des Barzanis envers la nation kurde) rapport daté du 16/9/1981, P. 17. Dr Mahmoud Othman a confirmé ce fait dans l'interview qu'il nous a accordée.

orientation pro-américaine et son désir de "protéger" les intérêts américains au Kurdistan"⁽¹⁾.

On a dit que Mulla Moustafa avait conclu d'abord, avec la délégation américaine qui lui rendait visite au Kurdistan en 1969, un accord selon lequel les Kurdes recevraient de l'argent et des armes des Etats-Unis, par l'Iran interposé.⁽²⁾ Peu importe l'authenticité de cette version des faits, il était évident que les Etats-Unis devenaient de plus en plus inquiets des liens tissés entre l'Irak et l'Union-Soviétique. D'un autre côté, Mulla Moustafa était prêt à recevoir de l'aide, d'où qu'elle vienne.

On a beaucoup parlé de l'aide que les Américains apportèrent aux Kurdes. Les détails de l'engagement américain dans la guerre au Kurdistan furent exposés pour la première fois dans un rapport de American House of representatives intelligence committee en 1976, connu plus tard sous le titre de "Pike papers". Nos lettres à la Congress Library demandant une copie de ce rapport sont restées sans réponse.

Quoiqu'il en soit, des comptes-rendus assez détaillés de ce rapport furent publiés dans la plupart des journaux d'Europe de l'Ouest, dont se dégagent les éléments suivants:

(1) - cf. La correspondance de Barzani et de Carter dans قيادة موقت : چماق امپریالیسم و ارتجاع در کردستان (le commandement provisoire : la matraque de l'impérialisme et la réaction au Kurdistan) publication de l'Organisation de Fedayin Khalq-Section du Kurdistan.

(2) - Cf. La république d'Irak, Ministère de l'Information, "Mulla Moustafa Barzani, agent of the CIA", dans Iraq Today, Bagdad, 1976.

1 - L'aide américaine aux Kurdes fut discutée à haut niveau pour la première fois, pendant le voyage de Nixon en Iran en 1972. Il semble que Nixon ait accepté d'accorder une aide aux Kurdes sur la demande pressante du Chah. "Ce projet avait été mis en chantier surtout pour le plaisir de l'Iran qui sentait le danger de la part de l'Irak"⁽¹⁾.

2 - Il semble que le Chah ait insisté sur l'aide donnée par les Américains aux Kurdes pour dissuader le PDK d'accepter l'accord du 11 Mars avec le gouvernement irakien.

3 - Le Chah, Nixon et Kissinger ne voulurent jamais que les Kurdes mettent leur objectifs finaux à exécution : "ils encourageaient les Kurdes seulement à la poursuite et à la prolongation de la guerre(...) d'autre part, ils les empêchaient de procéder aux attaques décisives contre l'armée irakienne"⁽²⁾. Les Américains tenaient à ce que le plus grand secret soit gardé sur les relations entre Kurdes et Etats-Unis; cela, pour des raisons qui nous restent obscures, ne semble pas avoir fait plaisir au Chah.

4 - L'aide américaine au PDK s'éleva, de 1972 à 1975, à 16 millions de dollars⁽³⁾.

(1) - قیاده موقت : چماق امپریالیسم و ارتجاع در کردستان (la Direction provisoire : matraque de l'Impérialisme et la réaction au Kurdistan), op.cit, P. 26

(2) - Ibid.

(3) - Cf. ibid. The Village Voice, 23/2/76, The Sunday Times, 15/2/1976 et Chris Kutchera, op.cit, PP. 282-284 et William Safire " Mr Ford's secret sell out" dans le New York Times, 5/2/1976 et Emile Guikovatky " comment les Kurdes ont été trahis" dans l'Express, 8-14 Mars 1976.

L'aide américaine à Barzani semble l'avoir assuré du soutien d'une grande puissance à sa cause. "Barzani ne se départit jamais de la plus grande méfiance sur les intentions du Chah et l'intervention de la CIA était pour lui une garantie : l'intervention des Etats-Unis empêcherait le Chah de l'abandonner du jour au lendemain"⁽¹⁾.

Comme le montra la suite des évènements, les Américains n'eurent pas le moindre scrupule à abandonner Barzani quand ils eurent, avec leur allié, l'Iran, réalisé leurs objectifs, grâce à l'accord d'Alger du 6 Mars 1975. Dans une lettre datée du 9 février 1976, voici tout ce que Barzani trouve à dire : "Nous nous étions engagés... sur l'honneur à être attachés aux Etats-Unis... nous nous sommes battus contre l'ennemi jusqu'à sa défaite. Où est notre récompense d'autonomie? Est-ce dans les camps de réfugiés en Iran? ou dans l'expulsion collective des Kurdes au sud de l'Irak?... Nous n'avons pas subi de défaites militaires mais nous sommes disparus à cause de nos amis"⁽²⁾.

(1) - C. Kutchera, op.cit, P. 283

(2) - قیاده موقت : چماق امپریالیسم و ارتجاع در کردستان (la Direction Provisoire : matraque de l'Impérialisme et la réaction au Kurdistan), op.cit, P. 11.

Le P D K et le second régime ba'thiste (juillet 1968 - 1975)

Après la défaite arabe dans la guerre de 1967, on s'attendait à la chute des gouvernements des pays les plus concernés. La faiblesse du régime d'Aref faisait de l'Irak un des pays les plus exposés à cette éventualité. Donc, quand son régime fut renversé le 17 Juin 1968, personne n'en fut tellement surpris. Le nouveau régime mélangeait des éléments ba'thistes menés par le général Ahmad Hassan el-Bakr, et un groupe de militaires "indépendants" dirigés par le colonel Abdul Razzaq al-Naif. Mais les ba'thistes, cette fois, savaient leur leçon et n'étaient pas décidés à se laisser évincer du gouvernement par Naif comme l'avait fait Abdul Salam Aref en 1963. Les ba'thistes se dressèrent contre leurs partenaires le 27 juillet et Naif fut exilé.

Al-Bakr, promu au grade de maréchal, devint président et premier ministre. Dès qu'ils eurent le contrôle total du pays, les dirigeants ba'thistes se présentèrent sans perdre de temps, avec leur parti et leur idéologie comme l'ultime remède aux malheurs du pays.

Nous avons déjà souligné la position des ba'thistes vis-à-vis de la question kurdes pendant leur premier règne (février-novembre 1963). Après sa chute en fin de 1963, le parti Ba'th en Irak s'était scindé en deux factions : l'une soutenait al-Sa'di et l'autre adhérait au "commandement national" (al-qiada al-qamiya) basé en Syrie. En 1964 al Sa'di fut exclu du parti Ba'th et fonda son

propre " حزب العمل الثوري " (le parti de l'action Révolutionnaire). La même année un nouveau "commandement régional " du parti ba'th fut créé en Irak et élu Saddam Hossein comme secrétaire général. Les personnalités les plus marquantes des ba'thistes de l'époque; al-Badr, Faiq al-Samaraai, Salim Mahdi Amach et al-Tikrit⁽¹⁾.

Le Ba'th croyait toujours que la guerre au Kurdistan, menée par le parti quand il était au pouvoir, était " une mesure nécessaire contre le mouvement séparatiste et subversif"⁽²⁾. Par conséquent, le Parti Ba'th ne fit aucune déclaration annonçant qu'on renoncerait à user de la force contre les Kurdes⁽³⁾. Il n'était donc pas étonnant que les Kurdes aient été profondément alarmés du retour au pouvoir des ba'thistes.

Les ba'thistes devaient naturellement commencer par consolider leur pouvoir et stabiliser leur régime. Pour cela, ils travaillèrent dans trois directions :

1 - Neutraliser l'armée⁽⁴⁾.

(1) - Al-Samaraai fut exécuté par Saddam Hussein en 1979. Hardan al-Tidrti fut assassiné au Koweït en 1970 par les services secrets irakiens. Amache s'enfuit d'Irak avant de connaître le même sort.

(2) - Cf. Jawad op.cit, P. 239

(3) - Ibid.

(4) - Dans leur plan pour contrôler l'armée, le gouvernement interdit au non-ba'thistes l'accès au collège militaire. En même temps, il mit en place un système grâce auquel les ba'thistes pouvaient être nommés officiers après un entraînement de 6 mois seulement. Les Irakiens avaient surnommé ces officiers les " ضباط تنكه " (les officiers de plomb!). A Khairallah ministre de la défense aujourd'hui, de capitaine fut promu général. Saddam Hussein, civil qui n'avait pas fait son service militaire pourtant obligatoire pour les Irakiens du sexe masculin, fut nommé général. Aujourd'hui, il est chef d'Etat Major des armées irakiennes.

- 2 - S'occuper soigneusement de la question kurde;
- 3 - Dialoguer avec les autres partis politiques (les communistes en particulier) pour les convaincre de former un " front", sous la direction ba'thiste , évidemment.

Ce n'était pas chose facile. Le noyautage de l'armée allait prendre du temps, inévitablement, et les efforts pour former un front n'étaient certainement pas pour l'immédiat, étant donné la méfiance des communistes vis-à-vis des intentions ba'thistes, méfiance due à leur amère expérience avec le régime en 1963. La troisième tâche, concernant la solution pacifique à la question kurde, se heurta à un obstacle immédiat, Barzani refusa de laisser son représentant entrer au Cabinet ba'thiste. Les ba'thistes, comme Abdul Rahman Aref, traitaient en même temps avec Barzani et avec le groupe Ahmad-Talabani. Et donc dans chaque cabinet où siégeait un représentant de Barzani, le gouvernement en nommait un du groupe Talabani. Le gouvernement voulait montrer à Barzani qu'il ne représentait pas tous les Kurdes et que par conséquent on ne le considérait pas comme l'unique défenseur des droits nationaux des Kurdes. Quand al-Bakr forma son premier cabinet, le 30 juillet 1970, il y avait un représentant du groupe Ahmad-Talabani. Barzani n'était pas disposé cette fois-ci à l'accepter. Il dénonça ce qu'il appela "l'inclusion d'éléments anti-kurdes (parlant du groupe Ahmad-Talabani) au cabinet et demandait au gouvernement de " déclarer publiquement son adhésion à l'accord du 29 juin"⁽¹⁾. Le gouvernement

(1) - Cf. L'entretien avec Mulla Moustafa Barzani dans al-Taakhi, du 25 août 1968 P. 1

déclara son adhésion à l'accord de juin mais insista pour garder au cabinet le membre représentant le groupe Ahmad-Talabani.

Malgré ces désaccords, ni le gouvernement ni Barzani ne voulaient pas couper complètement les relations. Le gouvernement maintint l'autorisation de publier al-Taakhi à Bagdad (le quotidien de Barzani). Barzani, de son côté, déclara que son refus de laisser son représentant siéger au cabinet ne signifiait pas qu'il était contre le gouvernement. Il ajouta : "notre attitude envers le gouvernement dépendra de sa politique"⁽¹⁾.

Ayant présent à l'esprit leur expérience de 1963, les ba'thistes semblaient contre une solution militaire du problème kurde. D'abord, leur régime n'était pas encore assez solide pour s'engager dans une offensive de grande envergure, qui de toutes manières n'aurait pas pu venir à bout du mouvement kurde. Ensuite, les ba'thistes craignaient qu'une guerre au Kurdistan ne donne aux militaires une influence et une position qui leur permettent de conspirer contre le régime. Troisièmement, comme le gouvernement voulait entretenir la bonne volonté des autres partis politiques en Irak, il comprit qu'il n'existait rien de mieux qu'une solution pacifique au problème kurde pour prouver ses bonnes intentions. La solution du problème kurde devint aux yeux du gouvernement un élément nécessaire à sa propre stabilisation.

Le 4 août 1968, le gouvernement publia un décret mettant l'article VI de l'accord de juin en application. Cet article prévoyait que la langue kurde serait enseignée à tous les niveaux dans toutes les écoles irakiennes. Une académie culturelle kurde

(1) - Ibid.

devait s'ouvrir ainsi qu'une université à Sulaimanya. Quelques jours plus tard, un décret fut publié qui amnistiait tous les Kurdes ayant pris part à la guerre kurde.⁽¹⁾ Le 24 septembre, un autre décret faisait de "Nawruz", un jour de fête nationale pour tout l'Irak.

Le gouvernement n'arrivait pas à comprendre que la question kurde ne se bornait pas tout comme aujourd'hui d'ailleurs, à un problème uniquement "culturel". Les Kurdes d'Irak qui, après tant d'années de guerre, avaient une conscience exacerbée de leur identité nationale, voulaient un partage du pouvoir qui soit réel et non fictif. Comme nous le disait un cadre du PDK " Avons-nous sacrifié nos vies pour voir s'ouvrir une université Sulaimanya? Même Bedirkhan a pu ouvrir une section de langue kurde en France⁽²⁾. Nous, nous voulions plus que cela". Et il n'est pas étonnant que le PDK ait considéré, par conséquent, ces décrets gouvernementaux comme des " questions mineures"⁽³⁾. Confronté au refus du PDK de se contenter de droits culturels, le gouvernement accrut son soutien au groupe Ahmad-Talabani.

Le 12 octobre 1968, le gouvernement autorisa le groupe Ahmad-Talabani à publier le journal "al-Nour" (la lumière) à Bagdad. En même temps, al-Taakhi fut fermé. Le gouvernement intensifia son soutien au groupe Ahmad-Talabani dans le conflit inter-kurdes et les éclats entre les deux factions rivales se firent de plus en plus fréquents. L'armée, naturellement, prit le parti d'Ahmad-Talabani. Pour sa part, le PDK critiqua violemment la politique du gouvernement et

(1) - S. Jawad, ob.cit, P. 245

(2) - C'est une allusion à la section de langue kurde qui existe à l'Institut nationale de Langues et de Civilisations orientales à Paris.

déclara que s'il voulait résoudre la question kurde, il devait "négocier avec le parti signataire de la déclaration de juin".⁽¹⁾

Les affrontements entre le PDK et le groupe Ahmad-Talabani continuant, Barzani décida de les transformer en guerre. Les forces gouvernementales et surtout l'aviation, Barzani devait s'y attendre- se lancèrent en représailles contre les insurgés kurdes et la région fut de nouveau engagée dans d'implacables combats tout au long de l'hiver 1968-1969.

A ce moment-là, un facteur extérieur se mit à jouer un rôle de plus en plus important dans la question kurde en Irak. Il s'agit du Chah d'Iran. Le Chah qui nourrissait des ambitions inassouvies en Irak, surtout sur le Chat el-Arab, avait accru son aide à Barzani, afin de faire pression sur le gouvernement pour qu'il accède à ses demandes. En avril 1969, l'Iran déclara que le traité de 1937 avec l'Irak, était "nul et non avenue", événement qui fut le détonateur du conflit irano-irakien⁽²⁾. Une autre raison de mésentente avec le Chah était l'attirance croissante de l'Irak vers l'Union Soviétique.

Les combats de l'hiver 1968 et du printemps 1969 avaient persuadé la faction des civils ba'thistes représentés par Saddam Hussein et Faiq el-Samaraai, de l'impossibilité de remporter une victoire militaire décisive sur le PDK tant qu'il continuerait d'être aidé par l'Iran. Ils avaient compris aussi que la poursuite de la

(1) - Déclaration du PDK du 11 septembre 1968, cité par Jawad op.cit, P.245

(2) - J. Gaspard, "The Eastern Arab Front; the dispute between Iraq and Iran and its impact on Kurdistan", dans The New Middle-East, juillet 1969, P. 23.

guerre au Kurdistan deviendrait une dangereuse source d'affaiblissement qui risquait d'être exploitée, de l'intérieur comme de l'extérieur, pour déstabiliser le régime. La faction civile du parti ba'th exprima à haute voix ces opinions lors du 7e congrès du parti qui se réunit à Bagdad en janvier 1969. Il semble que leurs arguments aient convaincu le congrès qui adopta une résolution insistant sur le fait que " tout solution devrait être pacifique et que toutes les tentatives faites pour détruire les relations arabo-kurdes seraient vigoureusement combattues"⁽¹⁾. En septembre 1969, Aziz Charif proche du parti communiste, fut envoyé par le gouvernement pour rencontrer le PDK et Barzani et faire part du désir du gouvernement de trouver un terrain d'entente pacifique⁽²⁾. Barzani accepta, Charif rentra à Bagdad, revint encore une fois au Kurdistan : la voie était ouverte pour des négociations directes. Alors, le parti ba'th décida d'envoyer Samir Aziz al-Najm membre dirigeant du parti, au Kurdistan pour créer un premier contact direct entre le PDK et le gouvernement. A la fin des discussions avec al-Najm, le PDK décida d'envoyer une délégation dirigée par Dara Tewfiq, membre du bureau politique du PDK à Bagdad. Dara Tewfiq rencontra Saddam Hussein et le résultat de leur entretien fut positif puisque le gouvernement décida d'envoyer une grande délégation pour rencontrer Barzani et entamer les négociations officielles.

Les véritables négociations commencèrent en janvier 1970 à Bagdad avec une autre délégation kurde conduite par Mahmoud Othman qui était composée des membres les plus éminents du

(1) - Pour plus de détails sur les événements de ce congrès, cf. Jawad, op.cit, pp. 247-249

(2) - Entretien avec Mohamad Mahmoud Abdul-Rahman (allias Sami).

bureau politique du PDK. Les discussions abordèrent progressivement une grande diversité de sujets et presque tous les dirigeants des deux côtés y participèrent⁽¹⁾.

Au départ, les désaccords entre les deux partis étaient considérables. Quelques-uns concernaient la question kurde seulement, d'autres, le type de gouvernement qui aurait dû exister en Irak. La question la plus importante concernait la délimitation du territoire kurde. Au cœur des désaccords se trouvait Kirkouk et ses champs de pétrole. La délégation kurde prétendait que Kirkouk était kurde et qu'elle devait être intégrée à la région. Le gouvernement n'était pas d'accord. Un autre point de désaccord concernait l'avenir des forces armées du PDK. Bien que le gouvernement ait accepté à la demande du PDK de faire de cette armée des "gardes frontières", une discussion s'engagea à propos de leur nombre. Le gouvernement suggérait que leur nombre ne dépasse pas 5000; le PDK ne pouvait pas accepter. Un 3^e point de divergence concernait la demande du PDK de recevoir une partie du pouvoir exécutif et législatif, proportionnelle au nombre des Kurdes dans la population irakienne totale. Les ba'athistes n'étaient visiblement pas disposés à partager leur pouvoir.

Mais les ba'athistes voulaient à tout prix conclure un accord et donc satisfaire, sur ce point, les exigences des Kurdes :

(1) - Nous tirons nos informations sur ces négociations de notre entretien avec Dr. Mahmoud Othman.

ils acceptèrent de nommer 5 ministres kurdes, au lieu de 2 dans le précédent cabinet, et un vice-président kurde. Quant au nombre des forces kurdes on le fixa à 6000 pour faire un compromis. Quant à Kirkouk, on décida que son sort serait tranché par un vote de la population qui devrait avoir lieu le plus tôt possible.

Bien sûr, les négociations ne furent pas aussi faciles que le laisse entendre la page précédente. D'abord, les membres du Ba'th n'étaient pas d'accord entre eux sur la question de l'autonomie kurde. Les dirigeants militaires, comme les généraux Hardan al-Tikriti et Saleh Mahdi Amach (respectivement ministre de la défense et de l'intérieur), étaient catégoriquement opposés à céder aux exigences kurdes⁽¹⁾. Les civils, Saddam Hussein et Faiq al-Samaraai, plaidaient en faveur d'un compromis. Ce fut grâce à la prise de position d'Al-Bkr et Michel Aflaq (fondateur et penseur du parti Ba'th) en faveur des civils que la balance pencha du côté du règlement pacifique.⁽²⁾ Nous voulons préciser ici que cette attitude ne signifie pas que Saddam Hussein, Faiq al Samaraai et Michel Aflaq étaient d'ardents défenseurs des droits nationaux des Kurdes. Leur souci majeur était de sauvegarder leur régime et ils avaient estimé qu'il ne serait pas possible de le faire en cas de poursuite du conflit au Kurdistan. Ce point fut confirmé , par l'attitude que ces hommes adoptèrent par la suite.

Enfin, le 11 mars 1970, le président al-Bakr, annonça personnellement l'accord qui avait été conclu entre le PDK

(1) - Entretien avec Dr. Mahmoud Othman

(2) - Ibid.

Jamais

dans l'histoire du nationalisme kurde en Irak (ou dans toute autre partie du Kurdistan divisé) les droits des Kurdes n'avaient été reconnus aussi explicitement. C'était le plus grand triomphe du PDK. Le prestige personnel et la position de Barzani s'en trouvèrent rehaussés. Il devint l'unique chef incontesté des Kurdes d'Irak. Le groupe Ahmad-Talabani fut dispersé.

La lune de miel entre le PDK et le gouvernement dura un an. L'incident le plus grave qui entama la rupture des relations fut la tentative d'assassinat de Barzani le 29 septembre 1971⁽¹⁾. Naturellement, le gouvernement nia toute responsabilité dans cet attentat, mais par la suite, tout le monde apprit qu'il avait été organisé par Nadim Kzar, chef des services secrets irakiens (Mukhabarat). Comme C. Kutschera le fait observer : "après cette tentative d'assassinat, il n'est plus question pour le général Barzani de rétablir la confiance ni le dialogue. Désormais, ce n'est plus à Bagdad qu'il chercha la solution du problème kurde, mais à...Téhéran et à Washington".⁽²⁾

(1) - Cf. C. Kutschera, op.cit

(2) - Ibid.

LE PDK ET LES REGIMES DES FRERES AREF

NOVEMBRE 1963 - JUILLET 1968

Institut Turc de Paris

Le PDK et le régime de Abdul Salam Aref (novembre 1963 avril 1966)

A la fin de 1963, des dissensions au sein du parti Ba'th et entre le parti Ba'th et les Nassériens étaient apparues. Bien qu'on ait beaucoup parlé des différences idéologiques entre "radicaux" et "modérés", entre "socialistes" et "reactionnaires", entre "militaires" et "civils", entre "gauche" et "droite", nous attribuons ces conflits du régime à des rivalités personnelles pour savoir qui aurait le pouvoir. Les factions qui s'étaient créées à l'intérieur du parti Ba'th, par exemple, n'avaient pas de fondement idéologique : elles s'étaient formées autour d'individus.

Il est inutile de préciser que le régime qui prit le pouvoir en février 1963 n'avait rien d'homogène. On y trouvait des ba'thistes, des pro-nassériens, des "indépendants", et des conservateurs qui représentaient essentiellement les forces arabes anti-communistes d'Irak. Aussi longtemps qu'il se sentit défié par les communistes, le régime garda une sorte de cohésion parmi ses membres, au cours des premiers mois. Mais dès que le danger communiste sembla s'estomper, les conflits réapparurent inévitablement parmi les éléments du régime.

Au début de l'été, on pouvait distinguer deux groupes à l'intérieur du parti Ba'th :

- 1 - Les "modérés" ou de "droite", avec, à leur tête Ahmad Hassan al Bakr (le Premier Ministre) et parmi eux, Talib Chibib, Ministre

des Affaires Etrangères et Hazim Jawad,
Ministre de l'intérieur.

2 - Les " radicaux", de " gauche", conduits par Ali Saleh al-Sa'di, Vice-Premier Ministre et Secrétaire du parti Ba'th, et avec Mundir al-Wandawi, Commandant de la Garde Nationale. Les conflits entre les deux factions s'étaient développés autour du "socialisme" que al-Sa'di avait soudain décidé d'appliquer à l'Irak. Après avoir massacré les communistes et les gauchistes, Sa'di (pour des raisons connues de Sa'di et de Dieu seuls) décida brusquement d'adhérer au "marxisme" et d'instaurer " la dictature du prolétariat" en Irak!!!⁽¹⁾.

D'un autre côté, les éléments non ba'thistes du régime, conduits par Abdul Salam Aref étaient de plus en plus contrariés par le groupe de Sa'di, surtout depuis que la garde nationale commandée par un homme de Sa'di s'était mise à defier l'autorité de l'armée et était devenue, en divers endroits du pays, un Etat dans l'Etat.

Ces désaccords entre les deux groupes du parti Ba'th commencèrent à se manifester sous forme d'affrontements armés dans les rues de Bagdad. Finalement, le 18 novembre Abdul Salam Aref,

(1) - Pour plus de détails sur les dissensions et les luttes à l'intérieur du parti Ba'th à cette époque, cf. H. Batatu, op.cit, PP. 1003-1026

soutenu par les officiers pro-nassériens et les quelques ba'thistes "modérés", se soulevèrent contre le groupe de Sa'di. La garde nationale fut désarmée et les ba'thistes expulsés du Cabinet.

Aref avait deux objectifs immédiats : consolider son pouvoir et conclure la guerre avec les Kurdes. Le premier passait évidemment avant le second. Aref qui avait prôné une solution militaire au problème kurde, à l'été 1963, commença à comprendre qu'elle n'était pas possible, du moins à ce moment-là. Dans sa première conférence de presse, après le renvoi des ba'thistes Aref exprima la volonté du gouvernement de conclure un accord avec les Kurdes. "Nous vivons avec nos frères kurdes, en partageant le pays(...), nous allons maintenant vivre avec eux jusqu'à la fin des temps, parce que Dieu le veut"⁽¹⁾. Selon Jawad qui tient l'information de son entretien avec Sa'di, Abdul Salam Aref avait contacté secrètement Mulla Moustafa avant de se dresser contre les ba'thistes. Sa'di déclara que Abdul Salam Aref avait demandé à Barzani de résister à l'offensive de l'armée jusqu'à ce qu'il renvoie les ba'thistes"⁽²⁾.

De toute façon, le PDK et Barzani étaient plus que satisfaits du départ des ba'thistes. Pendant l'été et l'automne de 1963, les armées kurdes avaient mené une des guerres les plus difficiles. Les deux adversaires, l'armée et les insurgés kurdes, avaient besoin d'un répit. Aref était conscient de la situation. De plus il espérait profiter de cette situation pour exiger des concessions

(1) - Cf. The New York Times, du 23 novembre 1963

(2) - Ce sont les termes de Sa'di. cf S. JAWAD, op.cit, PP. 155-156.

de la part des dirigeants kurdes. Le premier contact officiel entre les deux partis eut lieu au début de décembre 1963. Le gouvernement était représenté par le gouverneur de Sulaiamya tandis que Barzani, en personne, représentait les Kurdes. Barzani n'avait pas apprécié le rôle joué par le PDK au cours des négociations avec les ba'thistes au début de 1963. Le PDK avait grandi en force et en popularité. Djalal Talabani, en particulier était devenu un chef kurde reconnu. Barzani voulut se démarquer du PDK et de sa position "dure" de mai 1963, et être l'homme de paix et de conciliation. Quelle que soient ses raisons, exactement, Barzani décida de prendre les choses en main, ce qui devait inévitablement créer des frictions avec les membres du bureau politique du PDK (surtout avec Ahmed et Talabani). L'opposition d'Ahmed et de Talabani au rôle joué par Barzani dans les négociations et à l'accord qui en découla, conduisit à la rupture "historique" à l'intérieur du PDK.

La scission au sein du PDK en 1964 est l'événement le plus important de l'histoire interne du parti. Avant de discuter de "l'accord du 10 Février" et son destin, il est important de se pencher sur les causes et les conséquences de la scission.

La scission du PDK :

En février, début mars 1964, le PDK traversait une des ses crises internes les plus sérieuses. Deux factions s'opposaient à l'intérieur du parti : celle d'Ibrahim Ahmad, secrétaire du parti depuis 1949, soutenu par Djalal Talabani, membre du bureau politique, Omar Moustafa et Ali Asdari, membres du comité central; celle du Mulla Moustafa Barzani, président du parti depuis sa fondation en 1946, soutenu par les chefs tribaux et une minorité du comité central du PDK.

Apparemment, les désaccords qui opposaient les deux camps concernaient "l'accord du 10 février" que Barzani venait juste de signer avec Abdul Salam Aref

Mais, le différend autour de l'accord Barzani-Aref ne fut pas la seule cause de rupture entre les deux groupes, même s'il a été l'entincelle qui a allumé l'incendie. Quelle étaient donc les autres raisons de cette rupture? Était-ce un conflit personnel à propos de la direction du mouvement? Ou était-ce à cause d'une divergence de conceptions politiques et idéologiques? Était-ce un conflit social entre la classe moyenne des villes et le tribalisme? Ou, encore, s'agissait-il d'une incompréhension culturelle entre les "instruits" (المثقفين) et les "sans instruction" (غير مثقفين)

Au Moyen-Orient, la politique est hautement personnalisée et le Kurdistan n'échappe pas à la règle. Pour des raisons que nous ignorons, Barzani et Ahmad n'ont jamais eu l'air de s'apprécier.

En fait, les deux hommes semblent avoir nourri une franche haine l'un pour l'autre. A ce propos, nous voudrions relater un incident dans lequel nous fûmes impliqués: En 1970, après l'accord du 11 mars, alors étudiant à Londres, nous rendîmes visite à Ibrahim Ahmad qui se trouvait de passage à Londres, pour lui demander son opinion sur l'accord qui venait d'être conclu entre Barzani et le Ba'th. Ahmad répondit qu'il approuvait cet accord mais il ajouta que c'était à son groupe que revenait le mérite de ce traité puisque qu'il avait réussi à "convaincre" les ba'thistes d'accepter les droits nationaux du peuple kurde. De semaines plus tard, nous rentrâmes au Kurdistan où nous rencontrâmes Barzani. Apprenons que nous revenions de Londres, Barzani nous demanda aussitôt si Ibrahim Ahmad avait dit quelque chose à propos de l'accord. Après qu'on lui ait rapporté les commentaires d'Ahmad, Barzani écarquilla les yeux - nous crûmes qu'ils allaient lui sortir des orbites - et, nous dit d'une voix calme : "Vous auriez du tuer cet homme !" Barzani se retira alors dans la pièce voisine pour faire sa prière du soir. Une demi-heure plus tard, Barzani allait s'en aller, quand, sur le seuil de la porte il nous appela soudain et nous dit (d'un ton presque paternel) : "Savez-vous qu'il était de votre devoir de tuer cet homme? Vous n'aviiez qu'à le noyer dans le whisky!". Cet incident se passa devant plusieurs témoins : Zaid Othman, Jarjis Fathulla, membre du comité central du PDK, et Mouhsin Dizayi, membre du bureau politique du PDK. Cet épisode (tous ceux qui ont connu les deux hommes pourraient raconter de semblables histoires) montre le degré l'animosité qui existait entre les deux hommes.

On peut dire que leur rivalité commença dans les années 1950 comme un conflit à propos de la direction du mouvement kurde. Nous avons déjà précisé au chapitre III, que le PDK était d'inspiration urbaine et que le mouvement nationaliste kurde en Irak, fut, dès le début composé d'une alliance entre les classes moyennes des villes (intelligentsia) et l'élite traditionnelle kurde (chef tribaux, leaders religieux et féodaux). Les deux factions avaient chacune leurs raisons pour s'unir dans cette alliance. L'intelligentsia kurde était consciente de son infériorité numérique et en même temps du pouvoir et de l'influence de l'élite traditionnelle. A ce propos, un cadre du PDK fit une remarque révélatrice : "Il me faut des mois de discussion pour convaincre une personne de rejoindre le parti, alors que Abaas Mamand Agha (chef de la tribu ako) n'a qu'à lever le petit doigt pour rassembler 10.000 hommes". L'élite traditionnelle kurde, de son côté, vit dans le mouvement nationaliste et donc dans leur alliance avec l'intelligentsia, un moyen de préserver ou même d'étendre leur influence. Il faut souligner que tous ceux qui appartenaient à l'élite traditionnelle kurde n'adhéraient pas au mouvement nationaliste. Au contraire, la majorité des chefs de tribus kurdes et des féodaux, durant la monarchie, étaient des adversaires résolus du PDK. Dans la république d'Irak, particulièrement sous le premier régime ba'thiste, c'est parmi les chefs de tribus kurde que se recrutaient les forces Jach qui combattirent le mouvement kurde aux côtés de l'armée irakienne. Mulla Moustafa était le chef incontesté de l'élite traditionnelle " nationaliste", alors qu'Ibrahim Ahmad et, plus tard, Talabani, étaient les chefs les plus

marquants de l'intelligentsia nationaliste. Les deux camps visaient la direction du mouvement.

Barzani, en dépit de toutes les qualités qu'il ait pu avoir, avait une mentalité tribale. Les 12 ans qu'il a séjourné en URSS ne semblent pas l'avoir fait ^{beaucoup} évoluer. Il continuait de haïr le communisme, de ne pas aimer les idées de progrès social et de n'estimer les gens qu'en fonction de leur richesse et du nombre d'hommes qu'ils pouvaient rallier. Il avait l'habitude qu'on lui obéisse. Dans la tribu, on ne discute pas les ordres du chef. On le suit, tout simplement. C'est dans cet esprit-là que Barzani voulait diriger le mouvement kurde. Dans les années 40, l'intelligentsia fut obligée d'accepter ses façon de penser et ses manières d'agir. Cependant, dans les décennies qui suivirent, l'intelligentsia devenait numériquement plus forte et politiquement plus importante. Les classes moyennes, comme le montra la révolution de juillet 1958, n'étaient plus désormais une force socio-politique marginale. Cependant si les classes moyennes étaient plus nombreuses, elles manquaient de cohésion politique et étaient désespérément privées d'un chef qui les représente et qui les réunisse. Ce poste vacant fut occupé par Barzani en 1958. C'était la seule personne qui possédait, à l'époque, le prestige, le magnétisme et l'expérience requis par une telle fonction. En fait, c'est l'intelligentsia elle-même qui créa un culte du héros autour de la personne de Barzani. Elle voulait faire de lui le "symbole" de leur mouvement - rien d'autre. C'est ainsi que Barzani devint le chef reconnu du mouvement nationaliste kurde en Irak. Sans attacher d'importance à la

position sociale de Barzani, la majorité des Kurdes des classes moyennes des villes identifiaient leurs aspirations nationalistes à Barzani. Selon nous, c'est la raison pour laquelle Barzani ne peut pas être considéré uniquement comme un " chef de tribu". Barzani était incontestablement un chef national puisqu'il n'a pas seulement bénéficié de l'appui des tribus mais aussi de celui des classes moyennes kurdes, pendant et même après la scission du groupe Ahmad-Talabani. C'est pour cette même raison que l'antagonisme Barzani-Ahmad ne peut pas être réduit à un simple conflit entre classes moyennes des villes et tribalisme. Comme nous le montrons dans les tableaux des pages suivantes, le comité central du PDK (pro-Barzani) qui fut élu le 9 juillet 1964 c'est-à-dire après la scission se composa entièrement d'éléments appartenant aux classes moyennes urbaines.

Mais le groupe Ahmad-Talabani n'était-t-il pas aussi composé de membres des classes moyennes?

Si; ceci montre clairement le manque d'unité des classes moyennes des villes kurdes et en même temps accrédite l'idée que la rupture de 1964 n'était pas seulement due à l'incompréhension entre la mentalité tribale et l'intelligentsia. Mais revenons-en aux événements et voyons ce qui s'est passé sur place.

Membres élus au Comité Central de la PDK au 6e Congrès à Qal'a Diza (1/7/64-9/7/64)

Nom	Lieu de Naissance	Religion	Profession
Youssifi, Saleh (1)	Zakho	Sunnite	Juge religieux
Karim, Habib Mohamed	Bagdad	Shiite	Avocat
Agrawi, Hachim	Aqré	Sunnite	Instituteur
Agrawi, Aziz Rachid	Aqré	Sunnite	Lieutenant Colonel dans l'armée irakienne
Karim, Edulla	Bagdad	Shiite	?
Sinjari, Ali	Sinjar	Sunnite	Mécanicien téléphoniste
Ali, Mohamed Amin	Sulaimanya	Sunnite	Ingénieur
Othman, Mahmoud	Pénjaveen	Sunnite	Docteur
Agrawi, Ramadan	Aqré	Sunnite	Fonctionnaire municipal
Charif, Omar (2)	Kirkuk	Sunnite	Fonctionnaire
Arif, Ismail	Sulaimanya	Sunnite	Technicien
Jalal, Fuad (3)	Sulaimanya	Sunnite	Docteur
Taher, Baba (4)	Sulaimanya	Sunnite	Avocat
Harsini, Mohamed	Sulaimanya	Sunnite	Marchand
Nouman, Issa	Dehok	Juif	?
Mulla Aziz, Ismail	Arbil	Sunnite	Employeur
Qaradaghi, Moustafa (5)	Sulaimanya	Sunnite	Avocat

(1) - Assassiné par le service de sécurité irakien en 1984

(2) - Tué par les membres du groupe Talabani en 1966

(3) - Abandonna la politique en 1967

(4) - Retiré(démissionné) dans la première réunion du Comité Central

(5) - Abondance la politique en 1967.

Membres élus au Comité Central au 7e Congrès à Galala (10/11/1967 - 17/11/1967) :

Nom	Lieu de naissance	religion	profession
Karim, Habib Mohamed	Cf. tableau précédent		
Chawys, Nuri :	Sulaimanya	sunnite	ingénieur
Othman, Mahmoud	cf. tableau précédent		
Sinjari, Ali	" "		
Youssifi, Saleh	" "		
Abdulla, Ali (1)	Koi-Sanjaq	sunnite	ingénieur
Nouman, Issa	cf. tableau précédent		
Karim, Edulla	" "		
Agrawi, Chawkat	Agré	sunnite	ingénieur
Mulla Aziz	cf. tableau précédent		
Atrouchi, Majid	Atrouche	sunnite	ingénieur
Atrouchi Ahmad	Atrouche	sunnite	ingénieur
Atrouchi, Abdul-Wahab	Atrouche	"	Officier du police
Sindi, Rachid	?	"	Lieutenant dans l'armée irakienne
Abdul-Rahman, Mohamed	?	"	ingénieur
Amin, Fatih Mohamed	?	"	ingénieur
Amin, Chafiq	Kirkouk	"	fonctionnaire

(1) - A présent, secrétaire général du PDK

La rivalité entre Barzani et Ahmad était, fondamentalement, une lutte pour la direction du mouvement kurde. Au temps de la république (1958), cette rivalité s'intensifia quand un plus grand champ fut ouvert à la compétition, du fait de la liberté dont jouissait le mouvement kurde. Comme beaucoup de kurdes instruits, Ahmad a toujours reproché à Barzani l'échec du mouvement dans les années 1940⁽¹⁾. De plus la grande popularité de Mulla Moustafa parmi le peuple kurde ne servit qu'à accroître l'hostilité d'Ahmad. Les relations entre les deux hommes, sous le régime de Qassem, ont été bien décrites par Uriel Dann : " Barzani critiquait ouvertement, avec une amertume voisine de la haine la prétendue inertie, la couardise, l'inéfficacité et la prétention intellectuelle des politiciens du PDK, réservant à Ibrahim Ahmad une antipathie particulière. De son côté, Ibrahim Ahmad ne se gênait pas non plus pour se plaindre de l'égoïsme de Mulla Moustafa, de son arbitraire, de sa mauvaise foi, de son arriération tribale et même de sa malhonnêteté. Mais, si toutes réflexions faites, la réputation de Mulla Moustafa restait entière, Ibrahim Ahmad, lui, n'a jamais cessé de reconnaître et de soutenir Barzani comme le chef de lutte indispensable. Ce n'était pas un service qu'il lui rendait " pour la forme". Aussi longtemps que Qassem a vécu, le PDK n'a jamais eu d'attitude déloyale à l'égard de Mulla Moustafa"⁽²⁾.

A cette époque, sous le régime de Qassem, un nouveau personnage apparut au devant de la scène politique kurde : Djalal Talabani, dont la famille, les Talabanis, était un des chefs de l'ordre soufi

(1) - Cf. Talabani, op.cit, PP. 264-268

(2) - Uriel Dann, op.cit, P. 335.

Qadiri, et l'une des dix grandes familles terriennes du Kurdistan (cf. chapitre I). Djalal Talabani était juriste de profession. Il est intéressant de signaler que Talabani, qui plus tard dépassera Ahmad, était apprécié et considéré, au début, comme un homme d'avenir, à la fois par Ahmad et par Barzani. Talabani avait réussi à entrer dans les bonnes grâces de Barzani en se pliant à son autorité. En même temps, il avait gagné la confiance d'Ahmad en épousant sa fille ! (eh oui, Talabani est le beau-fils d'Ahmad) Talabani avait la réputation d'être un orateur brillant, un bon chef militaire ⁽¹⁾ et un écrivain talentueux ⁽²⁾. A l'avis des nombreux responsables du PDK avec qui nous avons eu l'occasion de discuter, Talabani, s'il n'avait pas quitté le mouvement kurde pour s'allier avec les gouvernement irakiens - ce qui a définitivement ruiné sa réputation - aurait pu atteindre une position égale, sinon supérieure à celle de Barzani. Nous avons tendance à le croire, aussi.

Plus tard, quand le PDK s'associa à la révolte, il installa son quartier général à Mawat, au nord de Sulaimanya. Le PDK allait inévitablement sentir l'infériorité de ses forces militaires en comparaison de celles de Barzani. Ce sentiment d'infériorité poussa le PDK à reconnaître encore et toujours, en Barzani, le leader et le héros du mouvement nationaliste kurde. Dans ses diverses proclamations, le PDK fortifia l'image mythique de Barzani, dans l'esprit du kurde simple, si bien que lors de sa rupture avec Barzani en 1964, il lui fut impossible

(1) - Uriel Dann, op.cit, P. 335

(2) - Sans parler de ses nombreux articles, Talabani est l'auteur d'un livre sur le mouvement nationaliste kurde que nous avons cité à plusieurs reprises.

de détruire cette image : le PDK fut victime de sa propre propagande.

Pendant la révolte kurde, le pouvoir s'était séparé en deux :

1 - Barzani et les éléments tribaux basés dans les régions d'Arbil et de Badinan.

2 - Le PDK dans la région de Sulaimanya.

L'entente entre les deux fractions fut rafistolée pendant les premiers combats (1961 - février 1963) mais les divisions étaient toujours prêtes à refaire surface, une fois la paix rétablie. C'est en effet ce qui se passa, après le premier cessez-le-feu (février-juin 1963). Grâce à son rôle dans les négociations, le PDK connut un regain de popularité parmi le peuple kurde. Le prestige personnel de Talabani, surtout après son entrevue avec Nasser en 1963 grandit dans des proportions jamais atteintes. Barzani dut s'en inquiéter et considéra probablement la popularité croissante du PDK comme une menace directe à son autorité. Quand la guerre éclata (juin-novembre 1963) l'armée concentra son effort contre les régions d'Arbil et de Badinan, c'est-à-dire contre les forces de Barzani. Les forces du PDK restèrent à l'écart et ne firent rien pour soulager les forces de Barzani. Barzani en conçut une profonde amertume au point d'accuser les chefs du PDK de complicité avec le gouvernement⁽¹⁾.

Les désaccords à l'intérieur du mouvement kurde étaient connus de la plupart des observateurs politiques. Des journalistes

(1) - Cf. Sa'ad, op.cit, P. 163.

Enfin, les négociations entre Abdul Salam Aref et Barzani aboutirent à la signature de "l'accord du 10 février". Le bureau politique du PDK ne fut en aucune manière, consulté. A ce moment-là, Ahmad et trois autres membres du bureau politique qui en comptait six, se trouvaient en Europe⁽¹⁾. Les deux qui restaient, Talabani et Nuri Chawais, acceptèrent l'idée d'un cessez-le-feu, pensant probablement que Mulla Moustafa l'avait accepté pour gagner du temps. Dès qu'il apprit l'existence de cet accord, Ahmad revint en toute hâte et le dénonça immédiatement et réussit sans grande difficulté semble-t-il, à ranger à son opinion les membres du bureau politique, y compris Talabani et Chawais qui avaient d'abord approuvé l'accord. Ahmad et son groupe considéraient le traité comme une liquidation. Ils le condamnèrent pour ne pas avoir parlé des Kurdes comme d'une nation. Barzani et Aref étaient accusés l'un comme l'autre d'avoir sciemment omis le nom de "Kurdistan" et de l'avoir remplacé par "région nord"⁽²⁾. Le bureau politique du PDK était particulièrement méfiant à l'égard de la 3^{ème} clause de l'accord qui affirmait la nécessité d'un rétablissement de l'administration civile au Kurdistan. Ceci ajouté à l'ordre donné par Mulla Moustafa aux forces du PDK de ne pas s'opposer à l'installation de l'autorité gouvernementale dans les régions qu'elles contrôlaient, fut considéré par le PDK comme "un coup de poignard dans le dos de la révolution qui mettait fin aux luttes politiques et armées des Kurdes,

(1) - D.A. Schmidt, op.cit, P.124.

(2) - Cf. le document que nous avons traduit, à la fin du chapitre.

avant d'avoir atteint les objectifs nationaux"⁽¹⁾. A ce propos, nous avons réussi à obtenir un document unique. C'est une lettre écrite en kurde de la main de Barzani, adressée à Djalal Talabani⁽²⁾. Dans cette lettre Barzani insiste pour que le PDK accepte le retour de l'autorité gouvernementale dans la région contrôlée par le PDK. (Voir la traduction du texte intégral de cette lettre à la page suivante).

De toute façon, Barzani faisait peu de cas du point de vue du PDK et s'attacha, du moins au début, à respecter le traité avec Aref. Pour essayer de contrecarrer les projets de Barzani, Ahmad convoqua une conférence militaire spéciale du parti. Ce fut un échec puisque 5 membres seulement sur les 18 qui composaient le comité central y assistèrent⁽³⁾. La majorité des membres du comité central adoptèrent une attitude attentiste. Ahmad connut une autre défaite quand l'ordre qu'il donna aux chefs militaires du PDK d'expulser les partisans de Barzani, passa complètement inaperçu⁽⁴⁾. Dès lors, il apparut clairement à Ahmad et à tous les observateurs politiques que le bureau politique ne contrôlait plus la majorité de son parti. Malgré tout, Ahmad restait irréductible. Il refusait le traité de février en particulier la clause concernant le retour de l'autorité gouvernementale dans les régions contrôlées par le PDK. Conscient de la faiblesse de sa position vis-à-vis de Barzani

(1) - Ibid.

(2) - Barzani n'écrivait jamais ses lettres lui-même. On le faisait pour lui; en général. Cette lettre est la seule exception que nous connaissions. Ceci explique, en partie, l'abondance de fautes de grammaire et d'orthographe qui s'y trouvent. Nous tenons cette lettre d'un responsable du PDK qui préfère garder l'anonymat.

(3) - I.C. Vanly, op.cit. PP. 222-223

(4) - Cf. entretien avec Ahmad dans l'ouvrage de Sa'ad Jawad, op.cit.; P.165

بەرزانی عەزیز خۆم جلال طالەبانی زۆر محترەم

سەلام و احترام بەتان

أوه من بومصلحتی عام قرار دراکه هیچ کس مانبعده حکومت نه کت له گه مانده ده دانانی اطاراتی محلی
بسته رجگای بی انجا رجایان وابه کس مخالفی اوامر نه کت و مصلحتی عام تیکنه ده ت و من ماده فاشم که پوره
له ده بی من رویستن بر او غایم او من محمود اسماعیل نارد بولستان و بوه مو براده لانتیر لانه ابوه فغان
بجای کس نه ده ن و فغان اوامر من ب چی بگینن اگر اطاعه نه کرا لانه سوالیهن عام شعبی کوردی
ده لگرن اینت به فغانان ده سپییم براتان بارزانی مصلحتی

1964/3/14

Texte :

Au très cher et très respecté Djatal Talabani,

Je présente mes respects et mes salutations,

J'a décidé, pour sauvegarder l'intérêt général, que personne n'empêcherait le gouvernement d'installer son administration. Par conséquent, nous demandons que personne ne désobéisse à (nos) ordres ou ne nuise à l'intérêt général. Je pense que vous êtes parti dans cette intention. Je vous envoie Mahmoud Ismaïl. Vous ne devrez permettre à quiconque (de désobéir à mes ordres). Vous devrez veiller personnellement à l'exécution de mes ordres. Si jamais ils n'étaient pas suivis, vous en seriez tenu pour responsable.

Que Dieu vous protège.

votre frère

signé Barzani Moustafa 14/3/1964

Ahmad décida de négocier. Les deux hommes se rencontrèrent au Q.G. de Barzani à Sanka Sar, un village de la région de Qala Diza, en mars 1964. Ahmad, accompagné de cinq autres membres du bureau politique, demanda, en vain, que Barzani ne considère pas l'accord de février comme une solution définitive mais comme un simple cessez-le-feu, Barzani qui avait l'appui du gouvernement et la majorité des chefs militaires du mouvement n'était pas disposé à transiger. Barzani aurait justifié cet accord avec Aref en prétextant que le peuple kurde avait suffisamment souffert des combats et qu'ils avaient besoin de répit. Selon lui, ce redressement ne pouvait se faire sans un retour à la stabilité avec l'administration civile dans les régions kurdes⁽¹⁾. De leur côté, les membres du bureau politique répliquèrent que le peuple kurde ne souffrirait pas plus en poursuivant le combat que pendant la guerre précédente. De plus, le retour de l'administration, ajoutèrent-ils avec insistance, non seulement signifiait le renoncement à la terre kurde qui avait été gagnée au prix de luttes et de sacrifices, mais, aussi, affaiblirait la loyauté du peuple de ces régions⁽²⁾.

Au fur et à mesure que la discussion se poursuivait, la patience de Barzani eut bientôt atteint ses limites. Il mit un terme à la conversation "invoquant l'obéissance 'au chef', au représentant du peuple kurde, ' au commandant en chef', au président du PDK' qualité qu'il revendiquait alors, après avoir déclaré à tout venant qu'il n'avait rien à voir avec ce parti"⁽³⁾. Barzani précisa

(1) - I.C. Vanly, op.cit, P. 220

(2) - Cf. Document à la fin du chapitre

(3) - C. Kutschera, op.cit, P. 247

encore qu'il ne tolérerait plus aucune désobéissance et alla même jusqu'à menacer de jeter en prison les membres du bureau politique, s'il continuaient de défier son autorité⁽¹⁾. Craignant pour leur vie, Ahmad et son groupe partirent clandestinement pour rejoindre le QG du PDK à Mawat⁽²⁾.

Après la rencontre de Qala Diza, il était clair que le conflit entre Barzani et Ahmad avait atteint un point de non retour. Il fallait donc qu'un des deux cédât. Ce ne pouvait être qu'Ahmad puisque l'équilibre des forces jouait nettement en faveur de Barzani. Le sachant mieux quiconque, Ahmad démissionna de son poste de secrétaire général du PDK⁽³⁾. En fait, il s'agissait d'une ruse. Il savait qu'il serait remplacé inévitablement par Talabani par l'intermédiaire de qui il pourrait continuer d'exercer une influence sur le parti. Mais Talabani refusa et suggéra même que le poste d'Ahmad soit remplacé par un comité de trois membres⁽⁴⁾. Barzani n'avait pas le temps de s'occuper de ces manoeuvres. Fin mars 1964, il convoqua une réunion des chefs militaires du mouvement kurde. Ce fut encore un succès pour lui puisque presque tous les chefs militaires, y assistèrent, à l'exception de ceux du bureau politique⁽⁵⁾. Au cours de cette conférence, Barzani expulsa Ali Asdar et Omar Moustafa, du groupe Ahmad, et les remplaça par le Colonel Aziz Akrawi et Nouri Narouf qui lui étaient dévoués⁽⁶⁾. C'était au tour d'Ahmad de jouer.

(1) - S. Jawad, op.cit, P. 167

(2) - Ibid.

(3) - Kinnane, op.cit, P. 83

(4) - Ibid.

(5) - C. Kutschera, op.cit, P. 247

(6) - Ibid.

En avril, Ahmad convoqua la 6ème "conférence" du parti. Ce fut un échec. Seul, un petit groupe resté fidèle au bureau politique du parti, y assista. Les résolutions du "congrès" critiquaient Barzani, l'accusant d'avoir "pris des décisions contraires aux intérêts de notre révolution, et de notre peuple(...) Nous sommes obligés, par conséquent, d'attirer l'attention des membres du parti sur le fait que Mulla Moustafa a outrepassé ses droits de président. Selon l'article 22 du règlement intérieur du parti, le président a comme seul droit, celui de s'adresser au comité central ou au plenum du parti, pour le conseiller ou lui donner des instructions. Il n'a pas le droit de donner des ordres directs aux organisations ou aux membres du parti. C'est pourquoi la conférence déclare que tous les ordres et instructions émis par Mulla Moustafa en qualité de président du parti constituent une infraction au règlement intérieur du parti et que les membres du parti n'en tiendraient pas compte. La conférence rappelle à Mulla Moustafa qu'il doit agir conformément au règlement du parti et ne plus entreprendre désormais, d'actions individuelles ni enfreindre le règlement du parti. Il devrait se soumettre à cette résolution dans la semaine qui suivrait et dénoncer ses actes précédents"⁽¹⁾.

La publication des résolutions de cette "conférence" sema la confusion dans les rangs du parti dont la majorité décida de partir pour rejoindre Barzani⁽²⁾. Mulla Moustafa considéra cette "conférence" d'Ahmad comme illégale et le 1er Juillet il convoqua sa propre 6ème conférence. Son appel fut entendu et, à l'exception du

(1) - Cf. le document à la fin de ce chapitre

(2) - S. Jawad, op.cit , P. 170.

groupe d'Ahmad, la majorité du PDK arriva à Qala Diza où la conférence se déroula du 1 au 9 juillet 1964⁽¹⁾. Les événements essentiels qui en résultèrent furent l'expulsion du groupe Ahmad et la relance de la direction Barzani. Le fait que, pendant la conférence, Barzani ait refusé le retour de l'autorité gouvernementale dans les régions contrôlées par le mouvement kurde - ce que le groupe Ahmad n'avait cessé de réclamer - montre clairement que le conflit entre Ahmad et Barzani n'était pas tant une question de principes qu'une lutte personnelle entre les deux à propos de la direction du mouvement kurde.

Le 10 juillet, la radio du mouvement kurde qui était aux mains du groupe Ahmad, lança un appel aux forces kurdes leur demandant de se soulever contre Mulla Moustafa et le nouveau comité central⁽²⁾. Barzani demanda alors au groupe Ahmad de rendre leurs armes et la radio. Ahmad refusa. En juillet, une troupe menée par le fils de Barzani, Idriss, obligea le groupe Ahmad-Talabani avec " 4000 partisans"⁽³⁾ de franchir la frontière iranienne. Là, les forces d'Ahmad furent désarmées et les chefs du groupe, y compris Ahmad et Talabani furent envoyés à Hamadan où ils furent les hôtes du gouvernement iranien⁽⁴⁾.

L'Iran, dans ce conflit, avait pris parti pour Ahmad contre Barzani, par intérêts surtout. Nous sommes en possession

(1) - Pour plus de détails sur les résolutions de cette conférence, cf. I.C.Vanly, *ibid.* PP. 228-231.

(2) - *Ibid.* P. 223.

(3) - C'est une estimation de Vanly(*ibid.*). Nous pensons que le chiffre devait avoisiner, les un à deux milles.

(4) - Vanly, *op.cit.*P. 224

d'un nombre assez important d'informations sur la question, que nous ne pouvons pas divulguer. Cependant, nous pouvons dire que, selon notre information personnelle l'ambassadeur d'Iran à Bagdad rencontra secrètement en juin 1964, les personnalités kurdes les plus influentes dans la capitale irakienne et leur demanda de soutenir Ahmad dans sa lutte contre Barzani. Malheureusement nous ne pouvons en dire davantage sur cette entrevue qui nous à été confiée confidentiellement.

Finalement, en janvier 1965, le groupe Ahmad-Talabani décida de quitter l'Iran et vint à Bagdad où il coopéra avec les gouvernements irakiens successifs dans sa lutte contre le mouvement kurde jusqu'au 11 mars 1970. En fin 1970, Talabani fut " pardonné" par Barzani et devint son représentant en Syrie⁽¹⁾. Après la défaite de Barzani en mars 1975, Talabani forma son propre groupe sous le nom de " الاتحاد الوطني الكردستاني " (l'union patriotique du Kurdistan). De nombreux conflits éclatèrent entre son groupe et celui de Barzani qui, aujourd'hui opère sous le nom de " القيادة الوقتية " (la direction provisoire). Le groupe de Talabani est basé en Syrie et reçoit son soutien principal du régime d'Hafez el-Hassad. Les Barzanis sont soutenus par l'Iran.

Conséquences de la rupture

La rupture de 1964 fit de Mulla Moustafa le chef incontesté du mouvement kurde. Ce fut la conséquence la plus importante. Pas une fois, après la rupture, son autorité ne fut remise en cause,

(1) - Information personnelle.



Habib Karim, Secrétaire



Moustafa Barzani, Président



Dr. Mahmoud Othman, membre du
Bureau Politique



Mohamed Mahmoud Abdul Rahman (Sami)
membre du Bureau Politique

dans le mouvement. Ces décisions étaient sans appel et ses ordres promptement exécutés⁽¹⁾. Sous le régime totalitaire de Barzani, le rôle de l'élite traditionnelle kurde fut relancé et l'intelligentsia kurde, désormais divisée et privée de chef, fut complètement soumise à Barzani. Pour institutionnaliser son régime, Barzani convoqua le 28 septembre 1964 une " conférence populaire " qui avait pour mission officielle d'édicter des lois et des règlements pour l'administration des régions sous le contrôle du mouvement kurde. La plupart des chefs de tribus, des chefs militaires du mouvement et du comité central du PDK furent invités à cette conférence⁽²⁾. Il y eut à peu près 300 participants à cette conférence où il fut décidé d'élire le conseil de commandement de la révolution du Kurdistan d'Irak. Ce conseil qui devait être l'autorité suprême du mouvement kurde, se composait de 43 membres avec, à sa tête, Barzani, évidemment. Le conseil était divisé ainsi : 16 membres du comité central du PDK, 9 membres des forces armées kurdes, 18 membres du " grand public " dont 6 furent nommés directement par Barzani. Le conseil, choisit à son tour, parmi ses membres, un bureau exécutif chargé d'expédier les affaires courantes du mouvement. De la fin 1965 jusqu'à sa dissolution en 1970, Dr. Mahmoud Othman fut le secrétaire de ce bureau exécutif. De par la composition du conseil, le PDK (16 représentants) était contrebalancé par le " grand public " (18 membres). Le PDK n'était donc plus l'unique force dirigeante du mouvement. Selon I.C.Vanly, Barzani avait voulu "démocratiser" le mouvement⁽³⁾. Nous en doutons fortement

(1) - Cela nous a été aussi confirmé par Dr. Mahmoud Othman et Mohamad Mahmoud Abdul Rahman

(2) - Pour plus de détails sur le déroulement de cette conférence, cf. I. C . Vanly, op.cit, PP. 231 - 233.

(3) - Ibid, P. 232

puisque Barzani, pendant les 9 dernières années du mouvement, refusa de partager ses pouvoirs et imposa aux Kurdes, surtout de 1970 à 1974, une autocratie arbitraire et despotique. Nous croyons plutôt que Barzani, voulait avec ce conseil, empêcher une crise du type de celle du groupe Ahmad-Talabani de se reproduire dans le future.

Au cours de la période succédant à la rupture, de nouvelles personnalités firent leur apparition au devant de la scène politique kurde. Dr. Mahmoud Othman, secrétaire du bureau exécutif, Mohamad Mahmoud Abdul-Rahman et Dara Tawfiq du bureau politique. Il est intéressant de noter que tous, à l'exception du Dr. Mahmoud Othman, étaient membres du parti communiste et donnèrent leur démission en signe de protestation contre l'attitude du parti à l'égard du mouvement kurde, sous le régime de Abdul Karim Qassem⁽¹⁾. Ces hommes étaient aux ordres de Barzani et lui restèrent fidèles jusqu'à l'écroulement du mouvement en 1975. Le rôle qu'ils jouèrent n'est pas négligeable puisque c'est en partie grâce à eux que Barzani réussit à installer son administration dans les régions contrôlées par le mouvement kurde.

A la fin de ce chapitre, nous présentons un document traduit de l'arabe. Il fut publié par le groupe Ahmad-Talabani, durant les dernières phases de la rupture. Il s'intitule من اجل صيانه الثورة وتحقيق اهدافها (pour préserver la révolution et accomplir ses objectifs). Il est composé de 45 pages ronéotypées et se divise ainsi :

(1) - Information personnelle.

- 1 - L'accord entre le Maréchal et Barzani :
Capitulation ou accord approprié?
- 2 - La conférence du PDK du 4-9/4/1964.

Les textes que nous avons traduits sont ceux qui furent republiés par les partisans du groupe Ahmad-Talabani en Europe en 1965.

Abdul Salam Aref, Barzani et l'accord de 10 Février

Les négociations avec le gouverneur de Sulaimanya débouchèrent sur un accord de principe : le document fut signé par Barzani, à titre personnel plutôt qu'en qualité de président du PDK. Nous reproduisons ce document (publié en France pour la première fois) à la page suivante.

Les négociations se poursuivirent et débouchèrent finalement sur ce qu'on appelle " l'accord du 10 février", Cet accord dit ceci : "Dans l'intérêt général, puisque nos frères kurdes ont répondu à l'appel de Mulla Moustafa al-Barzani, et parce que nous voulons que la vie reprenne son cours normal dans le nord de notre pays bien aimé, pour déjouer les complots des valets de l'impérialisme, et pour préserver le sang des innocents, nous avons décidé :

- 1 - De reconnaître les droits nationax de nos frères kurdes, à l'intérieur de l'Irak unifié. Cette reconnaissance figurera dans la constitution provisoire;

امتياز الخطوط الجوية الكردية

١- لقد اوضح الدستور الوثيقة التي اذبح مطبق /١/ طبر ١٦٦ على ان (المواطنين لدى القانون ٣٠ وهم مسلمون في الخطوط والواجبات العامة لا يحصل منهم في ذلك بسبب العنصر والاصل او اللغة او الدين وعمالق المواطنين كما في المادة ١٥٠ من هذا الوطن بما فيها العرب والاكرد بل هذا الدستور حطهم القومية من الوحدة العراقية) واثبات ان نوضح ما يلي :

٢- ان تاصيل الخطوط الجوية كقوة تخصها من قبل مجلس الامة الذي سيستطيع تطويره من قبل الشعب .

٣- الدراسة : هي الحكمة (التي هي حكمة اتقالية) الدراسة ما يلي :

- ٦- تكون باللغة الكردية على الفئات التي تتوسط للتواصل التي سكانها الكرد .
- ب- باللغة العربية لمن يطلب من الاكرد ذلك ولاولاد المواطنين والمواطنين العرب في التواصل الكردية .

١- التفسير

ترجمي نسبة المواطنين الاكرد في التفسير في الوثائق التالية :

٦- التفسير

ب- التعرفات والادلة السطحية

ج- قبول الطلاب في الجامعة وفي الامداد ضمن العراق .

٥- مساواة اخواننا الاكرد في كافة الخطوط والاهوار والواجبات الاخرى شأنهم شأن بقية المواطنين في الجمهورية العراقية .

٦- ان الحكمة الحالية اتخدت الدراسات للثروة لتعبر المنطقة الشامية ورسدت الحال الازم ويشترع لربما حذا بخطى ما وانها اصدرت التعليمات والوجاهات بشأن اعادة المواطنين والمستخدمين الى وظائفهم بحرف التاريخ من البلاد كما حصلت على الاذن حرام ٥٢ المحتجزين لهاها الشمال - وسهلت احوال الضائع والمواد المعيشية على اختلافها التي اتت لو التامة في الشمال .

٧- وان الحكمة الحالية انطلاقا من سياستها البرادية ان تامين كل السبل لخدمة امتنا الشعب على حد سواء ستعمل كل ما في وسعها لأن يتم ان يجر والرفاه في الشمال وفي الشمال الاخرى من ولتنا الحبيب والله الموفق .

Publié par le
gouvernement d'Irak
dans Al-Jumhuriya
Bagdad, 14/3/1965

Handwritten signature and text at the bottom left.

Handwritten signature and text at the bottom center.

2 - De libérer tous ceux qui étaient accusés d'avoir été mêlés aux incidents du nord, et rendre aux Kurdes les biens confisqués;

3 - De rétablir l'administration gouvernementale dans dans la région nord;

4 - De réintégrer les fonctionnaires kurdes renvoyés;

5 - De lever le blocus économique de la région nord;

6 - De créer des comités pour la reconstruction immédiate de la région nord et pour déterminer les compensations à accorder à tous ceux qui ont subi des blessures et des dommages de guerre.

7 - De prendre des mesures pour rétablir la sécurité et l'ordre dans la région nord. Nous demandons à nos frères kurdes de reprendre leur rythme de vie habituel pour le bien de la prospérité et de l'unité de notre patrie contre les valets de l'impérialisme. De notre côté, nous ferons de notre mieux pour étendre les droits légitimes des Kurdes comme nous le faisons pour tout le peuple de la République d'Irak. Nous prenons Dieu pour témoin.

Signé : Field Marshall

Abdull Salam Aref⁽¹⁾

(1) - Ce texte fut reproduit par le groupe de Talabani dans اتفاقية المشير- بارزاني : اصلح ام استسلام ؟ (le traité Barzani -Aref : paix ou capitulation?), 1964, P. 2.

La plupart des observateurs croyaient qu'il existait des clauses secrètes à cet accord. Pourtant, Barzani, dans sa conférence de presse de Danya le 22 février 1964 opposa un démenti malgré une vague référence qu'il fit à "un accord verbal" dont les points restaient à approfondir par la suite⁽¹⁾.

Aref démentit lui aussi l'existence de clauses secrètes. Il rendit hommage à Barzani et accusa le groupe Ahmad-Talabani d'être des fauteurs de guerre et des agents de l'impérialisme. Il alla même jusqu'à menacer de recourir à la force contre le groupe d'opposition à Barzani⁽²⁾.

La "lune de miel" entre Barzani et Aref fut de courte durée. Elle ne pouvait pas durer longtemps, de toute façon. Aref avait signé l'accord parce que son armée était hors d'état de poursuivre la guerre, surtout à l'approche de l'hiver au Kurdistan qui rendait les mouvements des unités blindées et de l'aviation presque impossibles. Par ailleurs, l'accord qu'il avait signé avec Barzani faisait très peu de concessions aux exigences des nationalistes kurdes (autonomie, partage des champs pétroliers de Kirkouk, etc...). De plus, Aref comprit que la division créée dans le mouvement kurde à la suite de la signature de l'accord affaiblirait le mouvement et empêcherait les Kurdes de constituer une opposition efficace à son régime, pour quelque temps. Il avait besoin de temps pour consolider son régime et renforcer son armée.

(1) - Cf. Le Monde du 3 Mars 1964. Et S. Gantner, " le mouvement national kurde" , dans Orient, n° 32-33, 4e trimestre 1964-65, PP. 95-111.

(2) - Cf. Le Monde du 13 juin 1964.

Barzani, comme Aref, avait lui aussi besoin de temps. Il est probable que c'est au début du mouvement de 1961, que tôt ou tard la situation a dû éclater entre lui et le groupe Ahmad-Talabani. Pendant les combats de l'été et de l'automne 1963, le PDK (Ahmad et Talabani) était parvenu à installer une importante force militaire dans la région de Sulaimanya. Talabani était devenu aussi populaire chez les Kurdes que Barzani. L'ascendant que Talabani exerçait sur les populations des villes avait largement dépassé celui de Barzani⁽¹⁾. Barzani ne pouvait pas engager une guerre contre le gouvernement et Ahmad-Talabani en même temps. En acceptant le cessez-le-feu, non seulement Barzani neutralisait le gouvernement mais, comme les déclarations d'Aref le prouvent, il s'acquit le soutien des autorités irakiennes dans sa lutte contre le groupe Ahmad-Talabani. Le fait que Barzani n'ait commencé à exprimer son mécontentement au sujet de la mise en application de "l'accord du 10 février", que trois semaines seulement après avoir écrasé le groupe Ahmad-Talabani, est significatif⁽²⁾.

L'accord du 10 février avait été dicté, pour les deux forces en présence, par le besoin du moment. L'accord avait "reconnu" les droits nationaux des Kurdes. Mais quels étaient ces droits? Autonomie, décentralisation? L'accord ne donnait pas de réponse à ces interrogations. Pour Aref, l'accord signifiait " la reconstruction des régions du nord" rien de plus.

Aref n'avait pas su comprendre la montée du nationalisme chez les Kurdes qui se reconnaissaient plus que jamais

(1) - Ceci fut confirmé par tous les Kurdes avec qui nous avons parlé

(2) - C'était en août 1964, cf. S. Jawad, Op.cit, P. 176.

comme Kurdes avant tout. C'est la raison pour laquelle les tentatives d'Aref pour utiliser l'Islam et " la fraternité islamique" comme substitut au nationalisme kurde échouèrent lamentablement⁽¹⁾. En même temps, Aref s'efforçait de s'unir à l'Egypte. Dès le 5 mai 1964, une autre Constitution provisoire fut promulguée. L'article I disait :

" Le peuple d'Irak forme une partie de la nation arabe; son objectif est l'unité arabe totale, que le gouvernement s'engage à réaliser le plus tôt possible, en commençant par s'unir avec l'Egypte"⁽²⁾. L'article III : " l'islam est la religion officielle de l'Etat et la base principale de la Constitution. L'arabe est la langue officielle"⁽³⁾.

Et les Kurdes? L'article XIX répond vaguement: " les Irakiens sont égaux devant la loi en droits et en devoirs, sans distinction de race, de naissance, de langue ou de religion. Les citoyens devraient coopérer pour la sauvegarde de cette terre, qui est peuplée d'Arabes et de Kurdes dont les droits nationaux à l'intérieur de la République irakienne sont reconnus dans cette Constitution"⁽⁴⁾. Environ un an plus tard, le 26 mai 1965, Aref et Nasser signèrent un accord d'union qui visait à l'unité progressive des deux pays. Aucune mention n'est faite des Kurdes.

De toute façon, fin 1964, les raisons qui avaient poussé les deux camps à respecter le cessez-le-feu n'existaient plus et ce n'était plus qu'une question de temps pour que les hostilités

(1) ≠ Cf. S. Jawad, op.cit, P. 174

(2) - Cf. M. Al-Shawi, القانون الدستوري في العراق (loi constitutionnelle en Irak). Bagdad.

(3) - Ibid.

(4) - Ibid.

reprennent. Entre octobre 1964 et mars 1965, Mulla Moustafa échangea avec le gouvernement plusieurs lettres et mémorandum. Mais, il s'agissait de gagner du temps. Pendant cet échange de correspondance, le gouvernement prit des mesures pour renforcer son autorité au Kurdistan. En même temps, Barzani réoccupa des régions retirées⁽¹⁾. Le 11 février 1965, un an après "l'accord du 10 février", le ministre irakien de l'intérieur adressa une dernière note à Barzani lui demandant de se soumettre au gouvernement. En fait, c'était un ultimatum.⁽²⁾ Le 3 avril 1965, l'armée lança une offensive de grande envergure contre le mouvement kurde. La guerre traîna en longueur pendant un an sans qu'il y ait de victoire décisive pour l'un ou l'autre camp qui menaient les combats selon leur vieille habitude : l'armée occupait les villes et les gros villages tandis que les Kurdes se cachaient dans les montagnes pour pratiquer la tactique de l'attaque surprise.

Mais, cette fois, le gouvernement ne laissait filtrer aucune nouvelle de cette guerre, espérant pouvoir négocier plus tard, sans perdre la face. La reprise des hostilités restaura l'unité parmi les Kurdes. Si Ahmad n'eut pas le droit de rentrer, Talabani et Ali Askari (membre du groupe Ahmad-Talabani) passèrent d'Iran en Irak. Barzani cependant les confina dans une sorte de maison d'arrêt et leur interdit de prendre part à la guerre⁽³⁾. Les troupes

(1) - I.C.Vanly, le Kurdistan irakien : Entité nationale, op.cit, P. 257 et aussi Le Monde, 18-19, octobre 1964.

(2) - Pour le texte de cette lettre, cf. Le gouvernement d'Irak, le Ministre d' l'Information, الحكومة الوطنية و مشكله الشمال (le gouvernement national et le problème du nord), Bagdad, al-Jumhurya press, 1965, P. 46-49.

(3) - Cf. C. Kutschera, op.cit. P. 251

qui avaient suivi Ahmed et Talabani en Iran demandèrent à Barzani l'autorisation, qui leur fut accordée, de se battre⁽¹⁾ et elles furent placées sous les ordres d'un fidèle de Barzani.

En septembre 1965, Mr. al-Bazzaz fut le premier civil, depuis 1958 à être nommé au poste de premier ministre en Irak. Bien qu'al-Bazzaz ait préconisé une solution pacifique au problème kurde, les militaires, en particulier le général Abdul Aziz Uqaili (ministre de la Défense) étaient pour la poursuite de la guerre. Mais la mort d'Abdul Salam Aref dans un accident d'hélicoptère au cours d'un voyage dans le sud de l'Irak suspendit la guerre au Kurdistan, dans la confusion. Tous les esprits étaient tournés vers Bagdad où, déjà, une nouvelle lutte pour le pouvoir s'était engagée.

Le PDK et le régime Abdul Rahman Aref (avril 1966-juillet 1968)

Au moment de la mort d'Abdul Salam Aref, on pouvait dégager deux factions à l'intérieur du gouvernement:

- 1 - Les "civils", dirigés par Al-Bazza
- 2 - Les "militaires" menés par le général Uqaili, qui avaient face au problème kurde des attitudes très différentes pour ne pas dire opposées.

Le général Uqaili était connu pour l'extrémisme de son nationalisme arabe; on outre il semble qu'il ait eu une antipathie

(1) - Vanly, ibid, P. 224

personnelle vis-à-vis de Barzani⁽¹⁾. En face, al-Bazzaz, connu pour ses opinions pro-occidentales, voulait instaurer en Irak un gouvernement civil libéral. Il avait compris qu'aussi longtemps que la guerre durerait au Kurdistan, les militaires continueraient de jouer un rôle prépondérant dans les affaires du pays. Abdul Salam avait maintenu un équilibre entre les deux camps, utilisant l'un pour neutraliser l'autre. En essayant de maintenir l'égalité entre les deux tendances, le gouvernement d'Abdul Salam Aref dut appliquer des politiques contradictoires à l'égard du problème kurde. Par exemple, il accepta, à la demande d'Uqaili, de lancer une offensive " finale" contre les Kurdes, mais, la guerre ne menant pas à une victoire décisive pour l'Irak, il accepta, à la demande d'al-Bazzaz, d'amender la Constitution provisoire, en faveur des nationalistes kurdes. Le paragraphe amendé dit ceci : " Les Irakiens sont égaux en droits et en devoirs, sans distinction de race, de langue, de religion ou de quoi que ce soit d'autre. Cette constitution reconnaît les droits nationaux des Kurdes à l'intérieur de l'Etat irakien dans une union nationale et fraternelle"^(2). De plus, dans le programme de son premier gouvernement qu'il présenta en septembre 1965, Bazzaz avait promis d'essayer de rétablir la paix dans tous les coins du pays. Il avait ajouté que son gouvernement reconnaissait " les droits nationaux de nos frères kurdes(...) La nouvelle loi administrative permet à nos concitoyens du nord de préserver entièrement leur langue et leur héritage culturel. Ils pourront aussi poursuivre des activités locales qui ne nuisent pas à l'unité du pays

(1) - Cf. S. Jawad, op.cit, P. 193

(2) - M. Al Shawi, op.cit, P. 206

et qui ne conduisent en aucune manière à la perte d'une partie de notre patrie". (1)

A la mort d'Abdul Salam Aref, les désaccords entre les deux factions passèrent inévitablement au premier plan. Le comité de défense nationale (composé du Cabinet, des commandants des divisions militaires, du chef de l'état major, des commandants en chef de la marine et de l'armée de l'Air) décidèrent ensemble de choisir un nouveau président. Dès le début, Bazzaz savait que l'armée ne voudrait pas d'un civil pour président. Il fallait un candidat qui plaise à tout le monde : le compromis fut le frère aîné d'Abdul Salam. Abdul Rahman Aref fut élu président de la république le 17 avril 1966. Bazzaz conserva le poste de premier ministre. Abdul Rahman était sans ambitions politiques et en d'autres circonstances, il n'aurait jamais occupé de poste politique. Par conséquent, il était clair que la lutte entre les factions militaires et civiles continuerait sous ce régime-là.

Bazzaz croyait sincèrement, semble-t-il, que les Kurdes étaient, ethniquement et culturellement, distincts des Arabes. Pour résoudre le problème kurde, il avait dans l'idée de leur octroyer certains droits culturels (enseigner en kurde, publier des ouvrages en kurde). Il accepta également de remettre l'administration locale (des affaires sociales et des services de santé) des régions kurdes, entre les mains des Kurdes. Dans sa première conférence de presse, après s'être chargé du poste de premier ministre du gouvernement d'Abdul Rahman Aref, Bazzaz assura aux Kurdes que le gouvernement les considérait comme une nationalité distincte et que par conséquent, il croyait qu'ils

(1) - Cité par S. Jawad, op.cit., P. 195

LES REGIMES DES FRERES AREF



1- Abdul Salam Aref, Président de la République
(1963 - 1966)



2- Abdul Rahman Aref,
Président de la République
1966-1968



3- Tahir Yahya, Premier
Ministre 1963-1966
et de 1967-1968



4- Naji Taleb, Premier
Ministre 1966-1967

devraient avoir des droits nationaux. Il ajouta; "les droits ainsi que la liberté de traiter des questions locales, seront garantis par 'la loi des provinces' que le gouvernement est en train d'étudier"⁽¹⁾.

Cependant, cette forme d'administration locale si limitée fût-elle rencontra l'opposition des militaires. Les officiers, qui avaient toujours cru en la possibilité d'une victoire sur les Kurdes, firent pression sur le président et le mirent en garde contre la politique de Bazzaz. Ils réussirent. Trois jours seulement après la conférence de presse de Bazzaz, Abdul Rahman Aref déclara : " aucune autonomie ne sera jamais accordée aux Kurdes(...), nous ne marchanderons jamais notre pays. Le gouvernement n'a jamais engagé de négociations avec les rebelles. Il n'y aura pas de cessez-le-feu"⁽²⁾.

Aref donna donc le feu vert pour lancer ce qu'on appella "l'expédition du printemps". Bazzaz fut contraint d'accepter bien que, dans son for intérieur, peut-être, il eût toujours été convaincu de l'impossibilité d'une victoire militaire.

La phase la plus importante de "l'expédition de printemps" fut l'opération" توكلنا على الله (nous comptons sur Dieu), préparée par le général Uqalili, l'opération avait pour objectif de prendre la route Hamilton qui allait de Rawanduz à la frontière iranienne. Au bout des quarante derniers kilomètres de cette route, il y avait le

(1) - Cf. La conférence de presse d'al-Bazzaz le 23 avril 1966 dans the American University of Beirut, الوثائق العربية (documents arabes), vol I, Beyrouth, 1966, PP. 238-241.

(2) - Cf. The Guardian; du 28 avril 1966 et E. O'Ballance, op.cit, P. 136

quartier général de tous les organes du PDK ainsi que le quartier général de Mulla Moustafa.

Uqaili avait estimé que l'opération, dont les préparatifs avaient commencé l'hiver précédent, prendrait un mois.

L'opération , dont l'armée pensait qu'elle serait la bataille finale contre les Kurdes, commença dans la nuit du 2 au 3 mai 1966. Les Kurdes savaient ce qui se préparait et n'ignoraient pas qu'il serait impossible de battre en retraite. Le PDK organisa son armée sous le commandement d'un des fils de Barzani. Les communistes kurdes s'y regroupèrent sous la direction du légendaire Fakhir Mergasouri⁽¹⁾.

Trois semaines après le début de l'opération, les forces alliées du PDK et des communistes remportèrent la victoire militaire la plus brillante et la plus décisive dans l'histoire du mouvement armé kurde. Cette victoire eut lieu au Mont Handrèn, la montagne la plus haute du Kurdistan. L'armée d'Uqaili fut mise en déroute avec des centaines de blessés, perdant des tonnes de matériel.⁽²⁾ Cette bataille fut un tournant dans l'histoire du mouvement armé kurde. Il n'y a pas un kurde qui ne connaisse la " " (la bataille de Handrèn). Le mot " Handrèn" est même passé dans la

(1) - Fakhir Mergasouri était de la tribu de Barzan et parent éloigné de Mulla Moustafa. Il avait rejoint le mouvement armé kurde dès ses débuts et s'était fait remarquer comme un chef de guerre brillant et courageux. Il était connu pour ses idées pro-communistes, bien qu'on ait jamais su si oui ou non il était membre du Parti. En 1974, Fakhir Mergasouri fut exécuté avec toute sa famille par Mulla Moustafa. On ne sait pas pourquoi.

(2) - Pour plus de détails sur la bataille de Handrèn, cf. P. Mauriès, op.cit PP. 171-172, Vanly, ibid. PP.263-267, et Le Monde du 25 janvier 1968.

littérature kurde pour parler de la "résistance" ou de la "victoire". Naturellement, la victoire de Handrèn donnait tort à ceux qui croyaient en une solution militaire du problème kurde. En même temps, la position de Bazzaz reprenait le dessus et il ne perdit pas de temps à tenter de rencontrer Barzani.

Cependant, pour empêcher Barzani victorieux d'exagérer ses exigences, Bazzaz décida de rencontrer également le groupe Ahmad-Talabani⁽¹⁾. Selon toute probabilité, Bazzaz voulut jouer la carte Ahmad-Talabani pour obliger Barzani à en venir à un arrangement avec le gouvernement. Quoi qu'il en soit les négociations entre les deux partis débouchèrent sur " la déclaration du 20 juin". Bazzaz annonça lui-même l'accord à la radio et à la télévision irakiennes. L'accord comportait douze clauses. Comme il l'avait promis, Bazzaz reconnaissait explicitement les droits nationaux des Kurdes. Le document de l'accord déclarait que " la terre irakienne comprend deux nationalités principales, les Arabes et les Kurdes⁽²⁾. C'était la première fois depuis 1958 qu'un gouvernement irakien acceptait le caractère bi-national du pays. La déclaration promettait aussi aux Kurdes la liberté de s'occuper des affaires locales (art. XI), accordait une attention particulière à la culture et à la langue kurdes. Le kurde serait désormais considéré comme une langue officielle et serait, avec l'arabe le véhicule d'enseignement dans les écoles des régions kurdes. (art.III). L'Université de Bagdad accorderait une attention spéciale à la langue, à l'histoire et à la littérature kurdes. Une université serait ouverte au Kurdistan dès

(1) - Talabani qui était dans une maison d'arrêt sous la surveillance de Mulla Moustafa réussit à s'échapper en janvier 1966.

(2) - Pour le texte de l'accord, cf. The American University de Beirut, الوثائق العربية (les documents arabes), op.cit, PP. 364-365.

que les fonds seraient disponibles. (art VI). Les Kurdes seraient aussi autorisés à avoir leur presse politique et littéraire, dans la région kurde(art. VIII). La déclaration promettait aussi la restauration de la démocratie partout en Irak et le gouvernement assurait qu'il y aurait des élections d'ici un an (art IV et VIII). La déclaration promettait encore l'égalité entre les Kurdes et les Arabes, dans tous les domaines allant des bourses aux ministères, en passant par les services diplomatiques et militaires. Il promettait également de ne nommer que des Kurdes dans la région kurde(art V). Les articles IX et X parlaient de stabiliser la région kurde après la fin des hostilités (amnistie générale, réintégration de tous les employés kurdes congédiés, dissolution des forces Jach,etc...). Dans l'article XI, le gouvernement s'engageait à envoyer des fonds pour la reconstruction des régions kurdes. Enfin, le gouvernement promettait de dédommager tous ceux qui avaient subi des pertes (art XII). On a parlé encore de l'existence de trois clauses secrètes qui concernaient la création du département de Dehok, la légalisation du PDK et la publication d'un journal à Bagdad⁽¹⁾.

Cette déclaration eut pour effet immédiat de ramener la paix au Kurdistan. Mais, et c'est le plus important, pour la première fois s'offrait une chance réelle de résoudre le problème kurde en Irak. Nous pensons qu'elle était due à Bazzaz qui, malgré les réserves qu'on pouvait faire à son égard, était prêt à partager le pouvoir. Il voulait introduire un système parlementaire et organiser des élections qu'il aurait certainement gagnées, étant donné la popularité dont il jouissait à l'époque.-Il avait compris que le peuple

(1) - Ibid.

irakien était fatigué des militaires et de leur despotisme et que pour neutraliser leur influence, la meilleure chose à faire était de promettre aux Irakiens un gouvernement plus représentatif. Profitant de sa popularité croissante, il prit de l'assurance et se mit à critiquer ouvertement les militaires⁽¹⁾.

Cependant, Bazza n'avait pas compris la réalité de l'équilibre politique en Irak. 24 heures après la "déclaration du 29 juin", le vice-maréchal de l'armée de l'Air Aref Abdul Razzaq tenta un coup d'Etat qui échoua, mais qui prouvait l'opposition des militaires à l'accord conclu avec les Kurdes. L'armée augmenta sa pression sur Aref et pendant que Bazzaz était en visite en URSS, les militaires auraient persuadé le président de renvoyer Bazzaz qui démissionna en juillet, un mois après avoir signé l'accord avec les Kurdes. Le Général Jaji Taleb fut nommé premier ministre à sa place.

Taleb reflétant l'opinion militaire, la question kurde devait inévitablement faire l'objet d'une moindre attention de la part de l'armée pour recommencer la guerre au Kurdistan ("pour venger l'honneur de l'armée"). Taleb, tout à fait conscient de l'état de désorganisation de l'armée, les en empêcha. En revanche, il subventionna le groupe Ahmad-Talabani, les arma et subventionna leur armée. Depuis ce jour, les Kurdes ne parlent plus du groupe Ahmad-Talabani autrement que comme des "جاشی ٦٦" (les petits ânes 1966). Le gouvernement

(1) - Cf. E.F. Penrose, "Une tentative de gouvernement civil en Irak", dans Orient, N° 39, 1966, PP. 12-13

essayait ainsi de remplacer la guerre par une lutte entre les Kurdes. De toute façon, le groupe Ahmad-Talabani n'était pas de taille à rivaliser avec le mouvement kurde. Les "Jach 1966" n'avaient pas de poids militaire mais ils aggravèrent les ruptures politiques au sein de la société kurde.

En novembre 1966, le PDK réunit sa 7ème conférence près de Galala, où le gouvernement se vit reprocher de ne pas appliquer la " déclaration du 29 juin ". On demanda à Mulla Moustafa de présenter un mémorandum au gouvernement, le priant de respecter la déclaration du 29 juin. Ce document déclarait ceci : "ils semble qu'il y ait quelques personnes malveillantes haut placées au gouvernement qui voient avec horreur des relations pacifiques et normales se créer en Irak entre Arabes et Kurdes"⁽¹⁾. Le texte continue en disant que les Kurdes avaient " accepté la déclaration de juin seulement pour laisser le temps aux personnes de bonne volonté du gouvernement de réfléchir à l'objectif des Kurdes : l'autonomie"⁽²⁾.

Les " personnes bien intentionnées" désignaient clairement Bazarz tandis que les "malveillantes" visaient les militaires. Avec le temps Aref devint de plus en plus conscient de l'impossibilité d'une victoire militaire sur les Kurdes. Il craignait aussi que la guerre au Kurdistan ne serve de prétexte à des militaires ambitieux pour conspirer contre le régime. Malgré l'opposition militaires, il

(1) - Cf. I. C. Vanly, op.cit, P. 270

(2) - Ibid.

décida de maintenir le contact avec Barzani dont les deux fils Idriss et Massoud venaient souvent à Bagdad pour y rencontrer Aref. En mars 1967, Massoud réussit à convaincre Aref d'autoriser le PDK à publier un quotidien "al-Taakhi" (fraternité) qui parut pour la première fois à Bagdad le 16 avril 1967.

Le 9 mai 1967, Aref renvoya Taleb et assumait lui-même la fonction de premier ministre et il nomma comme adjoint, un représentant de Barzani : Fuad Aref. Le régime sembla travailler, à ce moment, dans deux directions différentes. D'un côté Aref adopta une attitude conciliante à l'égard de Barzani en lui accordant quelques-unes de ses exigences mineures et de l'autre les officiers encourageaient le groupe Ahmad-Talabani à poursuivre la guerre contre le mouvement kurde.

La défaite arabe dans la guerre de juin 1967 contre Israël, ébranla sérieusement les régimes arabes et discréditant l'ordre établi par les militaires, une guerre importante au Kurdistan devenait impossible. Aref démissionna du poste de premier ministre et le 10 juin demanda à Taher Yahya d'assumer ce poste. Cependant, Barzani refusa de laisser son représentant entrer au nouveau cabinet, invoquant comme raison le perpétuel état de crise dans lequel vivait le régime, dû " au manque de base populaire"⁽¹⁾. Il demandait un gouvernement plus représentatif où les Kurdes se retrouveraient en proportion égale à leur nombre dans la population totale de l'Irak, i.e., 23%⁽²⁾.

(1) - Cf. al-Taaki, Bagdad, 20 août 1967

(2) - Ibid.

Pendant la première moitié de 1968, les relations entre le gouvernement et le PDK furent marquées par une peur mutuelle. Il leur fallait se supporter le temps pour chacun de reconstituer ses forces et de créer l'un pour l'autre autant d'ennuis que possible, faute de pouvoir engager une véritable guerre. Le gouvernement continua donc d'aider le groupe Ahmad-Talabani, et Barzani, profitant de la faiblesse et de l'instabilité du régime, instaura une autonomie de fait dans les régions qu'il contrôlait.

Sous le règne d'Abdul Rahman Aref, le parti communiste irakien s'est scindé en deux groupes antagonistes :

القيادة المركزيه (la direction centrale) et اللجنه المركزيه (le comité central). L'un des problèmes qui opposaient les deux groupes était leur interprétation respective de la question kurde. Avant de clore ce chapitre, il serait pertinent d'esquisser les grandes lignes de l'attitude du parti communiste irakien envers le nationalisme kurde.

A la fin de ce chapitre, nous présentons un document inédit sur la question kurde que nous avons traduit de l'arabe, publié par le groupe dissident dans le mouvement communiste irakien.

Aspects de la politique communiste irakien vis-à-vis le nationalisme kurde:

Historiquement au Moyen-Orient, il y eut une traditionnelle rivalité entre le nationalisme et le communisme, chacun essayant de surpasser l'autre en influence politique. Le Kurdistan n'échappe pas à la règle. En fait, l'animosité entre le PDK et le PC alla, en 1973 jusqu'à la confrontation armée.

Les désaccords entre ces organisations politiques venaient évidemment de l'approche qu'elles faisaient des événements et de leur analyse respective. Cependant, dans le cas de PDK en Irak, des différents furent accentués par deux autres facteurs :

1 - Avec le PDK, le PC était la seule force politique qui avait attiré à elle, un nombre conséquent de Kurdes. En fait, dans les années 1940-1950, l'influence du PC sur l'intelligentsia kurde dépassa de beaucoup celle du PDK. Par conséquent, le PC était, et continue d'être, la seule force politique capable de se mesurer à l'autorité du PDK au Kurdistan. En d'autres termes, le PDK et le PC étaient concurrents.

2 - Etant un parti "internationaliste", les positions du PC sur la question kurde étaient en grande partie influencées, déterminées, diraient certains, par la politique générale de l'Union Soviétique en Irak. Une démonstration claire en fut faite sous le régime de Qassem et plus claire encore durant le second régime ba'thiste de 1970 à 1975. Les deux fois, l'Union Soviétique adopta une attitude favorable à l'Irak. Le PC fit de même et en 1974, forma une force armée pour combattre le PDK, aux côtés de l'armée irakienne.

L'histoire des relations entre les deux organisations n'a pas toujours été marquée par l'antagonisme, comme semblerait le dire les lignes précédentes. C'est au parti communiste irakien, probablement le PC le plus important numériquement au Moyen-Orient, que revient le mérite d'avoir, le premier parmi les partis politiques en Irak et probablement au Moyen-Orient, reconnu la nationalité kurde. Youssif Salman Youssif (alias Fahed) fondateur du parti communiste irakien⁽¹⁾, dès 1945, c'est-à-dire avant la fondation du PDK, écrivait ceci : " la politique du gouvernement irakien et de son allié britannique, vis-à-vis de la question kurde est en contradiction avec les principes les plus élémentaires de la justice. Les Kurdes qui constituent le quart de la population irakienne ont le droit de jouir de droits constitutionnels et démocratiques".⁽²⁾

Déjà en 1944, le PC avait fondé au Kurdistan une branche semi-indépendante de son organisation, reconnaissant ainsi la spécificité kurde. L'article 27 du règlement intérieur du parti communiste irakien, stipulait que " les Kurdes ont le droit de créer une branche parallèle avec un plan et une tactique propres, à condition que leur politique ne s'oppose pas au programme général du parti irakien"⁽³⁾. La section kurde du PC commença ses activités dans les

(1) - Le parti communiste irakien fut fondé en mars 1934

(2) - "Memorandum of Comrade +Fahed" 21/11/1945, cité dans موقفنا من المسألة القومية الكردية, (notre position sur la question nationale kurde), Bagdad, Al-Cha'b Press, 1973, P. 1.

(3) - Cité par S. Othman dans le fond historique du déclenchement du mouvement armé kurde en Irak - 1961, op.cit, P.P.41-42.



1- Youssef Salman Youssef
(alias Fahed) premier
secrétaire du P.C.I.
1941-1949 (pendu
par les autorités 1949)



2- Hussein Al-Radi (alias
Salam Adil) premier
secrétaire du P.C.I.
1955-1963. (Mort sous
torture par le Ba'th
en 1963).



3- Aziz Mohamed(à droite) permier secrétaire P.C.I
(1963 à nos jours), signant avec le président
Al-Bkre, le pacte du "Front Patriotique et
Progressiste" en Juillet 1973

grandes villes du Kurdistan, particulièrement à Arbil, et le premier numéro de son journal Azadi(liberté) parut au début de 1944.

La position la plus claire adoptée par le PC sur la question kurde fut mise en évidence dans la charte nationale du parti qui fut approuvée par son comité central en mars 1953. L'article XII de cette charte déclarait : "Nous luttons pour la mise en oeuvre du droit à l'autodétermination pouvant aller jusqu'au droit à la séparation (de l'Irak) du peuple kurde, et pour une égalité réelle en faveur de tous les autres groupes ethniques comme les Arméniens, les Assyriens et les Turkmènes⁽¹⁾". C'était la première fois, à notre connaissance, que dans un pays comprenant une partie du Kurdistan divisé, un parti politique reconnaissait aux Kurdes le droit de se separer d'un Etat pour former le leur. Cependant, l'acceptation par le PC irakien du droit à l'autodétermination des Kurdes était assortie d'une condition : "que cela se fasse d'une manière objectivement et subjectivement favorable à la lutte contre l'impérialisme". Comme Djamal al Haidari, membre du bureau politique du PC, et kurde d'Arbil l'a écrit : " Il est sûr que la politique du parti vis- à-vis de la question kurde - comme toutes ses autres politiques - a été orientée par des considération tactiques et stratégiques de la lutte de la classe ouvrière. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le parti a accordé une attention particulière à la question kurde en mettant l'accent sur la nécessité (pour les Arabes et les Kurdes)

(1) - Cité dans موقفنا من المسألة القومية الكردية (notre position sur la question nationale kurde) op.cit P. 5.

de lutter ensemble, pour libérer l'Irak de l'impérialisme. C'est seulement quand l'Irak aura été libéré de l'impérialisme que le peuple kurde pourra exercer son droit et décider s'il souhaite rester partie intégrante de l'Irak ou s'en séparer"⁽¹⁾. Quelque nationalistes kurdes considèrent cette attitude comme celle de quelqu'un " qui vous donne une chose d'une main pour vous la reprendre de l'autre"⁽²⁾.

Malgré tout, les relations entre le PDK et le PC se poursuivirent sur le mode de la cordialité et de la coopération, durant toute la période de la monarchie et les trois premières années de la république. La première cassure sérieuse eut lieu avec le début du mouvement armé kurde en 1961.

Pour simplifier et sans entrer dans l'analyse théorique, on peut dire que l'attitude du PC à l'égard de Qassem reposait sur l'idée qu'il représentait " la bourgeoisie nationale", et à ce titre, a été "anti-impérialiste". Bien que le PC ait reconnu que Qassem avait choisi " la manière forte", il persista à préserver son régime, dans l'idée que sa chute laisserait libre cours au retour " de l'influence réactionnaire et impérialiste dans le pays"⁽³⁾. Il n'est donc pas surprenant que, quand le mouvement armé kurde éclata

(1) - Cité dans Ibid. P. 25

(2) - Entendu dans une conversation avec un responsable du PDK qui préfère garder l'anonymat.

(3) - Pour une discussion de l'attitude du PC envers Qassem pendant cette période, cf. Uriel Dann, op.cit, PP. 223-234.

en septembre 1961, le PC, du moins au début, le considéra comme "un mouvement isolationniste et désespéré grâce auquel l'impérialisme pouvait s'infiltrer"⁽¹⁾. Dans une lettre au Comité Central du PC datée du 28/4/1962, le PDK déclara : "Nous ne partageons pas le point de vue selon lequel la poursuite du mouvement armé au Kurdistan donnera l'occasion à l'impérialisme et à ses agents de conspirer contre le régime de Qassem. Au contraire, tout montre que ce mouvement a fait prendre conscience à l'impérialisme et aux autres pays du C.N.T.O. du danger d'expansion de ce mouvement aux autres parties du Kurdistan(...). Nous voulons aussi nous référer à votre rapport du mois de novembre dernier (1961) concernant la politique extérieure de Qassem. Dans ce rapport, vous qualifiez la politique de Qassem de " progressiste", parce qu'il a instauré des relations avec le camp socialiste. C'est une erreur grossière de juger là-dessus le régime de Qassem comme un gouvernement anti-impérialiste au Moyen-Orient. Qassem instaura ces relations parce qu'il y était obligé, parce qu'il avait besoin d'armes pour poursuivre la guerre contre nous"⁽²⁾. La polémique entre le PDK et le PC s'est poursuivie jusqu'à la chute de Qassem mais toujours sur un mode " fraternel", c'est-à-dire, sans jamais recourir à la violence.

Quand la coalition ba'thiste-nassérienne vint au pouvoir en février 1963, une campagne massive de terreur fut lancée contre les communistes. Hussein al-Radi, premier secrétaire du PC, Djamel al-Haidary, membre du bureau politique et Nafi Unis, premier secrétaire de la section kurde du PC ainsi que beaucoup d'autres cadres

(1) - Cf. PDK رساله الى اللجنة المركزيه للحزب الشيوعي العراقي (lettre au Comité Central du Parti Communiste irakien) 28/4/1962.

(2) - Ibid.

dirigeants du parti, furent tués sous la torture par les nouveaux dirigeants. Le seul endroit où les autres personnalités et membres du parti, encore en liberté, pouvaient se réfugier, était le Kurdistan. Au début le PDK a, semble-t-il, émis des objections à leur installation dans les régions qu'il contrôlait. Cependant, au fur et à mesure que les relations du PDK avec le gouvernement se dégradèrent, la marge de manoeuvre du PC allait s'élargissant dans les régions contrôlées par le PDK. Bientôt, le PC forma des unités armées au Kurdistan et participa activement à la résistance contre l'offensive gouvernementale en juillet-novembre 1963. En dépit de quoi, le PDK maintint un contrôle étroit sur les activités du PC dans la région tenue par le mouvement kurde. Jamais le PDK n'a laissé les forces du PC croître au point qu'elles représentent un danger pour l'hégémonie du PDK. Le PC n'était, de toute manière, pas capable de rivaliser avec la direction kurde, étant donné que, pendant le régime d'Abdul Karim Qassem, le nombre de ses sympathisants kurdes avait notablement diminué, du fait de son attitude vis-à-vis Qassem. Le PC se contenta donc de quelques bases limitées dans les zones contrôlées par le Mouvement kurdes tout en concentrant ses activités dans les grandes villes du Kurdistan.

Les années passant, (il y eut les régimes d'Abdul Rahman et d'Abdul Salam Aref, la rupture à l'intérieur du PDK), le PC accepta l'autorité de Barzani sur le peuple kurde. Le PC alla même jusqu'à adopter le même slogan officiel que celui du PDK : " Démocratie pour l'Irak et autonomie pour le Kurdistan". Cependant, dans le fond, les relations entre les deux, de 1963 à 1968 n'étaient pas dictées par des sentiments altruistes. C'était une alliance

tactique inspirée à chaque parti par les nécessités du moment. Le PDK, lui, voulait, à tout prix, isoler le gouvernement, pendant ces périodes de conflit, et comme le PC était une des forces politiques les plus considérables en Irak arabe, les autorités kurdes devaient le mettre de leur côté. De son côté, le PC qui était toujours pourchassé par les autorités gouvernementales, avait besoin de bases au Kurdistan, comme refuge et comme tremplin pour ses activités dans les autres parties du pays.

Quand le Ba'th revint au pouvoir en juillet 1968, il commença, pour tenter de stabiliser le régime, de s'ouvrir au PC . Le régime ba'thiste prit bientôt des mesures qui furent, aux yeux du PC des " actions positives" : la reconnaissance de PDA, avec du gouvernement nord-vietnamien, l'accroissement des échanges commerciaux avec l'URSS, etc...Cependant, le Ba'th et le PC se rendaient compte que la guerre au Kurdistan, restait le problème majeur à résoudre si l'Irak voulait restaurer la stabilité, le Ba'th et le PC, chacun pour des raisons différentes, se mirent à réfléchir à une résolution pacifique du problème. Il n'est pas douteux que le PC ait joué un rôle déterminant dans les premiers contacts entre le PDK et le Ba'th qui débouchèrent sur l'accord du 11 mars 1970⁽¹⁾. Après l'accord, des pourparlers s'engagèrent entre les trois partis pour former "un front national" incluant toutes les forces " patriotiques et progressistes" du pays.

Pendant ce temps-là, à la fin de 1967, le PC

(1) - Entretien avec Dr. Mahmoud Othman.

venait de vivre une de ses plus graves crises internes. On peut dire que les désaccords à l'intérieur du PC qui font l'objet d'une thèse de doctorat de troisième cycle à l'E.H.E.S.S., se sont accentués sous le régime de Qassem. On pouvait dégager deux tendances dans le parti à cette époque : la première considérait Qassem comme le représentant de la " bourgeoisie nationale " et par conséquent " anti-impérialiste " la deuxième, tout en reconnaissant le caractère " bourgeois national " de Qassem, en appelait à une action qui s'opposerait à lui. Le coup d'Etat de février 1963 réunit les divers éléments du parti, mais les désaccords allaient inévitablement resurgir tôt ou tard.

Il est certain que la rupture dans le mouvement communiste international (URSS-Chine) avait influencé les communistes irakiens. Cependant, les communistes irakiens qui se séparèrent du PC en septembre 1965 furent surtout influencés par les idées du Che Guevara qui eut un fort impact sur la jeunesse radicale du monde entier dans la seconde moitié des années soixante. La rupture du PC donna lieu à la formation d'une nouvelle organisation connue sous le nom de al-Hish al-Shiui al-iraki algiyada al markazy (le parti communiste irakien, direction centrale). La nouvelle organisation en appelait à la lutte armée comme " le seul moyen " de renverser le régime d'Abdul-Rahman Aref. Plusieurs postes de police furent attaqués dans le sud de l'Irak et au Kurdistan, plusieurs opérations furent menées dans la ville de Sulaimanya ⁽¹⁾. Malgré la popularité de ces actions, les ba'thistes purent encercler les insurgés dans le sud en 1968, en tuèrent beaucoup et arrêtèrent les

(1) - Conversation avec un cadre dirigeant de cette organisation qui préfère garder l'anonymat.

autres. Le coup le plus rude porté à l'organisation fut l'arrestation à la fin de 1968 de son secrétaire général permanent Mr Aziz el-Hadj, un kurde Faili. Mr el-Hadj, aujourd'hui délégué permanent d'Irak auprès de l'Unesco, coopéra avec le gouvernement, accepta de paraître à la télévision pour demander aux membres de son organisation de rendre leurs armes au gouvernement. Ceux qui refusèrent cette coopération (comme Mati al-Hindo et Ahmad Mahmoud al-Halaq tous deux membres du bureau politique) furent immédiatement exécutés⁽¹⁾. De nouveau, le Kurdistan devint un lieu de refuge pour l'opposition irakienne. Les membres de Qiyada al-Markazia (direction centrale) qui échappèrent à la persécution ba'thistes installèrent leur Q.G. dans le village de New Chelekan, dans la région contrôlée par le PDK.

Dans le courant des événements politiques des années 1970-1974, la direction du PDK resserra ses liens avec l'Iran et les USA tandis que le régime ba'thiste se tournait résolument du côté de l'Union Soviétique. Dans un tel contexte, le choix du PC fut facile. Il se rangea du côté du régime à qui il attribuait entre autres qualités, celles de "progressiste" et anti-impérialiste".

Nous avons traduit un document rédigé par les membres kurdes de al-Qiyada al-Markazia (direction centrale). C'est une brochure de 42 pages écrites en arabe en mai 1976, portant le titre الثورة الكردية . دروسها ، نتائجها وآفاقها الجديدة (la révolution kurde : les leçons, les bilans et les nouvelles perspectives) Les extraits que nous avons traduits donnent un aperçu critique du rôle du parti communiste et de al-Qiyada al-markaziya (direction centrale) dans le mouvement armé kurde.

(1) - Ibid.

ANNEX I

الحزب الشيوعي العراقي - القيادة المركزيه

الثوره الكرديه . دروسها ، نتائجها وآفاقها الجديده - ملحق جريده وحده

القاعده

Le Parti Communiste d'Irak - Direction Centrale : La révolution kurde.

Les leçons, les conséquences et les nouvelles perspectives, supplément
au journal Wahdat al-Qa'ida, juin 1976

Le rôle du parti communiste

Ce fut le parti démocrate du Kurdistan qui dirigea le mouvement armé et qui joua, dès le début des années 60, le plus grand rôle dans la vie du peuple kurde en Irak. C'est pourquoi les critiques convergent sur toute la politique et le programme de ce parti et la responsabilité qui lui incombe dans la défaite finale de ce mouvement. Mais sans avoir éclairci le rôle du PC, cette analyse restera incomplète. Bien qu'une analyse globale de la politique et des positions du PC ne soit possible que par le biais d'une analyse générale de son histoire et de sa ligne politique, nous nous considérons cependant engagés à éclaircir ses positions et son programme sur la question kurde et la révolution kurde. Car en dernière analyse, ce parti porte également sa responsabilité dans le sort de la révolution. Il est responsable également vis-à-vis des tâches actuelles, c'est-à-dire le rassemblement des forces, la rectification des erreurs et la résolution des problèmes qui se posent au sein du mouvement communiste.

Lorsqu'Abdul-Karim Qassem commença à capituler devant les pressions de l'opposition et de la contre-révolution, qu'il dévia, la révolution de Juillet, piétina les acquis du peuple d'Irak et limita même certains des droits nationaux fondamentaux que le peuple kurde avait acquis après la Révolution de Juillet, la ligne révisionniste

prédominait dans le parti qui adopta une politique de suivisme à Qassem et de recul permanent face aux forces de la contre-révolution. Cette politique influença toute la ligne et les plans du parti.

Le parti ne prît pas les armes aux côtés des masses kurdes pour défendre leurs droits et ne lança pas de mots d'ordre justes, capables de déclencher et de diriger le mouvement de masse... Il se débarrassa plutôt de ces tâches sous prétexte que le nationalisme kurde tenait les rênes du mouvement, alors que le PC était le premier parti à défendre le peuple kurde, qu'il avait publié dans son premier journal la revendication de "l'indépendance du Kurdistan", qu'il avait reconnu le principe du droit du peuple kurde à l'auto-détermination et pose ce juste problème dès le début de la direction du camarad Fahd.

Dans les périodes successives de l'histoire du parti, et surtout celles qui suivent la Révolution du Juillet, le parti ne consacra pas l'attention nécessaire à la question nationale kurde et progressivement réduisit l'importance des revendications kurdes au sujet des droits nationaux, tandis que le PDK posait le problème.

Lorsqu'éclata la guerre de résistance au Kurdistan, la direction révisionniste persistait sur la politique de "mobilisation nationale" qu'elle poursuivait déjà au temps de Qassem, et assurait qu'il ne fallait pas affaiblir le régime(...) Et lorsque les masses kurdes saisirent les armes pour se défendre contre l'agression militaire, la direction révisionniste lança le slogan opportuniste et sans conséquence de " la paix au Kurdistan"; mot d'ordre qui ne pouvait être accepté ni par le peuple kurde, ni par le régime de Qassem qui avait

arrêté des centaines de signataires de pétitions revendiquant la paix.

C'est à ce moment que le parti allait perdre une large fraction de son assise de masse au Kurdistan surtout à la campagne.

La bourgeoisie sut mettre à profit les positions du PC et la disposition des masses. Cette position révisionniste dangereuse amorça l'échec du communisme au Kurdistan et fut la cause principale de la prise en main de la direction du mouvement de masse par la bourgeoisie et les chefs de tribu.

Après le coup d'Etat de février 1963, le parti, s'attacha à participer à la révolution, mais il se heurta à l'opposition brutale et négative de la direction kurde qui ne permettait pas aux communistes d'y participer, sauf dans un cadre limité ne menaçant pas la position des dirigeants. Si les communistes transgressaient ces limites, ils étaient sévèrement réprimés. Et pourtant, la ligne révisionniste dominante n'avait nullement l'intention d'isoler la direction du mouvement, et réclamait uniquement sa part de pouvoir.

Lorsque le mouvement d'épuration fut engagé contre la direction révisionniste, le 17 septembre 1967, et que le parti communiste d'Irak-Direction Centrale fut créé, celui-ci fit d'importants efforts pour corriger ses déviations vis-à-vis du problème kurde. Avant la scission, cette question constituait l'un des principaux points de divergence entre le courant révolutionnaire et le courant réformiste au sein du parti et au cours de la crise interne.

A ce moment là une période d'accalmie régnait au front, entre le mouvement kurde et le régime. Notre parti concentra son attention sur la question de la lutte armée au Sud et dans les villes. La "Direction centrale" naquit dans une période où l'influence du

mouvement national dépendait toujours plus de la direction bourgeoise. La Direction Centrale elle-même n'avait pas encore rompu avec les survivances de la ligne révisionniste sur la question du kurde changer le rapport de forces n'était pas une chose aisée.

La nouvelle direction du parti qui n'avait pas rompu radicalement avec la conception révisionniste n'avança pas de mots d'ordre et de tactiques révolutionnaires justes pour son activité au Kurdistan, et le rôle du parti, dans le mouvement armé, ne resta que très marginal et secondaire.

Après février 1969 et l'accord de mars 1970 entre la direction du mouvement kurde et le régime du Ba'th au pouvoir, le parti commença à rassembler ses forces et à former de nouveaux groupes armés au Kurdistan. Lors de la signature de cet accord, notre parti prit une décision juste de principe en révélant la nature véritable de ce complot qui voulait profiter de la situation et gagner du temps afin d'isoler et de réprimer le mouvement national (en Irak) et de réprimer à nouveau le mouvement national kurde.

Mais cette position juste ne reçut pas un accueil très enthousiaste parmi le peuple qui était enchanté par les attraits de la "solution pacifique". Car une position juste était propagée par des méthodes erronées, ce qui isola le parti.

Bien que la direction du parti eût prévu et affirmé qu'un conflit entre le mouvement armé kurde et les forces du régime était inéluctable, au cours de ces quatre années, elle n'attache cependant pas l'attention nécessaire pour fortifier le parti et se préparer en vue de jouer un rôle plus déterminant dans les affrontements inévitables.

La position générale du parti, concernant la contradiction entre le mouvement kurde et le régime, était une position juste, car elle soutenait la juste cause du peuple kurde, et en se rangeant devant l'ennemi principal - le régime central - aux côtés du mouvement kurde, considérait ce dernier comme un facteur d'affaiblissement du régime.

Mais la direction du parti ne voyait que les aspects positifs du mouvement national kurde, et de ce fait coopéra inconditionnellement avec sa direction sans révéler profondément sa véritable nature qui ne représentait que les forces bourgeoises et féodales du Kurdistan, dont les intérêts étaient en contradiction avec ceux des ouvriers et des paysans.

Les intérêts de ces ouvriers et paysans devaient nécessairement être représentés par un parti communiste qui en tienne compte dans l'élaboration de ses tactiques, de ses programmes et de ses alliances.

La direction du parti dut faire face à l'oppression exercée sur les ouvriers et les paysans kurdes, même pendant la période des attaques anti-communistes en automne 1973. Il n'exigea jamais la résolution de la question agraire et la démocratie pour le Kurdistan.

La démarcation de classe entre notre ligne et celle de la bourgeoisie n'était jamais nette, en sorte que les masses ne pouvaient pas distinguer nos mots d'ordre de ceux du mouvement national kurde. Notre mot d'ordre resta "autonomie pour le Kurdistan et démocratie pour l'Irak", sans que le contenu de classe de l'autonomie désirée ou de la démocratie que nous voulions pour l'Irak soit défini.

Lorsqu'au déclenchement de la guerre, en 1974, le

pouvoir, le parti révisionniste et la direction du mouvement kurde révélèrent chacun leurs conceptions différentes sur l'autonomie et la résolution du problème kurde, la direction de notre parti ne se démarqua pas en développant sa propre conception sur ces problèmes vitaux. La direction du parti agissait comme si les contradictions de classe n'existaient pas au Kurdistan, et de ce fait, elle abandonnait pratiquement la conduite de la révolution au profit de la bourgeoisie. De même, elle ne s'opposa qu'indirectement à l'infiltration et l'ingérence progressive de l'Iran, pendant toute la période 17-75, dans les rangs de la révolution.

Aussi bien en état de guerre que de paix, la direction du parti ne critiqua pas radicalement la politique suivie par la direction du mouvement national kurde. Au contraire, elle essaya même parfois de la justifier et de la couvrir.

Lorsqu'éclata la guerre en 1974, un nouveau courant de droite surgit à la conférence de Janvier 74 et suscita une prise de position hésitante du parti vis-à-vis du problème kurde. La direction décida au début de ne pas participer à la guerre et diffusa un appel exigeant la cessation de la guerre. Cet événement se produisit quatre années après que le parti se soit présenté comme le seul partisan de la poursuite de la guerre contre le régime.

Cinq mois après le déclenchement de la guerre et sous l'impulsion des cadres du parti, nous étions forcés d'y participer, mais la direction du parti ne consacra pas toutes les forces disponibles et tous les moyens possibles à former une puissante force militaire, tandis que les révisionnistes mobilisaient, aux côtés du régime, des milliers d'hommes armés pour combattre le peuple kurde, au nom du communisme.

Bien que nous trouvant dans les rangs du peuple, nous n'avons même pas pu mobiliser le dixième de cette force; ce qui est dû aux insuffisances importantes dans la politique de notre parti, à la crise grandissante et à la politique de suivisme vis-à-vis du mouvement national kurde. Cela est dû également à l'éducation réformiste propagée parmi les masses pro-communistes, dans le passé et aux idées erronées qui sont très répandues parmi elles sur la question kurde.

Un mouvement d'éducation politique a été lancé, accompagné d'efforts politiques et théoriques, pour éliminer, dans la mesure nécessaire, l'influence néfaste de ces idées.

La lutte anti-communiste engagée par la direction du mouvement kurde avant la guerre civile joua sans doute un grand rôle dans l'affaiblissement de la position de notre parti, ce qui permit aux révisionnistes de profiter de la situation et de mobiliser autour d'eux la paysannerie "menacée" par la répression du mouvement armé kurde, en la poussant à adopter une position anti-PDK, puis, sous prétexte de l'auto-défense, ils les armèrent pour les ranger plus tard, pendant la guerre, aux côtés du régime.

Lorsque la direction du mouvement armé kurde fut défaite et capitula, notre parti tenta de organiser une résistance armée nouvelle en mobilisant les forces et les éléments révolutionnaires du mouvement national qui s'opposaient encore à la capitulation. Mais la majorité de ces éléments, par suite de la capitulation d'un certain nombre de responsables du parti et de leur trahison, et des restitutions d'armes, d'imprimeries de la destruction de leurs forces et de leur désarmement, renoncèrent à participer à ce nouveau mouvement.

Si la cause principale de la défaite du mouvement national kurde a été sa nature de classe, celle de sa direction et de son programme, les facteurs externes jouant un rôle secondaire, ainsi que l'échec de notre parti au Kurdistan résultent de sa politique erronée et sa ligne de suivisme par rapport à la bourgeoisie kurde. Un parti qui n'édifie pas ses structures sur une base solide et ne prépare pas la conscience des camarades, des cadres et des masses du parti contre les possibilités de trahison de la bourgeoisie, et qui ne les engage pas à assumer la direction du mouvement de masse, sera écrasé sous le poids des tâches nouvelles dont il sera investi. C'est ainsi qu'une occasion historique a échoué, alors que des milliers de militants cherchaient une organisation qui continue le combat et dirige la lutte armée. La direction tribale fut renversée dans l'intervalle de quelques jours, révélant sa nature mesquine, et perdant sa base de masse. A l'époque, le parti n'avait pas atteint un niveau de développement suffisant, tant pour la ligne politique que pour la préparation militaire, et était incapable de diriger le mouvement de masse disloqué et de le sauver du borbier de la défaite.

"Il a finalement été entraîné par le courant....."

ANNEX II

من اجل صيانه الثورة وتحقيق اهدافها

Pour préserver la révolution et accomplir ses objectifs

اتفاقية المشير - البارزاني : اصلح ام استسلام ؟

L'accord entre le maréchal et Barzani : Capitulation ou accord approprié?

"Après deux ans et cinq mois d'une révolution sanglante que notre peuple a conduite avec héroïsme pour défendre son entité, ses droits et son honneur, les attaques sauvages et perfides de l'ennemi ont échoué bien que celui-ci soit équipé des armes les plus meurtrières et les plus destructives comme les avions, les tanks et les canons. Bien plus, une grande partie du Kurdistan a été libérée de la domination ennemie, après que notre révolution eut agi essentiellement en vue de détruire le pouvoir dictatorial de Qassem et le régime du Ba'th fasciste et après que des centaines de martyrs furent tombés au champ d'honneur et que des milliers de femmes, d'enfants, de vieillards et d'innocents périrent dans les villes et les villages. Après deux ans et cinq mois de peines, de souffrances, de privations, de malheurs endurés par notre peuple, lesquels dépassent ce que peut supporter un être humain, notre peuple gagna par sa résistance exemplaire l'estime des autres peuples. Ensuite, des dizaines de tentatives pour mettre fin à cette sale guerre et satisfaire les justes revendications de notre peuple furent entreprises par des moyens pacifiques; Radio Bagdad diffusa dans la nuit du 10 Janvier 1964 un communiqué officiel du gouvernement irakien et une proclamation de Mulla Moustafa Barzani; à partir de ce moment là notre révolution entra dans une étape nouvelle de la lutte visant à réaliser les objectifs démocratiques et nationaux de notre peuple.

Proclamation officielle du gouvernement

Conformément aux nécessités de l'intérêt général et aux requêtes de nos frères kurdes exposées dans la proclamation de Mulla Moustafa Barzani, ainsi qu'à notre désir de voir la région nord de notre chère patrie reprendre sa vie normale et de mettre un terme aux tentations de l'impérialisme(...) nous avons décidé :

Premièrement

La reconnaissance des droits nationaux de nos frères kurdes au sein du peuple irakien dans une seule entité nationale fraternelle. Cette reconnaissance sera fixée dans une constitution provisoire.

Deuxièmement

La libération de toutes les personnes en détention et de tous les condamnés en raison des événements du nord. Proclamation de l'amnistie générale et levée de la mise sous séquestre des biens, meubles et immeubles, appartenant aux personnes qui ont été visées par cette mesure.

Troisièmement

Le retour des administrations locales dans les régions du nord.

Quatrièmement

Le retour des fonctionnaires et des employés.

Cinquièmement

Le lever du blocus économique

Sixièmement

L'entreprise immédiate de la reconstruction de la région nord et la formation de comités pour résoudre les difficultés qui peuvent surgir à l'exécution de ce projet.

Septièmement

L'indemnisation des personnes victimes de dommages.

L'indemnisation des propriétaires de terrains.

Huitièmement

La prise de mesures pour garantir le retour de la sécurité et de la stabilité dans la région nord. Nous mettons en garde nos frères kurdes contre les complots des l'impérialisme et de ses valets. Nos frères kurdes doivent savoir que nous mettrons tout en oeuvre pour garantir leurs droits légitimes de la même manière que pour les autres citoyens de la république irakienne.

Neuvièmement

Il est de l'obligation de tous les ministères compétents de promulguer les ordonnances, les décrets, et les directives nécessaires pour exécuter ce qui a été mentionné dans cette proclamation.

Signature : le chef de l'Etat Major

Abdul Al-Salam Mohammad Aref

Appel de Mulla Moustafa à nos frères kurdes

Au nom de Dieu Clément et Miséricordieux

Chers Frères,

La vraie parole est celle du seigneur des mondes et voilà ce qui est dit dans le Coran : ("O vous qui croyez rappelez-vous les bienfaits de Dieu, et si vous êtes ennemis, joignez vos coeurs, et par ses bienfaits vous deviendrez des frères"), Dieu dit la vérité.

Nous avons accédé au désir du président de la République, le chef d'Etat Major Abdul Al-Salam Muhammad Aref, de préserver l'unité nationale, d'épargner le sang innocent et de mettre un terme au combat fratricide.

Nous avons décidé d'ordonner le cessez-le-feu et de demander à nos frères de retourner sur leurs lieux d'habitation et à leurs travaux. Cela permettra aux autorités nationales de prendre les mesures nécessaires en vue de rétablir une vie normale, la sécurité et la stabilité dans la région ainsi que d'établir les droits nationaux des citoyens kurdes au sein du peuple irakien dans une seule entité nationale et de consolider la fraternité arabo-kurde sur les plus solides bases afin de la préserver des complots des impérialistes. Que chacun sache que l'autorité de la loi et que la garantie de la sécurité et de l'ordre dans la région conduiront à résoudre les difficultés même les plus insolubles. Que Dieu guide les pas des hommes sincères qu'il couronne de succès leurs efforts en vue d'établir, l'unité, la souveraineté du peuple et de la nation et sa prospérité.

Signature : Moustafa Barzani

Les gens accueillirent cet accord avec une grande joie et un grand soulagement car on le considérait comme un accord de cessez-le-feu dans une guerre où le frère combattait le frère. Tous crurent qu'il était inévitable que des négociations suivent cet accord et l'on pensa que le gouvernement examinerait avec la plus grande attention ce qui allait dans le sens des souhaits du peuple kurde et de leur réalisation, et ce qui permettrait de renforcer les liens fraternels des Arabes et des Kurdes, afin de parvenir à une égalité totale dans les droits et les devoirs, en considérant que ce sont deux peuples fraternels qui possèdent tous deux leurs propres particularités nationales. Ce qui conduisait à cette conviction, c'était la constatation que la proclamation gouvernementale était vide de toute mention des revendications essentielles du peuple kurde (l'autonomie du Kurdistan). De plus, cette proclamation ne contenait aucune mention de négociations entre les deux parties, bien que les agences étrangères aient cru que l'accord comportait des paragraphes secrets, étant donné que le peuple kurde était prêt à réaliser ses objectifs à tout prix et qu'il disposait d'une position forte et solide, après que sa révolution eut été le facteur décisif dans l'élimination du régime fasciste du Ba'th.

L'article 22 du statut intérieur de notre partie précise que seul le congrès, la conférence, le comité central ou le bureau politique ou les autres comités du parti peuvent émettre des décrets et des résolutions en direction des membres et des organisations de partie conformément au principe de la direction collective et du centralisme démocratique. La conférence a donc stipulé que tous les décrets et résolutions qu'a émis ou émettra Moustafa Barzani au nom de la présidence du parti démocratique kurde s'opposent au régime du

parti et la conférence demande à toutes les organisations, aux membres et aux sympathisants du parti et aux unités de partisans de l'armée kurde de libération de ne tenir aucun compte de ces décrets et résolutions et de ne recevoir d'autres décrets que de la direction qui a seule le droit de les émettre conformément au statut. La direction se compose du congrès, de la conférence du comité central, du bureau politique, des comités de régions et des comités locaux qui ont chacun leur pouvoir défini. En conséquence, nous demandons à Mulla Moustafa Barzani de se conformer au régime intérieur du parti, de ne pas le transgresser et de se soumettre aux résolutions de notre conférence et cela en annulant et en désapprouvant les décrets et les mesures qu'il a pris, et cela dans le délai d'une semaine. Nous lui demandons également de ne plus agir seul dans l'avenir et de ne plus transgresser le régime du parti.

Envoi d'une délégation en vue d'éviter un conflit

Considérant la gravité des dangers liés aux mesures séparées prises par Mulla Moustafa dans l'exécution de l'accord qu'il a conclu avec le gouvernement, la Conférence a décidé d'envoyer une délégation pour qu'elle étudie avec lui les conséquences dangereuses qui résultent de son entêtement de persévérer dans son *actuelle* ligne d'action; car cela conduira inévitablement à un conflit armé entre les forces du peuple kurde et cela non seulement rendra vain les sacrifices qu'a endurés notre peuple dans sa lutte difficile, mais coûtera à notre peuple d'autres sacrifices sans que ceux-ci soient justifiés. Cette situation va à l'encontre des intérêts du peuple kurde et ne profite qu'aux ennemis des Kurdes et du Kurdistan. Pour éviter cette

catastrophe, nous demandons à Mulla Moustafa de ne plus intervenir dans les affaires des unités de partisans dans les régions qu'il ne contrôle pas directement, et d'annuler les décrets qu'il a promulgués en vue de nommer ou de changer la direction et les responsables militaires des unités de partisans. Nous lui demandons de ne plus intervenir dans les affaires de ces régions et des unités de partisans comme c'était le cas depuis le commencement de la révolution et jusqu'à l'émission de ces ordres à la fin du mois de mars; en revanche, le parti porte la responsabilité historique de la totalité des graves effets directs ou indirects qui résultent de cette ligne d'action préjudiciable au peuple kurde.

Conformément à ce qui précède, la conférence a envoyé à Mulla Moustafa le télégramme suivant:

n) 364 et daté du 7/4/1964

Au très respecté Mulla Moustafa Barzani,

Salutations révolutionnaires,

Pour que notre peuple kurde ne soit pas soumis à une guerre intérieure et fratricide et que ses efforts, ses sacrifices et le sang de nos martyrs ne soient pas vains, la conférence a résolu d'envoyer une délégation afin d'étudier avec vous les moyens d'éviter ce danger. Nous attendons votre accord pour leur venue et nous vous prions de prendre les mesures nécessaires en vue de garantir leur sécurité à l'aller et au retour; veuillez nous informer rapidement par télégramme de votre décision.

Conférence du parti démocratique kurde

Réponse de la conférence à la demande de Mulla Moustafa Barzani
d'organiser le congrès du parti

Monsieur Moustafa Barzani. Télégramme N° 365 7/8/1964

En référence à votre télégramme n° 64 daté du 7 Avril adressé à poiman et dont une copie a été envoyée à toutes les permanences du parti.

La conférence de notre parti qui s'est tenue le 4 avril a résolu d'organiser le congrès national de notre parti dans un délai qui ne doit pas être inférieur à deux mois et ne pas dépasser quatre, conformément à ses attributions, en vertu du troisième paragraphe du 21ème article du régime intérieur de notre parti qui stipule que la préparation des conditions requises pour la tenue du congrès dans les plus proche délais est une des premières obligations de la conférence.

Nous avons transmis cette résolution auprès du comité central en vue de son exécution et afin qu'il détermine le temps et le lieu pour la tenue du congrès et la proportion des mandats des délégués, et cela en vertu de ses attributions, conformément au quatorzième paragraphe de l'article 16. Vous serez informés de la date et du lieu de la tenue du congrès conformément aux règlements. La préparation des conditions requises pour la tenue du congrès est dans les obligations de notre conférence qui est la deuxième instance (après la conférence) disposant du droit d'appeler à la tenue du congrès en vertu des paragraphes 15 et 16 de l'article 26 du régime intérieur.

En conséquence, nous considérons votre demande exposée dans le télégramme pré-cité comme un acte isolé contrevenant aux statuts et hors de vos attributions spécifiques dans le paragraphe 22 des statuts du parti.

Respectueusement,

La conférence du parti démocratique kurde

Appréciation concernant les organes dirigeants du parti :

Au moment où la conférence apprécie les avancées audacieuses qu'ont accomplies les organes dirigeants de notre parti révolutionnaire afin de défendre la révolution de notre peuple et de réaliser ses objectifs avec sacrifice et loyauté, elle condamne les tentatives visant à mettre en doute la loyauté de notre comité central et de son bureau politique. Elle affirme que la direction du parti a été et demeure vigilante et se consacre avec abnégation à la réalisation des espoirs de notre peuple kurde conformément à la ligne de notre parti et à ses statuts.

En conclusion, la conférence informe les membres du parti et les fils de notre peuple courageux, de ces mesures destinées à préserver les objectifs de notre révolution et à la défendre ainsi qu'à dissoudre les unités de partisans et à replacer sous contrôle gouvernemental les territoires libérés du Kurdistan sans que soit satisfaite aucune des revendications démocratiques et nationales de notre parti d'avant-garde de suivre et d'exécuter ces mesures et d'en informer les masses du parti et du peuple quant à leur contenu et leur esprit. Il exhorte les unités de partisans, les masses de notre peuple

courageux, toutes les organisations démocratiques kurdes, tous les groupes et personnalités patriotiques et les tribus dévouées à la cause du peuple de ne prendre en compte que les faits et de ne pas prêter attention à la propagande des défaitistes et des opportunistes qui aident les ennemis de notre peuple et participent au massacre de nos martyrs.

O fils de notre peuple courageux - unissez vos rangs autour de la bannière de votre parti d'avant-garde qui se dévoue avec abnégation pour les objectifs des Kurdes et du Kurdistan et qui continue la lutte révolutionnaire obstinée contre les ennemis de notre peuple et de notre patrie, contre l'opportunisme, la réaction et contre la domination individuelle et tribale.

- Victoire à la lutte du peuple Kurde pour le Kurdistan autonome et l'Irak démocratique.

- Gloire et éternité aux martyrs de notre peuple et du Kurdistan.

Conférence du parti (le 9/4/1964)

Durant ces jours historiques et critiques où le destin de notre parti, mais aussi l'avenir de notre peuple et de son mouvement national de libération dépendent pour des dizaines d'années de la direction résolue et des actions courageuses et sincères de notre parti d'avant-garde, notre conférence s'est tenue en un lieu et à une date déterminés, conformément au paragraphe 24 de l'article 16 du statut intérieur de notre parti. La conférence a passé en revue et étudié les différents aspects des obstacles qu'affrontent notre révolution, notre parti et notre peuple, cela à la lumière des

véritables intérêts des Kurdes et du Kurdistan et afin de réaliser les objectifs de notre révolution par tous les moyens, et principalement par la voie pacifique et fraternelle. Elle a aussi exprimé le désir sincère de notre peuple de préserver le rôle d'avant-garde du parti dans la révolution et de renforcer l'unité de la pensée et de l'action au sein de notre parti et l'élévation et l'application des principes organisationnels fondamentaux sur lesquels repose la construction du parti, en particulier les principes de la direction collective et du centralisme démocratique. Elle a prôné la résistance contre les orientations réactionnaires et les tendances et les désirs dictatoriaux individualistes qui vont à l'encontre des intérêts de notre peuple, de la vie du parti et de ses objectifs démocratiques. C'est ainsi que la conférence a pris les résolutions suivantes:

1 - En ce qui concerne le cessez-le-feu

Depuis le début, le parti démocratique kurde désire de toutes ses forces que le problème kurde se résolve d'une façon pacifique et fraternelle et que les objectifs démocratiques et nationaux du peuple kurde se réalisent sans le recours aux armes. Mais le gouvernement de Qassem, et à sa suite les Ba'thistes, répondirent à cette aspiration par le recours au terrorisme, à l'emprisonnement, aux exécutions et aux expulsions et appliquèrent la politique du fer et du feu contre les Kurdes et le Kurdistan; ils déclenchèrent une sale guerre dans laquelle ils utilisèrent les armes les plus meurtrières et les plus destructrices avec une sauvagerie et une violence inégalées. Cela obligea les militants de notre peuple à défendre leurs vies et leurs droits et à résister à une politique visant à l'extermination

totale du peuple kurde. Mais dans le même temps ils profitèrent de chaque occasion pour parvenir à une solution pacifique. Après l'écroulement de la dictature de Qassem, les révolutionnaires kurdes engagèrent des pourparlers avec le gouvernement Ba'thiste de Aref, et ils formèrent une délégation qui se rendit à Bagdad pour négocier. Ils dépensèrent de nombreux efforts afin de régler le problème kurde pacifiquement. Mais le gouvernement déclencha traîtreusement au Kurdistan une campagne militaire visant à anéantir la nation kurde. Les unités de partisans kurdes et les masses kurdes affrontèrent courageusement cette attaque fasciste et achetèrent avec leur sang des victoires qui firent échec aux vils desseins du gouvernement et ébranlèrent le régime fasciste du Ba'th. Après le retrait du Ba'th, les pourparlers reprurent entre le gouvernement et Barzani et des réunions se tinrent à " Rania ".

La station radiophonique de Bagdad diffusa après leur tenue une proclamation du président Aref concernant l'établissement de la paix et un appel au cessez-le-feu de Barzani. La conférence examina ce que suscitèrent comme confusion et interrogations cette proclamation et cet appel, ainsi que les mensonges évidents que répandirent les deux parties sur cette affaire, et les actions qu'entreprirent le gouvernement et Barzani après la proclamation du cessez-le-feu.

Après l'examen complet des circonstances et des conditions qui entouraient la réalisation des objectifs de la révolution, la défense des intérêts véritables du peuple kurde, le renforcement de la fraternité arabo-kurde, l'établissement de la paix et de la stabilité garanties par la liberté et la démocratie en Irak, et après la constatation du caractère dictatorial, militaire du régime actuel et le refus du gouvernement du président Aref à reconnaître la simple

existence du peuple kurde et d'une partie du Kurdistan au sein de la république irakienne, et son insistance à considérer notre peuple comme faisant partie de la nation arabe et le Kurdistan comme étant une partie de la patrie arabe, et après son refus de reconnaître au peuple irakien ses droits et ses libertés démocratiques et l'établissement d'un régime démocratique parlementaire, la conférence prit les résolutions suivantes:

A) Continuer la lutte en engageant tous les moyens et possibilités et saisir toutes les opportunités afin de parvenir à une solution pacifique du problème du peuple kurde qui lui garantirait l'autonomie du Kurdistan au sein d'un Irak démocratique et libre.

B) Ne pas considérer le cessez-le-feu comme la fin de la révolution. La révolution ne se terminera que lorsque se réaliseront tous ses objectifs démocratiques et nationaux.

C) Ne permettre en aucun cas le retour de l'autorité gouvernementale sur les territoires libérés avant que ne se réalisent les revendications communes de notre peuple, dont la première est : la reconnaissance sans équivoque des droits nationaux du peuple kurde.

2 - A propos de l'accord entre Mulla Moustafa et le gouvernement

La prise de position de Barzani dans son accord avec le gouvernement, ses diffusés, ainsi que la méthode suivie pour exécuter cet accord, vont à l'encontre des statuts du parti, des objectifs de la révolution, de l'intérêt des Kurdes et du Kurdistan et forment un obstacle à la réalisation d'une vie démocratique en Irak

C'est pour toutes ces raisons que la conférence condamne cet accord.

3 - A propos des actions entreprises par Mulla Moustafa pour exécuter cet accord

Les mesures et les actions entreprises par Mulla Moustafa Barzani depuis son accord avec le président de la République visent à liquider notre révolution sans que soit réalisé aucun des objectifs nationaux et démocratiques et principalement, l'autonomie du Kurdistan.

La politique suivie par Barzani rend vain le sang versé et les sacrifices consentis par notre peuple courageux ainsi que les destructions et les malheurs subits par notre cher Kurdistan.

L'acceptation par Mulla Moustafa du point de vue gouvernemental en ce qui concerne ses prises de position hostiles aux droits et aux libertés démocratiques et à l'existence du parti dans le pays, fait apparaître avec clarté que le coup d'arrêt imposé à la révolution est un grand coup porté contre l'existence du parti et affaiblit les forces révolutionnaires organisées de notre peuple en le privant de son avant-garde consciente et démocratique. Cela a pour conséquence l'affaiblissement du mouvement démocratique en Irak d'une façon générale et le renforcement de la tendance dictatoriale et individualiste du chauvinisme arabe et de la réaction kurde dans les rangs des nouveaux dirigeants. Prenant en compte tout ce qui précède, le conférence a pris les résolutions suivantes:

1 - Il s'agit de considérer toutes les mesures et les actions entreprises par Mulla Moustafa Barzani, concernant les affaires

des unités de partisans et visant à changer leurs commandements, comme des interventions individualistes contraires aux statuts du parti, au principe de la direction collective et aux directives particulières se rapportant au commandement des unités de partisans. Elle sont donc considérées nulles à leur source.

2 - Il convient de s'opposer à ces mesures et à ces actions qui visent à liquider la révolution et à faire perdre ses acquis ainsi qu'à affaiblir le parti.

Il faut s'y opposer par tous les moyens appropriés quelle que soit l'origine de ces mesures et actions. On appelle le peuple à continuer la lutte afin de réaliser les objectifs de la révolution et ce à quoi aspirent les peuples kurdes et arabes comme fraternité sincère, vie démocratique et saine, existence conforme à la dignité de l'être humain.

4 - A propos des Compétences du président du parti

Etant donné que Mulla Moustafa Barzani a émis des communiqués et pris des décisions au nom du président du parti démocratique kurde et étant donné la manière dont il est apparu dans ce qui précède, la plupart de ses décisions et actes ne s'harmonisent pas avec l'intérêt de notre révolution et de notre peuple. Il nous a semblé nécessaire d'attirer l'attention des membres et des sympathisants du parti sur le programme et le statut de notre parti car il apparaît évident à leur lumière que les mesures de Mulla Moustafa Barzani sont non seulement contraires aux objectifs du parti mais dépassent ses attributions. Le président du parti a obéi à un gouvernement que pourrit la cupidité et dans lequel s'affrontent des courants internes et externes

opposés. Ce gouvernement ne s'appuie sur aucune base populaire.

Le gouvernement et Barzani ont fermé la porte à toute analyse ou explication lorsqu'ils ont déclaré au peuple kurde et au monde d'une façon définitive que les droits mentionnés dans le communiqué gouvernemental représentent tout ce que reconnaît le gouvernement pour lever le voile d'une façon certaine on peut se référer à un exemplaire d'une lettre de Barzani publiée dans la presse irakienne qui mentionne ceci :

" J'ai déclaré à l'agence de presse irakienne qu'il n'existait pas de paragraphes secrets dans l'accord de cessez-le-feu et de retour de la paix dans toute la nation. Je confirme une nouvelle fois ce que j'ai déclaré à l'agence de presse mentionnée ci-dessus. Je crois que ce que j'ai déclaré à certaines agences d'informations après la conférence de presse qui s'est tenue à la Radio, n'a pas été traduit d'une façon précise étant donné que j'ai déclaré dans cette conférence que nous attendions encore l'exécution des mesures sur lesquelles le gouvernement a donné son accord. Mais leur exécution demande un certain temps comme je l'ai dit, il existe des points de détail et des procédures formelles qu'on ne mentionne habituellement pas dans les déclarations officielles. En aucune façon, ces points de détails et ces procédures ne sont secrets. Je conclus en confirmant ce qui précède. Nous sommes entrés dans une ère de paix avec des coeurs purs convaincus que la volonté d'information et la bonne intention réciproques garantissent la correction de l'erreur provenant de l'explication et du commentaire".

2/2/1964 Signature

Moustafa Barzani

Devant l'évidence de ce mensonge et considérant ce qu'à déclaré Mulla Moustafa Barzani aux représentants du parti lors de leur visite à Sé Nagsé comme une confirmation de ce mensonge, puisqu'il est impossible qu'existent des paragraphes secrets concernant les droits nationaux et démocratiques du peuple kurde, nous ne pouvons que considérer la déclaration du gouvernement et l'appel de Barzani comme définitifs; sur cette base nous allons examiner plus loin le communiqué gouvernemental à la lumière de cette cruelle réalité.

5 - Les buts de notre révolution et la déclaration gouvernementale

Les objectifs de notre révolution n'ont été depuis le commencement que l'expression sincère de ce vers quoi aspirent les peuples kurdes et arabes en fait de liberté, de démocratie et de progrès. Ces objectifs ont guidé les masses de notre peuple dans cette étape difficile et amère de sa lutte après le sang versé par nos martyrs. Le premier de ces objectifs est la reconnaissance *des droits* nationaux du peuple kurde sur la base de l'autonomie du Kurdistan irakien au sein d'un Irak libre et démocratique. La conférence qui s'est tenue à Kuyansjak le 20/2/1962 a établi les grandes lignes de l'autonomie d'après le point de vue de notre peuple. Une délégation a été envoyée à Bagdad pour négocier avec le gouvernement à ce sujet afin de parvenir à une solution satisfaisante. Chacun sait ce qu'ont donné ces négociations, il n'est pas nécessaire de les relater ici. Mais la mise en lumière des revendications du parti au sujet de l'autonomie demande de revenir un peu en arrière.

Le peuple kurde a obtenu la satisfaction de certains de ses droits nationaux après la révolution du 14 Juillet 1958, à la

suite de sa lutte obstinée sous la direction du parti qui est son avant-garde démocratique. Le troisième paragraphe de la constitution irakienne qui émane de la révolution est le fruit de cette longue lutte. Le paragraphe, bien qu'il institue le principe de l'association dans la nation et de la reconnaissance des droits nationaux du peuple kurde, a rencontré une vive opposition de la part de notre parti avant la ratification de la constitution, car le parti tenait pour nécessaire l'ajout de la phrase "sur le mode de l'autonomie" à ce paragraphe qui s'est transformé de cette façon.

Les Arabes et les Kurdes sont associés dans cette nation, et cette constitution institue leurs droits nationaux sous la forme de l'autonomie au sein de l'unité irakienne. Mais cela n'a pas été accepté par les membres du conseil constitutionnel et a rencontré la vive opposition de la plupart des membres du gouvernement Qassem. Prenant en compte cet avis et ayant le souci de préserver l'unité nationale, ce qui était un des plus importants devoirs des démocrates et des patriotes à ce moment, notre parti a décidé de ne pas exposer la controverse publiquement afin que les impérialistes n'en profitent pas et que ses agents et les laquais de la période royaliste révolue ne l'exploitent pas. Cependant comme il était impossible pour les Kurdes de jouir de la plupart de leurs droits démocratiques légitimes, qu'il existait ce paragraphe en contradiction avec le deuxième paragraphe stipulant que "l'Irak est une partie de la Nation Arabe", et que Qassem s'opposait vivement à l'aspiration du peuple irakien à un régime démocratique et parlementaire sain et luttait contre les forces patriotiques et démocratiques s'opposant au colonialisme et à la dictature, tout cela a conduit notre parti à proclamer son opposition au régime de Qassem et à exposer à l'opinion publique kurde et irakienne cette divergence. Ce qui a suscité la rancœur de Qassem

et l'a conduit à saisir le journal Khabat et à assigner son directeur de la publication devant l'assemblée irakienne; sans parler des autres affaires dont les lecteurs savent les détails .

On n'a pas besoin d'une étude détaillée pour en déduire que le communiqué de Aref ne stipule que des droits insignifiants qu'on ne peut comparer à ce que nous a reconnu en fait d'association et de droits nationaux le texte de la constitution de 1958, qui n'accepte pas de reconnaître notre peuple et notre parti. Le président Aref, intentionnellement, ne cite jamais le nom du peuple kurde mais y fait allusion par l'expression " nos frères ", et fait de même avec le nom du cher Kurdistan auquel il fait allusion par le terme " le nord (du pays)". Cela signifie qu'il refuse de reconnaître l'existence du peuple kurde et de sa patrie le Kurdistan au sein de la République Irakienne, dont l'état est composé d'une partie du peuple arabe et de son pays et d'une partie du peuple kurde et de son pays, le Kurdistan.

La position du Maréchal Aref est la même que celle de son prédécesseur le général Qassem.

Les droits nationaux que reconnaît à ses "frères kurdes" le président, sous cette forme, ne peuvent être limités au droit d'enseigner en langue kurde dans les écoles primaires seulement. Voilà ce que dit sa dernière proclamation "Que nos frères kurdes sachent que nous agirons en fonction de leurs droits légitimes qui sont les mêmes que ceux des autres citoyens de la République Irakienne". Ce qui indique clairement que ce qu'entend le président par "les droits légitimes des Kurdes" est le droit de citoyenneté et d'égalité devant la loi; et cette reconnaissance est beaucoup moins grande que ce qu'ont accordé

les ba'thistes, car ils ont reconnu la réalité de l'existence du peuple kurde en Irak d'une façon claire et ont accepté le principe de la négociation, comme il apparaît dans le dernier paragraphe du communiqué émis par le conseil national du commandement de la révolution, daté du 11 mars 1963. "Le conseil national du commandement de la révolution proclame les droits du peuple kurde sur la base de la décentralisation. Ce principe sera inclus dans la consitution provisoire et dans la constitution définitive lors de leur légifération. Un comité sera créé pour tracer les grandes lignes de la décentralisation". De plus, "les droits nationaux" qui ont été reconnus par Aref pour ses frères kurdes" sont beaucoup moins importants que ceux qu'à reconnus la délégation populaire qui s'est rendue à Dshwar Kurna pour négocier avec Mulla Moustafa.

La délégation précitée a établi de nombreux points le 7 mars 1963.

Ce qui attire l'attention, c'est que Barzani lui même a omis toute mention du peuple kurde et du Kurdistan, il a remplacé le premier terme par le mot "mes frères" et le deuxième terme par le mot "la région", oubliant en cela le slogan éternel des partisans : "le Kurdistan ou la mort".

La reconnaissance des droits nationaux de peuple kurde sur la base de l'auto-administration sera incluse dans la constitution provisoire et définitive lors de sa promulgation. La modalité de son exécution sera clarifiée immédiatement. Malgré tous les faits qui précèdent, Barzani insiste sur le fait que son accord avec le Maréchal Aref représente la réalisation de tous les droits nationaux que revendique le peuple kurde, oubliant, ou cherchant à oublier, que lui même a affirmé dans la proclamation qu'il a signée que les droits qui nous ont été reconnus par le Maréchal Aref ne sont pas "les droits nationaux du

peuple kurde" comme nous nous les représentions, car ces droits ne se limitent qu'aux droits de citoyenneté, et le cachet national de ceux-ci ne dépasse pas le droit d'utiliser la *Langue* kurde dans l'enseignement primaire, au meilleur cas, comme pour toute petite minorité nationale ou colonie étrangère qui ne possède aucun des caractères d'un peuple et qui n'a pas de patrie. Dans la proclamation de Barzani il est dit: " et grâce à cela l'occasion est propice pour instituer les droits nationaux du peuple kurde au sein du peuple irakien dans une seule entité nationale". Cela est une corroboration par Mulla Moustafa Barzani, chef de la révolution et président du parti, du point de vue gouvernemental consistant à nier l'existence d'un peuple nommé peuple kurde en Irak, cela est également conforme à l'opinion des dirigeants du peuple kurde en ce qui a trait à son entité, son pays et ses droits depuis que notre peuple est affligé de ces dirigeants.

L'insistance du peuple kurde à jouir de ses droits légitimes sous la forme d'une autonomie au sein de la république irakienne est le roc sur lequel se sont brisées les négociations antérieures qui se sont déroulées dans des circonstances où le gouvernement était dans une position de faiblesse qui ne pouvait se comparer avec la position du gouvernement actuel. Et apparaissent encore plus clairement l'étendue et la perfidie du recul qui a affligé notre peuple et son mouvement de libération conséquemment à l'accord conclu entre le Maréchal et Barzani.

6 - Les droits démocratiques et l'accord

Tout le monde sait que la deuxième de nos revendications principales à laquelle notre révolution est fortement attachée tire son origine de bases principales authentiques et des véritables intérêts

populaires qui n'admettent pas le marchandage et.....(cette revendication est l'instauration d'un régime parlementaire et démocratique sain qui garantisse la sécurité, la liberté, les droits démocratiques et la coexistence pour tous les citoyens du peuple irakien).

Le régime démocratique sain qui s'appuie sur la volonté du peuple, qui défend ses droits et ses intérêts et lui octroie un domaine plus large pour s'auto-gouverner, outre le fait qu'il soit le meilleur régime pour l'Irak dans sa phase actuelle, signifie l'autonomie du Kurdistan, et constitue les garanties les meilleures pour la jouissance par le peuple kurde de ses droits nationaux et démocratiques d'une façon permanente; et cela renforcera les liens fraternels et combattants entre les peuples arabe et kurde car cela garantira l'évolution vers la réalisation de ses aspirations nationales légitimes. Cependant cet objectif essentiel de notre révolution et l'insistante et importante revendication populaire et légitime qui fait partie des revendications de tout le peuple irakien ont été méprisés et combattus dans les négociations.

Il n'est donc pas étrange que l'agression contre les libertés et les droits démocratiques en général, et contre les partis et l'activité des partis en particulier, ait été et ne cesse d'être l'essentiel des discours et des déclarations des responsables et soit une des tâches primordiales des appareils de propagande du régime dictatorial, militaire et presque individualiste du président Aref.

Le président lui-même exprime à chaque occasion son hostilité aux activités des partis et à la vie démocratique. On peut ainsi se référer à sa déclaration au journal "Al Jumhuriyyat" du Caire, à la fin du mois de février passé, dans laquelle il a proclamé qu'il n'a aucune intention de permettre la reprise des activités des partis

en Irak, car l'Irak a beaucoup souffert de la politique des partis. Barzani a exprimé son accord avec ce point de vue dans ses déclarations à de nombreux journalistes. "Je soutiens la dissolution des partis tant que cela conviendra aux intérêts du pays et à ses objectifs nationaux".

Cette prise de position hostile aux libertés démocratiques et aux activités politiques des partis, de la part de Barzani, au moment où il lança un appel demandant aux unités patriotiques des partisans de rentrer dans leurs foyers et de retourner à leurs activités professionnelles représente la liquidation de la lutte de libération du peuple kurde qu'elle soit une lutte armée ou politique. Un des rapports de la conférence historique de notre parti qui s'est tenue du 4 au 9 avril 1964 traite des conséquences de ce comportement préjudiciable : "l'acceptation par Mulla Moustafa du point de vue du gouvernement en ce qui concerne sa prise de position hostile aux droits et aux libertés démocratiques et aux activités des partis dans le pays apparaît de façon claire... Le coup d'arrêt mis à la révolution est un coup sévère porté à l'existence du parti et affaiblit les forces révolutionnaires organisées de notre peuple, le prive de son avant-garde démocratique et consciente et conduit à l'affaiblissement du mouvement démocratique en Irak d'une façon générale, en entraînant le renforcement de la tendance dictatoriale et individualiste des nouveaux dirigeants et renforçant le chauvinisme arabe et la réaction kurde".

L'accord donné par Barzani pour la dissolution des activités politiques du parti représente une acceptation implicite du point de vue de Aref en ce qui concerne l'idée "d'une seule action nationale" dans "une seule organisation révolutionnaire", "dans laquelle sont incorporées toutes les forces et fractions qui sont partout l'expression du peuple arabe et qui s'harmonisent avec toutes les organisations nationales des pays arabes; car il convient que toutes s'organisent dans "un seul mouvement arabe".

tant donné que l'emprisonnement, les préjudices subis et les arrestations sont survenus après la révolution et à cause d'elle. La proclamation de l'amnistie générale n'est pas la solution juste; par la simple promulgation de lois authentiques, ces préjudices deviendraient injustifiables.

Bien que deux mois aient passé depuis la signature de l'accord, des milliers de Kurdes sont encore dans les prisons et les centres d'emprisonnement pour des raisons liées à la révolution. De même, la confiscation des biens personnels appartenant à de nombreux accusés dans la plupart des régions du Kurdistan est encore en vigueur, de la même façon, des milliers de familles kurdes errent sans but alors que les tribus arabes envahisseuses profitent de leurs cultures et de leurs propriétés dont elles se sont emparées après avoir soumis aux pillages et aux massacres les familles kurdes légitimes propriétaires. Ces actes répréhensibles se sont produits avant et après la reprise des combats en application de la politique du gouvernement qui vise les paysans kurdes et cherche à établir les tribus arabes dans leurs villages et leurs lieux habitations au sein des régions de Kirkouk et Arbil. De même des dizaines de milliers de familles de Kirkouk ont été chassées après que le gouvernement détruisit leurs maisons sans leur permettre de prendre de quoi faire subsister une seule journée leurs familles affligées.

Parmi les milliers de fonctionnaires et employés civils et militaires, d'agents de police congédiés, de retraités, et ouvriers licenciés à cause de la révolution du Kurdistan, un pour cent seulement sera autorisé à reprendre son travail.

Ce qu'il convient de noter c'est que la plupart de ces questions ne sont pas mentionnées dans la proclamation gouvernementale.

De plus, le gouvernement n'a pas reconnu le principe du dédommagement des victimes de préjudices, tout ce qui a été mentionné à ce sujet dans la proclamation, ne dépasse pas cette phrase = remarque = "dédommagement des victimes de préjudices". Ce texte se différencie complètement de la franchise contenue dans le communiqué (se rapportant au remboursement équitable des propriétaires dont les terres ont été inondées par les barrages de Dokan et de Darbandikhan). Cette franchise totale est d'ailleurs complètement inutile puisqu'aucune mesure n'a été prise jusqu'à maintenant pour payer un seul dirham aux sinistrés bien que les régions de Dikan et Darbandikhan soient à l'heure actuelle sous le contrôle total du gouvernement et qu'il n'y ait donc pas d'excuse possible pour ajourner ces remboursements. Ainsi, nous voyons que l'accord entre le Maréchal et Barzani outre qu'il ne réalise pour le peuple kurde aucun des buts de la révolution nationale et démocratique, n'allège en rien les problèmes des affligés et des sinistrés qui ont été les victimes de la sale guerre...

CONCLUSION

Institut Kurde de Paris

Une question, toute question, existe si et quand elle est posée. Dans ce sens, le nationalisme kurde n'a cessé d'être un défi à l'Etat irakien depuis sa fondation en 1922. Cependant, les régimes irakiens succesifs, pendant la période étudiée dans cette thèse on eu tendance à traiter les manifestations plutôt que les causes sous-jacentes du mécontentement kurde. Les implications de cette attitude sur la politique irakienne ont été multiformes.

En premier lieu, la perpétuation du problème kurde en Irak a fourni aux puissances, régionales ou internationales, un instrument capable d'absorber les ressources des gouvernements irakiens, d'influencer leurs décisions et, dans certaines circonstances, de précipiter des changements dans les gouvernements eux-mêmes. En outre, les conditions créées par de longues années de guerre interne ont facilité la domination par les militaires des gouvernements de Bagdad, empêchant ainsi tout pas vers une démocratisation du système politique du pays. Qui plus est, du point de vue des partisans de l'Etat-Nation irakien, la seule existence d'un problème kurde a constitué un obstacle formidable à leurs tentatives d'amener les différentes composantes de la société irakienne à accepter de vivre ensemble.

Pendant la période couverte par cette thèse, nous pouvons distinguer deux vues globales divergentes à l'intérieur

de la famille politique irakienne sur la question kurde : l' "Irakiste" et la panarabe. Les "Irakistes" (les communistes, les **social-démocrates** et les libéraux) ont considéré l'octroi d'une forme d'autonomie aux Kurdes comme une condition préalable à l'instauration de la démocratie et comme une mesure nécessaire pour contenir les interventions étrangères dans les affaires internes de l'Irak. Les panarabes, pour leur part, ont rejeté, du moins jusqu'en 1930, les revendications kurdes comme une fabrication d'Israël et des ennemis de l'arabisme. Cependant les décisions politiques-et ceci pas seulement au Moyen-Orient- ne sont pas toujours nécessairement déterminées par les positions idéologiques, mais peuvent aussi, du moins dans certains cas, résulter de considérations personnelles ou du clan. Les nationalistes kurdes ont réagi différemment, à différentes époques, envers les attitudes mentionnées plus haut, bien que, le plus souvent, ils se soit identifiés plus facilement aux "Irakistes" et qu'ils aient rechercher des alliances avec eux.

En pratique, l'essence des revendications kurdes en Irak se résume à une demande de partage du pouvoir politique et économique de l'Etat. Ainsi, la réalisation des revendications kurdes exige un régime prête à respecter la pluralité ethnique, religieuse et politique de la société irakienne. Cet objectif est devenu encore plus difficile à atteindre en raison du renforcement progressif, depuis les années 50, de l'absolutisme de l'Etat irakien, parallèlement à l'augmentation extraordinaire des revenus pétroliers qui ont rendu l'Etat, pratiquement, économiquement indépendant de la société.

Bien qu'aucune solution pacifique du conflit actuel au Kurdistan'Irakne soit en vue, on voit mal comment une partie pourrait remporter une victoire militaire sur l'autre. Finalement, des négociations devront être engagées. Cependant, les principales questions demeurent : négocier avec qui et quand?

Institut kurde de Paris

BIBLIOGRAPHIE

Institut Kuhnle de Paris

Malgré le progrès relativement important de la recherche sur les Kurdes, au cours des deux dernières décennies, nous sommes toujours peu renseignés sur l'évolution sociale de la société kurde et sur les forces qui la composent aujourd'hui. Dans la bibliographie kurde⁽¹⁾, nous n'avons trouvé qu'une seule étude sociologique consacrée aux Kurdes d'Irak :

- Barth, Fredrik, Principles of the social organization of Southern Kurdistan, University Etnografske Museum Bulletin N° 7, Oslo, Brodrene Jorgensen A/S - Bikttrykkeri, 1953. Même cette étude, aussi instructive qu'elle soit, concerne essentiellement les structures tribales du Kurdistan d'Irak. Plus important encore : elle est périmée.

La bibliographie établie par le Pr K.M. Ahmad sur les ouvrages

(1) Nous avons connaissance de huit bibliographies kurdes :

- Ahmad, K.M. , مێژوو، زانستی مێژوو و کورد و مێژوو (l' Histoire Science de l' Histoire et les Kurdes et l' Histoire), Bagdad, ed. Afaq Arabya, 1983.
- Musaeljan, J.S. , Bibliografija po Kurdovendniju , publiée sous les auspices de l' Académie des Science de l' URSS, Moscou, ed. Vostotchnoj literatury, 1963.
- Van Rooy, Silvio et Tomboer, Kees, ISK! s Kurdish bibliography N°1, International Society Kurdistan, Amsterdam, 1968, 2 volumes ronéotypés.
- Ahmad, Sa' eed (Nariman) , بیبلیۆگرافیای کتیبی کوردی ۱۷۸۷-۱۹۷۵ , (Biblio- graphie de livres kurdes 1787 - 1975), Bagdad, publiée par l' Académie Kurde, 1977.
- Behn, Wolfgang, The Kurds of Iran : a selective and annotated bibliography, Londres, ed. Mansell, 1977.
- Soran, کیتابخانه‌ی کوردی , (la Bibliothèque kurde), Londres, 1978, 200 exemplaires ronéotypés.
- Rostopchin, F.B. , " Bibliographie po kurdskoj probleme " , dans Rovoliutionsionyi vostok , N° 3-5, 1933 .
- Alexsanian, A. , Bibliografija ketebed kurdieya sovietiya 1921 - 1960 , Erivan, 1961 .

historiques (y compris les articles) écrits par les Kurdes (de toutes les parties du Kurdistan) compte 976 textes. Il est à noter que la majorité de ces ouvrage aborde l' histoire kurde jusqu' à la fin de la première guerre mondiale seulement. Dans une certaine mesure ceci montre le degré de politisation de la recherche sur les Kurdes. Une indication encore plus significative est donnée par l' évolution des publication en langue kurde. Comme on peut le constater à partir des tableaux des pages suivantes, la publication en langue kurde en Irak a été déterminée , dans une large mesure, par la politique des gouvernements centraux vis-à-vis du mouvement nationaliste kurde. C' est en grande partie à cause de la politisation de la recherche sur les kurde que bon nombre des sources disponibles sur l' histoire Kurde sont partisans.

La bibliographie que nous présentons ici est uniquement composée de sources consultées pour la préparation de cette thèse. Elle peut être divisée ainsi :

I - Documents

II - Interviews

III - Thèse et mémoires non publiés

IV - Livres et articles

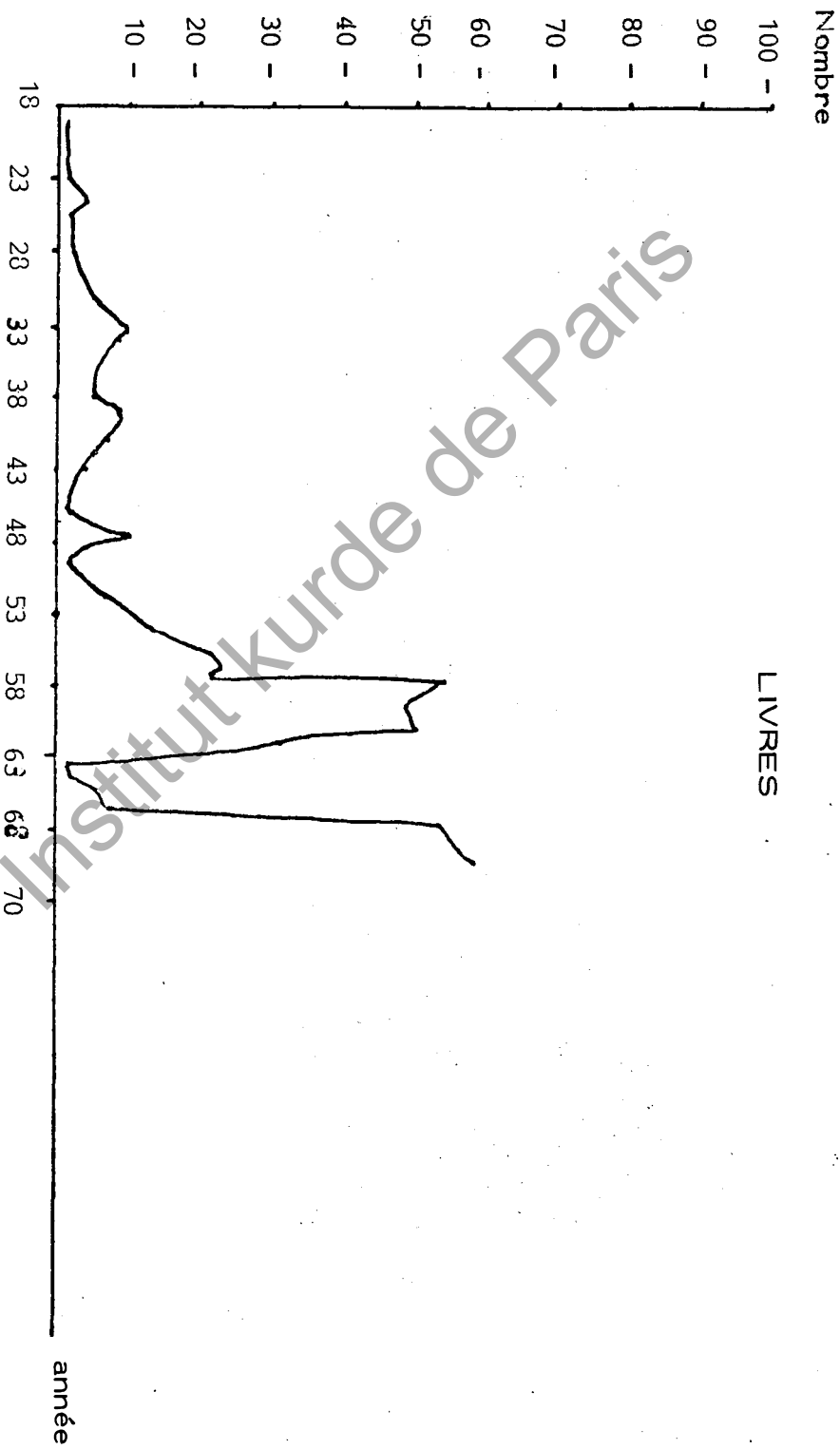
I - DOCUMENTS :

1 - P. D. K.

A - Editoriaux choisis de Khabat (organe central du PDK) :

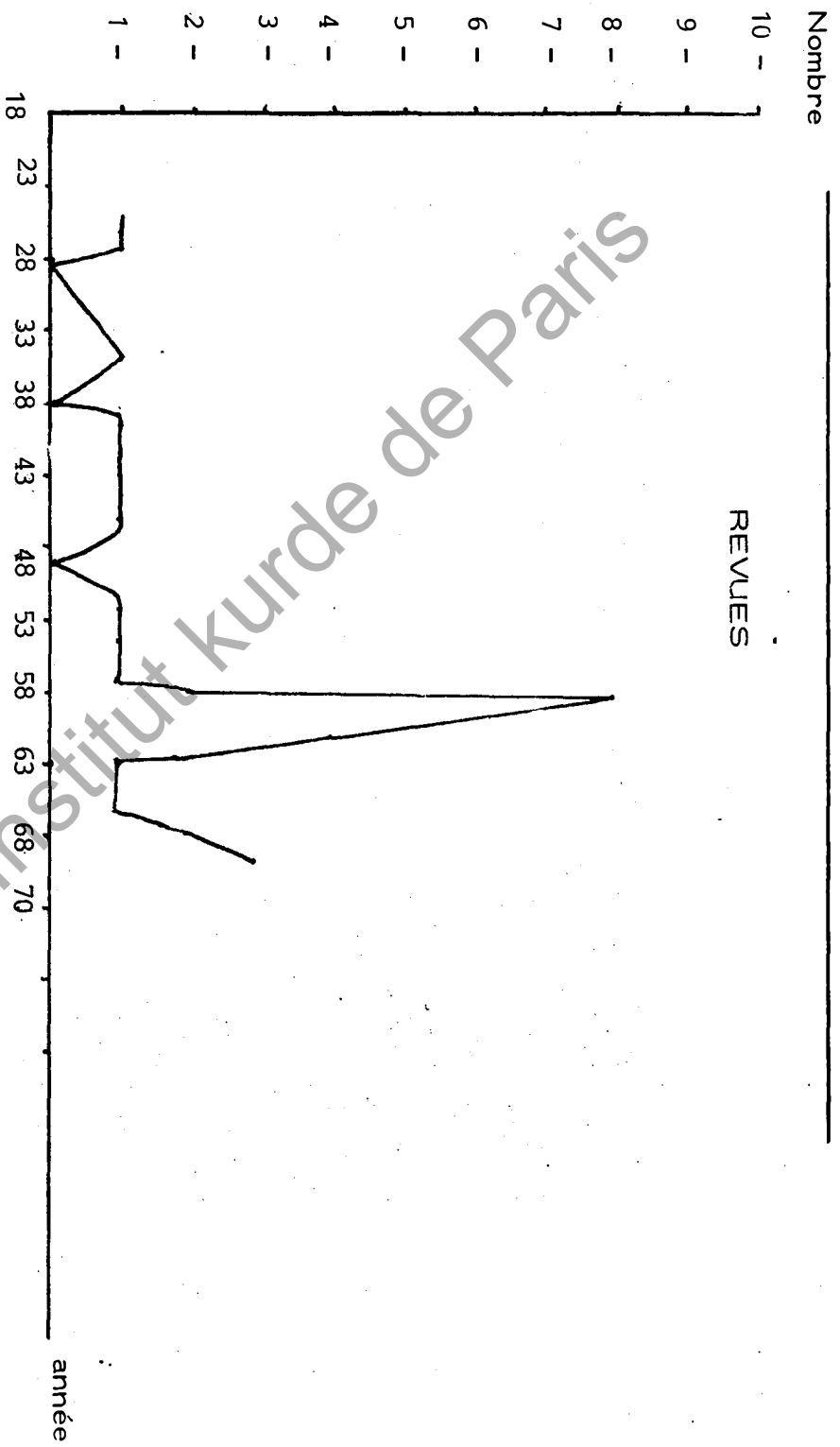
- " العقبات التي تعترض سبيل اتحاد القوى الوطنية " (les obstacles qui entravent la voie de l' unification des forces nationales), première partie, N° 59, Dimanche 20 septembre, 1959
- Ibid, 2^e partie , N°61, Mardi 22 septembre, 1959
- Ibid, 3^e partie, N° 62, Mercredi 23 septembre, 1959
- Ibid, 4^e partie, N°64 , Vendredi, 25 septembre, 1959
- " الاله انفصاليه اكدوبه استعماريه " (le séparatisme est un mensonge impérialiste), N° 68, Mercredi 30 septembre 1959

Evolution des publications en langue kurde en Irak 1918 - 1970 :



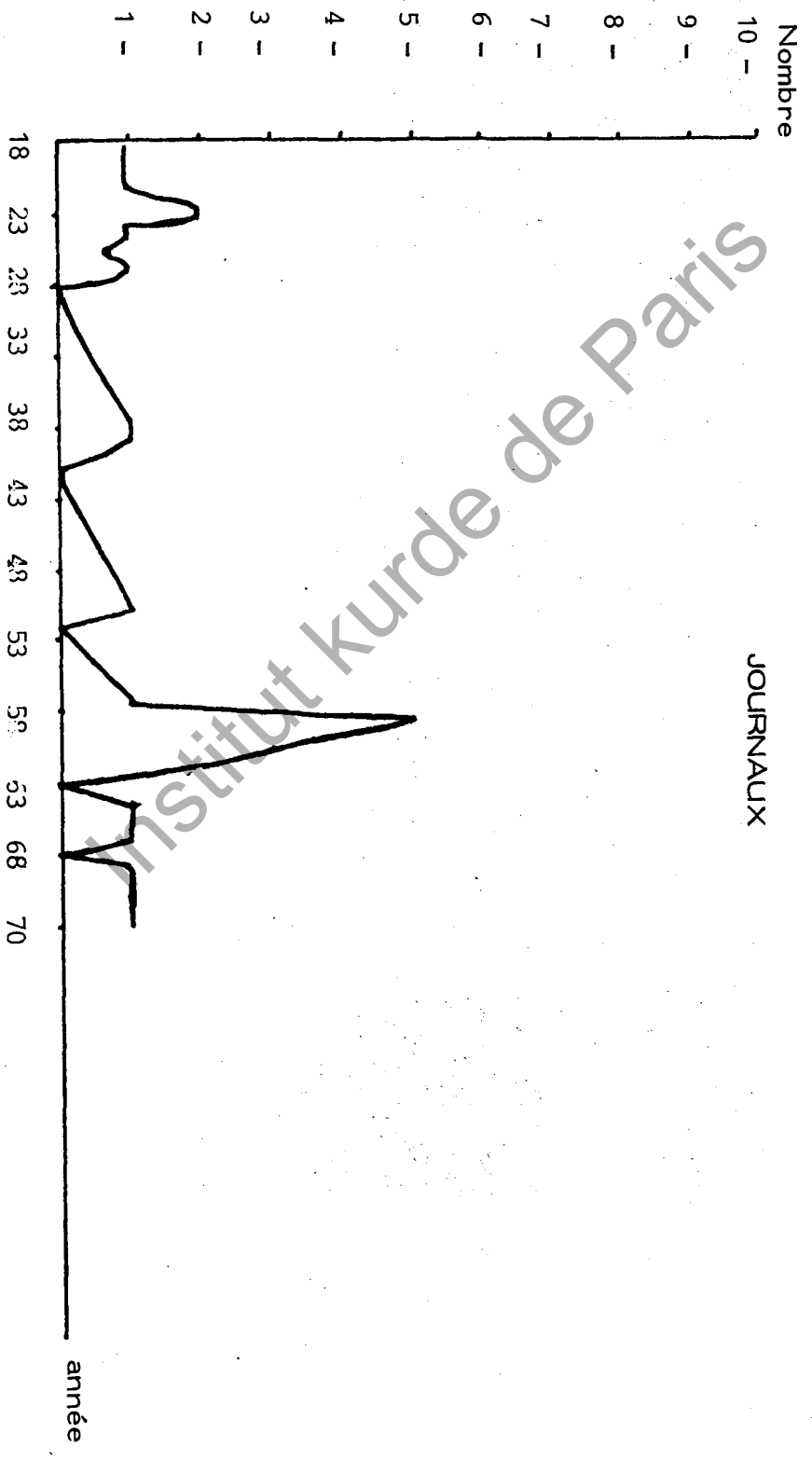
SOURCES : 1) Ahmad, Sa' eed (Nariman), بىبلىوگرافى كىتیبى كوردى , (bibliographie de livres kurdes 1787 - 1975), Bagdad, publiée par l' Académie Kurde, 1977. 2) Ahmad, K.M. پىگه پىشتى راستى و شوپىنى لم , (Tegaishitini Rasti et sa place dans le journalisme kurde), Bagdad, publiée par l' Académie Kurde, 1978. 3) Jabari, Jabar, تارىخ الصحافه الكوردیه فى العراق , (histoire du journalisme kurde en Irak), Bagdad, Al-Uma press, 1975. 4) Khaznadar, Jamal, راپورى رۆژنامگارى كوردى (guide du journalisme kurde), Bagdad, 1973.

Evolution des publications en langue kurde en Irak 1918-1970 :



SOURCES : Ibid.

Evolution des publications en langue kurde en Irak 1918 - 1970 :



SOURCES :

Ibid.

- " (les minorités nationales en Chine et leur développement ces dix dernières années), N° 69, Jeudi 1 octobre 1959, (numéro entièrement dédié à la République Populaire de Chine).
- " ثورة ١٤ تموز و القومية الكردية " (la révolution du 14 juillet et le nationalisme kurde), N° 93, Lundi 9 novembre 1959 .
- " ثورة اكتوبر و الشعب الكردي " (la révolution d' Octobre et le peuple Kurde), N° 91, Samedi 7 novembre 1959.
- " تعزيز و توثيق الاخوة العربيه الكردية و اجب وطني كبير " (le renforcement de la fraternité Kurdo-Arabe est un devoir national), N° 95, Mercredi 11 novembre, 1959.
- " تعزيز الوحدة العراقية " (le renforcement de l' unité irakienne), N° 97, Vendredi 13 novembre, 1959 .
- " (Que se cache-t-il derrière la campagne terroriste menée par la réaction iranienne contre le peuple Kurde ?) , N° 104, Mardi 24 novembre, 1959.
- " زعيم شعب و ليس زعيم حزب " (leader du peuple et non pas leader du parti), N° 108, Dimanche 29 novembre 1959.
- " دور الحزب الديمقراطي لكردستان العراق في قياده نضالات جماهير كردستان الكادحة " (le rôle du PDK en Irak à la direction de la lutte de la masse laborieuse du Kurdistan) , N° 144, Mercredi 13 janvier 1960.
- " نظامنا الديمقراطي و كيف يجب ان يكون " (Comment doit être notre régime démocratique), N° 147, Dimanche 17 janvier 1960.
- " اجازة الاحزاب الوطنييه تعزيز لنظامنا الديمقراطي الجمهوري " (l' autorisation des partis nationaux renforce notre régime républicain démocratique) N° 140, Vendredi 8 janvier 1960.
- " (l' importance de l' autorisation du PDK) , N° 141, Dimanche 10 janvier 1960.
- " (le préambule du programme et le règlement intérieur du PDK) , N° 142, Lundi 11 janvier 1960.

- " جمهورية العرب و الاكراد دعامة قويه للتضامن العربي " (la république des Kurdes et des Arabes est un puissant pilier de la solidarité arabe), N° 294, Lundi 22 aout 1960.
- " انكار القوميه الكرديه خطر يهدد الوجهه العراقيه الصادقه " (la négation du nationalisme kurde est un danger qui menace la vraie unité irakienne), N° 296 Mercredi 24 aout 1960.
- " الديمقراطيه تحتم فسح المجال لنشاط الاحزاب " (la démocratie nécessite l'élargissement du champ d'activités des partis politiques), N° 297, Jeudi 25 aout 1960
- " تنفيذ الماده الثالثه من الدستور يحتم توسيع ملاحيات المديرية العامه للدراسات الكرديه " (l'application de l'Article III de la Constitution implique l'élargissement des réponsabilités de la direction générale des études kurdes), N° 298, Vendredi 26 aout 1960.
- " اضهاد الاكراد في سوريا يتنافى مع مبادئ باندونج " (la répression des Kurdes en Syrie contredit les principes de Bandung), N° 299, Dimanche 28 aout 1960.

B - Déclarations, tracts, pamphlet, etc... :

- حول خطوره الوضع في كردستان , (sur la gravité de la situation au Kurdistan), Juin 1961.
- الشعب الكردي يناشد اخيه الشعب العربي للوقوف بوجه الاعتداءات الوحشيه التي تقوم بها القوات المسلحه بآء مر من عبدالكريم قاسم , (le peuple kurde s'adresse à ses frères arabes pour qu'ils s'opposent aux agressions sauvages perpétrées par les forces armées sur les ordres d' Abdul-Karim Qassem), le 16/9/1961.
- رساله الى وزير الداخليه , (lettre au Ministre de l'Intérieur) le 3/8/1961.
- تضريح جلال طالباني رئيس الوفد الكردي المتفاوض مع الحكومه العراقيه (la déclaration de Djalal Talabani, chef de la délégation kurde négociant avec le gouvernement irakien), le 5./6/1963.

- مذكرة القاهرة , (le Mémorandum du Caire), le 8/4/1963.

مقررات المؤتمر السادس للحزب الديمقراطي الكردستاني
(Les résolutions du sixième congrès du PDK), juillet 1964.

بيان من الحزب الديمقراطي الكردستاني حول تشكيل مجلس قياده الثورة في كردستان العراق
(la déclaration du PDK sur la formation du Conseil de Commandement de la Révolution au Kurdistan irakien), le 25/10/1964.

رساله الحزب الديمقراطي الكردستاني الى رئيس الجمهوريه العراقيه
(la lettre du PDK au Président de la République irakienne), le 10/2/1963.

- رساله مفتوحه الى سياده رئيس الوزراء
(lettre ouverte à son Excellence le Premier Ministre), le 5/12/1964.

- مذكرة البارزاني الى هيئه الامم المتحده-
(le mémorandum de Barzani aux Nations - Unies), le 1/1/1966.

مذكرة الحزب الديمقراطي الكردستاني الى اللجنة المركزيه للحزب الشيوعي
(le mémorandum du PDK au Comité Central du Parti Communiste irakien), le 28/4/1962.

- به ياني پارتي ديموكراتي كوردستان له باره ي سياسه تي به عسيه وه بو كيشه ي كورد
(la déclaration du PDK sur la politique du gouvernement ba' thiste face au problème kurde), le 15/2/1969.

- به ياني کوتاي هاتني كونگره ي جه وته ميني پارتي ديموكراتي كوردستان
(le communiqué final du septième congrès du PDK), le 25/11/1966.

- مذكرة من البارزاني الى الحكومه العراقيه
(mémorandum de Barzani au gouvernement irakien), le 28/11/1966.

بيان من المكتب التنفيذي حول البيان الذي اصدره مكتب شوء ون الشمال الى الشعب الكردي جوء خرا
(Communiqué du Bureau Exécutif sur le communiqué récent diffusé par le Bureau des Affaires du Nord au peuple Kurde), le 10/11/1968.

- مذكرة الى الاحزاب والقوى والشخصيات الوطنيه والقوى المسلحه في العراق حول الوضع
(le mémorandum adressé aux partis patriotiques, aux personnalités et aux forces armées de l'Irak sur la situation présente en Irak en général et dans le Kurdistan en particulier), le 15/4/1969.

- كورتة ميژووي پارتي ديموكراتي كوردستان (résumé de l'histoire de PDK), Institut des Cadres , le 1/1/1969.
- النص الكامل لجواب الحزب الديمقراطي الكردستاني علي مذكره الحزب البعث العربي الاشتراكي , (le texte complet de la réponse Mémorandum du parti Socialiste Arabe Ba' th), le 28/10/1972.

2 - Group Ahmad- Talabani :

A - Editoriaux choisis de al-Nour (organe central du groupe Ahmad-Talabani) :

- " كيف السبيل الى حل المساء له الكرديه ؟ " (Comment résoudre le problème kurde ?), 25 décembre 1969.
- " الپارتي والحزب البعث العربي الاشتراكي " (le PDK et le Parti Socialiste Arabe Ba' th), le 27 décembre 1969.
- " الپارتي و جبهه الاتحاد الوطني " (le PDK et le Front National Uni), 28 décembre 1969.
- " الحل الديمقراطي الثوري للمساء له الكرديه يضمن السلم و الاستقرار في كردستان " (la solution démocratique révolutionnaire du problème kurde garantit la paix et la stabilité au Kurdistan), 29 décembre 1969.
- " الپارتي و المطالبات التعجيزيه " (le PDK et les demandes impossibles), 30 décembre 1969.

B - Déclarations, tracts, pamphlets, etc... :

- البلاغ الختامي للموء تمر السادس للحزب الديمقراطي الكردستاني (le communiqué final du sixième congrès du PDK), fin mars 1967.
- في الذكرى الثانيه لصدور بيان ٢٩ حزيران (en mémoire du deuxième anniversaire du communiqué d 29 juin), le 29 juin 1968.
- من اجل صيانه الثورة و تحقيق اهدافها (pour prou prou préserver la révolution et accomplir ses objectifs), 1965.

- مسألة الاقليات في الوطن العربي , (la question des minorités nationales dans les pays arabes), Bagdad, ed. Al-Thawra, 1979.
 - Aflaq, Michel, البعث والوحدة , (le Ba' th et l' Unité), Beyrouth, ed. Al-Mu' asasa al-Arabya, 1975.
 - Aflaq, Michel, البعث والاشتراكية , (le Ba' th et le Socialisme), Beyrouth, ed. Al-Mu' asasa al-Arabya, 1973.
 - البعث حزب الطبقة العاملة , (le Ba' th parti de la classe ouvrière), Bagdad, ed. Al-Thawra, 1972.
 - بيان حول التطورات الاخيره في شمال العراق (déclaration sur les événements récents du nord de l' Irak), Bagdad, septembre, 1961.
 - حول الحركة المشبوهه في الشمال , (au sujet du mouvement suspect dans le nord), dans Al-Ichtiraki (organ central du parti), septembre 1962.
 - مخاطر الحركة المشبوهه في الشمال و موقف قاسم منها , (les dangers du mouvement suspect dans le nord et la position de Qassem), dans Al-Ichtiraki , Novembre 1962 .
- 5 - Gouvernement de l' Irak :
-
- Ministère de l' Information, الحكومة الوطنييه ومشكله الشمال , (le gouvernement national et le problème du nord), Bagdad, al-Jumhurya Press, 1965.
 - Ministère de l' Information, Iraq and its North , Bagdad, Al-Jumhurya Press, 1965 .
 - Ministère de l' Information, " Mulla Mustafa Barzani ; Agent of CIA " , dans Iraq Today , Bagdad, 1976.
 - Ministère de l' Information, la Déclaration de 11 Mars 1970 , Bagdad, Al-Hurrya Press, 1974.
 - Ministère de la Défense , محاكمات . وقائع المحكمه العسكريه العليا الخاصه (les actes du haut tribunal militaire extraordinaire) , Vols V et X , 1959
 - Ministère de la planification, The statistical Pocket Book , Bagdad, 1978.

- Ministère de la Planification, Annual Abstract of Statistics - 1974 , Bagdad, 1974 .

6 - Archives britanniques :

Il ne fait guère de doute que la source la plus riche sur les Kurdes d'Irak et sur l'Irak en général, pour la période qui va de la fin de la première guerre mondiale à 1958, est le Public Record Office , kew Gardens. De plus, la manière dont les documents sont classés et le professionnalisme du personnel facilitent grandement la tâche du chercheur. Ceci contraste fortement avec le désordre et l'inefficacité qui règnent dans les archives du Ministère des Relations Extérieures français . Les documents que nous présentons ici ont été sélectionnés parmi les dossiers consultés lors de notre recherche aux Public Record Office et l'India Office :

- Documents on British Foreign Policy , première série, Vol. V , 1919.
- Armenia and Kurdistan , Handbook prepared under the direction of the historical section of the Foreign Office - N° 62, 1920.
- Civil Commissioner of Mesopotamia : Review of the Civil Administration of Mesopotamia presented to both Houses of Parliament by Command of His Majesty , 1920.
- Abstract of Intelligence , 26 avril 1929.
- Admiralty to the Foreign Office , M/43677/22 , 6 décembre 1922.
- Foreign Office Memorandum, 14 March 1918 , LP and S 10 2249/1918/1/996
- Sulaimanya Municipality, 1920 , dossier 25/01.
- Sulaimanya Municipality, 1920 , dossier 25/02.
- Foreign Office 624/28/239 les situations politiques au Kurdistan en 1948.
- Foreign Office 624/71 les lettres de Barzani à l'Ambassadeur britannique et rapports divers sur les Barzanis.

- Foreign Office 624/91 les dépêches et télégrammes diplomatiques sur les Kurdes.
- Foreign Office 624/160 situation politique au Kurdistan, 1949, 1950, 1951.
- Foreign Office 624/186 Rapports politiques sur Sulaimanya, Arbil et Kirkouk.
- Foreign Office 624/138 Dépêches et memoranda du Consulat à Kirkouk à l' Ambassade à Bagdad. Cette série comprend trois rapports sur les partis politiques au Kurdistan en 1948.
- Foreign Office 371/82499 Divers rapports politiques.
- India Office , Events in Kurdistan, dossier 13/14, Vol. VI
- " , " , dossier 13/14, Vol. VIII
- " , " , dossier 13/14, Vol. X .

II - INTERVIEWS :

Les entretiens et les discussions avec des personnalités , des dirigeants, des cadres et des membres du PDK constituent une partie essentielle des sources de cette thèse. Malheureusement, la grande majorité des personnes interviewées ont requis l' anonymat. Toutes les interviews , excepté celle du Dr. Mahmoud Othman, ont été enregistrées :

- Ibrahim Ahmad Secrétaire général du PDK (1953 - 1964)
- Mahmoud Abdul-Rahman (Sami) : Ministre irakien pour les Affaires du Nord (1970 - 1974), membre du bureau politique du PDK (1964 - 1980), Secrétaire général du PDK (1976 - 1980).
- Dr. Mahmoud Othman : Secrétaire du bureau exécutif du Commandement de la Révolution kurde en Irak (1967 - 1975), membre du bureau politique du PDK (1964 - 1975).

- Ismet Cherif Vanly : représentant du mouvement kurde d' Irak en Europe
- Kamal Fuad : membre du bureau politique du groupe Talabani (1964 - 1970).
- Yilmaz Guney : cinéaste et personnalité kurde.

III - THESE ET MEMOIRES :

- Blau, Joyce, Le fait national kurde , mémoire de liecence, Université libre de Bruxelles, année académique 1961 - 1962 .
- Howell, Wilson, N. , The Soviet Union and the Kurds. A study of National Minority problems in Soviet policy, Thèse de Doctorat (Ph. D.), University of Virginia, U. S. A., 1965.
- Jwaideh, Wadie, The Kurdish National Movement : its origins and development, Thèse de Doctorat (Ph. D.), University of Syracuse, U. S. A., 1960.
- Hakim, Halkawt, La Confrérie des Naqshabandi au Kurdistan au XIX^e siècle, Thèse de 3ème cycle, Université de Paris IV, Octobre 1983.
- Mohseni, Chirine, Eléments d' étude sur l' assimilation des minorités nationales en Iran : le cas des Kurdes, Mémoire de D. E. A., Université de Paris VII, Octobre 1984.
- Othman, Hoshmand, Approche historique de l' évolution de la littérature kurde en Irak 1918 - 1961 , Mémoire pour le diplôme de l' E. H. E. S. S. , Septembre 1985.
- Othman, Siyamend, Le fond historique du déclenchement du mouvement armé kurde en Irak - 1961 , Mémoire pour le diplôme de l' E. H. E. S. S. , 1979.
- " " , " Le Kurde est le sang versé des Arméniens " par K. M. Ahmad - Apércu général du texte et de sujet , Mémoire de D. E. A., EHESS, 1981.
- Viennot, Jean-Pierre, Contribution à l' étude de la sociologie et de l' histoire du mouvement national kurde (1920 à nos jours), 2 volumes, Thèse de 3^e cycle, Ecole pratique des Hautes Etudes, 1969.

IV - LIVRES ET ARTICLES :

A - En langues moyen-orientales :

- Abdul-Rida, Majid, القضية الكردية في العراق , (la question kurde en Irak), Bagdad, ed. Tariq al-Jadid, 1975.
- Achyrian, Ch. J., الحركة الوطنية الديمقراطية في كردستان العراق , (le mouvement démocratique patriotique au Kurdistan irakien 1961 - 1968), traduit de russe en arabe par Walato, Beyrouth, ed. Al-Katib, 1978.
- Abdul-Jabar, Moustafa, تجربة العمل الجبهوي في العراق بين 1921 - 1958 , (l' expérience des fronts en Irak entre 1921 - 1958), Bagdad, Ministère de la Culture, 1978.
- Ahmad, Kamal Mazhar, الطبقة العاملة العراقية. التكون وبداية التحرك , (la classe ouvrière irakienne : formation et début du mouvement), Bagdad, ed. Al-Rashid, 1981.
- " " , میزوو، زانستی میژوو و کورد و میژوو , (l' Histoire, Science de l' histoire et les Kurdes et l' histoire), Bagdad, ed. Afaq Arabya, 1983.
- " " , تیگه‌یشتنی راستی وشوینی له روژنامه‌نوسی کوردی , ("Tegaiysh-tini rasti " et sa place dans le journalisme kurde), Bagdad, Kurdish Academy Press, 1978.
- " " , دور الشعب الكردي في ثورة العشرين العراقية , (le role des Kurdes dans la révolution irakienne de 1920), Bagdad, Al-Hawadith Press, 1978.
- " " , كردستان في سنوات الحرب العالمية الاولى , (Kurdistan pendant les années de la première guerre mondiale), Bagdad, Kurdish Academy Press, 1977.
- " " , " اول مدرسه كرده في ايران " , (la première école kurde en Iran), dans Al-Ta' akhi , Bagdad, 20 novembre 1973.

- Ahmad, Moustafe Sa' eed (Nariman), ببليوگرافياى كوردى ١٧٨٧-١٩٧٥
(bibliographie des livres kurdes 1787 - 1975), Bagdad, Kurdish Academy Press, 1977.
- Bazi, Hamid, بصره فى الفتره المظلمه , (Bassora à la période noire), Bagdad, ed. Al-Rashid, 1969.
- Brifkani, Muhammad, حقائق تاء ريخيه عن القضيه البارزانیه , (faits historique à propos du problème pbarzani), Bagdad, Al-Ahali Press, 1953.
- Chaderchi, Kamil, من اوراق كامل الجادرجي , (des papiers de Kamil al-Chaderchi), Beyrouth, ed. Al-Tali' a, 1971.
- Damaluji, Sidiq, اماره بهدينان الكرديه او اماره عماديه , (la principauté kurde de Badinan ou la principauté d' Amadya), Mousul, 1952.
- Durra, Mahmoud, القضيه الكرديه , (la question kurde), Beyrouth, ed. Al-Tali' a, 1966 .
- Feel, M.R., الكراد فى نظر العلم , (les Kurde d' un point de vue scientific), Bagdad, 1965 .
- Ghanyma, Yussif, تجاره العراق فى ماضيها وحاضرها (le commerce de l' Irak dans le passé et le présent), Bagdad, 1922.
- Ghalib, Sabih, قصه ١٤ تموز و الضباط الاحرار , (l' histoire de 14 juillet et les officiers libres), Bagdad, ed. Al-Jahid, 1971.
- Hassani, Abdul-Razaq, تاريخ الوزارات العراقيه , (l' histoire de Cabinet irakiens), 10 volumes, Sidon , ed. al-Urfan, 1955.
- " اليزيديون فى ماضيهم و حاضرم , (le passé et le présent des Yazidis) , Bagdad, ed. Al-Katib al-Jadiif, 1974.
- Himédie, Ja' far Abbas, التطورات السياسيه فى العراق ١٩٤١-١٩٥٣ , (les développement politiques en Irak 1941 - 1953), Bagdad, ed. Al-Numan, 1975.
- Hassan, Mohamad Salman, التطور الا قتصادى فى العراق (le développement économique en Irak 1864 - 1958), Vol. I , Beyrouth, ed. Al-Tali' a, 1971.

- Hajar, George, نحو اخوه عربيه - كرده , (vers une fraternité arabo-kurde), Beyrouth, ed. Al-Qods, 1975.
- Hussari, Sati' الدوله العثمانيه والبلاد العربيه , (l' Etat Ottoman et les pays arabes), Beyrouth, ed. Dar al-' Ilm, 1960.
- " , نشوء الفكره القوميه (la naissance de l' idée nationaliste), Beyrouth, 1956.
- Hussein, Fadil, سقوط النظام الملكي في العراق , (la chute de la monarchie en Irak), le Caire, ed. Al-Hanna' , 1979.
- Jabari, Jabar, تاريخ الصحافه الكرده في العراق , (l' histoire du journalisme kurde en Irak), Bagdad, ed. al-Uma, 1975.
- Ismail, Ardalan, اسرار بارزان , (les secrets de Barzan), Téhéran, Mazahiri Press, 1946.
- Khasbak, Shakir, الكراد : دراسه انثروبولوجيه , (les Kurdes : une étude anthropologique), Bagdad, ed. Al-Rabita, 1959 .
- Khayri, Sul' ad, من تاريخ الحركه الثوريه المعاصره في العراق. ١٩٢٠-١٩٥٨ , (sur l' histoire contemporaine révolutionnaire de l' Irak 1920 - 1958), Bagdad, ed. Al-Cha' b, 1975.
- Khaznadar, Jamal, بانگي كوردستان , (Bang-i Kurdistan), Bagdad, Al-Hurrya Press, 1974.
- Malah, Abdul-Ghani, التجربه بعد ١٤ تموز , (l' expérience après le 14 juillet), Beyrouth, ed. Ma' touq, 1966.
- Moustafa, Hassan, البارزانيون , (les Barzanis), Beyrouth, ed. Al-Tali' 1963.
- Moustafa, Abdul-Jabar, تجربه العمل الجبهوي في العراق ١٩٢١ - ١٩٥٨ , (l' expérience des fronts en Irak entre 1921 - 1958), Bagdad, Ministère de la Culture, 1978.
- Othman, Zaid (alias Mohamed Sherzad), نضال الكراد , (la lutte des Kurdes), le Caire, 1946.

- Pavitch, المساءله الكرديه , (la question kurde), traduit de russe en arabe par Bro, Beyrouth, Kawa Press, 1978.
- Peresh , بارزان و حركة الوعي القومى الكردي ١٨٢٦ - ١٩١٤ , (Barzan et le mouvement nationaliste kurde 1826 - 1914), Téhéran (?), 1980.
- Qassab, Abdul-Aziz, من مذكراتي , (tiré de mes mémoires), Beyrouth, 1962.
- Rasul, Izzadin Moustafa, الواقعيه في الادب الكردي , (le réalisme dans la littérature kurde), Beyrouth, 1969.
- Sabagh, Salah al-din, فرسان العربيه , (les cavaliers d' Arabisme), sans lieu de publication, 1956.
- Sajadi, Ala' adin, ميژووى شهده بي كوردي , (l' histoire de la littérature kurde), Bagdad , ed. al-Ma' arif, 1952.
- Shawi, M., القانون الدستوري في العراق , (la loi Constitutionnelle en Irak), Bagdad, sans date.
- Safwat, Najdat Fathi العراق في مذكرات الدبلوماسيين الاجانب , (l' Irak dans les mémoires des diplomates étrangers), Beyrouth, ed. Maktaba al-Aṣṣrya, 1969.
- Sulaiman, Hikmat Sami, النفط في العراق : دراسه سياسيه اقتصاديه , (le pétrol en Irak : une étude politique et économique), Bagdad, 1958.
- Talabani, Jalal, كردستان و الحركة القوميه الكرديه , (Kurdistan et le mouvement nationaliste kurde), Beyrouth, ed. Al-Tali' a, 1971.
- Wakil, Fuad Hussien جماعه الاهالي في العراق , (le groupe Ahali en Irak), Bagdad, ed. Al-Rashid, 1979.
- Wardi, Ali, لمحات اجتماعيه من تاريخ العراق الحديث , (aspects sociaux de l' histoire contemporaine de l' Irak), 8 volumes, Bagdad, ed. In Chad, 1969.
- Zubaidi, Laith Abdul-Hussien, ثوره ١٤ تموز في العراق , (la révolution de 14 juillet en Irak), Bagdad, ed. Al-Rashid, 1979.

B - En langues Européens :

- Adamson, David, The Kurdish War , Londres, ed. George Allen & Unwin Ltd. , 1965.
- Agabekov, George, OGPU : The Russian Secret Terror , traduit en anglais par Henry W. Bunn, New York, ed. Berntano's, 1931.
- Atiyah, Ghassan, Iraq 1908 - 1921 : A political history, Beyrouth, Institut Arabe de Recherche et de Publication, 1973.
- Barth, Fredrick, Principles of Social organization in Southern Kurdistan, University Ethnograisk Museum Bulletin N° 7, Oslo, Brodrene Jorgensen A/S-Biktrykkeri, 1953.
- Batatu, Hanna, The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq, Princeton, Princeton University Press, 1978.
- " " , " Class analysis and Iraqi Society " , dans Peuples Méditerranéens/ Mediterranean Peoples , N° 8 , juillet - septembre, 1979.
- Ben-Tzur, " The Kurds fight for autonomy " , dans New Outlook , Vol. VI, N° V, juillet-aout, 1963.
- Chérif Pacha, Mémemorandum sur les revendication du peuple Kurde, Paris, imprimerie A. G. L'Hoir, 1919.
- Chirguh, Bilich, Appel des Kurdes de Sud, Paris, publication de la ligue de Défense des droits Kurdes N° 7, 1931.
- Cohen, Claudine, Grandire au quartier Kurde, Rapports de générations et modèles culturels d' un groupe d' adolescents israéliens d' origine kurde, Paris, Institut d' Ethnographie, 1975.
- Dann, Uriel, Iraq under Qassem . A political history , 1958 - 1963 , Londres, ed. Pall Mall Press, 1969.
- De Morgan, J. , Mission scientifique en perse, étude géographique, T. II , Paris, 1895.
- Driver, " The name Kurd and its philological connexions " , dans Journal of Royal Asian Society, X , 1923.

- Eaglton, William Jr., The Kurdish Republic of 1946, New York, Oxford University Press, 1963.
- Earl, E.M., Turkey, the Great Powers and the Baghdad Railway : A study on Imperialism, Londres 1923.
- Edmonds, J.C., Kurds, Turks and Arabs. Politics, travel and research in north-eastern Iraq, Londres, Oxford University Press, 1957.
- " " , " Middle-East focus on the Kurds, dans The Daily Telegraph, 22 juillet 1958.
- " " , " The Kurds of Iraq " , dans The Middle-East Journal, II, 1957.
- Elahi nur Ali-Shah, l'Esotérisme Kurde, traduction, introduction, commentaire et notes par Mohammad Mokri, Paris, ed. Albin Michel, 1966.
- El-Haj, Aziz, L'Irak nouveau et le Problème kurde, Paris, ed. Khayat, 1974.
- Elphinston, " Kurds and the Kurdish Question " , dans Journal of the Royal Central Asian Society, XXXV , janvier, 1948.
- " " , " The Kurdish Question " , dans International Affairs, XXII, Janvier, 1946.
- Fichel, Walter J. , " The Jews of Kurdistan : A first hand report on a near-eastern mountain community " dans Commentry, VIII, décembre 1949.
- Ficher, The Soviet Union in World Affairs : A history of relations between the Soviet Union and the rest of the World, Londres, ed. J. Cape, 1930.
- Ganter, Serge, " le mouvement National kurde " dans Orient, N° 32 - 33 , 4^e trimestre, 1964 - 1965.
- Gaspard, J. , " The Eastern Arab Front : The dispute between Iraq and Iran and its impact on Kurdistan " , dans The New Middle-East, juillet 1969.
- Galawej, " Popular sayings, proverbs and the character of the Kurds " , dans The Kurdish Journal, I, Octobre 1964.
- Ghareeb, Edmond, The Kurdish Question in Iraq, Syracuse, Syracuse University Press, 1981.
- Green, F.V., The Russian Army and its campaigns in Turkey in 1877-78, New York, 1979.

- Grobba, Fritz, Manner und Machte im Orient , Gottingen, 1962.
- Guikovatky, Emile, " Comment les Kurdes ont été trahis ? " , dans l'Express 8-14 mars, 1976.
- Gwynne, Robert, " Defiant Kurds are ready for War " , dans The Observer, 31 mars 1974.
- " , " Hundreds killed in fighting in Iraq " , dans The Financial Times, 29 avril 1974.
- Hamilton, CH. W. , Americans and Oil in the Middle-East, Huston, 1962.
- Hamilton, Archibold, Road through Kurdistan : Narrative of an engineer in Iraq, Londres, Faber & Faber, 1958.
- Harris, George, " The Kurdish Conflict in Iraq " dan Ethnic Conflict in International Affairs, New York, 1977.
- Haward, Harry N. , The Partition of Turkey : A Diplomatic History 1913-1932, Oklohoma, University of Oklohoma Press, 1962.
- " , The King - Crane Commission : An American Inquiry in the Middle-East, Beyrouth, ed. Khayat, 1963.
- Hurewitz, J.C. , Diplomacy in the Near and Middle East : A documentary Record, Vol. II : 1914 - 1956, Princeton, ed. Von Nostrand, 1956.
- Hay, W.F. , Two Years in Kurdistan. Experiences of a Political Officer 1918-1920, Londres, ed. Sidgwick & Jackson, 1921.
- Herbert, Nicholas, " War with the Kurds ends in Iraq " , dans The Times, 29 avril, 1970.
- Hirst, David, " The case of the exploding Sheikh " , dans the Guardian, 3 décembre, 1971.
- " , " The Arab Mafia " , dans The Guardian , 23 juillet 1973.
- " , " The lesson of Qal' a Diza " , dans The Guardian , 7 mai 1974.
- Ireland, P. W. , Iraq : A study in Political Development, Londres, 1937.

- Jawad, Sa' d, Iraq and the Kurdish Question 1958 - 1970 , Londres, Ithaca Press, 1981.
- Johns , Fichard, " Iraq Poison gas plan alleged " dans The Financial Times, 12 septembre 1973.
- Kinnane, Derek, The Kurds and Kurdistan, Londres, Oxford University Press, 1964.
- Khadduri, Majid, Republican Iraq, Londres, Oxford University Press, 1969.
- Kopietz, H.H. , " The use of German and British Archives in the Study of the Middle-East : The Iraqi Coup d' Etat of 1936 " dans Abbas Kelidar (ed), The Integration of Modern Iraq, Londres, Groom Helm Ltd. , 1979.
- " Kurdistan " , in Encyclopedia Britanica, 1964.
- " Kurdy " dans Bolshaia Sovietskaia Ensiklopedia, ed. 1937.
- Les Kurdes et le Kurdistan, ouvrage collectif sous la direction de Gérard Chaliand, Paris, Maspéro, 1978.
- Kutschera , Chris, Le mouvement National Kurde, Paris, Flammarion, 1979.
- " , , " Avec les Peshmegas en lutte contre l' Irak " , dans le Monde, 3 - 4 novembre 1985.
- Laquerur, Walter Z. , Communism and Nationalism in The Middle-East, New-York, ed. Frederick A. Praeger, 1965.
- Leach, R.E. , Social and Economic organization of the Rawanduz Kurds, London School of Economics and Political Science, Monograph on Social Anthropology N°3, Londres, ed. Percy Lund-Humphries & Co, 1940.
- Lenczowski, George, " Evolution of Soviet Policy towards the Middle-East " , dans Journal of Politics, 20 fevrier 1958.
- Lewis, Bernard, The Middle-East and the West, Indiana, Indiana University Press, 1964.
- Longrig, Stephan, Iraq 1900 - 1950 : Political, Social and Economic History, Londres, Oxford University Press, 1953.
- Mairko, H. , " Stop the atrocities against the Kurds " , dans International Affairs (Moscou), aout - 1963.
- Mason, Kenneth, " Central Kurdistan " , dans The Geographical Journal, VII, Londres,

- Mauriès, René, Le Kurdistan ou la mort, Paris, ed. J' ai lu, 1967.
- Mc Carus, Ernest N, A Kurdish Grammar : Descriptive Analysis of the Kurdish of Sulaimanya, Irak, New York, American Council of Learned Societies, 1958.
- Minorsky, " Kurdistan ", et " Kurds ", dans The Encyclopaedia of Islam, Vol. II, E - K, Londres, Luzac & Co.
- More, Christiane, Les Kurdes aujourd' hui. Mouvement nationale et organisator politiques, Paris, L' Harmatan, 1984.
- Nikitine, Basil, Les Kurdes. Etude sociologique et historique, Paris, Librairie Klincksieck, 1956.
- O' Ballance, Edgar, The Kurdish Revolt 1961 - 1970, Londres, Faber & Faber, 1973 .
- Penrose, E . F., " Une tentative de gouvernement civil en Irak ", dans Orient, N° 39, 1966.
- Powell, E.A., The Struggle for Power in Muslim Asia, New York, Century, 1923.
- Pradier, Jean, Les Kurdes. Révolution silencieuse, Bordeaux, ed. Ducros, 1968.
- Rambout, Lucien, Les Kurdes et le Droit. Des textes des faits, Paris, les éditions du Cerf, 1947.
- Rejwan, N, " Iraq' s Kurdish problem ", dans Midstream, Vol. IX, Septembre 1963.
- Richard, Cottam, Nationalism in Iran, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1964.
- Rich, Narrative of a residence in Koordistan, Vol. I, Londres, ed. James Duncan, 1836.
- Riyvoyre, Denis, Les vrais Arabes et leur pays, Paris, 1884.
- Rossi, Pierre, L' Irak des révoltes, Paris, Seuil, 1962.
- Safire, William, " Mr. Ford' s secret sell-out ", dans The New York Times, 5/2/1976.

- Safrastian, Arshak, Kurds and Kurdistan, Londres, Harvill Press, 1948.
- Schmidt, Danna Adams, Journey Among Brave men, Boston, Little Brown, 1964.
- Shamilov, Arabo, " The Kurds , their past and present " , dans New Times, (Moscou), octobre 9 1963.
- Sim, Richard, Kurdistan : The search for recognition, Londres, Institute for the Study of Conflict, N°5, 1980.
- Sluglett, Peter, Britain in Iraq , Londres, Ithaca Press, 1976.
- Spencer, William, Political evolution in the Middle-East, Philadelphia, Lippicout Company, 1962.
- Sykes, Mark, The Caliph' s last Heritage. A short History of the Turkish Empire, Londres, ed. Macmillan & Co. , 1915.
- Taylor, J.G. , " Travels in Kurdistan, with notices of the sources of the eastern and western Tigris and ancient ruins in the neighbourhood " , dans The Journal of the Royal Geographical Society, XXXV, 1865.
- Townsend, John, " Industrial development and the decision-making process " , dans Tim Nibloc (ed.), Iraq : The contemporary State, Londres, Croom Helm, 1983.
- Toynbee, Arnold, et Kirkwood, Kenneth, Turkey, New York, ed. Charles Scribner' s & Sons, 1927.
- Toynbee, Arnold, Survey of International Affairs, Vol. I, Londres, Oxford University Press, 1927.
- Van Bruinessen, Martin, " Popular Islam, Kurdish nationalism and rural revolt : The rebellion of Shaikh Sa' id in Turkey " , dans Janos M Bak et Gerhard Beneck (ed), Religion and Rural Revolt, Manchester, Manchester University Press, 1984.
- " , Agha , Shaikh and State. On the Social and Political organization of Kurdistan, Amesterdam, 1978.
- Vanly, Ismet Cherif, Kurdistan irakien, entité nationale, Neuchatel, ed. la Baconnière, 1970

- Vanly, Ismet Cherif, Survey of the national question of Turkish Kurdistan, Rome, publié par Hevra, 1971.
- Veltman, (M.Pavlovic), "Sovietskaia Russiia i anglo-frantsuskie intrigi V vostoke", dans Kommunistitcheskii International, N° 14, 6 novembre 1920.
- Vernier, B., " La question kurde ", dans Revue de Défense Nationale, Janvier 1965.
- Viennot, J-P, " Kurdistan : une nation déchirée ", dans Le Monde Diplomatique, 2/8/1971.
- Wheeler, G. , " Soviet interests in Iran, Iraq and Turkey ", dans The World Today, mai 1968.
- Wigram, W.A. et Edgar, T.A., The Cradle of Mankind. Life in eastern Kurdistan, Londres, ed. A&C Black, 1922.
- Wilson, Arnold, Loyalties : Mesopotamia 1917 - 1920 , Vol.II, Oxford, Oxford University Press, 1936 .
- Xenophon, Anabase (IV - VI), texte établie et traduit par Paul Masqueray, Paris, 4^e éditions, ed. Les Belles Lettres, 1962.
- Ximénèz, S., Kurds and Armenians, Londres, Strangeway & Sons, 1895.
- Zinder, Robert, " Kurdish nationalism and the new Iraqi goverment ", dans Middle-East Affairs, Vol. X, N° 1, Janvier 1959.

JOURNAUX CITES DANS CETTE THESE:

Al-Nour (Bagdad)

Al-Ta' akhi (Bagdad)

Al-Thawra (Bagdad)

Al-Fajr al-Jadid (Bagdad)

Al-Jumhurya (Bagdad)

Khabat (Bagdad)

Ittihad al-Sha' b (Bagdad)

An-Nida (Beyrouth)

An-Nahar (Beyrouth)

Keyhan (Téhéran)

The Times (Londres)

The Guardian (Londres)

The Financial Times (Londres)

The New York Times (New York)

The Daily Telegraph (Londres)

Le Monde (Paris)

Le Monde Diplomatique (Paris)

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris